

LE SÉQUESTRE ET LA VENTE DES BIENS DES ÉMIGRÉS

DANS LE DISTRICT DE ROUEN

(1792 — AN X)

Thèse présentée pour le Doctorat ès lettres

devant la Faculté des Lettres de Paris

PAR

M. BOULOISEAU

*Ancien élève diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes
Diplômé d'Etudes supérieures d'histoire et géographie*

PARIS

NOVATHESE

11, RUE MALEBRANCHE, 11

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE SÉQUESTRE ET LA VENTE DES BIENS DES ÉMIGRÉS

DANS LE DISTRICT DE ROUEN

(1792 — AN X)

*Thèse présentée pour le Doctorat ès lettres
devant la Faculté des Lettres de Paris*

PAR

M. BOULOISEAU

*Ancien élève diplômé de l'Ecole des Hautes Etudes
Diplômé d'Etudes supérieures d'histoire et géographie*

PARIS
NOVATHÈSE
11, RUE MALEBRANCHE, 11
1937

LE SÉQUESTRE
ET
LA VENTE DES BIENS
DES ÉMIGRÉS

DANS LE DISTRICT DE ROUEN

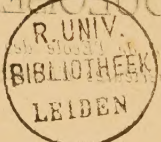
(1792 — 1793)

Thèse présentée pour le Doctorat en Lettres
devant la Faculté des Lettres de Paris

PAR

M. BOLLIGNEAU

Faculté des Lettres de l'École des Hautes Études
diplôme d'études supérieures en Lettres et en Géographie



PARIS

NOUVEAUX

11, RUE MATHIEU, 11

1837

A la mémoire d'Albert Mathiez.

AVANT-PROPOS

Les historiens de la vente des biens nationaux ont généralement marqué une préférence très nette pour ceux de première origine. Ils ont considéré l'étude des biens de seconde origine, comme un appendice, un complément à leurs précédentes recherches, paraissant ainsi méconnaître la place originale que les propriétés confisquées sur les émigrés, déportés, condamnés et étrangers tenaient dans l'ensemble des ventes. Mais ils s'attachaient surtout à analyser le mécanisme des adjudications sous les différents régimes, à faire ressortir les conséquences financières de l'opération. Souvent aussi, ils se contentaient de publier un recueil de procès-verbaux, avec une introduction à laquelle on eût souhaité plus d'ampleur. Ainsi, le fait de vouloir assembler deux études qui ne demandaient qu'à rester autonomes, nécessitait un tel travail, qu'ils ne pouvaient approfondir leur analyse. Par suite, le problème du séquestre, de la confiscation, des opérations préliminaires aux ventes, n'a été envisagé pour la première fois qu'en 1929 (1). Et cependant, le groupement logique qui s'imposait pour un plan méthodique de recherches, c'était celui

(1) Cf. ci-dessous, Bibliographie : Robin. Le séquestre des biens des sujets ennemis.

du séquestre et de la vente des propriétés de même origine; aussi d'abord avions-nous englobé dans notre étude tous les biens de seconde origine confisqués en Seine-Inférieure. Mais l'énorme quantité de documents accumulés par dix années d'une administration compliquée nous a obligé à limiter ce travail aux seuls apports des émigrés, dans un seul district, quitte, le cas échéant, à élargir nos conclusions au département tout entier.

Notre choix s'est porté sur la région rouennaise à cause d'un certain nombre d'éléments originaux, qui donnent à ces recherches plus d'intérêt. Le district de Rouen comprenait 9 cantons et 122 communes, s'étendant sur 85.000 hectares. A côté d'agglomérations urbaines extrêmement denses (1), puisqu'elles comptaient 90.976 âmes sur un total de 163.672 habitants (2), la vie rurale tenait une place importante. La campagne participait de deux régions différentes : le plateau crétacé du pays de Caux, et la vallée de la Seine, trait d'union entre la mer et Paris. Cette coexistence de la grande et de la petite propriété nous permettait d'envisager le problème du séquestre dans toute sa diversité. D'autre part, la capitale de la Haute Normandie groupait, sous l'Ancien Régime : un Parlement, une Cour des Comptes Aydes et Finances qui comprenait 9 présidents et 64 conseillers (3), une Monnaie, une Amirauté, une Maîtrise des Eaux et forêts, des Tribunaux consulaires, la Vicomté de l'Eau, le Bailage. Ces institutions entretenaient tout un entourage d'avocats, d'huissiers, et « d'hommes de lois » (4). De même la cathédrale, les multiples

(1) Rouen, Darnétal, Elbeuf.

(2) AD. S.I., L. 2371, enquête de messidor, an II, et Levainville, Rouen, o.c., p. 375.

(3) Vernier, Introduction à l'inventaire de la série L des Archives départementales de la Seine-Inférieure. Rouen, Lestringant, p. 11.

(4) Cf. Almanach de Rouen, 1788.

églises et couvents, nécessitaient la présence d'un nombreux clergé. Gens de robe, fonctionnaires royaux et ecclésiastiques, très attachés à leurs prérogatives, à la royauté et à la religion, devaient fournir à l'émigration un contingent plus important et plus varié qu'ailleurs. Enfin, toute la région passait pour être profondément contre-révolutionnaire. Il nous a paru intéressant de voir jusqu'à quel point ces affirmations étaient fondées, et quelles répercussions l'opinion des administrateurs a pu entraîner dans l'application des lois révolutionnaires.

Ainsi, nous nous proposons, d'une part, de classer l'imbroglie des décrets et circulaires concernant l'émigration, le séquestre et la vente des biens des émigrés ; d'autre part d'étudier l'exécution de ces mesures dans les conditions particulières au district de Rouen, et par extension à toute la Normandie. Nos conclusions n'ont donc qu'une valeur régionale. Ajoutons en passant, que la discrétion, la prudence des administrateurs normands a souvent alourdi notre tâche. Même dans les débats les plus houleux, les procès-verbaux ne nomment jamais personne : « un membre a dit... », voilà la formule consacrée. Les corps constitués se solidarisaient dans un anonymat qui diminuait la part de responsabilité de chacun, en la laissant peser sur tous. Pour établir les intentions cachées des individus, il fallait se livrer à une sorte d'étude psychologique des textes. Mais comme nous donnons, dans le domaine historique, peu de crédit aux déductions hâtives et à la divination, nous laisserons souvent le lecteur en face des faits, sans imposer nos convictions personnelles. (1)

(1) Le sujet de ce travail m'a été proposé par Albert MATHEZ en 1930. Après sa mort M. Georges LEFEBVRE me guida, suivit mes efforts. Qu'il trouve ici l'expression de toute ma gratitude.

DISTRICT
DE
CAUDEBEC

DISTRICT
LA BOLL
22
75

ALLGEMEINER ELBEUF

CARTE DU DISTRICT DE
ECHELLE DE 20.000

DISTRICT DE
NEUFCHATEL

ESNIL
FRICHES MESNIL

SUX
MOTTEVILLE
ESTEVILLE YRUEBEUF

MAITEVILLE COLMARE

CAILLY
ST GERMAIN S/C.

GOUVILLE
LA RUE ST PIERRE
ST JEAN S/C.

ST ANDRE S/C.
ST GEORGES S/FONTAINE

RIBEUF
LAS DU VERT BOIS

LA POMMERAYE
MORIGNY

SNEAUVILLE
LA VIEUX-RUE

PREAUX

RONCHEROLLES S/LE VIVIER

QUEVREVILLE-LA-MILLON

BOIS L'EVEQUE

ST JACQUES S/DARNETAL MAZOUVILLE S/RY

EPREVILLE S/RY

BOIS DENNEBORG

ST AUBIN LA RIVIERE

EPINAY FRESMEULE PRAN

MONTMAIN

N.D. DE FRANQUEVILLE

ST PIERRE DE F. MESNIL-RACULT.

FRANQUEVILLE

BOOS

LANGUEVILLE CHAMP-

DOISSEL

ST AUBIN LA CAMPAGNE

QUEVREVILLE-LA-POTERIC

YMARE

AUTHIEUX

DISTRICT

DE

LA RIVIERE

LE VAL

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

LOUVIERS

(D'APRES L'ATLAS NATIONAL
IMPRIME A PARIS EN 1850,
CHEZ DUMEZ, RUE DE LA HARPE

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES MANUSCRITES (1)

Le sujet même de notre travail implique une quantité considérable de dépouillements d'archives. Toutefois, comme il s'agit de l'étude des opérations concernant les émigrés et leurs biens, dans un cadre limité, nous n'avons trouvé à Paris, que peu de documents.

Grâce aux indications de MM. Caron et Georges Bourgin, nous avons pu localiser nos recherches *aux Archives Nationales* (A.N.) dans les séries, sous séries et cotes suivantes :

- F^{1b} et F^{1c}.
- BB³⁰ (235).
- AD XII.
- AFII, AFIII, AFIV.
- DIII (272-273-274).
- O³/.
- F⁷ 3900-3905 et 5752-5772⁴.
- Q² (149-164).
- T 363^{1, 2, 3, 3b, 4, 5} (Bigot de Sainte-Croix) 1123³¹ (Colbert de Seignelay).

Nous avons ainsi retrouvé des originaux dont les minutes étaient égarées, et procédé surtout à des recoupements qui nous ont permis d'identifier un certain nombre d'émigrés. Mais la presque totalité de nos sources se trouvent réunies à Rouen. La Seine-Inférieure possède l'un des dépôts les plus riches de France. Un certain nombre de séries ne sont pas encore classées et par suite sont d'un abord difficile. Nous y avons consulté un nombre tel de liasses et de registres que l'énumération en serait fastidieuse : aussi, nous bornerons-nous à indiquer les groupes les plus importants.

(1) Les abréviations sont indiquées à la suite des sources.

Archives départementales de la Seine-Inférieure (AD. SI.).

Série C : 399 à 402 : Rôle de la capitation pour 1789.

555 et suiv. : Rôle des Vingtièmes (arrondissement de Rouen).

586 : Etats des chefs de famille taillables, et des ecclésiastiques nobles et privilégiés, de chaque paroisse.

Série E : Documents groupés par familles. Les plus importants sont ceux de Bailleul (43 liasses), Bigot (34 l. et 1 reg.), Caillot (131 l. et 16 reg.), Romé du Bec (108 l. et 76 reg.), Vintimille (54 l. et 14 reg.). Ils contiennent quelques pièces intéressant la période révolutionnaire et donnent des indications précieuses sur la propriété des émigrés. A la suite, on a conservé un certain nombre de terriers et de plans, qui ne sont malheureusement complets que pour les biens de Caillot de Coquereumont (n^{os} 232 à 245 et 173 à 180). Le fonds de Belbeuf comprend également les terriers des seigneuries appartenant à Godart (Belbeuf, St-Léger du Bourg Denis, Gouy, Le Mesnil-Esnard, Bonsecours, et quelques îles de la Seine) (1).

Série L : (Inventaire sommaire dressé par M. Vernier). Elle ne contient pas moins de 6.000 articles. Nous y avons utilisé :

- 47 à 51 : Arrêtés du Département (Domaines nation^{ts}).
- 52 : Idem (Forêts).
- 81 à 91 : Idem (Emigration).
- 123 à 128 : Bureau des Domaines du département (Biens d'émigrés).
- 129 à 135 : Bureau de la Liquidation de la Dette.
- 136 à 138 : Forêts.
- 150-151 : Bureau d'émigration du département.
- 166 à 175 : Recueils factices des arrêtés du département.
- 311 à 313 : Administration générale et police.
- 323 : Police générale. Surveillance des émigrés.
- 1180 à 1182 : Bibliothèque de Rouen.
- 1183 à 1185 : Musée de Rouen.
- 1348 à 1358 : Indigents.
- 2371 et 6409 : Population.
- 3241 et 4143 : Matières d'or et d'argent.
- 5449 à 5451 : Comité de surveillance de Rouen.
- 5690 à 5703 : Société populaire de Rouen.

On trouve dans les mêmes travées les archives du Tribunal criminel de la Seine-Inférieure (T.crim.) classées par ordre chronologique.

(1) Inventaire manuscrit.

Série Q : Alimentée par des versements successifs qui ne sont d'ailleurs pas terminés (1) Cette série, extrêmement étendue, remplit plusieurs travées situées à des étages différents. Non seulement elle n'est pas classée, mais elle ne comporte pour tout inventaire qu'une brève nomenclature par masses. Nous avons, autant que possible, conservé les titres des liasses et des registres, mais ils sont parfois très vagues, ou encore font double emploi. Pour permettre aux chercheurs de retrouver plus commodément les documents auxquels nous nous référons, nous en avons dressé une liste :

a) *Emigration (Em.). District de Rouen (Distr. de Rouen)*
Registres (reg.)

Correspondance :

- T. I du 27 avril 1792 au 9 brumaire an II.
- II du 11 brumaire an II au 13 germinal an II.
- III du 14 germinal an II au 4^e sans-culottide an II.
- IV du 1^{er} vendémiaire an III au 23 ventôse an III.
- V du 1^{er} germinal an III au 26 brumaire an IV.

Arrêtés :

- I du 14 mai 1792 au 10 juin 1793.
- II du 10 juin 1793 au 31 août 1793.
- III du 31 août 1793 au 4 nivôse an II.
- IV id. au 14 germinal an II.
- V id. au 16 thermidor an II.
- VI id. au 12 frimaire an III.
- VII id. au 25 germinal an III.
- VIII id. au 6 frimaire an IV.

Requêtes :

- II du 6 août 1793 au 8 ventôse an II.
- III id. au 14 messidor an II.
- IV id. à brumaire an III.
- V id. au 15 ventôse an III.
- VI id. à thermidor an III.
- VII id. à frimaire an IV.

Affirmations de créances sur les émigrés :

- I du 18 septembre 1792 au 11 décembre 1792.
- II id. au 16 février 1793.
- III id. au 15 prairial an II.
- IV id. à floréal an III.

(1) Nous avons retrouvé à la Direction de l'Enregistrement de Rouen, des sommiers de biens d'émigrés et des comptes de Receveurs de la Régie qui complètent ceux que nous possédons déjà aux Archives. Ils vont faire l'objet d'un versement très prochain ; aussi, les désignons-nous selon le même mode que les autres documents auxquels ils doivent être adjoints.

Liasses concernant (2) :

1° le département tout entier (Dép.).

2° le district de Rouen (Personnel. Listes. Matières diverses. Créances. Correspondance... etc.).

3° les administrations cantonales : St-Jacques-sur-Darnétal (2 l.), Rouen (3 l.), Elbeuf (1 l.), Darnétal (1 l.), Monville (1 l.), Franqueville (1 l.), Cailly (2 l.), Canteleu (2 l.), St-Jean-de-Cardonnay (2 l.).

b) Biens nationaux.

1° Recueils factices des procès-verbaux d'adjudication :

Biens de 2^e origine (district de Rouen)

- T. I de vendémiaire à ventôse an II.
- II de ventôse à germinal an II.
- III floréal et prairial an II.
- IV du 19 juin au 15 juillet 1794.
- V du 19 juillet au 13 septembre 1794.
- VI du 25 septembre au 17 décembre 1794.
- VII du 27 décembre 1794 au 17 mars 1795.
- VIII du 17 mars au 8 novembre 1795.

Biens nationaux de toute origine (régime du 28 vent. an IV)

	N ^{os}
T. I du 21 prair. an IV au 9 mess. an IV	1 à 94
II du 11 mess. an IV au 19 mess. an IV	95 à 223
III du 21 mess. an IV au 29 mess. an IV	224 à 398
IV du 1 ^{er} therm. an IV au 4 therm. an IV	399 à 528
V du 5 therm. an IV au 8 therm. an IV	529 à 709
VI du 11 therm. an IV au 14 therm. an IV	710 à 856
VII du 15 therm. an IV au 19 therm. an IV	857 à 1029
VIII du 21 therm. an IV au 25 therm. an IV	1030 à 1132
IX du 26 therm. an IV au 29 therm. an IV	— 1274
X du 1 ^{er} fruct. an IV au 6 fruct. an IV	1275 à 1399
XI du 7 fruct. an IV au 15 fruct. an IV	1400 à 1658
XII du 16 fruct. an IV au 25 fruct. an IV	à 1658
XIII du 26 fruct. an IV au 4 ^e ss cul. an IV	1659 à 1771
II XIV du 2 vend. an V au 29 vend. an V	1772 à 1939
XV Brumaire, Frimaire, Nivôse an V	1939 à 2086
XVI de pluviôse an V à fructidor an V	2087 à 2221
XVII An VI en entier	2222 à 2292
XVIII du 21 brum. an VII au 5 germ. an VIII	2293 à 2349

complétés par six volumes dits d'adjudications définitives.

Biens nationaux de toute origine (régime du 16 brum. an V)

- T. I du 17 pluv. an VI au 7 vend. an VII
- II Adjudications définitives (même période)
- III du 27 nivôse an VII au 2^e jour complémentaire an VII
- IV du 2 vend. an VIII au 27 germ. an VIII

I à 187

188 à 331

(2) Tous ces documents se trouvent au 2^e étage.

Biens de la Caisse d'Amortissement : 8 volumes

Tous ces registres sont précédés d'une table manuscrite qui facilite leur dépouillement.

2° Collection complète des décomptes, classés par année.

3° Etats de répartition de l'indemnité du milliard ; dossiers individuels, classés par ordre alphabétique (1^{er} et 2^e étages).

4° Liquidation des créances, successions, partages de présuccession classés par ordre alphabétique (1^{er} étage : environ une centaine de liasses).

5° Versement de la Direction de l'Enregistrement : tables des acquéreurs, des vendeurs, des baux, des donations (106 liasses et 52 registres pour le district de Rouen) : Sommaires des recettes et des dépenses des Receveurs des Domaines ; Successions en déshérence (15 rég.).

6° Procès-verbaux des séances du Conseil général, du Conseil de Préfecture, rapports administratifs (classés à part).

×

Direction des Contributions directes de la Seine-Inférieure
(D^{on} C.D. S.I.)

Grâce à l'obligeance du Directeur départemental, nous avons pu consulter les anciennes matrices cadastrales (classées par ordre alphabétique de communes) et les plans parcellaires qui présentent un remarquable intérêt pour le canton d'Elbeur en particulier.

×

Archives départementales de l'Eure (AD. E.).

Il existe un inventaire imprimé pour la série Q. Nous nous sommes bornés à consulter les listes d'émigrés et quelques dossiers de l'Indemnité du Milliard.

×

Archives municipales du Havre (Am. du Havre).

Listes d'émigrés.

Archives municipales de Rouen (Am. Rouen).

Le fonds révolutionnaire y est assez important :

Y : Registres des délibérations du Conseil général de la Commune.

I⁴ Emigration : dossiers d'émigrés, déportés, condamnés (par ordre alphabétique), Correspondance; Lois; Listes partielles.

N₁ : Lois et correspondance concernant les biens nationaux.

Bibliothèque municipale de Rouen (Bm. Rouen) (1) :

Elle conserve deux manuscrits intéressant la Révolution à Rouen :

Horcholle : « Anecdotes de ce qui s'est passé à Rouen depuis l'établissement des Etats Généraux jusqu'en 1801 » (mns. Y 128 fr.).

De la Quérière : « Rouen sous la Révolution », mns. de 446 p. avec introduction.

Ainsi, la matière ne nous a pas manqué. Quelquefois même nous avons regretté son abondance. Par contre, à cause de la nouveauté du sujet nous avons trouvé peu d'études qui nous fournissent autre chose que des idées d'ensemble, de menus détails, ou des éléments de comparaison.

II. — SOURCES IMPRIMÉES

A) OUVRAGES GÉNÉRAUX

Si aucun ouvrage n'a été publié sur le séquestre des biens des émigrés, ceux qui traitent d'une part, de l'émigration, et d'autre part de la vente des biens nationaux, sont nombreux. Mais tous ne présentent pas un égal intérêt. Quelques-uns seulement nous ont beaucoup servi dans l'élaboration de ce travail, les voici :

(1) Je tiens à remercier tout particulièrement MM. Labrosse, directeur des Bibliothèques de Rouen, Le Cacheux, archiviste départemental, et leurs collaborateurs : MM. Charles Leroy, président de la Société d'Emulation, G. Dubois et Le Parquier, professeurs honoraires du Lycée Corneille, de l'aimable accueil qu'ils m'ont toujours réservé.

1898. Ph. Sagnac : La Législation civile de la Révolution française. Paris, Hachette, in-8°, XX, 445 p.
1908. M. Marion : La vente des biens nationaux pendant la Révolution française (avec étude spéciale des ventes dans la Gironde et dans le Cher). Paris, Champion, in-8°, 448 p.
1924. Georges Lefebvre : Les paysans du Nord pendant la Révolution française, 1 vol. in-8°. Lille, Marquant.
1929. A. Gain : La Restauration et les biens des émigrés. 2 forts vol. in-8°. Nancy. Société d'Impressions typographiques.
1932. G. Lefebvre : Questions agraires au temps de la Terreur (Coll^{on} des Documents inédits pour servir à l'Histoire économique de la Révolution française). Strasbourg, Lenig, 1 vol. in-8°, 256 p.

M. Gain a fort heureusement fait précéder sa thèse de doctorat citée plus haut, d'une très importante bibliographie de 64 pages, que nous nous permettons de ne pas répéter ; nous avons utilisé un certain nombre de livres et de brochures qu'elle mentionne. Toutefois, comme elle s'arrête à 1928, nous y ajoutons quelques publications récentes :

1928. Georges Lefebvre : Les recherches relatives à la vente des biens nationaux (Revue d'histoire moderne, pp. 103-130 et 188-219).
1929. Idem : La place de la Révolution dans l'histoire agraire de la France (Annales d'histoire économique et sociale, N° du 15 octobre).
1930. P. Robin : Le séquestre des biens des sujets ennemis sous la Révolution française (thèse de doctorat, Paris), 1 vol. in-8, 384 p. Paris, Editions Spes.
- A. Mathiez : Notes sur l'importance du prolétariat en France à la veille de la Révolution (Annales historiques de la Révolution française, numéro de nov.-décembre).
- A. Gain : Autour du Milliard des émigrés. Emigrés acheteurs de biens nationaux. Nancy, Société d'Impressions typographiques, 12 p.
- A. Gain : Autour du Milliard des émigrés. Rachats des émigrés et indemnité accordée. Paris, Nancy-Strasbourg. Berger-Levrault, 19 p.
1931. A. Richard : Quelques jacobins landais acquéreurs de biens nationaux (Annales historiques de la Révolution française, numéro de mars-avril).

- Marc Bloch : Les caractères originaux de l'histoire rurale française, 1 vol. in-8° 261 p., Paris, Belles Lettres.
1933. A. Claude : L'administration du district de Neufchâteau, Mouzon, Meuse, in-8°, 243 p. Clamecy, André Fournier.
1934. L. Delatte : La vente des biens nationaux dans l'arrondissement de Namur. Annales de la Société Archéologique de Namur, Tome XL.

B) OUVRAGES LOCAUX

L'histoire de la fin du XVIII^e siècle et de la Révolution en Haute Normandie a donné lieu à un grand nombre de monographies, mais les études importantes sont rares.

1. — *Histoire politique* (1)

- Rapports des commissaires nommés par les Sections de Rouen pour juger les crimes des terroristes, 1795 (B.m. de Rouen. Norm. 138(2).
- Floquet : Histoire du Parlement de Normandie, 1840-42, 7 vol. in-8°, Rouen.
- Abbé Loth : Les Conventionnels de la Seine-Inférieure, 1883. 1 vol. in-8°, Rouen, Cagniard.
- Gosselin : Journal des principaux épisodes révolutionnaires à Rouen et dans les environs (La Normandie, 1885, p. 281, 568, 688).
- La Sicotière : Louis de Frotté et les insurrections normandes, 1889. 2 vol. gros in-8°. Paris, Plon.
- Le Parquier : Le rôle de Rouen et du département de la Seine-Inférieure en juin-juillet 1793 (La Normandie, 1895, p. 321 et 353).
- Mme de Chastenay : Mémoires, publiés par Alphonse Roserot, 1896, 2 vol. in-8°, 482 p., Paris, Plon.
- Duchemin (P.) : Le Canton de Motteville et les districts de Caudebec, Yvetot, Cany sous la Révolution française, 1897, 1 vol. in-8°, 486 p. à Bretteville.
- Idem : Le district de Dieppe pendant la Révolution (La Normandie, 1897).

(1) Les ouvrages sont classés suivant la date de leur publication. Nous marquons d'une croix ceux qui nous ont particulièrement servi.

- *Clérembray : La Terreur à Rouen, 1901, 1 vol. in-8° 614 p.
Rouen-Lestringant et notes manuscrites déposées à la
B. m. de Rouen.
- Ch. Leroy : La Révolution dans l'Eure : Le gros Theil pendant
la Révolution, 1901. 1 vol. petit in-8°. Le Neubourg,
Bouvard.
- Clérembray : A propos du Comité de surveillance de Bolbec
(La Normandie, février 1904).
- Duchemin (P.) : Le comité de surveillance de Bolbec (La Nor-
mandie, janvier 1904).
- Beaurepaire (Charles Robillard de) : Mélanges historiques et
archéologiques concernant le département de la Seine-
Inférieure, 1904, 1 vol. in-8°.
- Dejean : Un préfet du Consulat : Jean-Claude Beugnot, 1907,
1 vol. in-8°, 452 p. Paris, Plon.
- Chardon : Cahiers des procès-verbaux des séances de la socié-
té populaire de Rouen, 1909, 1 vol. 368 p. Rouen, L.Gy.
- Lebègue : Le Constituant Thouret, 1910, 1 vol. in-8° (thèse
de doctorat), Paris, Alcan.
- Barrey : Les élections à la Convention en 1792 dans la Seine-
Inférieure (La Révolution française, février 1913).
- Lebègue : Correspondance d'un agent du Comité de Sécurité
générale : Grenier, en mission à Rouen, Lisieux, Hon-
fleur, Pont-Audemer (La Révolution française, mai et
juin 1913).
- Maurion : Formation du département de la Seine-Inférieure
(Revue histor. de droit français et étranger, T. 37, 1913).

II. — Histoire économique et sociale

- Beaurepaire (Charles de) : Renseignements statistiques sur
l'état de l'agriculture vers 1789. 1 vol. in-8°, 111 p.,
1889. Rouen, Cagniard.
- Barbier de la Serre : Etude sur les anciennes forêts ecclésias-
tiques du diocèse de Rouen (Bⁿ de l'Académie de Rouen,
1890-91, p. 57).
- Sauson : Quelques notes sur les forêts de la Seine-Inférieure
(Bⁿ de la Société normande de Géographie, 1893, p. 277).
- Barbier de la Serre : Statistique et historique des forêts de
l'arrondissement de Rouen (Assises de Caumont, 1897,
p. 64).

- Le Carpentier : La propriété foncière du clergé et la vente des biens de 1^{re} origine dans le district de Caudebec, 1901 (thèse de l'Ecole des Sciences Politiques), 1 vol. in-8°, 32 p.
- Hébert (Abbé) : La Révolution à Rouen et dans le pays de Caux (extraits de la correspondance du marquis de Bailleul et de Toustain, son secrétaire). 1903, 1 vol. in-8°, Evreux, Imp. de l'Eure, 68 p.
- Clément : Les biens nationaux à Duclair (La Normandie, 1904, p. 49).
- *Sion : Les paysans de la Normandie orientale, 1909, 1 vol. gros in-8°, 538 p. Paris, A. Colin.
- Le Chevallier : Historique de la propriété rurale dans le pays de Caux. 1 vol. in-8°. Le Havre, 1912.
- *Levainville : Rouen (Histoire d'une agglomération urbaine), 1 vol. in-8°, Paris, A. Colin.
- Chanoine d'Avranches : La vie sociale pendant la première partie de la Révolution (1789-98) à Rouen et dans les environs, 1916, 1 vol. in-8°, Rouen.
- Charles Leroy : Les paysans normands au XVIII^e siècle, 2 vol. in-8°, Lestringant, 1929.
- Le Parquier : Ouvriers et paysans dans la seconde moitié du XVIII^e siècle. Rouen, Lainé, 1 vol. in-8°, 92 p. 1933.
- Idem : Une enquête sur le paupérisme et la crise industrielle dans la région rouennaise en 1788 (Bⁿ de la Société d'Emulation de la Seine-Inférieure, 1935, p. 127).
- G. Dubois : Les subsistances dans la Seine-Inférieure, de 1793 à 1795 (Bⁿ de la Sté d'Emulat. de la Seine-Infér., 1935, p. 199).

III. — *Histoire du Droit normand*

- Coutume de Normandie (B.m. de Rouen, plusieurs éditions).
- *Houard : Dictionnaire historique, étymologique, critique et interprétatif de la coutume de Normandie, 1780-82, 4 vol. in-8°, Rouen, Leboucher.
- Truillé (J.) : Le régime successoral des ascendants dans l'ancien droit et le droit intermédiaire (thèse de doctorat). Paris, 1 vol. in-8°, 1910.
- R. Génestal : Les principes du droit successoral normand (Se-

maine de droit normand, 1921. *Revue historique du droit français et étranger*, 1921, p. 670-673 et 679-688).

- *R. Besnier : La représentation successorale en droit normand. 1 vol. in-8°, 352 p. Paris. Librairie du Recueil Sirey, 1929.

IV. — *Emigration. Biens d'émigrés*

Nous nous bornons à indiquer ici un certain nombre de brochures contenues dans la collection Montbret à la B. m. de Rouen. Les autres ouvrages se rapportant à cette question sont mentionnés en tête de la liste des émigrés dans notre thèse complémentaire.

Le Franc de Pompignan : Dissertation sur les biens nobles, p. 4183.

Anonyme : Opinion d'un jurisconsulte concernant la confiscation et la vente des biens d'émigrés, m. 16199.

Anonyme : Appel aux principes, ou observations sur le projet de loi relatif aux biens invendus, m. 14080.

Anonyme : Opinion d'un ancien membre du Tribunat sur les questions relatives aux biens invendus des émigrés, m. 17051.

Hettier : Relations de la Normandie et de la Bretagne avec les îles de la Manche pendant l'émigration, 1885, 1 vol. in-8°, 434 p. Caen, Le Blanc-Hardel.

C) INSTRUMENTS DE TRAVAIL

Nous indiquons sous ce titre, toutes les sources qui nous ont fourni les différentes lois concernant les émigrés et leurs biens, ainsi que le détail des discussions qui précédèrent leur élaboration.

1. — *Journaux*

Moniteur universel (réimpression).

Annales patriotiques et littéraires, de Carra (dont nous possédons la collection).

Journal de Rouen (à la B. m. de Rouen).

Indicateur politique (idem).

Vedette normande (Idem).

II. — *Recueils de textes*

Code des émigrés, condamnés et déportés. Paris, Imp. du dépôt des lois, an II, in-4°, 126 p., suivi de 3 suppléments de 81 p., 108 et 128 p.

Le Caron : Code des émigrés ou recueil des dispositions législatives concernant les impositions, le séquestre, la confiscation, la régie, 1825. 1 vol. in-8°, 438 p. Paris, Guyot.

Allier et Cercler : Manuel de l'émigré ou Choix des lois, décrets, ordonnances... 1825. 1 vol. in-8° xii et 299 p., Paris, Delaforest.

Rochelle, Béguin et Verneur : Annales administratives et judiciaires de l'émigration ou Recueil général des Lois, 1825, 1 vol. in-8°, 678 p. Paris Nève.

Coll. gle des Lois, décrets, arrêtés, sénatus consultes; depuis 1789 jusqu'au 1^{er} avril 1814, recueillie et mise en ordre par L. Rondonneau. Imp. Royale. Paris. Rondonneau et Decle. 1818.

Duvergier : Coll. complète des Lois, décrets, ordonnances... de 1788 à 1830. Paris, Guyot et Scribe, 32 vol.

Caron et Desprez : Recueil de textes législatifs concernant la vente des biens nationaux, 2 vol in-8°, (1925-1930. Paris, Imp. Nationale (Coll. de documents inédits pour servir à l'histoire économique de la Révolution française).

La valeur des anciennes mesures a été déterminée d'après le « Manuel métrique », de Périaux (1). L'acre, la mesure agraire la plus souvent citée, équivalait partout en Seine-Inférieure à 4 vergées, chacune de 40 perches, soit 160 perches. La perche différait parfois d'une paroisse à l'autre. Aussi, avons-nous calculé nos superficies d'après la plus courante de ces bases capricieuses : 1 acre = 0 ha 80 et, par suite, une perche = 0 a. 50. (2).

(1) Nouveau manuel métrique ou Tableaux comparatifs des poids et mesures anciennes et nouvelles. 1805. Rouen, chez l'auteur, 1 vol. in-12, xii-520 pages.

(2) Cf. H. Navel. Recherches sur les anciennes mesures agraires normandes, acres, vergées et perches. Caen, 1932, 1 vol. in-8°, 159 p.

LIVRE PREMIER

ETABLISSEMENT DU SEQUESTRE

(1792-AN III)

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 8 AVRIL 1792

ET LE SEQUESTRE DES BIENS DES « ABSENTS »

Les mesures votées par la Constituante et la Législative révèlent, dans tous les domaines, une remarquable continuité de tendances. Les députés des deux Assemblées invoquent à tout propos, la raison, la morale, les « grands principes ». D'une part, leur politique agraire est dominée par le désir de consolider le fondement de la propriété individuelle. Ils l'affranchissent de la masse confuse des usages, des coutumes qui l'asservissaient ; ils suppriment les droits seigneuriaux. L'aliénation des biens de main-morte consacre la ruine de la propriété corporative. Ainsi s'accomplit « la révolution la plus radicale que l'on eût vue en France depuis mille ans ». (1) Toujours dans le même but, la Déclaration des Droits confère à la propriété individuelle un caractère « inviolable et sacré ». La société tout entière en garantit la libre jouissance,

(1) Ph. Sagnac, *La Législation civile...*, o.c., p.153.

qui ne peut être limitée que dans l'intérêt général, pour des nécessités impérieuses légalement constatées. (1) D'autre part le dogme premier de la même Déclaration : celui de la liberté individuelle, reconnaît à tout homme le droit « d'aller, de rester, de partir, sans pouvoir être arrêté ni détenu, que selon les formes déterminées par la Constitution » (2). Platon, qu'invoquait Mirabeau, ne disait-il pas même, qu'à Athènes, « il était permis à chaque particulier, après avoir examiné les lois de la République, s'il n'y trouvait pas son compte, de se retirer ailleurs, où il lui plairait, avec tout son bien » (3). Cette faculté était justement celle que les émigrés revendiquaient.

Comment, et par suite de quelles circonstances les mêmes Assemblées allaient-elles être amenées à voter contre les absents et leurs propriétés des mesures en contradiction violente avec de tels principes, voilà ce que nous voudrions tout d'abord essayer d'établir.

I

Après le 14 juillet 1789, le comte d'Artois et les princes, suivis par les chefs du parti absolutiste, passaient à l'étranger, donnant le signal de l'émigration. Leur départ les désignait comme les adversaires irréductibles de la France révolutionnaire. Au cours de 1790, les nobles qui se joignirent à eux, des officiers des régiments royaux surtout, accentuèrent encore par leur attitude belliqueuse, par les complots qu'ils fomentèrent (4), cette position de lutte. En février 1791, lorsque Mesdames royales

(1) Cf. Ph. Sagnac, o.c., p. 196.

(2) Motion de Mirabeau. Citée dans « l'Opinion d'un juriconsulte », 1821, chez Pelicier à Paris, in-12 de 149 p.

(3) Id., ibid.

(4) Par exemple celui de Lyon en décembre 1790.

décidèrent de se fixer à Rome, les attaques contre les émigrés, qui s'étaient jusque là manifestées isolément, prirent corps. « Le salut de la Chose publique, écrivait Gorsas dans son Courrier, interdit à Mesdames d'aller porter leurs personnes et leurs millions chez le Pape ou ailleurs. Leurs personnes, nous devons les garder précieusement, car elles contribuent à nous garantir contre les intentions hostiles de leur neveu M. d'Artois et de leur cousin Bourbon-Condé. » Marat posait plus nettement encore le problème. « *Nous sommes en guerre avec les ennemis de la Révolution*, il faut garder ces béguiues en otages, et donner triple garde au reste de la famille. » (1) L'un et l'autre ne faisaient que reprendre une idée très répandue. Barnave, le 21 février la porta à la tribune de l'Assemblée.

L'usage ancien voulait que les membres de la famille royale, ne pussent sortir de France, sans la permission expresse du Roi ; mais il avait été impuissant à retenir ses frères et ses tantes. Une loi qui eût renforcé et étendu ces obligations devenait d'autant plus nécessaire, que déjà on prêtait au souverain lui-même, le projet de s'enfuir. Par extension on mit en cause tous les émigrants. Certes, « aux termes de la Déclaration des Droits, il est permis à tout citoyen d'aller et de venir où bon lui semble ; mais... il est des circonstances où il faut apporter des modifications à ce principe »... « Il n'est pas indifférent que tous les citoyens français puissent s'absenter du Royaume... Tous continuent bien à payer la contribution foncière ; mais la contribution mobilière ! mais le devoir de garde national !!! sera-t-il permis, pour s'en décharger, de sortir du Royaume ! » (2) Ainsi, que reprochait-on aux émigrés ? leur attitude politique ? Non : la ma-

(1) Cité par Mathiez. La Révolution française (Coll. Armand Colin), T. I, p. 166.

(2) Moniteur (réimp.), séance du 21 février 1791.

ajorité de l'Assemblée retenait contre eux un seul délit : celui de l'absence.

Certes, dans l'esprit des députés les deux termes étaient synonymes, aucune illusion ne paraissait possible : il s'agissait d'une subtilité de juristes. Mais en remplaçant le vocable d'émigré par celui d'absent, on escamotait le chef d'accusation le plus important qui fût porté contre eux. *Emigré* désignait nettement un adversaire de la Révolution ; pour le peuple : un traître. *Absent* au contraire avait un sens vague, il ne soulignait pas la cause du départ, c'était une étiquette commode, parce que générale. Cette simple substitution de mots, qui subsistera jusqu'au 10 août 1792, aura dans l'application des lois sur l'émigration, des conséquences déplorables.

A cette époque la Constituante n'avait d'ailleurs qu'un souci : retarder le plus possible la rupture avec les émigrés. Un grand nombre de députés souhaitaient leur retour, et conservaient, malgré les événements, l'espoir de les convaincre. Mais il fallait aussi donner le change à l'opinion car, même en Normandie, « la populace était déchaînée contre eux et menaçait de faire main basse sur leurs châteaux » (1). On reconnut alors la nécessité d'une intervention, à condition qu'elle cadrât avec les principes. Le Comité de Constitution fut chargé d'examiner « si, dans le cas où la législature aura déclaré que la sûreté nationale est menacée, il ne pourra pas être fait défense de sortir du Royaume, et si les Français absents ne pourront pas être rappelés » (2). Bien entendu une pareille motion n'aboutit à rien. Au printemps de 1791 cependant, le courant d'émigration s'intensifiait partout. Le jour

(1) Hébert, o.c. p. 5.

(2) Motion de Goupil. Cf. Moniteur (réimp.) séance du 21 février 1791.

de Pâques, les membres les plus en vue du Parlement de Normandie prirent la route des Flandres « à dix familles ensemble » (1). Bientôt, la fuite manquée du Roi, provoqua une recrudescence de départs. « Dans certains régiments tous les officiers désertèrent » (2).

Cette fois les Constituants déçus par le Roi, poussés par le peuple, se décidèrent à agir. Tout d'abord des mesures urgentes s'imposaient pour enrayer le mouvement. Dès le 24 juin un premier décret défendit aux caisses publiques de payer sans procuration, si l'intéressé ne se présentait pas en personne. Le 28, la libre sortie du Royaume fut interdite « à tous les individus, autres que des négociants français, des étrangers munis de passeports ». L'exportation des « armes, des matières et espèces d'or et d'argent était également prohibée ». Mais la fermeture des frontières nécessitait pour devenir efficace, une surveillance impossible à réaliser.

Décret du 1^{er}-6 août 1791. — La menace d'une guerre étrangère devait décider l'Assemblée à voter des dispositions énergiques contre les émigrés. Le principe en fut décidé le 9 juillet, et Vernier présenta un projet de décret qui fut adopté le 1^{er} août. Répondait-il aux désirs de l'opinion ? D'une part il reprenait, en les modifiant à peine, les articles de la loi du 28 juin, concernant la délivrance des passeports. (3) D'autre part, il invitait « tous les Français absents du Royaume, excepté ceux établis en pays étranger avant le 1^{er} juillet 1789, les chargés de mission, les voyageurs de commerce, les gens de mer, les absents *pour cause de maladie*, « à rentrer dans le délai d'un mois. (4) » Puis s'adressant

(1) Hébert, o.c., p. 6, mai 1791.

(2) Mathiez, o.c. T.I, p. 171.

(3) Loi citée, art. 9.

(4) Id., art. 1 et 8.

directement aux émigrés, il leur promettait la protection des lois, l'impunité la plus complète, s'ils se décidaient à suivre cette prescription. Dans le cas contraire, il les menaçait de tripler le montant de leur contribution foncière et mobilière, à « titre d'indemnité du service personnel que chaque citoyen doit à l'Etat ». En outre, pendant toute la durée de leur absence, « ils souffriront une triple retenue sur les intérêts des rentes,... et autres redevances... » L'exécution de cette clause obligeait « chaque municipalité (à) fournir un état nominatif de tous les émigrés compris aux rôles des contributions, d'y ajouter le montant de la cote d'imposition (et celui) de la retenue qu'elle saura devoir leur être faite sur les rentes, prestations, redevances à eux appartenant », « Les états (étaient) adressés au directoire du district, qui, à vue d'iceux, et d'après les détails... à sa connaissance (devait) former un rôle de la taxe ordonnée à l'égard des dits émigrés » (1). Qu'était-ce sinon un essai de séquestre partiel des revenus des émigrés. Mais le législateur avait une arrière-pensée évidente : celle d'enterrer la loi dès sa naissance. Hormis le recouvrement de la triple imposition, ses dispositions s'avéraient inapplicables. Pour fixer le montant de la retenue, il fallait connaître les revenus mobiliers des émigrés, et cette recherche demandait de longs délais. D'autre part, on augmentait encore les difficultés en mettant à la charge de la Nation une partie de leurs créances. En cas de non paiement, on prévoyait une sorte de saisie-arrêt sur les fermages, les loyers, donc sur les revenus mobiliers, mais la menace restait trop vague pour être efficace. Enfin, le fait d'excepter ceux qui s'absentaient pour cause de maladie achevait de rendre la mesure inopérante. « Rien n'était plus facile que de faire faire un cer-

(1) Loi citée, art. 6.

tificat de médecin » (1). Douze des émigrés rouennais les plus notoires, dont le constituant Lambert de Frondeville, produisirent des attestations de ce genre (2).

Bientôt d'ailleurs, l'Assemblée s'empara du prétexte de l'amnistie générale, qui, le 14 septembre, suivit la promulgation de la Constitution, pour révoquer le décret. « Le temps est venu, disait le rapport, d'éteindre toutes les dissensions dans un sentiment commun de patriotisme, de fraternité et d'affection pour le monarque... » Désormais, « il ne sera plus apporté aucun obstacle au droit de tout citoyen français de voyager librement dans le Royaume et d'en sortir à sa volonté » (3). Mais les émigrés ne prêtèrent pas attention à cet élan de générosité. Au delà des frontières ils vivaient dans une merveilleuse insouciance. Le courant d'émigration s'accroissait toujours. « Il semble qu'on ne soit pas sorti de chez soi, par la quantité de monde de Paris et de Rouen qu'on rencontre », écrivait, de Bruxelles, le marquis de Bailleul (4). On recevait, on donnait des bals; la vie mondaine continuait. Les nouvelles de France n'étaient guère rassurantes, mais ils avaient l'espoir d'un prompt et triomphal retour.

Ainsi, les mesures votées à contre-cœur par la Constituante n'aboutirent à aucun résultat tangible. Mais elles contenaient tous les éléments avec lesquels la Législative allait bâtir la loi du 8 avril 1792 sur le séquestre des biens des absents.

(1) Moniteur (réimp.), intervention de Lasource, 6 mars 1792.

(2) AD. S.I. Q. Em. Correspondance du district, 1791.

(3) Moniteur (réimp.), 14 septembre 1791.

(4) Hébert, o.c., mai 1791.

II

La nouvelle Assemblée qui siégea pour la première fois le 1^{er} octobre 1791 comprenait une fraction importante de Feuillants. Ils imposèrent d'abord en matière d'émigration les vues de la Constituante. « Mais le centre : les Indépendants, au nombre de 345, étaient sincèrement attachés à la Révolution » (1). Ils allaient prendre nettement position en face des contre-révolutionnaires. Enfin et surtout les émigrés rassemblés à Trèves et à Coblenz se montraient de plus en plus menaçants. Ils souhaitaient ardemment de former une coalition des rois contre la France. Le peuple les accusait du renchérissement des denrées, de la dépréciation de l'assignat. Partout des troubles éclataient, inquiétant les députés. Le 30 octobre, Montmorin s'efforçait de les rassurer. « Au surplus déclarait-il à la tribune, cette émigration qui est devenue une espèce d'épidémie est plus *affligeante qu'effrayante*; le Roi a fait cesser les motifs qui pouvaient lier les puissances étrangères à la cause des émigrés » (2). Louis XVI, en effet, donnait l'impression de désapprouver leur conduite. Dans une proclamation du 14 octobre, il avait demandé à ses « vrais amis... de se réunir à lui pour maintenir et faire respecter les lois ». Un mois plus tard, il renouvelait son appel avec plus de fermeté (3). Malgré tout, la confiance ne pouvait renaître; les faits étaient là. La guerre paraissait imminente. La suppression des passeports provoqua de nouveaux départs. « Au cours de l'hiver 1791, l'émigration apparut aux patriotes, comme devenue mili-

(1) Mathiez, o.c. T.I, p. 179.

(2) Moniteur (réimp.), cité par un député le 1^{er} janvier 1792.

(3) Code des émigrés, à la date.

tante » (1). On comprenait enfin que les émigrés étaient irréductibles, qu'ils voulaient rentrer en maîtres, pour rétablir l'ancien ordre des choses, pour se venger; qu'ils n'accepteraient jamais le bénéfice d'un compromis, d'une mesure de faveur.

La Législative résolut d'abord de distinguer entre l'émigration qui conservait la forme d'une protestation platonique, et la rébellion armée, la *conjuración* de quelques citoyens contre leur patrie. Le 8 novembre, elle punissait de mort les émigrés appartenant à des rassemblements qui se prolongeraient au delà du 1^{er} janvier 1792; mais le Roi refusa de sanctionner le décret (2). L'assemblée s'aperçut alors qu'elle devait agir seule, et la discussion s'engagea le 1^{er} janvier sur les moyens de tourner le veto royal. La Constitution donnait au pouvoir législatif le droit de décréter d'accusation les auteurs de complots contre la sûreté de l'Etat, et le décret avait force de loi. On en usa sur la proposition de Genonné, non contre tous les conjurés, mais contre leurs chefs : les princes, Calonne, Laquille et Riquetti (3). Cette décision n'avait qu'une valeur symbolique, puisqu'on ne pouvait atteindre ceux qui en faisaient l'objet, mais on sentait dans le débat un acharnement, un ton de violence, qui laissait prévoir à bref délai, le vote de mesures rigoureuses contre « ces hordes de traîtres ». L'idée d'une main-mise sur leurs biens se précisait. « Pour vous qui voudriez soulager le fardeau des contributions publiques, quelle douloureuse nécessité que de voter des fonds extraordinaires, disait Grange-neuve; qui nous a réduits à ces fâcheuses extrémités? Ce sont les rebelles... »; et Lequinio avait pré-

(1) Paul Nicolle. « Les meurtres politiques en août-septembre 1792 dans l'Orne » (An. de la R.F., 1934, p. 226).

(2) Moniteur (réimp.), à la date.

(3) Moniteur (réimp.), séance du 1^{er} janvier 1792.

paré un projet de décret qui comprenait quelques articles sur le séquestre.

A partir de cette date et pendant tout le mois de janvier, la question fût l'objet au Comité de Législation de longues controverses, dont les résultats furent consignés dans le rapport que le Sédillez présenta le 9 février à l'Assemblée. Il reproduisait avec une fidélité qui allait jusqu'à la copie, tous les arguments invoqués à ce sujet à la tribune de la Constituante. L'émigration était, pour lui, comme pour Montmorin, « une maladie politique qu'il fallait s'occuper de guérir ». Pour justifier l'obligation du citoyen de rester dans son pays d'origine, il invoquait « des liens moraux », l'attrait du lieu où l'on est né; il empruntait au « Contrat Social » l'argument de l'intérêt général. Il ne s'attachait point « à examiner si tous les émigrés étaient également coupables », et dénonçait « la seule absence (comme) un délit général, d'une gravité suffisante pour prononcer une peine ». Cette argumentation renforçait encore la confusion créée par la Constituante entre absence et émigration.

Le Sédillez concluait en stigmatisant la conduite des émigrés : « Tous ceux qui ont quitté leur patrie sont des traîtres et des lâches; ils ont emporté leur or, et laissé au milieu de nous leurs propriétés foncières sous la sauvegarde du pacte qu'ils ont violé. « Mais tandis que le peuple et la majorité de l'Assemblée réclamaient le séquestre, il en fit le procès, et proposa de *renouveler les dispositions par lesquelles la Constituante avait assujetti à une triple imposition les biens des émigrés*. Les six articles de son projet de décret étaient presque, mot pour mot, ceux de la loi du 1^{er}-6 août 1791. Il supprimait simplement les clauses relatives aux créanciers et aux passeports; mais conservait le principe de la triple retenue et la confection des états de

taxation. Ces dispositions furent soutenues par Goujon et Vaublanc sous les huées des tribunes. En effet « à l'époque où nous sommes parvenus, les consciences, mêmes les plus timides, voteront pour un décret qui ôte aux émigrés pendant le temps de la guerre la jouissance de leurs propriétés » (1); et Basire demanda aussitôt que l'Assemblée établît « le séquestre sur les biens de tous les émigrés, afin de leur enlever le moyen de nous nuire. Dans sa rédaction définitive, il substitua, tant l'idée était forte, la formule « absents du Royaume » à *émigrés*, malgré l'inconvénient signalé par Lequinio « de confondre dans la même peine, les émigrés rebelles et les citoyens absents pour affaires ». Cambon reprit la formule de cette motion et le 9 février la fit adopter en ces termes : « L'Assemblée nationale décrète que les biens des émigrés sont mis sous la main de la Nation; renvoie à son comité de législation pour lui présenter un projet de loi à cet égard... » et, sur la proposition de Guadet, on déclara l'urgence.

Elaboration de la loi du 8 avril 1792. — Le vote de principe était acquis, le Roi l'avait sanctionné; restaient à régler les modalités d'exécution. Le même Comité qui avait si mal rempli les vœux de l'Assemblée devait les rédiger, le même homme devait les rapporter. Son projet présenté le 5 mars ne tenait aucun compte de l'enseignement des débats précédents. Il envisageait le séquestre comme un moyen de remplacer les absents dans l'administration de leurs biens. Et tandis qu'on désirait «mettre en dépôt les prix des fermages dans les caisses des districts, « pour indemniser la Nation des frais de la guerre » il s'en tenait à la triple imposition. C'était exactement l'opinion exprimée par

(1) Moniteur (réimp.), séance du 9 février 1792.

Vaublanc, qui consentait même à quintupler le montant des impôts (1).

La discussion commença le lendemain et les six premiers articles furent adoptés sans changements notables. Sauf quelques exceptions (2), tous les absents du Royaume, à la date de la promulgation du décret, se trouvaient englobés dans cette mesure, dont l'exécution était confiée aux corps administratifs et à la Régie de l'Enregistrement. Toutes les précautions devaient être prises pour assurer la conservation du mobilier. On annulait les engagements contractés par les absents, relativement à leurs biens, depuis le 9 février 1792. Le 10 mars, les articles 7 à 10 qui concernaient la marche à suivre pour dresser les états des propriétés et délivrer les certificats de résidence furent votés. Les détails de l'administration des biens indivis et du remboursement des créanciers furent également empruntés, les 21, 22 et 23 mars, au texte du Comité de législation.

Mais l'article 11, celui de la triple imposition donna lieu à un contre-projet rédigé par Vergniaud, que l'Assemblée adopta intégralement le 12 mars et dont l'inspiration était toute différente (3). Le séquestre cessait d'être confondu avec les saisies purement judiciaires. Tous les biens, « tous les revenus des Français émigrés étaient affectés à l'indemnité due à la Nation. Leurs familles conservaient la jouissance du domicile commun, mais ne pouvaient prétendre qu'à des secours. Enfin, « les émigrés n'étaient plus des citoyens, mais des rebelles et des conspirateurs », et comme tels on punissait ceux qui rentraient (art. 25, 26 et 27).

(1) *Moniteur* (réimp.), séance du 9 février 1792.

(2) On supprime l'exception pour cause de maladie sur la proposition de Lasource, car « il y a en France d'excellents médecins et d'excellentes eaux minérales ».

(3) *Moniteur* (réimp.), à la date.

Ces mesures rigoureuses contrastaient avec la modération des articles proposés par Le Sédillez.

Le décret fut voté le 29 mars et sanctionné le 8 avril. Sa rédaction définitive n'atténuait pas les marques de cette dualité de tendances. Il se présentait comme un compromis entre les Feuillants et la Gauche de l'Assemblée. Bâti sur des principes vieillis et usés empruntés aux Constituants, il ne correspondait plus aux réalités, dès sa publication. Il frappait non pas l'émigré, mais l'absent. Si la distinction, dans l'abstrait, pouvait se concevoir, dans la réalité des faits elle était désastreuse, car il fallait dénoncer les absents de la commune, du district, du département où ils possédaient soit des biens, soit un domicile, comme de véritables émigrés. D'autre part, pour beaucoup de députés, le séquestre constituait un « acte de conservation », et non une atteinte au droit de propriété ». Les biens des émigrés ne pouvaient pas être assimilés aux domaines nationaux. « Ces derniers appartenaient à la Nation; mais les biens séquestrés appartenaient encore aux émigrés... » Les modérés qui, en février-mars 1792 composaient les administrations dans la plus grande partie de la France, partageaient ce point de vue. En Seine-Inférieure, la population rurale « modérée et paisible goûtait la Révolution dans son idée primitive, c'est-à-dire l'égalité civile devenue légale ». On considérait dans la région « que la Révolution était faite puisque la Constituante était en pleine activité » (1). Voyons dans quelle mesure cette opinion allait influencer l'exécution du séquestre.

(1) Mme de Chastenay, Mémoires, T. I., p. 156.

III

Le directoire du département, présidé par le marquis d'Herbouville, se composait de monarchiens. Gens de robe, négociants, ils avaient, dès 1789, pris le parti des réformes (1). Le marquis, élu député suppléant de la noblesse du baillage de Caudebec, colonel de la garde nationale rouennaise, refusa de suivre ses beaux-frères en émigration. C'était un ami de La Fayette dont il reflétait les opinions. Sans soutenir ouvertement les émigrés, il entendait préserver leurs propriétés contre des mesures violentes. Le séquestre, en soi, ne pouvait présenter un danger, mais il fallait éviter les excès auxquels certains districts pouvaient se laisser entraîner.

La loi du 8 avril donnait au département un droit de haute surveillance (2) sur l'ensemble des opérations, aussi voulut-il l'employer à limiter l'initiative de ses subordonnés. Ceux-ci n'acceptèrent pas d'être mis en tutelle. Le décret leur confiait l'exécution du séquestre, rôle de premier plan, qu'ils n'étaient pas décidés à abandonner. En particulier, les marchands et les robins qui composaient le district de Rouen se montraient jaloux de leur autorité. Les membres du directoire, les adminis-

(1) Directoire du département : D'Herbouville (présid^e), Levavasseur aîné (négociant), Fouquet (homme de loi), Corneille (maître de verrerie à Courval), Gueudry (avocat), Rondeaux de Montbray (maître des comptes), Ducaurroy (à Eu), Levieux (négociant). Procureur syndic : Massé (homme de loi) ; suppléant : Thieullen (avocat) ; secrétaire général : Niel (homme de loi).

(2) Art. 12.

trateurs aux noms obscurs (1) représentaient, malgré leur modération naturelle, des tendances nettement plus avancées. La loi, remplaçait le Roi. Le procureur syndic, un avocat : Anquetin de Beaulieu avait, en 1789, violemment attaqué le clergé et la noblesse de robe (2). Son collègue Cabissol partageait cette aversion pour la noblesse, mais il le laissait moins paraître (3). Ces divergences de vues entre le département et le district allaient se manifester dans l'exécution du séquestre, déclencher une lutte sourde, qui se continuera jusqu'au 10 août.

×

L'établissement du séquestre sur les biens des absents comportait deux séries d'opérations : d'une part, il s'agissait de découvrir toutes les parcelles de leur fortune, d'autre part, il fallait procéder à la conservation de leur mobilier.

L'article 7 de la loi du 8 avril 1792 enjoignait aux municipalités d'inscrire toutes les propriétés foncières et les revenus des *absents* sur des états dits de consistance. Les agents d'émigrés escomptaient un délai de deux mois (4). Mais avec un zèle intempestif qui les dérouta, le département conseilla de ne pas atteindre la fin du premier mois (5). Comme le district avait déjà transmis des ordres quelque peu différents, il se formalisa de ce qu'il considérait comme un abus de pouvoir, et fit remarquer

(1) District de Rouen : *Directoire* : présid^t Debonne (négociant), Védie (Freneuse), Belhoste, Bouvet (avocat), Lefebvre l'aîné (négociant), *procureur syndic*. Anquetin de Beaulieu (2) cf. Clérembray, o.c. p.166). *Secrétaire* : Milcent (homme de loi). *Administrateurs* : Cabissol (5). Cf. Clérembray, o.c. (p. 17 et 537, note 2), René Grandin (d'Elbeuf), Létré (marchand de bois à Canteleu), Periers (fabricant à Oissel), Baratte (à Oissel) et Lemoine (secrétaire de l'Hôtel-Dieu de Rouen).

(3) Hébert, o.c. p. 4.

(4) Am. Le Havre-I^{er} circulaire au district de Montvilliers.

avec courtoisie et fermeté que la « loi assignait à chacun un rôle bien déterminé ». Grâce à son attitude énergique, il conserva la haute main sur la confection des états.

Cette opération préliminaire ne rencontra pas dans les communes rurales l'opposition qu'on pouvait craindre. L'obligation du cens restreignait le nombre des électeurs et par suite le nombre des édiles. La plupart possédaient une certaine instruction : sur 400 signatures que nous avons relevées, 4 noms seulement étaient remplacés par des croix. Les riches propriétaires résidaient à la ville et dédaignaient le plus souvent de telles fonctions. Les fermiers aisés se trouvaient tout désignés pour remplir les places de maires et de procureurs de la commune (1). Bien entendu, il y avait parmi eux des fermiers d'émigrés. Mais cela ne signifiait pas à priori, qu'ils allaient unir leurs efforts pour soutenir les intérêts de leurs propriétaires. Si le district

(1) Liste des maires des communes du district : Grimouin (Saint Aignan), Pierre Fleury (Ambourville), Louis Cartier (N.D. de Franqueville), Thomas (Anceaumeville), Jean Guérard (St André-sur-Cailly), Jean Mauger (Anneville), Mauduit (Anzouville), Fréret (St Aubin-Jouxte Boulleng), Hourard (La Bouille), Bouard (Boisguillaume), Mutel (Bardouville), J.-B. Mauger (Belbeuf), J. Pigache (Berville), Leclerc (Le Bocasse), Gaillard (Bois d'Ennebourg), Julien (Bois l'Évêque), Hermier (Notre-Dame de Bondeville), Saas (Boos), Marin Pellerin (Boscguérard), J.-B. Delarue (Caudebec les Elbeuf), Goumets (Colmare), Gallevau (Elbeuf), Dumesnil (Epreville), Levasseur (Eslettes), P. Fiquet (Darnétal), P. Lerat (Frichemesnil), Lorient (Fontaine-le-Bourg), Moulin (N.-D. de Préaux), Langlois (Franquevillette), Toussaint Fréret (Fréneuse), Dubuc (Fresne-le-Plan), Ridet (Grugny), Chemin (Gouy), Duval (Le Houlme), Benoit (La Houssaye-Béranger), L. Langlois (Isneauville), H. Masselin (La Londe), Le Boucher (Mesnil Raout), Dumesnil (Montmain), Guilbert (Oissel), Marc (Orival), Lemoine (N.D. des Champs), M. Groult (Pibeuf), Bonissent (Pissy), Cottais (Posville), Bourgeois (Quevillon), Mabile (Quincampoix), Aubouin (Roumare), Bataille (Sahurs), Pavé (Rue St-Pierre), (d'après la signature des réponses aux états de consistance), A.D. S.I. Q. Em. Etats de consistance.

entrevoyait de nombreuses difficultés, elles étaient d'ordre purement administratif.

En effet le décret sur le séquestre ne s'accompagnait d'aucun modèle, d'aucun tableau qui pût guider les municipalités. Pour uniformiser leur travail; il leur adressa, le 4 mai, sous forme de circulaire, des instructions détaillées. Toute décision concernant les biens des absents devait faire l'objet d'une délibération en règle; il n'acceptait pas les lettres revêtues de quelques signatures seulement, et encore moins les réponses individuelles (1). En premier lieu, ces délibérations certifiaient *l'absence des propriétaires de la commune*. Les habitants n'étaient pas assez nombreux pour que le départ de l'un d'eux échappât à la curiosité. A Esteville, on avait assisté à celui de Du Bosc de Radepont; on savait qu'il s'était rendu à Neufchâtel pour prendre ensuite la route des Flandres (2). Par prudence, toutefois, on employait des formules peu compromettantes : « Le bruit court que... La rumeur publique dit... (3). D'ailleurs, la question de savoir qui on comprendrait sur ces états, donnait lieu à de nombreuses demandes d'éclaircissements. Aucun doute cependant n'était possible. « On indiquera les biens des personnes qu'on ne connaîtra pas pour être actuellement domiciliées dans le département. « Mais la municipalité de La Vaupalière s'entêtait à ne vouloir inscrire « que les biens des ci-devants nobles » (4); et d'autre part, elle hésitait à porter ceux de son seigneur Maignard, sous prétexte qu'il était domicilié à Paris. Ailleurs, au Bocasse, par exemple, on attestait « que tous les propriétaires avaient leur résidence en France (5).

(1) AD. S.I. Q. Em. Correspondance, 24 juin.

(2) Id. Etats de consistance, Esteville.

(3) Id. Correspondance. Juin 1792, à propos de Godart de Belbeuf.

(4) Id. Reg. du district. correspond. 16 mai.

(5) Id., ibid.

Cette fois, le district se fâcha : « On ne vous demande pas d'aller à la recherche de vos propriétaires hors du département ! » ; et il exigea une nouvelle délibération. Par contre, nombre de communes mentionnèrent ceux qui avaient obtenu des certificats de résidence, laissant au district le soin de les éliminer (1). A la Vieux Rue, on distingua même entre l'émigration « coupable et artificieuse » de Louis-Joseph Bourbon-Condé et l'absence de M. Belhomme (2).

Les états avaient pour but de donner sur les biens, des renseignements précis. On devait indiquer la contenance et le revenu des propriétés, le nom des fermiers ou des locataires, l'article correspondant du rôle de la contribution foncière. Ces recherches, dans les communes où les absents étaient nombreux et riches, nécessitaient la collaboration de tous les habitants. Les fermiers furent invités à faire des déclarations, mais ils n'obéirent que rarement. Remarquons que ceux d'entre eux qui occupaient des fonctions publiques payèrent d'exemple dans la plupart des cas. En se basant sur le rôle foncier, on mentionnait toujours la nature et l'étendue des terres. Certaines communes indiquèrent même la section, les tenants et les aboutissants (3). Pour les fermes, on sépara bâtiments, mesures, prairies, bois taillis, hautes futaies, pâtis et côtes, terres labourables. Nous pouvons d'ailleurs juger de l'importance accordée à ce travail par quelques exemples pris au hasard :

« Yville-sur-Seine : 1° Goujon de Gasville (il est propriétaire de la moitié des biens fonds de la commune qu'il a loués à un grand nombre de fermiers et dont le revenu global atteint 8277 L. Mais

(1) AD. S.I. Q. Em, Rouen. Etats de consistance. Freneuse, La Vieux Rue, La Houssaye-Bérenger.

(2) Id. La Vieux Rue.

(3) Id. Cailly.

vu le certificat de résidence de Paris (section de la Bibliothèque) qu'il nous a présenté, nous croyons inutile de détailler ses biens

2° Jean Maurice de Faventine. — Maison et jardin de 3 vergées 10 perches louées à Vallois 79 l.

3° Jean Philippe Dupont. — Maison et jardin de 30 perches estimés 22 l.

4° Guérout de Boutemont (de Rouen). — corps de ferme, 3 acres de mesure, 8 acres 3 vergées de terres labourables, et 2 vergées et demi de prés loués 243 l. à Jacques Delarue.

5° Louis d'Etampes père (au château de Maunay, il n'a pas quitté la France). — 2 acres de terres labourables louées 30 l. à J. Delarue.

6° Jean Testu. — Corps de ferme, 1 acre et demi de mesure, 11 ac. 1 vergée de prés loués à Jacques Hulin pour 316 l.

7° Pierre Billy. — 1 vergée 10 perches de pré.

8° Louis Deshayes. — 1 vergée de prés.

9° Pierre Martel. — Maison et 1 vergée et demi de mesure ».

Grâce aux efforts du district, les omissions involontaires furent peu nombreuses. A l'aide de ses « connaissances spéciales » il put réparer les plus criants oublis. Il signala l'émigration de Du Bosc de Radepont à Tourville la rivière (1), ajouta sur l'état de Quevillon une ferme de Costé de Triquer-ville, et 3 fermes de Varin, sur celui d'Anneville (2). Il recommanda d'indiquer si les maisons ou châteaux étaient meublés, s'il existait des parcs, des avenues non toisées. D'ailleurs, d'elles-mêmes, les municipalités complétèrent leurs états. A la suite de nouveaux renseignements, elles envoyèrent au district de nouvelles délibérations (3).

(1) AD. S.I. Q. Em. Reg. du district. Correspond, 4 juillet 1792.

(2) Id. 16 mai.

(3) Id. États de consistance. Blosseville, Darnétal, Oisssel, Ymare.

A Rouen, le nombre des habitants, leurs allées et venues, multiplièrent les chances d'erreurs. L'ancien Constituant : de Fontenay, qui présidait depuis décembre 1792, le Conseil Général de la Commune (1) prit l'heureuse initiative de convoquer, dès le 30 avril « les commissions qui avaient concourru au dénombrement de la population... pour vérifier sur les registres, les personnes absentes » (2). Leur examen dura 15 jours et fut des plus sérieux. Ils passèrent en revue les immeubles de chaque rue, de chaque section, indiquant le nom et la profession des locataires. La municipalité qui se composait de négociants (3) souhaitait par-dessus tout, l'ordre et le calme nécessaire à la reprise des affaires (4). Elle approuva sans difficultés cet état de consistance, signé par le Procureur Bazire. Il contenait un total de 343 maisons, dont 5 avec jardin et une prairie (5). Nous en avons extrait quelques passages, choisis parmi les quartiers ouvriers du Sud et les quartiers bourgeois du Nord de la ville.

(1) Pierre Nicolas de Fontenay (ou Defontenay), ancien administrateur de l'Hôtel-Dieu, ancien juge consul, ancien échevin, député du Tiers de Rouen aux États généraux. Il possédait avec son frère une manufacture de tissus de coton dans le quartier Saint-Paul (cf. Clérembray, o.c. p. 17 n.2).

(2) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen. Listes.

(3) *Officiers municipaux* : De Fontenay, Deschamps (négociant), Le Boucher (homme de loi), T. L. Asselin (négociant), Colombel (négociant), Vulgis-Dujardin (négociant), Chefdhotel (?), Pinel (fabricant), Tamelier (négociant), Demontmeau (négociant), Caudron (négociant), Thiessé (homme de loi), J. Asselin (négociant), Debonne fils (négociant), Ravasse (id.), Dodard (négociant), Houel (huissier), Darcel (négociant), Henri Adam (négociant), Quesnel aîné (négociant), Dupuis Sagot (négociant).

Procureur : Basire (homme de loi) ; *Secrétaire* : Le Coutour (homme de loi).

(4) Hébert, o.c. Les bourgeois de Rouen organisent des patrouilles pour assurer la sécurité de la ville dès mai 1791.

(5) AD. S.I. Q. Em. Rouen. Etats de consistance.

ROUEN

1792

ETAT DES BIENS

situés dans le territoire de la Commune de Rouen
appartenant à des personnes qui ne sont pas connues
pour être actuellement domiciliées dans le département
de la Seine-Inférieure

SECTION	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	NATURE DES BIENS	NOM DES RUES OU ILS SONT SITUÉS	N°s	NOMS DES LOCATAIRES
de la Poissonnerie	Thiais (de Paris)	Maison	des Bons-Enfants	11	Jamet (anc. apothic.)
—	—	—	—	12	Vve Delavigne (mercière).
—	Desmarets (de Paris)	—	—	31	Dlle Baudouin (bourgeoise).
—	Amelot du Coudray (de Lisieux)	—	—	90	Michel (cordonnier).
—	Dupont (de Paris) ..	—	—	96	Béliard (vinaigrier).
—	Vve Battent (de...) ..	—	—	2	Carré (papetier).
—	Vve Durdent (de...) ..	—	—	4	Le Roy (peintre).
—	Villers Boutemont (de...)	—	Cauchoise	27	Bréban (cafetier).
—	Mouard (de...)	—	—	89	Bailleul (ouvrier).
—	Sellecque (de Rouen)	Boutique	St Pierre le Portier	1	Néel (cordonnier).
—	De Chailloué (—) ...	Maison	de Crosne	1	Lui-même propriétaire.
—	Joubel (de...)	—	de la Pie	1-2	Avril (cordonnier).
—	Fougy (de...)	—	des Jacobins	18	Vve Dehagne (bonne- tière).
des Consuls	Basselin (de Paris) ..	—	des Charettes	36	Pierre (horloger).
—	Gouret (de Givy)	—	du Crucifix	11	Basire (boulangier).
—	Le Gras (du Mans) ..	—	de l'Estrade	12	Mannemare (vinaigr ^r).
—	Desenne (de Honfleur)	—	des Ramasses	11-12	Amy (cabaretier).
—	Baillemont (de Paris)	—	Tirhuit	27	Bagley (interprète).
—	Deshebert (de Caux) ..	—	des Charettes	82	Levasseur (tonnelier).
Notre Dame	Pattin (de Paris)	—	du Petit Salut	29	Picquet (bourgeois).
—	Deguichainville (de...)	Boutique	du Parvis N.-Dame	—	Dumont (fleuriste).
—	—	—	—	—	Duchef (fleuriste).
—	Tronel (de Bernay) ..	—	du Bac	18	Desroque (épicier).
—	Meslin (en Brabant) ..	—	—	22	Brémontier (épicier).
—	Degrosménil (de...) ..	Maison	de la Savonnerie	6	Delabos (négociant).
—	Delaunay (de...)	—	Potard	4	Pottier (tailleur).
—	Beuze (de Crèvecœur)	—	des Bonnetiers	28	Sauve (tailleur).
—	Debaude (de...)	—	Ste-Geneviève	1	Renard (commissaire).
—	—	—	—	2	—
—	Guerbes (de Neufchâ- tel)	—	Basse Vieille Tour	27	F ^e Bouteleu (lingère).
—	Gou et cohéritiers ...	—	Neuve des Halles	8	Sauter (mercier).
—	—	—	—	9	Vve Duval (bourgeo ^{se}).
—	—	—	—	10	Thouroude (mercier).
—	Duveneur (de...)	—	du M ^t St-Denis	7	Vanier (tailleur).
—	—	—	—	8	Robert (ouvrier) et autres.
des Halles de Malpalu	Ulfranc (de Cailly) ..	—	Saint-Denis	6	Vve Paturel (march ^{de})
—	Corneille (de...)	—	Malpalu	40	Vve Lefebvre (bourgeo ^{se})
—	Lepinas Duprat (de...)	—	—	49	Langlois (chirurgien).
—	—	—	—	50	Levieux (bourgeois).
—	Harel (de Rouen) ...	—	—	59	Hervieux (négociant).
—	Vallet (de...)	—	—	69	Saulnier (cabaretier).
—	Varlet (de...)	—	—	80	Roussel (tailleur).
—	—	—	—	81	Le Roux (agent).
—	Hérambourg (de...) ..	—	—	86	Hazé (perruquier).
—	Bourville (de...)	—	Tuvache	2	Vve Berrusque (bourgeoise).
—	Varlet (de...)	—	—	16	Hani (cabaretier).

SECTION	NOMS DES PROPRIÉTAIRES	NATURE DES BIENS	NOM DES RUES OU LS SONT SITUÉS	N ^{os}	NOMS DES LOCATAIRES
—	Bourville (de...)	—	des Crottes	17	Bué (toilier).
—	Audibert (de...)	—	du Porce fourré	11	Vve Cordier (fileuse).
—	Roger des Îls de Paris)	—	l'Ecu de Verre	2-3	Thelard (menuisier).
Saint-Marc	Guernet (d'Yory la Chaussée)	—	du Figuier	35	Avenel (ouvrier).
—	Bernière (de Sierville)	—	des Arpents	37	Thiron (aubergiste).
—	Froger (de Paris) ...	—	des Filles N.-D.	6	Vve Bérard (bourg ^{se}).
—	Doutretot (de Tôtes) ..	—	—	46	Vve Mouquet (ouv ^{re}).
—	Bourgeois (de...)	—	—	55	F ^e Mallet (lingère).
—	Le Maître (de...)	—	—	59	Bunoult (tailleur).
—	Montjavoult (de...) ..	—	—	64	Vve Péchet (bourg ^{se}).
—	Le Breton (Louviers) ..	—	—	70	F ^e Sauvage (ouvrière).
—	Cousin (de...)	—	—	92	Aubert (—)
—	Forestier (de...)	—	de la Chèvre	10	F ^e Mauban (logeuse).
—	Le Bas (de...)	—	—	41	Maigne (taillandier).
—	Vve Jadouille (de Rouen)	—	—	42	Elle-même propriét ^{re} .
—	Langlois (de Louviers)	—	Vattieu Blondel	21	?
—	Eustache (du Neub ^{re})	—	Toupas	5	Lasnier (ouvrier).
—	—	—	—	6	F ^e Aumont (ouvrière).
—	Héritiers Sebert (de...) ..	—	Saint-Marc	7	Grenet (chandelier).
—	— Anfry (de Pont-Audemer)	—	—	30	Chapelle (ouvrier) et autres.
—	Boutrahd (de Rouen)	—	—	31	Verrier (ouvrier) et autres.
—	Marigny (de...)	—	—	34	F ^e Grenet (bourg ^{se}).
—	Guernet (de...)	—	Cul de sac Fontaine Tieulin	3	Auvray (marchand).
—	Eustache (de...)	—	—	4	Sion (cordonnier).
Henri IV	Cottard (de...)	—	du Panneret	14	Poyer (ouvrier).
—	Rabardy (de...)	—	—	15	F ^e Roussel (ouvrière).
—	Passerot (de...)	—	du Petit Enfer	4	Dodart (vinaigrier).
—	Colleville (de...)	—	Cour des Ramiers	—	Lalande (ouvrier).
—	D ^e Le Duc (de...) ..	—	—	—	Hamant et autres.
—	Ecambourg	—	du Vent Soufflet	3	Lallemand (armurier).
—	Lesné Fcs (de Rouen)	—	de la Vicomté	6	D ^e Biron.
—	Dupont neveu (de Rouen)	—	—	58	Dupont (oncle et neveu).
—	Lambart (de Louviers)	—	Saint-Eloi	23	Aubert (bonnetier).
—	Demardé (de...)	—	du Petit Prévost	4	Aker (toilier).
—	—	—	—	5	Baillet (charretier).
—	—	—	—	6	Le Fret (ouvrier).
Saint Vincent	Dupuis (de...)	—	—	10	Le Sieux (cabaretier).
—	Eudeline (de Caen) ..	—	Encrière	46	J ^s Pierre (bourgeois).
—	Gaillard (de Paris) ..	—	—	47	Grandin (négociant).
—	Loison de Conches) ..	—	St Vincent	11	Carpentier (tonnelier).
—	Baragné (d'Incarville)	—	des Vergetiers	26	Fessard parfumeur).
—	Divers (de...)	—	des Cordeliers	8	Plusieurs d ^t Rebours.
—	Delessart (de Dieppe)	—	aux Ours	59	D ^e Rousselin (bourg ^{se}).
—	Gravé (de Paris)	—	—	67	Cavé (cordonnier).
—	Dile Métais (de...) ..	—	du Fardeau	12	Lemoine (menuisier).
—	Deslongchamps (de Rouen)	—	des Iroquois	13	Vve Cavelier (cabaretier).
—	Toustain (de...)	—	—	17	Desfosses (écrivain).

En adressant au district, le 22 mai, ce long tableau, de Fontenay s'excusait de l'absence de nombreux renseignements, car il n'avait pas pu faire compléter les indications du dénombrement par celles des rôles d'impositions : « Ses bureaux se trouvaient de plus en plus surchargés de besogne » et le délai accordé par la loi était beaucoup trop court (1).

Rouen méritait cependant des félicitations pour la rapidité de sa réponse. Les premiers états arrivèrent le 12 mai, et ils étaient négatifs ou de peu d'importance. Ceux qui demandaient quelques recherches furent seulement arrêtés dans le courant de juin et de juillet (2). Peut-on faire grief aux municipalités de ce retard relativement faible ? Songeons avec quelle lenteur nos communes répondent aujourd'hui aux circulaires préfectorales, avec quelle désinvolture nombre de maires, à la campagne, traitent les affaires publiques. Pourquoi, en 1792, le manque d'expérience aidant, les mêmes éléments d'apathie, d'inertie, auraient-ils fait défaut ? Comme à présent, les travaux de culture passaient avant les séances du Conseil Général. La confection de ces états surprenait les paysans au moment de la fenaison. On convoqua le corps municipal le dimanche, après la messe, mais rarement plus de 4 membres dont le maire et le secrétaire-greffier se déplacèrent (3). D'autre part, les communications entre les communes rurales présentaient de multiples difficultés. Le district confiait sa correspondance à des porteurs à pied, qui la déposaient chez des aubergistes. La loi sur le séquestre, envoyée le 27 avril ne parvint à la plupart des communes rurales qu'entre le 1^{er} et le 12 mai. Quel-

(1) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen. Listes.

(2) Id. États de consistance.

(3) Id., *ibid.*

quefois même la négligence des courriers entraînait la perte des paquets et des lettres. Saint-Jean-sur-Cailly se plaignit de recevoir les avis et circulaires du district avec un retard de 15 jours. Le décret du 8 avril lui arriva le 29 mai et les instructions qui l'accompagnaient furent égarées (1). On comprend la stupéfaction du maire devant l'accusation de négligence dont le district le gratifiait au début de juin. Pour toutes ces raisons, le retard des municipalités était donc normal et excusable. Il ne fallait y voir aucune mauvaise intention. D'ailleurs, dès que l'une d'entre elles témoigna la moindre velléité de résistance, elle fut étroitement surveillée.

Il est vrai que sur 122 communes, 4 seulement s'efforcèrent de cacher les biens de leurs anciens seigneurs. A la Londe, maires et conseillers municipaux étaient des fermiers, ou parents des fermiers, de Le Cordier de Bigars. Ils adressèrent au district, le 12 juillet, un état de consistance fort bien fait, qui comprenait quinze absents dont le plus éloigné habitait Paris, dont un autre faisait partie de l'armée de Belgique, mais point de Le Cordier. « Le 24 août, on n'avait pas encore déclaré d'une façon nette et franche l'absence du Marquis » (2). Rappelé plusieurs fois à l'ordre (3), le procureur de la commune trouva enfin l'excuse que « la liste des biens de Le Cordier dressée à part avait été égarée » (4). Malgré tout, son émigration était si notoire que le département la déclara officiellement. Désormais, toute résistance devenait inutile. La municipalité, au grand complet, rédigea le 29 septembre, l'état de ses propriétés. De même, à Berville, le maire Pigache avait en

(1) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen. États de consistance. Lettre du 12 juillet 1792.

(2) Id. Reg. du district. Correspondance, à la date.

(3) En particulier très sévèrement le 23 août.

(4) AD. S.I. Q. Em. États de consistance. La Londe.

mai 1792, envoyé au district un état négatif. Mieux que tout autre, cependant, il connaissait l'absence d'Estièvre de Trémauville et l'importance de ses propriétés, car il en tenait à ferme pour plus de 8.000 l. » Après une première dénonciation, il répondit le 9 juillet au district « qu'il ne connaissait pas d'émigrés sur le territoire de sa commune ». Royaliste fervent, très attaché aux terres que sa famille cultivait depuis un siècle, il faisait parade « de ne lire aucune loi et de n'en faire aucun cas » (1). Le fait était si connu qu'on en discuta le 16 septembre à l'Assemblée primaire du canton de Canteleu et Buet prévint le district qui réitéra sa demande en y joignant des menaces. Pour la troisième fois, Pigache répondit négativement; mais il n'empêcha pas l'inscription des biens de Trémauville. Enfin à Saint-Jacques-sur-Darnétal, Cavelier d'Esclavelles, ancien syndic de la paroisse, officier municipal, voulut dissimuler les propriétés de ses deux fils émigrés, et le 20 mai la commune transmit un état négatif. Toutefois, le 8 février, Blot dénonça l'existence d'une ferme qui fut aussitôt séquestrée (2).

Ainsi, ces quelques résistances restèrent sans effet, *et tous les biens fonds dont les propriétaires étaient absents ou inconnus, figurèrent sur les états de consistance*. Grâce au contrôle rigoureux du district, à la collaboration des municipalités, cette disposition essentielle de la loi du 8 avril 1792 se trouvait scrupuleusement exécutée.

×

Les administrations locales n'attendirent pas l'arrivée des derniers états de consistance pour

(1) AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance. Berville. Lettre de Buet.

(2) Id., Saint Jacques.

commencer les inventaires. Le district de Caudebec avait déjà terminé le 10 mai « dans plusieurs maisons du pays de Caux » (1). Celui de Rouen, fit remarquer le 4 mai que « s'il fallait laisser s'écouler deux mois... ce serait perdre des objets importants » et il demandait « d'arrêter dès maintenant le mobilier » (2) le département acquiesça à contrecœur. Il considérait que les inventaires étaient superflus puisque les émigrés avaient laissé leurs femmes, leurs parents, leurs agents, pour veiller à leur intérieur. Mais le district, se retranchant derrière la loi, nommait le 7 mai ses premiers commissaires. Comme les paysans « quoique fort sensés étaient hors d'état de dresser un procès verbal » on choisit de préférence des sergents et leurs clercs (3). Il semble que les notaires refusèrent cet honneur, car ils craignaient de s'engager dans une voie contraire à leurs intérêts, les émigrés ayant été jusque là leurs meilleurs clients. Aussi vit-on uniquement des huissiers et des juges de paix opérer dans les communes rurales (4). « On devait faire aller les campagnes en avant » pour éviter les oppositions. Presque toujours, on se trouvait en face des régisseurs, des concierges, qui avaient la garde et les clefs des châteaux. Après des difficultés imprévues à Colmare (5) tout se passa normalement. Les agents d'émigrés parurent se prêter d'assez bonne grâce à l'ouverture des portes, à l'examen des meubles. Ils facilitèrent même la tâche des commissaires, en les surveillant il est vrai, et signèrent aux procès-verbaux. Mais par derrière, ils déploraient cet envahis-

(1) Hébert. o.c. mai 1792.

(2) AD. S.I. Q. Em. Reg. correspond. du district, à la date.

(3) AD. S.I. Q. Em. Corresp. reg. district. 5 mai.

(4) En particulier ceux de Darnétal et de Canteleu.

(5) Cf. ci-dessous. Livre I, Chap. III. p. 75.

sement, et ne cachaient pas leurs craintes. « Quand est-ce que nous serons débarrassés de tous les huis-siers, dont nous sommes investis depuis quelques temps » écrivait Toustain au marquis de Bail-leul (1). On leur conserva la garde des scellés et le logement. Il était d'ailleurs impossible d'agir autrement. « Les manouvriers avaient une famille nombreuse à nourrir » et ne voulaient pas perdre leur journée de travail. En cas de besoin, on dut les payer 50 sols.

Pour faire face au travail causé par le séquestre, le district avait établi le 15 mai un bureau d'émigration composé d'un sous-chef : Théodore Dupuis et d'un commis (2). Le département refusa d'approuver cette création. La prompte exécution de la loi était nécessaire, « mais il ne fallait engager aucunes dépenses si elles n'étaient indispensables » (3). Le ministre des Contributions publiques consulté, répondit le 15 juillet « qu'il regardait *comme inutile l'établissement d'un bureau pour une régie momentanée* » (4). Il admettait seulement la possibilité d'augmenter l'effectif d'une autre administration; et sous une autre étiquette les deux employés continuèrent leur service. Mais quelques jours plus tard le département revint à la charge quand il s'agit de fixer leur traitement. 1.800 l. et 600 l. lui parurent des chiffres trop élevés. « Si nous nous sommes trompés sur l'importance de cette administration, écrivit alors le district, si elle ne se borne *pour nous* qu'à l'envoi des états des municipalités, nous convenons que ce bureau est inutile » (5). Le département ne répondit

(1) Hébert, o.c. 24 août 1792.

(2) Ancien premier clerc du Procureur du Baillage.

(3) AD. S.I. Q. Em. reg. Correspond. district, 20 juillet.

(4) Id., *ibid.*

(5) Id., *ibid.*

pas, mais il refusa jusqu'en novembre, de payer ces employés qu'il n'avait pas reconnus. « Nous sommes dans l'obligation de vous faire remarquer cette négligence » soulignait le district. Entre temps, Dupuis était passé à la municipalité; on le remplaça par un jeune avocat : Le Monnier. Créer une administration spéciale pour le séquestre des biens d'émigrés revenait à accorder à cette mesure une possibilité de durée, et, cela le département ne pouvait l'accepter. Son opposition paralysa le district; aussi pendant tout le mois de juin travailla-t-il au ralenti, et les inventaires ne commencèrent à Rouen qu'au début de juillet. Tant qu'il ne surgit aucune opposition grave, le directoire Herbouville ne put trouver aucun prétexte pour arrêter les opérations. Mais, en vue de contraindre Mme de Gueutteville à se plier aux exigences de la loi, le district avait accordé à ses commissaires un mandement d'ouverture. Aussitôt le département refusa de l'approuver. Avec une mauvaise foi évidente, il nia ce pouvoir de surveillance que lui confiait l'article 12 du décret du 8 avril, et selon sa méthode il en référa au ministre (1). La réponse tarda ; en attendant, le district fit traîner la nomination des commissaires séquestre pour Rouen. Il fallut un mois pour désigner les 6 commissaires de police (2) et 12 membres de la municipalité (3).

Mais aussitôt après l'arrivée des instructions ministérielles, il convoqua tout ce personnel à l'hôtel de l'Intendance, où il siégeait (4). « Il faut user de tous les moyens de prudence pour l'ouverture des portes si elle est refusée, recommandait Clavière, on ne doit rien négliger pour prévenir les

(1) AD. S.I. Q. Em. Rouen. Affaires diverses.

(2) Lemoine. Beaudard. Dubos. Cottais. Vincent. Legentil.

(3) 2 juin : Asselin et Demontmeau, puis le 16, 10 autres.

(4) Le 27 juin.

réclamations » (1). En s'appuyant sur ces directives le district enjoignit à ses commissaires « de dresser un procès verbal de refus puis de faire une sommation constatée en indiquant que les opposants seront naturellement responsables,... et comme tels, poursuivis devant les tribunaux » (2). Il avait préparé une liste de 21 émigrés chez lesquels on commença aussitôt. L'hôtel du marquis de Bailleul fut, comme il se devait, le premier visité. Il apparut si chargé de mobilier « qu'on estima le travail à une durée de 2 mois au moins (3). Mais un inventaire détaillé n'avait aucune utilité puisqu'il ne s'agissait pas de vendre les objets. Aussi le mobilier fut-il sommairement décrit. On n'énuméra pas le contenu des armoires, des buffets ; on apposa simplement les scellés sur les portes (4).

Il fut très difficile de trouver des gardiens qui répondissent aux conditions exigées par le département. Ce dernier, craignant d'engager sa responsabilité, leur demandait de présenter une caution valable (5). Personne, pas même les voisins, n'y consentit. Le 7 juillet, le district demanda à la municipalité de lui faire passer « une liste de citoyens sérieux » qui pourraient remplir cet office, en les payant, bien entendu. Mais il fallait réduire les frais au minimum ; aussi, comme à la campagne, conserva-t-on les domestiques, les agents des émigrés qui avaient continué à loger chez leurs anciens maîtres (6).

Donc, malgré l'opposition sourde du départe-

(1 et 2) AD. S.I. Q. Em. Listes Distr. de Rouen, 27 juin.

(3 et 4) Id., 7 juillet.

(5) Lettre à Clavière qui répond le 22 mai que le rôle du département doit se borner à surveiller les opérations.

(6) Dumesnil et Pierre Asselin chez Bailleul, Toutain chez Lambert de Frondeville, Jacques Lozier chez Guérault de Boutemont. Jacques Leprévost chez Romé de Fresquienne. La Vve Duval et Duval prêtre chez Le Cordier de La Londe (cité par Clérembray, o.c. p.66).

Ainsi, malgré l'opposition sourde du département, le séquestre ne subit pas un trop long retard. Fin juillet 1792, le district de Rouen avait dressé dans les formes prescrites par la loi du 8 avril, 31 inventaires très importants à Rouen et dans les environs (1). Pour reconnaître ses efforts on l'accusa auprès de Clavière de favoriser les émigrés. Il sentit d'où venait cette dénonciation injuste, et le 12 juillet il fit remarquer au département « qu'il n'y avait pas dans ses bureaux une affaire qui ne soit à jour »... Nous attendons, ajoutait-il, vos avis, pour finir celles de notre ressort » (2). Le directoire Herbouville avait en effet accordé 7 sursis aux femmes des émigrés les plus notoires (3). Mais le 10 août allait attirer l'attention des administrateurs sur des faits autrement importants et mettre un terme à cette animosité.

IV

Très modérée dans son ensemble, la loi du 8 avril 1792 ne semblait pas, au premier abord, devoir effrayer les contrerévolutionnaires et engendrer toute une série d'injustices. Cependant, elle provoqua, d'une part, la rentrée d'un certain nombre d'émigrés, d'autre part, elle amena les administrations à considérer comme émigrés des gens qui n'avaient jamais quitté la France, des patriotes, des soldats.

1^{re} *Liste d'émigrés*. — Cette loi avait pour but essentiel de régler les détails de la main-mise sur les

(1) Cf. M. Bouloiseau. *Liste des émigrés*... I. col. 1.

(2) AD. S.I. Q. Em. Reg. Correspond. District, 12 juillet 1792.

(3) De Valory, de Rassent, Langlois de Louvre, Duval de l'Escaude, Boistard de Prémagny, et Lambesc de Lorraine (AD. S.I. L.81 et AN F⁷ 5670).

revenus des émigrés : l'article 8 ordonnait seulement « d'arrêter la liste des biens ». « Pour éviter toute erreur préjudiciable à des citoyens qui ne seraient pas sortis du royaume, l'article 9 stipulait » que les communes de leur domicile actuel attesteraient leur résidence depuis six mois ». Ces certificats délivrés gratuitement sur le témoignage de deux citoyens actifs étaient affichés à la porte de la maison commune. On accordait aux absents portés sur les états de consistance un délai de deux mois, à partir de la promulgation de la loi, pour leur permettre de justifier dans cette forme leur présence en France. Les voyageurs de commerce, les étudiants, les artistes échappaient seuls à ces formalités (1). Le directoire du département « tranchait les difficultés s'élevant sur le fait de l'absence, « recevait les certificats de résidence, prononçait les radiations provisoires, les mains levées, après avis des districts.

Théoriquement ce mécanisme paraissait fort simple, et fort bien réglé. Le législateur ne pouvait pas prévoir que son fonctionnement allait devenir une source d'injustices révoltantes, dont l'origine était dans la conception même de la loi. Dès le 4 mai, le district avait envisagé le cas « où une justification de domicile viendrait aussitôt interrompre le séquestre » et demandait au département qui en supporterait les frais (2).

Les absents portés dans chaque commune sur les états de consistance n'avaient pas tous émigré. Pour bien marquer leur intention de ne pas les confondre avec les émigrés véritables, la plupart des municipalités ajoutaient, à la suite des noms, les domiciles connus. A Rouen, 160 étaient dans ce

(1) Loi citée, art. 6.

(2) « Ils seront prélevés sur la masse totale des revenus. » (AD. S.I. Q. Em. distr. reg. correspond.).

cas. Plus de la moitié habitaient Paris, les autres résidaient à Caen, à Lisieux, et surtout dans l'Eure : à Bernay, à Pont-Audemer, aux Andelys, à Conches (1). C'étaient, soit des membres du Parlement et des Cours souveraines, des avocats, qui, à cause de leurs fonctions, possédaient à Rouen un pied à terre, mais dont le domaine familial était ailleurs ; soit de petites gens. Ces derniers, bien plus nombreux, n'avaient jamais habité la région rouennaise, ou l'avaient quittée depuis longtemps. Ils étaient propriétaires, à la suite d'un héritage, d'une maison, d'un jardin, d'une petite ferme, qu'ils louaient toujours aux mêmes personnes. Pouvaient-ils supposer un instant qu'on les confondît avec les émigrés et que la loi sur le séquestre les concernât ? D'autre part, l'état global des biens à administrer fut affiché en Seine-Inférieure, au début de septembre. Aussi, seuls des bourgeois et des nobles produisirent à temps leur justification de présence. Des administrateurs complaisants, avertirent leur amis (2), mais le plus grand nombre des absents portés sur les états de consistance négligèrent, par ignorance, cette formalité, et figurèrent sur la « liste des personnes possédant des propriétés foncières... et présumées émigrées faute d'avoir fourni un certificat de résidence » (3). En effet, le délai accordé par la loi du 8 avril pour attester sa résidence en France, expirait le 27 juin. Le district de Rouen le prolongea d'un mois et dressa le 27 juillet sa première liste d'émigrés que le département arrêta définitivement le 3 août.

Généralement la plupart des absents connu-

(1) Cf. AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance, et fragment public ci-dessus p. 21-22.

(2) AD. S.I. Q. Em. District. Correspondance. A propos de Guérout de Fauville.

(3) Cf. M. Bouloiseau. Liste des émigrés..., p. 12-14.

rent l'accusation dont ils étaient l'objet par leurs locataires au paiement du terme. Un médecin rouennais que la goutte retenait dans sa maison de campagne aux environs de Pont-Audemer, apprit avec stupeur qu'on l'avait inscrit à Canteleu. Par suite des inscriptions globales, un administrateur, du district de Rouen, se trouva compris dans cette mesure. Enfin, autre exemple plus significatif encore : le constituant Dupont de Nemours figura sur la liste de Rouen, car il y possédait une maison, 96 rue des Bons-Enfants (1). Aussi dès le lendemain de la publication de la liste, le 4 août, les réclamations affluèrent au département. En 8 mois il reçut pour le district de Rouen 320 pétitions (2). C'étaient des attestations de résidence, des demandes de radiation et de main levée. La municipalité rouennaise délivra « pour la conservation des biens » 1.596 certificats de domicile du 27 mars 1792 au début de 1793 (3). Une véritable panique s'emparait des propriétaires. Pour faire cesser ces inquiétudes, le directoire Herbouville dressa aussitôt des « listes de radiation auxquelles il donna la plus grande publicité ». Du 4 septembre au 18 novembre, il en fit afficher 8, et répara, provisoirement du moins, une centaine d'injustices (4).

Tandis qu'on inscrivait sur la première liste des émigrés, quantité de propriétaires qui n'avaient pas quitté leur domicile, beaucoup d'émigrés véritables ne devaient pas y figurer (5).

Rentrée des émigrés. Lorsque le matin du 25

(1) AD S.I. Q. Em. Etats de consistance. Rouen.

(2) AD. S.I. L.81.

(3) Am. Rouen I⁴, 1 registre.

(4) AD S.I. Q. Em. District de Rouen. Affaires diverses
A à Z.

(5) Cf. AN F⁷ 5663. Dossier Hécamp. Délibérat. de l'Ass. du canton de Sassetot le Mauconduit. 29 vendémiaire an V. Procès de l'établissement des listes d'émigrés, très intéressant.

avril la loi du 8, fut affichée dans les campagnes normandes, un agent du marquis de Bailleul la jugea en ces termes : « Ce décret est terrible et bien fait pour ramener des personnes sous les mains des bourreaux nationaux ; c'est à quoi l'on s'attend... à moins qu'il n'y ait l'espoir d'un retour heureux et prompt » (1).

La nouvelle causa en effet une impression profonde dans le clan des émigrés rouennais. L'hiver de 1791 avait été pour quelques-uns particulièrement pénible (2). D'autre part, la situation risquait de s'éterniser, les princes tergiversaient (3). Lors de leur départ, les émigrés avaient vendu des immeubles (4), emprunté de l'argent, (5) mais leurs réserves commençaient à s'épuiser. Les envois de fonds devenaient de plus en plus hasardeux ; même à Rouen les banquiers refusaient leur concours. Les lettres chargées contenant des assignats ne parvenaient pas toujours à leurs destinataires (6). Enfin les nobles rouennais, malgré leur communauté d'origine, malgré leur réunion dans les mêmes villes, étaient politiquement divisés. Un certain nombre avaient adhéré aux réformes de la Constituante ; leur libéralisme était suspect aux absolutistes. D'autres « n'appartenaient à aucun parti » ; (7) ils avaient entrepris un voyage à l'étranger, non par devoir, mais par plaisir. Pour toutes ces raisons, les convictions des tièdes ne résistèrent pas aux menaces qui pesaient sur leurs biens. Ainsi que

(1) Hébert, o.c. p.10.

(2) Les émigrés normands subsistaient grâce à une Caisse de secours fondée et financée par le marquis de Bailleul (Cf. Le Verdier, o.c.).

(3) Cf. E.Daudet. Histoire de l'Emigration. T.I en entier.

(4) Par exemple Cabeuil, Desvieux.

(5) Cf. ci-dessous, Livre II, Chap. I, p. 132.

(6) AD. S.I. L. Pièces retrouvées après inventaire. Correspondance de Colbert de Seignelay.

(7) Hébert, o.c. Lettres du 23 mars et du 6 avril 1792.

le faisait justement remarquer un Constituant (1) « qu'est-ce qui attache un citoyen à sa Patrie ? c'est la jouissance des revenus qui lui sont légitimement acquis ! » Manquant du nécessaire, déçus par leur propre impuissance, effrayés par la tournure des événements, beaucoup de propriétaires reprirent clandestinement le chemin de leurs domaines, accompagnés par le mépris de ceux qui restaient.

Prévenus par leurs agents, ils avaient connu les premiers, les dispositions de la loi sur le séquestre. Certains arrivèrent avant la confection des états de consistance et passèrent complètement inaperçus. D'autres comme de Marcy, Le Vigoureux de Montjavoult, purent éviter l'inscription de leurs noms sur la liste des émigrés. Dans ces deux cas les retours étaient définitifs et leur nombre impossible à évaluer. Mais nous pouvons mieux suivre les efforts de ceux qui tardèrent à rentrer, et durent se débattre contre le séquestre. Pour justifier leur absence ils invoquèrent d'abord des raisons de santé ou de service (2). Mme de la Jonquière, Mme Vve de Beauregard exhibèrent les passeports et les certificats de médecins qu'elles s'étaient fait établir. Hémin présenta pour son maître, le Président de Frondeville, l'attestation d'un docteur d'Aix-la-Chapelle « lui ordonnant de continuer sa cure » (3). Le département signala ces manœuvres au ministère de l'Intérieur, et le 5 septembre une proclamation du Conseil exécutif provisoire y mit fin (4).

Restaient les certificats de résidence. Des agences royalistes, des officines, en fabriquèrent de faux pour les émigrés les plus notoires. On exigeait si

(1) Moniteur (réimp.). Séance du 21 février 1791.

(2) AD. S.I. L.81. Vintimille expose qu'il a dû suivre le comte d'Artois pour remplir sa charge de chevalier d'honneur.

(3) Cf. Clérémbray, *o.c.* p.75.

(4) Code des Emigrés, à la date.

peu de garanties, que la plupart des émigrés inscrits sur la liste du district, profitèrent d'un court séjour en France pour s'en procurer. A Rouen le bureau qui les établissait, était si mal installé que « témoins, employés, demandeurs, se trouvaient mêlés » (1). Dans une pareille confusion, le comte de Vieux (2), Bailleul de Vattetot, Estièvre de Trémauville, en obtinrent sans difficultés. Les municipalités de la Grande Heuze et de la Londe, rendirent à leurs anciens seigneurs : le marquis de la Londe et le comte de St-Ouen, les mêmes services. Colbert de Seignelay arriva à Paris en Mars ; la section des Invalides lui délivra une attestation de 6 mois de résidence. Pour signaler sa présence il visita ses domaines, se montra à Rouen où il soupa avec Mme de Radepont ; il invita à dîner les officiers de hussards qui campaient au château (3), puis quinze jours plus tard repassa la frontière. D'une façon générale beaucoup de femmes, de parents, restèrent au foyer, avec la mission de soustraire au séquestre les biens de la famille entière ; tandis que les jeunes gens, les militaires, enrôlés dans les compagnies rouges, retournaient à Coblenz.



Malgré les menaces de guerre qui en pressaient la discussion, la loi du 8 avril 1792 fut élaborée sous le signe de la prudence, et de la sagesse. Il ne semblait pas qu'on pût prendre assez **de précautions** pour éviter les injustices. Elle nécessitait de longs délais d'exécution, supposait une

(1) Am. Rouen I⁴. Correspondance 1792.

(2) On fit même sur son certificat une erreur grossière : au lieu de le valider pour 6 mois, on l'avait enregistré pour 6 jours.

(3) AD. S.I. L. Pièces retrouvées après inventaire. Correspondance de Colbert de Seignelay.

longue stabilité politique. Elle se trouvait vieillie, usée par les circonstances, dès sa mise en application. Elle ne désignait pas l'émigré comme un ennemi, elle punissait le délit d'absence. Toutefois, exécutée avec conscience par un grand nombre d'administrations locales qui approuvaient sa modération, elle permit en trois mois de séquestrer la plupart des revenus des émigrés propriétaires, de dresser un inventaire de leur mobilier, de connaître l'ensemble de leurs biens. Mais aux approches du 10 août elle se trouva détournée de sa signification première. On employa les états de consistance à la confection d'une liste d'émigrés, et le séquestre devint le prélude des ventes. Il apparaissait désormais indispensable de compléter et de préciser les dispositions de la loi, qui devait atteindre seulement *les émigrés, et tous les émigrés sans exception.*

CHAPITRE II

L'ÉMIGRATION ET LE SÉQUESTRE APRÈS LE 10 AOÛT 1792

La journée du 10 août 1792 joue dans l'histoire de la Révolution un rôle capital. La prise des Tuileries, la suspension de Louis XVI et son internement au Temple, la reconnaissance tacite de la Commune insurrectionnelle, le discrédit qui pèse sur l'Assemblée, constituent un ensemble de faits nouveaux qui consacrent une Révolution plus profonde, plus démocratique que la première. Les six semaines qui précèdent la réunion de la Convention ont une signification symbolique : elles synthétisent la transformation brutale de toute la politique suivie jusqu'alors à l'égard des contrerévolutionnaires. L'opinion, excitée par le péril extérieur contre les soutiens de l'ancien Régime, ne se contente plus de demi-mesures. La peur des traîtres apparaît comme le sentiment général (1). La poussée populaire est si violente que ceux qui partent aux frontières prétendent « faire justice immédiate » aux ennemis de l'intérieur (2). Débordée, la Législative céda en frappant successivement les prêtres réfractaires, les émigrés et leurs familles, *non plus seulement dans leurs biens, mais dans leurs personnes.*

(1) Mathiez, La Révolution française, T. II, p. 7 et projet d'adresse au roi (Moniteur, réimp. 26 juillet 1792).

(2) P. Nicolle, art. cit. ci-dessus, p. 230-231.

I

En Seine-Inférieure, le 10 août eut pour résultat de ruiner l'autorité départementale. Rouen avait été, à plusieurs reprises, dénoncé comme une « bastille » royaliste ; les Suisses du Régiment de Salis-Samade y apprenaient, disait-on, l'exercice aux prêtres réfractaires ; on exigeait des troupes le cri de « Vive le Roi » (1). La plupart des pamphlets, des journaux factieux, y étaient imprimés (2). Le 8, sous l'impulsion de son Président, le Conseil général du département, rédigeait une adresse à l'Assemblée dans laquelle, d'avance, il protestait contre toute atteinte au Pouvoir Exécutif. « Louis XVI est Roi par la Constitution, comme vous êtes législateurs par la Constitution, Il tient son droit du Peuple, comme vous tenez le vôtre, et vous ne pouvez pas plus le déclarer déchu que lui ne pourrait vous déclarer dissous ; la Nation est seule souveraine » (3). Après de telles déclarations, le directeur Herbouville, ne pouvait accepter de bon gré le 10 août. Thuriot, porte-parole des patriotes rouennais, obtint la convocation à Paris du Procureur général syndic, Thieullen (4). Contre toute attente, l'administration ne fut pas suspendue, mais l'accusation de royalisme qui pesait plus que jamais sur ses membres, la discrédita auprès du gouverne-

(1) Annales patriotiques et littéraires n° 228, 15 août 1792. On prêtait même aux royalistes rouennais le projet de préparer la fuite du roi (Allégations de Musquinet La Pagne, maire d'Ingouville condamné à mort comme hébertiste : « Un navire qui portait le nom de *Fortuné* (prénom du marquis d'Herbouville) devait attendre le roi au Havre » Cf. Clérembray, o.c. p. 20.

(2) Cf. Clérembray, o.c. chap. III en entier.

(3) Id., p. 20.

(4) Séance du 13 août 1792 (Cf. relation détaillée ds. Clérembray, o.c. p. 20 et s.).

ment, comme auprès d'une grande partie de la population, qui craignait qu'on en fît le prétexte de mesures de rigueur dont la ville souffrirait.

Aussitôt après le 10 août, les corps constitués marquèrent leur déception par l'inertie la plus complète. Ils attendirent sans réaction l'ouverture de la campagne électorale. Mais les élections conservèrent à la tête des administrations les mêmes hommes et les mêmes tendances (1). Seule, la sincérité du loyalisme de M. d'Herbouville lui valut un double échec. Son concurrent heureux à la mairie, était messire François Rondeaux de Montbray (2), royaliste fervent « qui voilait les idoles de son cœur » (3). De Fontenay prenait la présidence du département (4). Feuillant, ami des Lameth, il se plia avec opportunisme aux exigences de l'heure. Grâce à son habileté, il se ménagea des amitiés dans tous les milieux, même chez les Jacobins.

(1) DÉPARTEMENT :

Directoire : Defontenay (président), Bouvet (avocat), Revelle (juge de paix), Dubois (serrurier), Belhoste, Grandin, Choin du Lys, Dumazert (apothicaire).

Procureur général syndic : Anquetin de Beaulieu (suppléant : Bazire).

Secrétaire général : Niel.

DISTRICT DE ROUEN :

Directoire : Cabissol (ex-procureur du roi à la Vicomté de l'Eau), Deschamps père (ex-officier municipal), F.A. Bérée, Bellamy.

Procureur général syndic : Thomas (ex-commissaire du roi au Tribunal du District).

Secrétaire : Milcent.

Administrateurs : Andrieu (juge de paix), Delespine père (négociant ex-officier municipal), Lefebvre Signol (prudhomme), Caudron (marchand chapelier, ex-officier municipal), D'Ornay (juge de paix), Bademer (négociant), Gorlier et Thomas Vincent (propriétaires à Saint-Thomas la Chaussée).

(2) Seigneur de Brilly, Conseiller à la Cour des Comptes, ancien membre du Directoire du Département.

(3) Discours de Rondeaux, du 28 décembre 1791 (Cf. Journal de Rouen, à la date).

(4) Cf. Renseignements biographiques ds Oursel, Biographie normande.

Certes, ces hommes ne recherchaient pas les places par vanité. Ils s'étaient donné pour mission de barrer la route aux extrémistes (1). Au pouvoir, ils employèrent toute leur influence pour freiner l'application de mesures qu'ils jugeaient trop hardies, tout en donnant le change, à l'aide d'arrêtés énergiques, mais morts-nés. Ils suivaient en cela la politique girondine qui, après avoir dominé à la fin de la Législative, s'était installée au gouvernement dès les débuts de la Convention. Ils parvinrent à la maintenir dans le département jusqu'en mai 1793.

En août 1792, les émigrés circulaient à Rouen sans même se cacher. Ils se réunissaient au vu et au su de tous dans plusieurs maisons de la ville, se montraient arrogants, menaçaient ceux qui ne leur restaient pas fidèles (2). Quant aux prêtres réfractaires, ils constituaient un véritable danger. En 1791, le département avait proposé un des premiers « d'utiles mesures pour mettre les habitants des campagnes à l'abri de leurs suggestions et de leurs manœuvres... », mais la Constituante les rejeta en juillet 1791 (3). « En Normandie, notamment dans la région de Dieppe et sur les rives de la Seine et de la Risle, les ...insermentés étaient maltraités et violemment expulsés de leurs églises, et de leurs paroisses... » (4). Dans notre district, à partir d'avril 1792, de nombreuses municipalités rurales leur interdirent l'entrée de l'église et la faculté de dire la messe (5). « A Rouen, au contraire, ils jouissaient encore d'une grande liberté, » et trouvaient asile dans les pieuses et riches familles de nobles et

(1) Le fait est fréquent en Normandie : rôle de Dorey au C. de S. du Havre (Cf. Bouloiseau, Les Comités de Surveillance du Havre-Marat, Rouen, Laisné 1936).

(2) AD. S.I. Q. Em. Listes. La municipalité de Rouen demande le 30 novembre quelle conduite elle doit tenir vis-à-vis d'eux.

(3 et 4) Ch. Leroy. Les événements de Quillebeuf, o.c.

(5) AD. S.I. L. 1238.

de négociants. Aussi affluèrent-ils de toutes les provinces » et « l'on en compta jusqu'à 8.000 » s'il faut en croire l'abbé Baston (1). Les subsistances étaient rares, ils consumaient indûment une partie des réserves de la ville, aussi le 18 août le directoire Herbouville, expulsa tous les prêtres et religieux insermentés qui n'y étaient pas nés ou qui n'y possédaient pas leur domicile au 1^{er} janvier 1791 (2). Le 28, la municipalité rouennaise réclama l'exécution de cet arrêté ; mais l'Assemblée venait de décréter une mesure d'ensemble.

Depuis le 29 mai, tous les prêtres réfractaires, dénoncés par 20 citoyens devaient être déportés, mais à cause du nombre des témoins exigés, cette disposition n'eut aucune suite. Par contre la loi du 26 août 1792, provoqua un courant d'émigration extrêmement important. On obligeait les prêtres fonctionnaires publics de moins de 60 ans, qui n'avaient pas prêté le serment exigé par les lois des 24 août et 26 décembre 1790, 18, 22 mars et 17 avril 1791, à quitter la France. Ils s'expatrièrent alors par milliers. Ceux qui étaient âgés ou infirmes devaient rester en détention jusqu'à la paix ; beaucoup préférèrent la déportation à la réclusion. Les chanoines, les chapelains, les curés, vicaires et habitués, qui n'avaient pas exercé de fonctions publiques, qui n'étaient donc pas astreints au serment, que rien n'obligeait à partir, demandèrent un passeport comme les premiers. Plusieurs départements hésitèrent à le leur accorder, ou même le refusèrent. Mais Roland, dans sa lettre du 15 septembre 1792, recommanda au contraire d'encourager leur sortie. « La Société ne pouvait être que satisfaite d'être délivrée d'individus aussi suspects ». « Un ecclésiastique qui peut échapper à la déportation et qui vient la demander est un prêtre qui, dès

(1) Ch. Leroy, o.c. p. 7.

(2) Id. Ibid., p. 9 à 12.

lors mérite qu'on lui inflige cette peine... »(1). Du 31 août au 15 octobre 1792 le district de Rouen délivra 863 passeports (2) dont les 2/3 étaient destinés à des prêtres non fonctionnaires publics qui marquaient nettement leur désir d'être assimilés aux véritables déportés, et, par suite s'interdisaient tout espoir de retour (3).

Ainsi, après la Noblesse, le Clergé s'exilait. Mais au lieu de chercher à enrayer ces départs, le Gouvernement les souhaitait, il leur donnait un caractère légal. C'était d'ailleurs le début de toute une série de mesures de répression dirigées contre les représentants du catholicisme romain, que l'on assimilait, parfois à tort, aux ennemis de la Révolution.

Enfin l'Assemblée fut amenée à sévir contre les émigrés. Depuis leur désertion, l'opinion les désignait comme des traîtres, les accusait de conjuration. On les avait partiellement frappés dans leurs propriétés, mais aucune disposition ne les condamnait formellement, aucune sanction n'était prévue contre leurs personnes. Ils furent tout d'abord bannis à perpétuité du territoire français. Ceux qu'on trouverait les armes à la main seraient punis de mort dans les 24 heures par un jury militaire de 5 membres (4). Pour les dépister, Roland demanda de dresser la liste exacte de leurs noms, surnoms et de leurs ci-devant grades (5). A Rouen, le bureau permanent reçut dans le mois d'octobre 29 dénon-

(1) AD. S.I. L. 1238. Dossier Arvillon, copie intégrale.

(2) Id. 31 août-12 septembre=603, 15-30 septembre=203, 1^{er}-15 octobre=57, 15-30 octobre=2. E. Sevestre, La déportation du clergé... o.c., p. 234, indique « près d'un millier ».

(3) Loi du 26 août 1792, art. 5. « Ceux qui rentreront après avoir pris un passeport seront punis de 10 ans de détention.

(4) Code des émigrés, 9 octobre 1792.

(5) Dubreuil. La vente des biens nationaux dans les Côtes-du-Nord, p. 171.

ciations d'émigrés (1). Ceux qui rentrèrent furent traduits devant le Tribunal Criminel et condamnés à la déportation. Mais ce fut surtout après le procès du Roi et les manifestations royalistes de la Rougemare (2) que l'administration départementale se montra plus sévère. Les 21 et 23 janvier, elle expulsait Le Baillif Mesnager, Charlotte de Roncherolles et sa femme de chambre, arrêtés à Dieppe lors de leur retour en France (3). Puis il faisait poursuivre Burette, l'agent du marquis de Sommery, et demandait « la destitution de Bellon, capitaine du port de Dieppe, suspecté de favoriser les émigrés » (4). Le 14 février la Convention accorda « 100 livres de récompense à ceux qui découvrieraient ou feraient arrêter un émigré » (5) et donna l'ordre à ses commissaires « de suspendre les fonctionnaires qui n'auraient pas fait ponctuellement exécuter les lois sur l'émigration » (6).

Mais la réforme des certificats de résidence aboutit à des résultats plus inattendus. Les négligences, les imitations avaient rendu ceux qu'on accordait en exécution de la loi du 8 avril 1792, absolument inoffensifs pour les émigrés. Tout d'abord ceux qui portaient la signature : Tallien, furent annulés. Puis le 13 septembre 1792, un décret obligea les individus qui s'étaient munis d'attestations de ce genre, à les réitérer dans les deux mois (7). Enfin, le 25 novembre, on suspendit leur délivrance, et le 20 décembre on annula tous ceux qui avaient été établis selon l'ancien mode. Dorénavant, ils devaient être certifiés par 8 témoins étran-

(1) Am. Rouen. I^{re} Listes.

(2) Cf. Clérembray. o.c. Chap. II en entier.

(3) Clérembray. o.c. p. 61.

(4) AD. SI. L 48, à la date.

(5) Code des Emigrés, à la date.

(6) Le 29 mai, Garat rappelait encore aux départements la nécessité d'une surveillance rigoureuse à l'égard des émigrés.

(7) Code des Emigrés à la date.

gers au demandeur et domiciliés dans le canton. Ils restaient affichés pendant 15 jours, et n'étaient plus valables que pour 3 mois (1).

Cette transformation brutale fut accueillie à Rouen par de véhémentes protestations. De Fontenay intervint auprès du Ministre de l'Intérieur. Dans la première semaine de janvier, la municipalité fut submergée; « 300 citoyens se présentèrent... ». Les uns exposaient que leurs biens seraient vendus dans le Calvados ou ailleurs... Les autres se plaignaient de ne pouvoir toucher leur traitement ou leurs créances échues. Beaucoup se trouvaient dans l'impossibilité de réunir le nombre de témoins suffisants... » « La défiance était générale » (2). Pourquoi donc ne pas réserver ces certificats aux seuls individus suspects d'émigration? Avec l'aide des députés Mariette et Duval on voulut faire réduire à 6 le nombre des témoins (3); mais « l'opinion n'étant pas favorable, la Convention passa à l'ordre du jour ». Malgré les ordres du ministre, Rouen continua à délivrer les certificats comme précédemment. L'Orne et le Calvados les refusèrent; il fallut se résigner.

Certes, toutes ces dispositions diminuaient grandement les risques de fraude. Ceux des émigrés propriétaires qui avaient pu éviter le séquestre (4) furent inscrits sur les listes supplétives. Mais les absents justement rayés figurèrent à nouveau sur l'état des émigrés. Louis de Mathan exposait le 3 juin 1793 « qu'il avait été compris par erreur (sur cette liste)... A peine en fut-il instruit, qu'il produisit un certificat de résidence. Le département prononça la main levée... Mais comme, aux termes du décret, les certificats antérieurs sont nuls, il

(1) Caron et Desprez, o.c. II, à la date.

(2) Am. Rouen. I⁴ Correspondance 1793.

(3) Id.

(4) Cf. A.D. S.I. Q. Em. District de Rouen. Listes.

s'en suit que l'exposant se retrouve placé sur la liste, et le fait est si constant que déjà, le régisseur des biens nationaux a fait défense à plusieurs de ses fermiers... de payer ailleurs qu'à sa caisse » (1). Leur tranquillité avait été de courte durée. Il leur fallut produire de nouvelles attestations de résidence, réclamer, tandis qu'on rétablissait le séquestre sur leurs biens. Par suite, en mars 1793, les listes des émigrés du district contenaient encore 245 noms; toutes les injustices dues à l'application de la loi du 8 avril 1792 subsistaient.

Ainsi entre le 10 août 1792 et le 31 mai 1793, les administrations exécutèrent sans entrain les mesures qui frappaient les émigrés, et par suite n'obtinrent aucun résultat appréciable. Il en fut de même pour la continuation du séquestre.

Après le 10 août 1792, plusieurs mobiliers d'émigrés restaient à inventorier, principalement à la campagne. L'inscription de ceux qui avaient échappé à la loi du 8 avril 1792 en augmenta le nombre (2). Mais on ne fit rien pour hâter ces opérations. Les officiers municipaux désignés par le district pour y assister ne se présentèrent pas aux dates fixées. Le renouvellement des administrations contribua encore à les retarder. Et surtout la vente des meubles (3), la confiscation des immeubles (4) accaparaient les membres du district.

Les affaires concernant l'émigration « avaient quintuplé », « la régie des biens des émigrés risquait de durer un long temps » (5). En conséquence on agrandit le bureau qui s'en occupait et qu'on avait jusque là relégué dans une pièce si exiguë qu'il était impossible d'y placer tous les regis-

(1) AN. F⁷ 5659.

(2) Pendant cette période on procéda à 12 inventaires.

(3) Cf. ci-dessous. Livre II, Chap. II en entier.

(4) Ib. Chap. IV p. 206.

(5) A.D. S.I. Q. Em. reg. Correspond. du district, à la date.

tres. Le 3 janvier, il fut installé dans une vaste salle derrière laquelle se trouvait le dépôt d'archives où l'on avait rassemblé les chartriers, les plans terriers, les titres de propriété des émigrés (1). On adjoignit au sous-chef Lemonnier, trois commis et un archiviste dont le traitement fut prélevé sur la caisse du séquestre. L'un des premiers travaux importants auxquels ce personnel nouveau dut se consacrer fut l'exécution du décret du 1^{er}-4 février 1793.

En vue d'une importante émission d'assignats, la Convention voulut connaître et publier la valeur globale des biens des émigrés. On chargea Amelot de diriger les opérations. Les municipalités devaient produire de nouveaux états de consistance que le district, puis la direction départementale de l'Enregistrement, collationnaient (2). Dans une certaine mesure on s'efforça de profiter de l'expérience acquise. On fournit aux communes des tableaux imprimés conformes au modèle que voici :

Nom de baptême et de famille des émigrés	Qualité ou état	Dernier domicile	Désignation des biens	Nombre de me- sures par ap- proxi- mation	Val. présumée du revenu du capital	Observations
			Mobilier. Maison. Clos ou parc. Corps de ferme Jardin. Terres. Friches. Prés. Pâtures. Etangs. Vignes. Bois. Moulin. Pressoirs et usines. Rentes actives. Cens, rentes, et autr. droits. Féodaux rache- tables.			

(1) Fort peu se trouvaient au complet.

(2) Cf. texte dans Caron et Desprez, o.c. T. II. à la date.

En tête, on avait reproduit les principaux articles de la loi. Mais un grand nombre de difficultés matérielles surgirent. La désignation des biens ne correspondait pas aux noms locaux. Que fallait-il entendre par corps de ferme, clos, jardin ? (1). Par contre, où indiquer les mesures, c'est-à-dire les prés plantés de pommiers et entourés de haies vives qui faisaient l'originalité de la campagne normande ? (2) Un nouvel embarras naissait de la détermination de la contenance, de la valeur et du revenu des propriétés. Le maire de Rouen s'insurgea contre de semblables prétentions. Il invoqua l'importance du travail, la nécessité de nommer un architecte, car pour les immeubles il fallait tenir compte de l'emplacement, des mitoyennetés, du degré d'usu-re, de la disposition des pièces, pour en fixer le prix (3). Une évaluation d'après l'opinion commune ne pouvait s'appliquer qu'aux terres ou à la rigueur aux fermes, mais pas « aux maisons de ville ». D'ailleurs, le temps manquait : le décret n'accordait qu'un délai de 15 jours.

Les tableaux parvinrent au district entre le 10 et le 30 avril. Pour hâter la réponse de certaines communes, il dut dépêcher des commissaires à leurs frais (4). Malgré les instructions de l'Enregistrement (5) et du département, le résultat fut pitoyable. On s'était contenté de reproduire en les résument, les états dressés en mai et juin 1792. Les indications relatives aux individus restaient toujours aussi vagues. Parfois même, les municipalités renouvelées ne pouvaient identifier les personnes inscrites, ni retrouver les causes de leur inscrip-

(1) AD. SI. Q. Em. District de Rouen. Etats de consistance. La Vaupalière.

(2) Ib. Gouy-La Londe-Orival.

(3) Ib. Listes.

(4) Cf. art. 7 de la loi du 1^{er}-4 février. AD. SI. Q. Em. Etats de consistance. Grugny.

(5) Circulaire du 15 février 1793.

tion. La direction de la Régie demanda au Conseil général de Rouen de fournir à ce sujet des justifications qui nous furent précieuses (1). Dans les communes rurales, 47 états étaient négatifs. Seuls, les propriétaires qui avaient justifié de leur résidence avant juillet 1792, comme la marquise de Cailly (2), Béthune-Charost, Mme de Boufflers et d'autres moins connus, n'y figuraient pas. Par contre, on détaillait les biens de Robert Bigot, de Colbert de Seignelay de Guyot d'Etalleville qui avaient échappé à la loi du 8 avril. Mais, à la suite de l'annulation de leurs certificats de résidence tous les absents marqués sur les listes d'émigrés continuaient à voir leurs biens englobés dans la masse des confiscations. Ils représentaient un peu plus du tiers de la valeur totale des propriétés séquestrées dans le district de Rouen. Cette proportion que nous avons retrouvée dans les départements limitrophes paraît s'appliquer à tout le pays. Amelot recueillit pour 346 districts le chiffre de 2.760.500.000 francs et Roland estima, pour la France entière, les biens des émigrés à 4.800 millions de livres (3). Il n'en ignorait pas l'exagération, mais ce genre d'erreurs le servait. La somme de 2 milliards et demi de livres citée par Clavière semble davantage se rapprocher du chiffre réel qui doit avoisiner 3 milliards en numéraire.

En définitive, les principales mesures dirigées contre les émigrés et les ennemis de l'intérieur avaient été votées aussitôt après le 10 août. Mais tant que les administrations modérées se sentirent soutenues par les Girondins, l'énergie indispensable à leur exécution fit défaut. Toutefois, les événe-

(1) AD. SI. Q. Em. District de Rouen. Affaires diverses A à Z.

(2) Née Delpech Anne Madeleine, Vve de Jean Armand duc de Joyeuse. (cf. « Cailly en Normandie » Anonyme, Rouen, Lestringant 1895, in-8, 71 p.)

(3) Cité par Marion. Vente des biens nationaux oc., p. 119.

ments poussaient les hommes plus vite qu'ils ne l'auraient souhaité. Peu à peu, les tendances montagnardes s'imposaient. La journée du 31 mai surprit le directoire de Fontenay comme la suspension du Roi avait atterré le marquis d'Herbouville. « C'était un acte de violence et de lèse nation » (1). Mais il ne prit pas ouvertement parti; son arrêté du 14 juin est le produit d'une diplomatie prudente et avisée. La Seine-Inférieure refusait une aide matérielle aux départements fédérés, et proposait sa médiation. Dès que se dessina l'échec du mouvement et le triomphe de la Montagne, les administrateurs masquant une fois encore leurs véritables sentiments, se tournèrent du côté des plus forts. Ils furent imités en cela par nombre de Rouennais qui, dans ces jours d'incertitude s'étaient laissé aller à des propos aujourd'hui compromettants (2). Le même personnel conservait encore la direction des affaires départementales mais une impulsion nouvelle était donnée, devant laquelle il ne pouvait que s'incliner.

II

Les élections de janvier 1793 avaient amené au Conseil général de la commune rouennaise un nombre sensiblement égal de partisans du maire Rondeaux et de candidats jacobins de la Société Populaire (3). La lutte s'engagea dès les premières séances, et tourna au début d'avril à l'avantage des Montagnards, qui obtinrent la création d'un Comité de Surveillance groupant les plus ardents d'entre eux (4). Secouant très vite la tutelle de la municipalité,

(1) Cf. Le Parquier. « Le Département de la Seine-Inférieure et le 31 mai », *La Normandie*, déc. 1895, p. 355 à 363.

(2) Cf. attitude de la Société populaire dans Clérembray. o.c. chap. VII en entier et dans Chardon, o.c. à la date.

(3) Cf. Clérembray. o.c. p. 27.

(4) Pillon, Lanime, Lecanu, Chouquet, Carré, Guillon, Guyet, Vincent Groult et Eudeline.

ils surveillèrent activement les émigrés, les prêtres, les suspects.

La loi du 26 août 1792 n'avait pas entraîné vers l'exil tous les insermentés. Ils continuaient à « infecter les environs, de leurs principes fanatiques et antirévolutionnaires ». Peu à peu, ils cherchaient « à monter (les Rouennais) au degré où ils ont réussi dans la Loire, la Vendée et les Deux-Sèvres ». Ils ne vont encore que le crucifix sous la robe, mais si nous les laissons faire, bientôt ils le tiendront à la main et nous les verrons dans les rues et sur les places publiques ordonner au père aristocrate d'égorger le fils patriote. Pour éviter ces malheurs (1), « le Comité arrêta du 3 avril au 11 mai 62 prêtres réfractaires qu'il conduisit « à la maison de sûreté de Saint-Vivien » (2). Malgré les décrets des 28 mars et des 21-23 avril 1793, le département n'approuva pas ces dispositions qui lui paraissaient trop rigoureuses. Mais la municipalité adressa directement la délibération dans laquelle elle justifiait la conduite de son comité de surveillance à la Convention. Le district s'efforça d'apaiser le conflit, mais on sentait que les rouages administratifs supportaient mal ces méthodes.

Il fallut, le 17 août, la mission des conventionnels Legendre et Louchet (3) pour accélérer l'application des mesures révolutionnaires. Le 29, ils instituaient un Comité départemental de Salut public. Les administrateurs soupçonnés de modérantisme furent arrêtés. Rondeaux fut conduit à la prison de Saint-Lô le 6 brumaire ainsi que M. d'Herbouville ; de Fontenay les y suivit le 15 frimaire (4). L'établissement du gouvernement révolutionnaire

(1) AD. S.I. L. 1238. Lettre du C. de S. au district, 11 avril 1793.

(2) Id.

(3) Puis Delacroix.

(4) Clérembray, o.c. p. 279.

hâta encore et compléta le renouvellement du personnel administratif. Les représentants « administrèrent un remède violent aux autorités constituées » écrivait le Journal de Rouen, « il paraît qu'il faut un tempérament vraiment républicain pour y résister. Un petit nombre de membres seulement pu tenir à cet émétique » (1). Bouvet, Belhoste, Dumazert et Choin conservèrent leurs fonctions au département. Cabissol fut maintenu au district. On lui adjoignit des « patriotes de la municipalité, dont Lefebvre-Signol, amateur d'art et de bibelots anciens (2), Eudeline (3) et l'avocat Lecanu (4). Pilon devenait maire de Rouen. Il était secondé par l'agent national Poret, Carré et Chouquet (5).

L'épuration atteignit également les employés de bureau. Dupuis, chef de la partie d'émigration fut arrêté pour incivisme (6). Roussel, au secrétariat du district, fut invité à quitter son emploi « car il s'obstinait à se servir de Monsieur et de Madame alors qu'il se montrait dur et insolent envers les citoyens mal vêtus ». Caqueray, aux Domaines nationaux ne se maintint que « grâce à ses connaissances spéciales » qui le rendaient indispensable. Né de parents nobles, le district dut le réquisitionner, pour lui éviter la détention (7).

Mais dans les campagnes, l'adaptation ne fut jamais complète « L'excès de zèle patriotique était souvent regardé comme un abus d'autorité et les

(1) Journal de Rouen, 29 brumaire an II, à propos de Dieppe.

(2) Clérembray, o.c. p. 347.

(3) Il fut envoyé le 29 brumaire an II par le Comité de Salut public, en mission à Lyon et ne rentra qu'en l'an III.

(4) *Directoire du district* : Lefebvre-Signol (président), Cabissol, Vincent, Eudeline, Lecanu (ag. nat.).

(5) Cf. liste des officiers municipaux, dans Clérembray, o.c. p. 301.

(6) Le 16 nivôse an II, le bureau tout entier fut renou-
velé.

(7) Clérembray, o.c. p. 345.

opérations le plus justement révolutionnaire considérées comme des vexations » (1). On vit les comités de surveillance éclore comme des champignons; une poignée d'hommes faisaient la loi. Leur combativité s'accordait mal avec la prudence du paysan normand (2). Toutefois, leur présence, leur contrôle incessant aiguillonna les municipalités.

Ainsi, à partir de nivôse an II, l'appareil de la dictature montagnarde fonctionna efficacement. Partout, plus d'énergie, plus d'allant. Les perquisitions, les enquêtes du Comité de Surveillance à la Direction des Postes, dans les prisons, les visites domiciliaires, fournirent aux administrateurs renouvelés des renseignements précieux. La Société Populaire, de son côté s'efforçait de prouver son civisme (3). Tout était mis en œuvre pour une exécution rapide des mesures contre les émigrés et leurs biens.

En avril 1793, il existait déjà une cinquantaine de lois, de décrets et de circulaires concernant l'émigration. Leur multiplicité même nuisait à leur exécution ; on s'y retrouvait à peine. Les Montagnards comprirent la nécessité de grouper dans un même texte ces dispositions éparses. Ils constituèrent un véritable « code » que tous les employés devaient connaître et méditer » : la loi du 28 mars-15 avril 1793. Elle précisa d'abord ce qu'il fallait entendre par émigré (4), indiqua les exceptions et

(1) AD. S.I. Q. Em. Canton du Mont aux Malades. Lettre de Sotteville-les-Rouen au district, 12 prairial, an II.

(2) Cf. Le Comité de Surveillance de Bolbec par P. Duchemin (La Normandie, janvier 1904).

(3) Le 26 brumaire an II, le district la remercie des renseignements communiqués sur les émigrés Grenier et Yvelin de Béville (AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. du district, à la date).

(4) Sont émigrés :

1° Tout Français de l'un et l'autre sexe qui, ayant quitté la République depuis le 1^{er} juillet 1789, n'a pas justifié de

surtout fixa la forme et les délais des réclamations (1). Aussi eut-elle une double conséquence. D'abord, elle obligea les municipalités à inscrire sur les listes d'émigrés les *absents non propriétaires* domiciliés dans leur ressort, puis elle permit de statuer sur les nombreuses demandes en radiation, et par suite, de réparer les injustices créées par la loi du 8 avril 1792 et les mesures girondines.

Au début de mai, en vertu de l'article 72, le département « invita tous les citoyens à dénoncer aux directoires des districts, aux municipalités, les émigrés omis, les biens meubles et immeubles qui n'avaient pas été séquestrés » (2). Les renseignements recueillis depuis septembre 1792 en vue de découvrir les parents d'émigrés (3) permirent d'élaborer rapidement une liste « de personnes qui n'avaient pas de propriétés foncières et qui étaient réputées émigrées faute de certificats de résidence ». Le fait de l'absence constituait encore la base de l'inscription, mais il s'agissait *cette fois de l'absence de son domicile et non plus de l'absence de ses biens*. On pouvait certes, commettre encore des injustices, toutefois l'état dressé le 10 juin 1793 par la municipalité rouennaise comprenait 145 émigrés réels sur 169 noms (4), l'écart étant formé par des individus qui avaient à un moment donné

sa rentrée en France dans les formes et délais fixés par la loi du 8 avril 1792.

2° Tout Français absent du lieu de son domicile, qui ne justifiera pas dans la forme qui va être prescrite d'une résidence sans interruption en France depuis le 9 mai 1792.

3° Ceux qui sortiront du territoire sans avoir rempli les formalités prescrites par la loi...

(cf. pour la suite : Code des émigrés. Loi citée. Sect. III. La section IV contient les exceptions).

(1) Loi citée, Sect. XI.

(2) AD. S.I. L.48 à la date.

(3) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen. Listes. Etat des dénonciations. 3 osept. 1792, 47 noms.

(4) Cf. M. Bouloiseau. Liste des émigrés, p. 16.

habité la ville, mais dont on ne pouvait retrouver la trace. Cette fois enfin, un grand nombre des officiers des régiments royaux, des gendarmes, des gardes du corps, des jeunes gens qui portaient les armes dans les rangs des ennemis de leur pays se trouvaient atteints. 37 d'entre eux n'étaient pas originaires de Rouen, mais Garat obligea les administrateurs à les inscrire au domicile passager que leur famille y avait élu (1). Désormais les listes d'émigrés prenaient un sens : elles n'atteignaient plus les absents en fonction de l'importance de leurs biens, mais, avant tout, dans leurs personnes, comme des criminels. Dans le district, 5 émigrés rentrés furent condamnés à mort et exécutés à Rouen de germinal à thermidor an II (2). Le tribunal révolutionnaire appliqua la peine capitale à un grand nombre d'autres, ainsi qu'à leurs complices.

La liste générale. — La « Liste Générale des Emigrés de la République » qui comprenait par ordre alphabétique tous les noms mentionnés sur les listes partielles, concrétisa cette conception nouvelle. Elle avait pour but : d'une part, de faire connaître « dans tous les départements les individus dont les biens se trouvaient frappés du séquestre national, et d'autre part, fixait les lieux de la liquidation des créances » (3). Son exécution, décidée par la loi du 25 juillet 1793 (4) fut confiée à l'Administration des Domaines nationaux sous la surveillance des Ministres de la Justice, de l'Intérieur, de la Guerre et des Contributions publiques. Le 1^{er} fascicule contenant les lettres A. B. C. parut en bru-

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. du district, 13 mai 1793.

(2) Cf. M. Bouloiseau, *Liste des émigrés*., IV.

(3) Cf. *Liste générale des émigrés. Avant-propos*, 5^e supplément.

(4) Loi citée, Sect. IV, § 2, art. 29.

maire an II; les autres se firent attendre. Les inscriptions postérieures à sa publication faisaient l'objet de listes supplétives. Celles arrêtées par le district en l'an II contenaient 26 noms. Il ne s'agissait pas de nouveaux émigrés, mais de suspects qui s'étaient enfuis et cachés pour se soustraire à une arrestation, et qui, par suite, ne pouvaient justifier de leur résidence en temps utile (1). Ces inscriptions nouvelles ne fournirent au séquestre qu'un apport insignifiant. Le bureau d'émigration du district « qui était en pleine activité » s'occupa, dès la réception de la liste du 10 juin « de faire des poursuites », mais il constata « qu'un grand nombre de ces individus ne possédaient aucun mobilier, ou fort peu de choses » (2). Les quelques inventaires qu'il dressa furent ceux de Robert de Saint-Victor, fils, de Le Portier et de Trébutien. Le Comité de Surveillance de Rouen lui dénonça parfois l'absence de scellés chez des suspects inscrits sur les listes d'émigrés (3), et surveilla les gardiens nommés par l'administration. Le 15 septembre 1793, il rappela au district les dispositions du décret du 31 octobre 1792, qui écartait de ces fonctions les parents, domestiques ou agents d'émigrés (4). Des nobles réfugiés à Rouen y avaient été nommés, les femmes répondaient des scellés placés sur les meubles de leurs maris. Il les fit arrêter et la Société Populaire leur désigna un remplaçant (5).

La loi du 29-30 vendémiaire an II qui assimilait les biens des prêtres déportés à ceux des émigrés, donna lieu à un grand nombre d'inventaires de petits mobiliers. Le district dut faire appel à la

(1) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen. Listes.

(2) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen, reg. correspond.
7 juillet 1793.

(3) Am. Rouen, I⁴, Correspondance.

(4) AD. S.I. L. 5450.

(5) Id.

Société Populaire qui nomma 52 commissaires, à raison de deux par section (1). Malgré ce renfort, une grande partie des effets des prêtres échappa aux recherches. "D'abord trop de temps s'était écoulé depuis leur départ; on avait caché ou enlevé leurs quelques meubles et loué la chambre qu'ils occupaient. Pour ne citer qu'un exemple, le domestique de Le Batailler d'Omonville déposa chez un ami sûr, « le linge, l'argenterie, ainsi que deux bourses contenant "de l'or et de l'argent monnayé » (2). D'autre part, le district s'aperçut que sa correspondance, lue en séance du Conseil général » profitait aux ennemis de la République ». « De mauvais citoyens se hâtaient d'avertir ceux qui recélaient les mobiliers appartenant à la Nation et rendaient illusoires les mesures de sûreté » (3). De pluviôse à la fin de l'an II, 127 inventaires estimatifs furent dressés. On établit comme gardiens de scellés les vieillards indigents de l'hospice qu'on dut payer d'avance 40 sous par jour (4). Pendant la même période, le district arrêta 3 états de consistance des biens immeubles appartenant à 109 prêtres déportés ou détenus et représentant au dernier 20 un capital de 1.353.200 l. (5).

Radiation des absents. — Pour briser leurs résistances, la Convention étendit en l'an II le séquestre sur les biens de tous les ennemis de la Révolution, mais elle se montra très humaine, quoi qu'on dise, pour les « républicoles » surpris dans des me-

(1) Am. Rouen Y. Reg. des délibérations du Conseil Général. Brumaire et germinal an II.

(2) Am. Rouen, I⁴, dossier Batailler et de même dossier Fleulard.

(3) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. du district.

(4) AD. S.I. Q. Em. Correspond. (liasse). Leur salaire fut porté à 3 livres en nivôse an III.

(5) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen. Affaires diverses A à Z.

sures de sûreté générale (1). A cause de sa rigueur même, la loi du 28 mars 1793 obligeait à distraire des listes d'émigrés tous ceux qui y avaient été indûment inscrits. Depuis août 1792, « les absents » s'étaient fait connaître. On prit d'abord la précaution de barrer la route à toute réclamation nouvelle, puis on accorda un délai de 15 jours aux victimes de l'annulation des certificats de résidence. Le district souscrivit les 115 demandes qui lui furent soumises, d'un avis favorable (2). Mais le département exigea parfois des renseignements complémentaires. La moindre interruption de résidence non justifiée, nécessitait des enquêtes qui retardaient sa décision de plusieurs mois. On voulait éviter les fraudes, les abus de toutes sortes que l'indulgence pouvait faire naître. Du 22 mai 1793, au début de l'an III, on arrêta en Seine-Inférieure 419 radiations provisoires et mains-levées de séquestre (3).

Le Conseil Exécutif était chargé de rendre ces radiations définitives (4). Les avis favorables, les pièces justificatives étaient centralisés dans les bureaux du Ministère de l'Intérieur (et plus tard à la Commission des Administrations civiles, police et tribunaux (5)). Le Conseil « proclamait » alors, pour la France entière, les noms des ayants-droit, la date et le lieu de la délivrance de leurs certificats de résidence et de l'arrêté de radiation provisoire. Cette longue liste, affichée dans toutes les communes, était livrée à une vérification publique. Chaque citoyen, chaque administration devaient faire connaître dans le mois « toutes les réclamations qu'ils

(1) Cf. à propos de la loi du 27 germinal an II AD. S.I. L. 166. 3 prairial an II.

(2) AD. S.I. Q. Em. Liste des réclamations.

(3) Id. Correspondance générale.

(4) Loi du 28 mars 1793, art. 68.

(5) Circulaire du 7 juillet 1793 (AD. S.I. Q. Em. Correspondance générale).

sauraient être à faire contre les radiations de ces noms » (1).

On publia, les 5 août et 25 septembre 1793, les deux premières proclamations de ce genre (2). Elles comprenaient, non seulement des individus portés sur la liste du département, mais encore d'autres qui, inscrits ailleurs, exhibaient des certificats de résidence délivrés à Rouen, « ou qui y avaient leur domicile ou quelques biens ». Personne ne formula d'objections, toutefois, les radiations définitives furent retardées par la lenteur avec laquelle les communes rurales transmirent leurs certificats de publication. Il était en effet essentiel de connaître la date du premier affichage pour déterminer la clôture des délais. Aussi, le 15 frimaire, le Ministre de l'Intérieur pressa-t-il les départements de réunir ces pièces au plus tôt (3). Mais en ventôse, le district de Rouen les réclamait encore à plusieurs municipalités. Après la publication de la Liste générale des émigrés, la Commission des Administrations civiles, police et tribunaux, dressa, le 22 pluviôse, un nouveau tableau de radiations qui contenait pour la Seine-Inférieure 223 noms (4). Enfin une dernière liste fut publiée le 17 floréal.

Thermidor surpris les Terroristes au milieu de l'exécution de ces mesures. Des décisions définitives ne purent intervenir avant la chute de Robespierre. Mais les dossiers étaient examinés, les cas litigieux étaient tranchés. Le 17 floréal an II, la Convention décida de surseoir « à la vente des biens de ceux qui prétendaient avoir été mal à propos compris sur les listes d'émigrés ». Ce sera en principe le rôle des lois de brumaire an III de ren-

(1) AD, S.I. Q. Em. Réclamations.

(2) Id. Correspondance générale.

(3) Idem.

(4) Idem.

(5) Coll. Rondonneau, à la date.

dre officielles les éliminations décidées pendant l'an II.

×

En résumé, pendant la période que nous venons d'étudier, la loi du 8 avril 1792 resta en vigueur. Mais les graves événements qui troublèrent la seconde moitié de 1792 conduisirent les Girondins à des mesures de circonstance qui, rompant le mécanisme normal de son application, prolongèrent quantité d'injustices. Les lois montagnardes s'efforcèrent de les réparer. D'une part, tous les « absents » portés sur la liste du 3 août 1792 se trouvaient provisoirement rayés et, seule, la disparition rapide des administrations terroristes les empêcha de les éliminer définitivement. D'autre part, le décret du 28 mars 1793 définissait nettement le délit d'émigration, désignait ceux qu'on en pouvait accuser. Ce n'était plus le séquestre qui provoquait l'inscription sur les listes d'émigrés, mais l'inscription qui entraînait le séquestre. On ne le considérait plus comme une sanction unique, il s'ajoutait au bannissement, à la mort civile, à toutes les peines portées contre les émigrés. On frappait non seulement les propriétés, mais les individus dont on cherchait à découvrir l'absence, non à la situation des biens, mais au domicile habituel. Grâce à cette interprétation nouvelle, grâce à l'énergie déployée depuis mars 1793, les listes contiennent à la fin de l'an II, la presque totalité des émigrés du district (1) et nous permettent de noter les caractères essentielles de l'émigration rouennaise.

En premier lieu, cette émigration tout entière se produisit en 1790-1791. Dans le district, 291 in-

(1) Le total inscrit sur les listes atteint à cette époque 253. Nous en avons retrouvé 10 autres qui n'y figurèrent jamais.

dividus quittèrent la France à cette époque pour soutenir la contre-révolution. Le fédéralisme, la Terreur ne provoquèrent pas de nouveaux départs.

A cause de sa signification même, les roturiers n'y participèrent qu'accidentellement, comme le montre le tableau ci-dessous :

NOBLES	Officiers et soldats dans les régiments royaux, gendarmes, gardes du corps, jeunes gens de moins de 25 ans.....	183
	Membres du Parlement et des Cours Souveraines	47
	Chanoines à la Cathédrale et Chevaliers de Malte	9
	Femmes et enfants	38
ROTURIERS	Négociants	3
	Domestiques	4

La Noblesse fournit la presque totalité du contingent. Les nobles d'épée, qui appartenaient à l'armée, désertèrent au lieu de leur garnison. Ceux qui n'avaient pas repris de service et qui vivaient sur leurs terres, gagnèrent isolément la frontière. Pour les membres du Parlement de Normandie, le fait d'émigrer constitua une sorte de protestation symbolique, un acte d'union avec la Noblesse de race devant le péril. Aucun ne songea à s'y dérober, quitte à le regretter bientôt. Le jour de Pâques 1791 ils prirent la route des Flandres « à dix familles ensemble » (1). « Ils furent emportés au delà des frontières par un mouvement qui tenait autant à l'esprit d'imitation qu'à la force des préjugés de caste » (2). Leur exil volontaire, massif, concerté, impressionna fortement la population des campagnes.

Enfin, l'émigration se recruta surtout parmi

(1) Abbé Hébert, o.c. mai 1791.

(2) AD. S.I. Q. Em. Amnistie. Rapport du Préfet de la S. I. au Comte Réal, 3 mai 1810.

les jeunes gens de 17 à 25 ans. 138 furent inscrits en 1793 et en l'an II, comme ne possédant aucune propriété. Il ne faut donc pas s'étonner si le séquestre des biens des émigrés ne fit, après le début de 1793, aucun progrès. Mais la Coutume de Normandie leur reconnaissait des droits importants. Pour les atteindre, il devenait nécessaire d'étendre le séquestre aux biens des familles des émigrés.

CHAPITRE III

LE SEQUESTRE ET LES FAMILLES DES EMIGRES

I

Le séquestre des biens des émigrés s'appliquait indistinctement à toute la France, sans tenir compte de la variété des traditions juridiques d'après lesquelles, depuis des siècles, s'était fondée et transmise la propriété. Dans les pays de Coutume, la famille « dispensatrice des biens » s'affirmait « la véritable et perpétuelle propriétaire ». Les propres constituaient entre les mains de celui qui les détenait... une sorte de dépôt » (1). Une multitude de conventions garantissaient le domaine patrimonial contre « les entreprises », les caprices de l'individu. Les acquêts (2) et les conquêts (3), produits par le travail et l'économie de personnes « libres et indépendantes », composaient une portion de la fortune nettement différenciée des propres et soumise à des règles successorales bien plus larges (4). En Normandie, le droit féodal, qui tenait dans la Coutume (5) une place prépondérante,

(1) Aron. Les lois successorales pendant la Révolution (Revue d'histoire du droit français et étranger, 1901, p.446).

(2) Houard. o.c., T. I, art. acquêts : « acquisitions de personnes libres et indépendantes les unes des autres ».

(3) Id. « ce que les conjoints acquièrent constant le mariage ». Cf. aussi Coutume, art. 334 et 512.

(4) Cf. Ph.Sagnac o.c. p.215 et Pierre Paul Viard. « Œuvre juridique de la Convention » (A.h. de la R.F. 1930, p.259).

(5) Toutes les Coutumes françaises contiennent un ou plusieurs titres relatifs aux fiefs.

accroissait encore pour les fiefs (les seules terres qui nous intéressent ici) l'emprise de la famille sur l'individu. La concentration des richesses, le maintien de l'intégrité du domaine foncier constituaient les conditions indispensables à la création et à la survie de la noblesse.

Tandis que la plupart des Coutumes conservaient pour les terres nobles la communauté des biens dans le mariage, le régime dotal seul, était admis en Haute et Basse Normandie. (1) Les contrats énuméraient avec une extrême minutie les apports des conjoints. Les propres de l'épouse demeuraient en principe inaliénables. Toutefois avec son consentement, le mari en employait souvent une partie, aliénait des immeubles à la condition d'en fournir le remploi intégral. Dans le but de garantir les propriétés, on réalisait une véritable séparation civile entre les époux. D'ailleurs, cette portion de la fortune familiale, distraite en faveur de celle qui contractait union, passait à sa mort, à ses enfants, ou bien revenait à ses parents survivants si elle décédait sans postérité. Pour indemniser en quelque sorte le mari de la renonciation qu'on lui imposait, la famille de l'épouse lui consentait un *don mobil* (2), sorte d'en-cas versé en capital au début du mariage, tandis que le reste de la dot demeurait sous forme de rente. Le chiffre de cette provision pouvait atteindre la moitié du total des apports de l'épouse (3).

Quant aux propres du mari, cédés en avancement d'hoiries par ses parents, ainsi que toutes les successions en ligne directe qui pouvaient lui échoir

(1) Coutume, art. 389. Mais la communauté était admise pour les terres roturières (art. 33 et 332).

(2) Cf. Houard, o.c., T.I, art. Don Mobil. Ce don stipulé sur le contrat indemnisait à l'origine le mari des frais occasionnés par le mariage.

(3) A. S.I. Q. Em. Registre des arrêtés du district. 17 septembre 1793. Contrat Valory-Compont.

pendant le mariage, ils étaient grevés d'une véritable hypothèque : le douaire de la femme (1). Dans le cas où le mari décédait avant le beau-père, l'épouse conservait son droit au douaire sur la succession de l'ascendant à la seule condition qu'il eût consenti au mariage ou assisté à sa célébration (2). Ce droit était égal au tiers en usufruit de tout l'immobilier de l'époux : il tenait lieu de pension alimentaire. Parfois la femme se contentait d'un douaire préfix, atteignant seulement le quart ou le cinquième des propres qui en étaient susceptibles ; elle pouvait même y renoncer totalement.

Mais ces dérogations ne nuisaient jamais aux enfants. Leur légitime ou *tiers coutumier* se confondait avec le douaire, sauf en cas de remariage (3). Elle se composait du tiers en nue-propriété des biens de leurs père et mère. Cette portion de l'immobilier leur était irrévocablement acquise à partir du jour des épousailles (4). Elle restait imprescriptible, on ne pouvait ni la vendre ni l'hypothéquer (5). Le père en conservait simplement la jouissance sa vie durant (6). Ce droit formel des enfants s'exerçait plus avantageusement sur les biens de leur mère, car il s'étendait aux successions collatérales et même aux acquets (7). Mais tant qu'ils restaient sous la tutelle de leurs parents, ils devaient se contenter d'une rente et par ce fait le domaine demeurait intégralement entre les mains du père, chef de la communauté.

(1) Coutume, art. 367.

(2) Coutume, art. 69.

(3) Coutume, art. 399. Il était alors affecté au douaire de la nouvelle épouse.

(4) Coutume, art. 399.

(5) Coutume, art. 399. Si le père ne possédait qu'un fief, les créanciers n'avaient, en cas de saisie réelle, aucun droit sur ce bien (Houard, o.c. art. Tiers).

(6) Idem. art. 399.

(7) Idem, art. 404.

Comme les familles normandes avaient presque toujours une descendance imposante (1), il fallait, pour éviter l'émiettement rapide du patrimoine, fortifier les inégalités successorales. Lambert de Frondeville, porte-parole de la noblesse rouennaise, les défendit avec force à la tribune de la Constituante. En créant la grande propriété, en concentrant entre les mêmes mains les moyens de production, elles représentaient à ses yeux un des plus sûrs garants de la prospérité nationale (2). Selon ces principes, l'aîné des mâles recevait la presque totalité de la fortune familiale, les successions en ligne directe et collatérale. Mais il se trouvait soumis, par là même, vis à vis de ses frères et sœurs, à de nombreuses obligations. Si les héritiers comprenaient plusieurs garçons, le domaine restait indivis entre les mains de l'un d'eux qui n'était pas toujours l'aîné (3). Quant aux filles, quel que soit leur nombre, elles ne pouvaient prétendre au foncier, la terre étant réservée aux mâles « seuls capables de la faire produire » (4). Elles restaient jusqu'à leur mariage, sous la tutelle de celui qui avait remplacé le père à la tête de la communauté. Il devait leur assurer une légitime suffisante pour leur permettre « une union avenante » (5).

Malgré le souffle de réformes qui s'étendait sur

(1) Dans les familles que nous étudions, la moyenne est de 4 enfants. Nous en avons trouvé une de 14.

(2) Arch. parlement. T.XXIV, p. 49. « ...Si les contrées fertiles que nous nommons aujourd'hui les greniers du royaume étaient hachées par la division à l'infini que l'on veut introduire et envahies par une multitude de propriétaires sans moyens, je demande où serait la source de l'existence de cette foule d'artisans que l'industrie rassemble dans nos manufactures et dans nos villes. »

(3) Famille Le Carpentier de Chailloué. L'aîné est soldat, le 2^e chanoine, le 3^e Conseiller au Parlement de Normandie recueille la succession.

(4) Coutume, art. 249 et 254, cité par Ph. Sagnac, o.c. p. 219.

(5) Coutume, art. 270, cf. Aron, o.c. p.451, note 4.

toute la France au début de la Révolution, les nobles et les paysans normands, unis par une même tradition, ne sentaient pas la nécessité de supprimer la Coutume. Les cahiers de doléances réclamaient seulement quelques modifications de détail (1). Ces influences étaient si profondes en effet, que ni l'abolition de la féodalité, ni l'égalité des successions ab intestat, proclamées par les lois des 15 mars 1790 et 8 avril 1791, ne pouvaient les anéantir d'un coup. Par suite, le séquestre allait, plus que dans toute autre province, présenter de grandes difficultés. D'une part il lésait sans motif valable des droits acquis, rendait caducs des engagements formels; d'autre part, il ne pouvait atteindre les ressources des 2/3 des émigrés.

×

Parmi les émigrés compris sur notre liste, 68 seulement étaient mariés en 1789. Ils n'y possédaient pas tous des biens, mais tous, unis sous le régime dotal, se présentaient pareillement devant le séquestre. Pour qu'une semblable mesure ne provoquât aucune atteinte à des droits légitimes, il eût fallu que la famille entière suivît son chef. Une telle condition se trouva rarement réalisée (2). Les courtisans qui ne faisaient, dans leurs domaines aux environs de Rouen, que de brèves apparitions, furent considérés par le district qui ignorait leurs alliances, comme ayant émigré en totalité. Quelques membres du Parlement et de la Cour des Comptes, Aydes et Finances de Normandie, se firent accom-

(1) Semaine de droit normand, juillet 1922, 12^e leçon par E. Bridrey (Compte rendu dans la Revue d'Histoire du Droit, 1923). Un frère cadet de Romé de Fresquiennes demanda seul, à l'Assemblée des électeurs de Fécamp, la suppression de la Coutume de Caux en matière d'héritage (AD. S.I. Q. Em. succession Romé).

(2) Mêmes constatations dans A. Gain, o.c., p.2. « Infirmement rares d'ailleurs les familles qui avaient émigré toutes entières, la plupart s'étaient divisées. »

pagner par leurs épouses (1) et même par leurs enfants (2). En émigrant, le marquis de Bailleul, Romé de Fresquienne, le marquis de La Londe transplantèrent leur foyer en pays étranger. D'autres enfants leur naquirent. Lambert de Frondeville se maria en Angleterre. Bien des femmes émigrées étaient aussi des sœurs d'émigrés. Les Lombellon des Essarts, Les Brossard de Grosménil, les Vaignon de Mortemer, partis ensemble, reconstituèrent en quelque sorte une partie du groupement familial hors de France. Cependant, tous les émigrés normands sans exception, laissaient au pays natal des mères, des femmes, des frères, des sœurs que leur départ condamnait à l'insécurité, à la gêne, à la misère.

Les sœurs d'émigrés. — A cause du départ de leurs aînés, les sœurs d'émigrés perdirent une importante fraction de leur dot. Bailleul devait à sa sœur « 70.000 livres pour compléter sa légitime de 2.800 livres au denier 25 » (3). Le marquis de La Londe, qui avait recueilli la totalité de la succession de son oncle (4) s'était engagé à verser à sa cadette le complément de sa dot, soit 100.000 livres à valoir sur l'héritage (5). Depuis 1791, les arrérages impayés s'accumulaient, les biens qui gageaient ces droits devenaient propriétés nationales. Il est vrai que ces femmes déjà âgées avaient en dehors de leur dot d'autres moyens d'existence. Mais les jeunes filles nobles que le sort avait dédaignées, se trouvaient dans le dénuement le plus complet. Leurs parents morts, leurs frères émigrés, elles ne pouvaient

(1) Bailleul, Boistard, Bournisien, Brossard. Caillot, Corneille, Duval de l'Escaude, Hécamp, Le Cordier, Le Sueur, Rémy de Courcelles, Romé du Bec, Romé de Fresquienne, Rouen de Bermonville...

(2) Bailleul. Romé de Fresquienne...

(3) Marie Charlotte de Bailleul Vve de Jérôme Le Pelletier.

(4) J.B. François Le Cordier, décédé en 1784.

(5) Marie Sophie Le Cordier, Vve Dubuat.

compter sur personne, pas même sur elles, car elles ne savaient pas travailler. Les trois sœurs de Le Carpentier de Chailloué, chassées par le séquestre du domaine familial, dans l'Orne, se réfugièrent dans l'hôtel que leur frère, chargé de leur assurer la subsistance, occupait à Rouen, rue de Crosne. Elles trouvèrent d'abord, grâce à Guillebon (1) quelques secours, mais il se lassa vite et au début de 1793 leurs pétitions reflétèrent une détresse sans bornes (2).

Les veuves, mères d'émigrés. — La plupart des sœurs d'émigrés n'étaient fort heureusement pas dans ce cas. Comme elles n'avaient pas encore l'âge du mariage, elles partageaient le sort de leur mère (3). Mais ces dernières, veuves, connaissaient, à cause du séquestre, la gêne. La succession de leur mari, réglée au profit de l'aîné des fils, leur attribuait un douaire qui cessa d'être payé lors du départ en émigration des enfants. On peut supposer qu'elles conservaient leurs propres qui leur eussent permis de subsister. Mais presque toutes étaient inscrites sur une liste d'émigrés et leurs biens personnels se trouvaient également confisqués. Mme Vve Le Cordier ne pouvait pas toucher les 900 livres de rente sur l'Hôtel de Ville de Paris qu'elle s'était réservées. Ses meubles et ses effets furent même vendus par le district (4). Quelquefois aussi, pour grossir la part de l'aîné, la mère lui abandonnait ses propres, en avancement d'hoiries, moyennant une rente viagère. Par contrat de transport du 3 octobre 1780, Mme Vve Mordant de Massiac léguait à son fils ce qui lui restait de biens en échange

(1) Beau-père de Le Carpentier.

(2) Am. Rouen I⁴, dossier Le Carpentier, 2 janvier 1793.

(3) Cf. Liste II. Vve Lemercher : 3 filles à sa charge, Morin = 5 filles...

(4) AD. S.A. Q. Em. Correspondance Pétition du 6 pluviôse an II.

d'une augmentation de douaire. Elle ne gardait que la jouissance de sa maison, rue Saint-Nicaise et 400 livres de rente hypothécaire (1). Mme Vve Cabeuil avait fait de même (2) et nous pourrions multiplier les exemples. Partout, le résultat était identique, le départ du bénéficiaire laissait sa mère et ses jeunes sœurs sans ressources. Enfin, dans les ménages sans enfants, cas extrêmement rare, le frère héritait à la mort du mari des biens de famille et des $\frac{2}{3}$ des acquêts. C'était lui que la Coutume chargeait de verser son douaire à l'épouse survivante. S'il émigrerait, ses belles-sœurs, malgré leur âge se trouvaient réduites à la portion congrue. Toutefois, dans cette série de déshérités, leur sort était enviable car elles continuaient à jouir de leur maison, de leurs meubles et de leurs propres (3).

Les femmes et enfants d'émigrés. — Les femmes d'émigrés, après bien des efforts, il est vrai, parvinrent à se ménager une situation analogue. Si une quinzaine d'entre elles avaient suivi leurs maris, la grande majorité n'abandonna pas son foyer. Avant leur départ, les émigrés les chargèrent par une procuration en règle d'administrer leurs biens. Plus que tout autre membre de la famille, elles se trouvaient intéressées, à cause de la Coutume, à la conservation du patrimoine du mari. Il représentait dans le présent l'essentiel de leurs ressources, et dans un avenir proche la garantie de leurs droits. De plus, elles avaient à défendre leurs propriétés personnelles. En effet, la loi du 8 avril 1792 atteignait non seulement les propriétés de

(1) AD. S.I. Q. Em. Registre d'arrêtés du district. Septembre 1793.

(2) AD. S.I. Q. Em. Registre d'arrêtés du district. 23 fructidor, an III.

(3) Dans le district, cette situation se présenta dans les familles de deux chanoines : Arvillon de Sozay et Carrey de Saint Gervais (cf. Am. Rouen I⁴, Dossier Carrey, pétition du 6 nivôse, an V).

l'époux absent, mais elle ignorait l'existence de la dotalité. On tablait sur l'universalité de la communauté des biens. Les municipalités, dans leurs états de consistance, englobèrent donc sous le nom du mari toutes les possessions du ménage. La femme non émigrée était traitée de la même manière que la femme émigrée. Légalement, elle ne pouvait passer pour absente, puisqu'elle habitait presque toujours à la situation de ses biens. Juridiquement une telle extension était un non sens. Aussi, de sa propre autorité, le directoire du département avisa le Ministre des Contributions publiques. Sa réponse fut formelle : « les biens des femmes dont les maris avaient émigré devaient être provisoirement placés sous séquestre » (1). Le gouvernement marquait ainsi son désir de priver les émigrés de tous secours, de quelque côté qu'ils pussent venir, et pour cela, il n'hésitait pas à faire fi du droit de propriété. Cette façon d'opérer facilitait singulièrement la tâche des municipalités. Comment pouvaient-elles discriminer les biens des deux conjoints sans examiner les contrats de mariage ? Le mari, administrateur de la fortune conjugale était seul inscrit sur les rôles d'impositions, il traitait seul les détails des fermages. D'autre part, « il avait emporté, caché, ou fait cacher par ses agents, ses titres de propriété » (2). Certes, nous avons vu que le foncier appartenant aux femmes se trouvait toujours réduit à un minimum. Seules, les filles uniques qui héritaient en propre de toutes les successions en ligne directe et collatérale (3) et aussi les veuves remariées, possédaient d'importantes propriétés. Mme de Valory avait un patrimoine très étendu

(1) Am. du Havre I^{er}.

(2) AN F⁷ 5663. Dossier Hécamp.

(3) Cf. Contrat Valory-Compont. AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district. Reg. 13 septembre 1793.

dans la région de Pont-Audemer (1). La Comtesse des Vieux, née Desmarets de Saint-Aubin, justifia de même d'un héritage considérable à St-Antoine la Forêt dans le district de Montivilliers (2). Mme de Rassent, née Bigot apporta en contrat de mariage deux fermes et un moulin à Bondeville et deux maisons à Rouen, rue de Lille (3). C'était là des exceptions, mais l'injustice paraissait d'autant plus grande que lorsqu'un émigré, rentré en France avant l'époque fixée par la loi, laissait en pays étranger sa femme et ses enfants, comme Goujon de Gasville, Estièvre de Trémauville, le marquis de Biencourt, ni ses biens, ni ceux de son épouse ne souffraient du séquestre. Le district, après la réponse ministérielle, décida que, dans ce cas, « le mari, pour suffire aux dépenses de sa femme, lui faisant passer la meilleure partie de ses revenus », la confiscation devait s'étendre à la totalité des propriétés du ménage (4). D'autre part, quand un ménage de parlementaires émigrerait, il ne s'embarrassait pas toujours de ses enfants. Les Corneille de Bauregard laissèrent le leur, âgé de six mois, en nourrice chez la femme d'un fermier. La grand'mère y veilla autant qu'elle le pût; mais lorsque le séquestre l'eût ruinée, elle cessa de payer son entretien. Le district dut alors en prendre la charge. Il demanda quelle somme était nécessaire pour cet objet afin de la distraire du séquestre, et voulut faire élever l'enfant en bon républicain (5), mais il n'en eut pas le temps.

(1) 7 Fiefs : Mesnil Varin, Mesnil Vasse, La Cour d'Epinay, Le Coin du Coq, Le Montasselin, Saint Gilles, La Neufville, Epinay.

(2) Am. Rouen 1⁴, dossier Desvieux.

(3) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district, reg. 13 sept. 1793.

(4) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district, reg. 11 juin 1792.

(5) AD. S.I. Q. Em. Correspondance du district. Reg. mai 1793.

En résumé, à cause de la concentration sur une seule tête de toute la fortune familiale, la confiscation des biens du chef de famille émigré portait préjudice à tous ses alliés. Mais il existait entre ces « déshérités » le lien très fort de l'éducation, des traditions, des préjugés communs qui avaient en quelque sorte moulé leur pensée dans une même forme. Malgré leur faiblesse, ces vieillards, ces femmes conservant « le sentiment de leurs intérêts collectifs » et agissant dans le même sens, allaient opposer une résistance acharnée au séquestre puis à la vente des biens patrimoniaux (1).

II

La Législative s'engageait à indemniser tous ceux que le séquestre allait léser. Le préambule de la loi du 8 avril 1792 spécifiait que la Nation prenait à sa charge, toutes les dettes (et par extension tous les engagements) des émigrés. Dans l'article 6, on conservait « aux femmes, enfants, pères et mères d'émigrés, la jouissance du logement où ils avaient leur domicile habituel et les effets mobiliers à leur usage, qui s'y trouveraient ». Chacun des ayants droit que le séquestre privait de ses ressources, les possesseurs d'indivis, les héritiers conjointement avec les émigrés et ceux cités plus haut, pouvaient

(1) Même constatation dans A. Gain, o.c. p.2.

réclamer des secours provisoires, fixés par le département après avis du district. Le maximum était établi au quart, au tiers ou à la moitié du revenu des biens de l'émigré, suivant le nombre de personnes à la charge du réclamant (1). Mmes de Milleville et de Triquerville obtinrent en août 1792 3.000 livres pour subsister avec leurs quatre enfants (2). Beaucoup ne demandèrent rien. Depuis déjà un an, les femmes en effet administraient les biens de leurs maris et prétendaient continuer malgré le séquestre. Puisque le décret du 8 avril ne les considérait pas autrement que des créanciers ordinaires, elles agirent comme telles.

Malgré les instructions du Directeur de la Régie, les arrêtés des administrations, elles envoyèrent l'huissier à leurs fermiers. Mme Cavelier de Montjeou, dans le district de Gournay, montra l'exemple. Cette méthode se répandit dans tout le département. Quelques fermiers seulement, attachés à leurs maîtres par une longue habitude, craignant leur retour, furent sensibles à ces manœuvres. Toutefois, cet abus se généralisant, pouvait rendre le séquestre illusoire. Maillard dédaigna la procédure en main levée engagée devant les Tribunaux qui s'avéraient beaucoup trop longue, et préféra dénoncer le fait au département (3). Dans son arrêté du 23 octobre, ce dernier insista sur la nécessité de payer entre les mains du receveur-séquestre, annula toute saisie antérieure, menaça de poursuites sévères les délinquants et surtout, permit aux Receveurs des Domaines d'user de contraintes jusqu'à la somme de 10.000 livres. Les dernières résis-

(1) Caron et Desprez, o.c. I. II à la date. Clavière rappela dans une circulaire du 2 Juillet 1792 l'exécution de cet article.

(2) AD. S.I. L. 81.

(3) AD. S.I. Q. Locations, 17 octobre 1792.

tances furent vaincues; Marin Pellerin, fermier de Guérault de Boutemont à Canteleu dut se résoudre à verser ses fermages dans les caisses publiques.

Mais les femmes d'émigrés ne se tinrent pas pour battues. Mme de Boufflers, née Puchot des Alleurs, obtint au début de Juin 1792 la séparation civile par décision du Conseil de famille. Après jugement d'un Tribunal de district (1) elle fut autorisée à saisir les revenus de son mari en attendant la liquidation de ses droits. Bientôt d'autres firent de même. Maillard s'en ouvrit au procureur syndic Thieullen (2). Le département se montra perplexe. Les décisions des tribunaux se soutenaient car ils statuaient sur des créances échues et exigibles, mais le séquestre ne pouvait rien gagner à toutes ces incertitudes. La situation ne devint vraiment nette qu'à partir de la loi du 28 mars-15 avril 1793.

Afin de réserver les droits de la Nation, un inventaire du mobilier dont la jouissance demeurait accordée aux familles d'émigrés était indispensable. Le district en donna aussitôt l'ordre. Il rencontra une opposition inattendue. Mme Vve de Gueutteville refusa aux commissaires l'ouverture des portes du château de Colmare. Elle exhiba un acte sous seing privé par lequel son fils lui abandonnait ses meubles. Ce papier éveilla la méfiance: d'abord, il était daté de la fin de 1790; et puis la femme de l'émigré continuait à habiter Rouen. « Considérant qu'un partage de meubles entre membres d'une même famille ne pouvait se justifier, le district passa outre (3). Une autre soutint que « son gendre absent était arrivé sans meubles lors de son mariage » et que rien dans la maison ne

(1) AD. S.I. L. 81.

(2) AD. S.I. Q. Créances. Département, 31 octobre 1792. La réponse de Thieullen est datée du 5 Novembre.

(3) AD. S.I. Q. Em. Correspondance du district. Reg. 13 mai 1792.

lui appartenait (1). On la débouta car elle ne produisit à l'appui de ses dires aucune pièce authentique. Quant aux femmes d'émigrés, elles bénéficièrent d'un traitement de faveur. Le directoire Herbouville ne voulut pas prendre la responsabilité d'exiger un inventaire. On les laissa donc dans les maisons et les meubles de leurs maris, sans aucune formalité, jusqu'en août 1793 (2). D'après la Coutume, il est vrai, le mobilier constituait « leur rempart onéreux ». Presque toutes s'étaient réservées par contrat de mariage « chambrée, bijoux, trousseau, carosse et chevaux » (3), estimés généralement sur la base de 15.000 livres. Cette somme était telle, qu'en cas de vente, leur droit de reprise leur permettait d'acquérir la totalité du mobilier du ménage. Malgré le décret du 31 octobre 1792 qui recommandait, pour hâter les ventes, « la délivrance des meubles meublants, linges et hardes » à l'usage des femmes d'émigrés, le département, « en égard à leur situation particulière » leur accorda collectivement un sursis (4).

Grâce à ces retards, à l'absence d'inventaire, elles purent, soit cacher les objets les plus précieux, soit en vendre une partie au comptant. La marquise de Radepont réunit son argenterie, ses meubles de valeur, la bibliothèque de son mari dans un faux grenier dont elle fit murer l'entrée (5). D'autres les transportèrent chez des amis sûrs. On cacha les glaces sous des tapisseries (6). Goujon de Gas-

(1) Am. Rouen I⁴ Dossier Boistard.

(2) Entre autres chez Mmes de Rassent, Malherbe, de Radepont, Costé, Valory, Le Loureux, Desvieux.

(3) Houard, o.c. T.III, art. meubles. Cf. de même contrats Valory, Costé, Desvieux.

(4) AD. S.I. L. 81, 17 novembre 1792.

(5) AD. S.I. Q. Em. Mobilier. Dénonciation du Comité de Surveillance au district du 3 prairial an II.

(6) Am. Rouen I⁴, dossier Carrey.

ville fit, de nuit, déménager une partie du mobilier de son château d'Yville (1). Toute cette portion de la fortune des émigrés échappa ainsi à la Nation.

On espérait toujours qu'une liquidation des droits familiaux interviendrait rapidement. Le district de Rouen accréditait cette opinion dès juillet 1792. Il se refusait à augmenter le montant des secours accordés, arguant du fait « que cette faible compensation était provisoire ». Les dispositions du décret du 2 septembre lui donnèrent raison. On réservait une partie des biens séquestrés pour indemniser les membres de la communauté familiale. Suivant la Coutume, les enfants acquéraient leur part en toute propriété tandis que les parents et les femmes n'en avaient que l'usufruit. « Les portions d'immeubles... qui seront reconnues devoir répondre de douaires ou autres réserves soit légales, soit contractuelles » étaient distraites de l'aliénation (2). En aucun cas, il est vrai, ces concessions ne pouvaient dépasser le quart du revenu ou de la valeur totale des biens de l'émigré. Mais ces demi-satisfactions encourageaient à la résistance, car elles montraient que l'Assemblée reconnaissait le bien fondé des réclamations. Elles augmentèrent considérablement, surtout lorsque le district proclama la confiscation des immeubles. Parents et femmes s'ingénierent à soulever sans cesse de nouvelles difficultés. Les administrations furent accaparées par l'examen « des affaires contentieuses se rapportant au séquestre ». « Il fallait, à l'aide de renseignements incertains s'introduire en quelque sorte dans les familles, pénétrer dans les archives et y démêler des droits toujours dissimulés... lever

(1) AD. S.I. Q. Correspondance du district. Reg. 28
Juin 1792.

(2) Loi citée, art. 8.

des incidents multiples (1) ». Le département lui-même souhaitait que cet état de choses prit fin. « Il est bien à désirer, écrivait-il, qu'il y ait sur l'émigration des lois claires et positives, sans quoi les administrations seront horriblement tourmentées par le mélange continué qu'on fera des décrets avec tous les vieux principes dont les gens d'affaires et les parents des émigrés nous fatigueront » (2). Ce futur était étayé par l'expérience d'un passé récent. Pour ne citer qu'un exemple, Caillot de Coquereau-mont prétendit user de son droit de retour, clause fréquente dans les contrats de mariage, pour récupérer les biens donnés à son fils en avancement d'hoiries. Le 8 février, il assigna le procureur syndic devant le Tribunal du district. Anquetin de Beaulieu se fit un plaisir d'ironiser aux dépens du vieux Président à mortier. Son fils avait deux enfants vivants, donc la clause invoquée était caducque : « Il a recours, ajoutait-il, à des citations de vieux auteurs... qui ne sont ni des lois, ni applicables à notre époque, qui n'ont ni le droit positif ni la raison pour base ». Les considérants du procureur syndic montrent à quel point cet ancien avocat qui connaissait parfaitement la Coutume pouvait l'utiliser, le cas échéant, pour le plus grand bien de la République. « L'avancement d'hoiries transférant la propriété, Caillot fils avait le droit d'aliéner, d'affecter, d'obliger les fonds qui lui étaient avancés. La confiscation prononcée au profit de la Nation, étant pour la remplir d'une indemnité qui lui est due, constituait une créance que Caillot fils avait pu affecter sur ses biens comme à tous autres. *« La dette préférerait le retour qui ne pouvait*

(1) AD. S.I. L. 135, p. 401.

(2) AD. S.I. Q. Em. Correspondance Générale, Brouillon de lettre au Ministre de l'Intérieur, 4 mars 1793.

s'exercer sans la payer » (1). Et on passa outre à toutes les oppositions. Le séquestre était donc considéré comme une saisie réelle, nécessitée par la dette que les émigrés s'étaient créée vis-à-vis de la Nation en la combattant. Tous leurs héritiers, d'après la Coutume, s'obligeaient, en acceptant leur part, à rembourser les créances, de quelque nature qu'elles soient. Cependant on réservait, en désaccord avec les considérants, la jouissance du douaire aux femmes et du tiers coutumier aux enfants (2). Cette façon de louvoyer entre les deux partis ne pouvait qu'accroître encore les résistances et causer un retard infiniment préjudiciable aux ventes. Enfin, le maintien de ces droits qui grevaient la propriété normande menaçait d'engloutir tout le bénéfice que la Nation pouvait retirer de l'aliénation des biens des émigrés.

Loi du 28 mars-15 avril 1793. — Donc, au désir même des administrations, la loi du 28 mars 1793 paraissait indispensable; ses dispositions rigoureuses répondaient à un réel besoin : celui de hâter les ventes. Selon la formule montagnarde, elle tranchait radicalement les difficultés. Reprenant les articles de la loi du 23 septembre 1792, elle proclamait la mort civile des émigrés, (3) mais *n'en acceptait pas les conséquences juridiques*. (4) « Tous les droits de jouissance, ou d'usufruit sur les biens

(1) Am. Rouen I⁴ Dossier Caillot, 24 février 1793. Doublet, commissaire, avait déjà prévenu le district de l'opposition de Caillot père à l'inventaire et à la vente des meubles du Château du Bois d'Ennebourg.

(2) AD. S.I. Q. Em. Arrêté du Conseil général du département, 19 février 1793.

(3) Cf. Code des Emigrés, à la date.

(4) Cette disposition essentielle détruisait ainsi l'effet de toutes les réclamations éventuelles.

des enfants émigrés, en faveur le leurs pères et mères » étaient supprimés (1).

Cette mesure, qui atteignait particulièrement la Normandie, y prenait le sens d'une profonde injustice car les mariages avaient été contractés sur la foi des usages abolis. D'autre part, la Coutume reconnaissait déjà aux galères perpétuelles, au bannissement à vie, à la mort civile, à la confiscation des biens, le pouvoir d'entraîner l'ouverture d'une succession. Dans le cas de confiscation, « la femme ne laissait d'avoir sa part aux meubles et conquêts, telle que la Coutume lui donnait » (2). Mais les nouvelles dispositions rayaient d'un trait de plume ces « vieux principes ». Les veuves, mères d'émigrés, perdaient l'espoir de recouvrer leur douaire, les sœurs d'émigrés : leur dot. Elles se trouvaient réduites à la misère. Mme Vve Le Cordier qui jouissait au début de la Révolution d'un revenu d'environ 12.000 livres, dut emprunter à ses amis 20.000 francs en assignats « en plus du peu de cuivre, de fer, de potin qu'elle avait pu vendre » (3). Mme Vve Jolivet de Colomby, avant de se réfugier à Rouen, réunit une dizaine de mille écus de 3 livres. Elle avait six filles à faire vivre; ce maigre pécule dura peu. D'autre part, elles ne pouvaient rien espérer des administrations car elles s'étaient détachées du tronc familial. Leurs demandes de secours restaient sans effet. Leur dernière ressource était d'obtenir la radiation provisoire de leurs noms sur la liste des émigrés et la main levée du séquestre sur leurs propres. Ainsi, la loi du 28 mars créait, sans aucun égard pour leur âge une classe d'indigents qui, malgré leur dignité, après avoir longtemps vécu d'ex-

(1) Loi citée, Sect. VII, art. 49.

(2) Coutume, art. 333.

(3) AD. S.I. Q. Em. Correspondance. Pétition du 12 pluviôse, an V.

pédients (1) durent quelquefois s'abaisser à mendier pour ne pas mourir de faim.

Mais si les femmes d'émigrés perdaient leur douaire, elles gardaient l'espoir d'obtenir restitution de leurs biens personnels. Le 16 août 1792, Clavière reconnut implicitement que les propriétés de celles qui étaient séparées de leurs maris émigrés ne devaient pas être confisquées (2). Elles produisirent au Secrétariat du district leurs contrats de mariage, les actes de partage, les inventaires après décès et tous autres actes authentiques. Pendant la durée de leur examen, le district consentit aux réclamantes des provisions basées sur le montant approximatif des revenus. La marquise de Rade-pont reçut 10.000 francs (3). Plusieurs autres obtinrent de semblables avances qui leur permirent de patienter. Le 19 février, le département accorda aux femmes d'émigrés « réputées civilement veuves ...le droit de réclamer leurs biens personnels par le seul fait de l'émigration » (4). Puis la loi du 28 mars 1793 reconnut formellement les droits des femmes divorcées ou séparées sur leurs apports et leur donna la faculté «de les exercer par les voies ordinaires » (5).

Toutefois, l'étude des actes ne fut sérieusement entreprise qu'à partir de juin 1793. Les deux administrations se firent alors un mutuel reproche de leur négligence. Nombre d'accords entre mari et femme établis sous seing privé étaient frappés de nullité. Mme de Valory ne put obtenir que 48.128 francs de « propres » soit moins de la moitié de ce

(1) Mme Guenet de St-Just fit de la lingerie pour le compte d'une fabrique.

(2) AD. S.I. L. 47.

(3) AD. S.I. L. 81. Novembre 1792.

(4) AD. S.I. Q. Em. Correspondance générale.

(5) Loi citée, Sect. VI, art. 48.

qu'elle réclamait (1). Par contre la Comtesse de Vieux, grâce aux inventaires dressés après décès de son père et de son premier mari fut aussitôt mise en possession de la totalité de son avoir personnel (2). A la fin de septembre, tous les immeubles mentionnés expressément dans les contrats de mariage, se trouvèrent relevés du séquestre, et le Receveur de la Régie remboursa le montant des fermages perçus depuis le 9 février 1792. Cependant, quelques décisions retardées par des vérifications supplémentaires n'intervinrent qu'au milieu de l'an II (3), et en règle générale « les femmes séparées de biens depuis l'absence de leurs maris » furent dans les autres régions « remises plus rapidement en possession de leurs propres » (4).

Le district, considérant que les meubles apportés par l'épouse dans le mariage, lui appartenaient au même titre que les immeubles, avait résolu en même temps ces deux questions distinctes. Le mari possédait en effet sur les meubles provenant « de successions échues constant le mariage, du chef de son épouse » des possibilités d'aliénation. L'article 390 de la Coutume ne l'obligeait à en remplacer que la moitié et encore dans le seul cas où la valeur du mobilier excéderait la moitié du don mobil. D'autre part, hormis les cas de succession, il était impossible de discriminer dans le mobilier la part du mari et celle de la femme. On ne pouvait tenir compte que du forfait inscrit au contrat. Par suite, le district arrêta que « les épouses ne pouvaient empêcher l'aliénation » du mobilier de leurs maris, car le produit des ventes demeurerait « représentatif

(1) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district. reg. 13 sept. 1793.

(2) Am. Rouen I⁴, dossier Desvieux.

(3) Am. Rouen, I⁴ dossier Costé et Langlois.

(4) Am. Rouen I⁴, dossier Le Loureux. Pétition 29 floréal an II.

de leurs droits et plus que suffisant pour y faire face ». Au surplus, elles étaient autorisées à enrichir jusqu'à la somme portée sur leur contrat (1). L'inventaire fut alors dressé et la vente proclamée. Les nouveaux frais d'affichage durent être endossés par les opposantes. C'était un bien maigre risque en comparaison des avantages que la jouissance de leur mobilier leur avait procurés pendant plus d'une année.

Les femmes d'émigrés durent obéir aux dispositions qui frappaient les nobles. Beaucoup se retirèrent aux environs de Rouen, mais très peu souffrirent de la loi sur les suspects. Le décret du 20 septembre 1792, reconnaissait l'émigration comme une cause de divorce (2). Un pareil acte était inutile pour défendre leurs biens, mais il servit à protéger leur personne. A la suite d'une question posée par Adrien Duport, la Convention décréta que « toute française divorcée d'avec un émigré, devait être, dans l'exécution de la loi du 17 septembre, traitée comme les autres citoyens » (3). La Comtesse de Vieux obtint son divorce devant le Tribunal du district le 3 nivôse an II, (4) et le mandat d'arrêt lancé contre elle le 15 pluviôse fut annulé. Beaucoup suivirent son exemple (5) et évitèrent ainsi la détention que toutes les mères d'émigrés connurent un assez long temps.

Mères, femmes et sœurs d'émigrés furent donc diversement frappées. Elles assumèrent la tâche

(1) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du distr. reg. sept. 1793.

(2) Ph. Sagnac, o.c., p. 293, note 2, cite que Roland « pria le Comité de Législation de suspendre la loi pour les femmes d'émigrés » en novembre 1792.

(3) Décret du 28 vendémiaire an II.

(4) Cette situation provoqua lors du retour de son mari, de curieuses anomalies dans l'état civil de ses enfants (cf. Clémentrembray, o.c. p. 362, note 2).

(5) A partir du 24 vendémiaire an III, il fut inutile d'assigner le procureur syndic devant le Tribunal du district. La preuve de l'émigration du mari suffisait à décider du divorce.

particulièrement ingrate pendant la Terreur de gardiennes du foyer. Reconnues créancières de la Nation, elles allaient, à partir de l'an III, redoubler d'efforts pour conserver intacte la fortune familiale.

III

Le séquestre, atteignant les biens de toute la famille lorsque le détenteur seul émigrerait, devenait inefficace lorsqu'au contraire, malgré le départ de ses frères, sœurs ou enfants, ce dernier restait en France. Dans le district, 68 parents d'émigrés vivaient encore au 9 février 1792. Deux seulement émigrèrent; l'intérêt et l'âge rappelèrent ou retinrent les autres du foyer. Tous étaient de fervents royalistes et des catholiques zélés. Six d'entre eux s'offrirent comme otages pour sauver Louis XVI (1). Ils donnaient asile aux réfractaires et rassemblaient dans leur chapelle ceux qui voulaient entendre « la vraie messe ». Fermanel de Bressi détenait des registres de baptême sanctifiés par la signature de Simon, l'ancien curé de la Rue Saint-Pierre (2). On trouva chez eux des libelles violemment contre-révolutionnaires, des Manifestes des Armées royales de Vendée et de Normandie. Non seulement, ils ne cherchèrent pas à arrêter leurs enfants, mais ils les encouragèrent à rejoindre les Princes.

L'opinion les désigna bientôt comme de dange-

(1) Duhamel de Mellemont, Yvelin de Béville, Jolivet de Colomby, Tiphaigne, Helye de Combray, Le Baillif Mesnager (d'après E. Biré, *Les Défenseurs de Louis XVI*), cité par Clémentbray, *o.c.* p. 62.

(2) AD. S.I. Q. Em. Correspondance, nivôse an II.

reux ennemis de la Révolution. Ils symbolisaient l'attachement à l'ordre ancien, perpétuaient le souvenir « des traîtres qu'ils avaient engendrés ». Ils devaient payer doublement : d'une part en tant que suspects, d'autre part en tant que détenteurs des biens de la plupart des émigrés qui portaient les armes contre la France — d'où une double série de mesures dont nous allons successivement étudier l'application.

Cinq jours après la journée du 10 août, une loi consignait les parents d'émigrés dans leurs municipalités respectives pour servir d'otages au besoin. A ce point de vue, la situation de Rouen était assez particulière. Le calme relatif qui y régnait, la réputation de royalisme qu'on avait faite à la capitale normande attiraient de nombreuses familles nobles. Entre autres noms illustres les Machault d'Arnouville, la Comtesse de Choiseul d'Aillecourt, la maréchale d'Aubeterre, Mme de Tanne, belle-sœur de Mme de Montmorin, M. de Laborde-Méreville étaient venus s'y établir avec l'espoir d'y vivre en paix loin de ce qu'ils nommaient « les débordements révolutionnaires » (1). « Toutes les respectables familles de ma paroisse », écrivait Pierre Busnel, curé de Saint-Jean de Caen (2), avaient cherché un asile à Rouen. La plupart de ces « réfugiés » possédaient parmi leurs proches un ou plusieurs émigrés (3). Les Rouennais voyaient avec angoisse leur nombre s'accroître, non par patriotisme, mais par intérêt car la famine menaçait et les étrangers représentaient autant de bouches inutiles (4). Les

(1) Cf. Mémoires de Mme de Chastenay, et Clérembray, o.c. pp. 360 et suiv.

(2) Cité par E. Sevestre : « Le Clergé orthodoxe en Normandie pendant la Révolution », p. 10.

(3) Le 22 Août 1792, la Municipalité rouennaise avait décidé de ne délivrer de passeports qu'à ceux qui n'avaient pas d'émigrés parmi les leurs.

(4) Clérembray, o.c. p. 67.

troubles de la Rougemare au début de 1793 excitèrent l'opinion contre eux et obligèrent les corps administratifs à agir. Dans un arrêté du 28 février, le département rappela l'exécution de la loi du 15 août 1792 et enjoignit à tous les étrangers de quitter la ville sans délai, sous peine d'arrestation (1). Personne ne bougea, mais la municipalité établit le 9 mars un bureau des passeports (2) et le 21 elle organisa une visite domiciliaire avec 26 commissaires, à la tête desquels se trouvaient Pillon et Lamine. Elle n'eut pas davantage de résultat. Il fallut attendre l'installation du Comité de Salut public rouennais, et d'an II, pour « épurer » la ville.

Loi du 9 septembre 1792. — La plupart des parents d'émigrés étrangers au district étaient inconnus des administrations. Cette ignorance, tant des individus que de leurs moyens d'existence, ralentit l'application de la loi du 9 septembre 1792. Désormais, ils étaient obligés de payer au receveur-séquestre une taxe « de quinze sols par jour pour l'habillement et la solde de deux volontaires par enfant absent ». Les municipalités étaient chargées d'en dresser les états. Celle de Rouen avait déjà, fin août, ouvert un registre pour recevoir les déclarations des « personnes y résidentes... qui possédaient des parents émigrés ou réputés tels ». Elle recueillit 33 noms que nous avons retrouvés sur sa liste des émigrés non propriétaires (3).

D'autre part, les dispositions de la loi du 12 septembre 1792, enjoignant aux parents « de justifier la résidence en France, de leurs enfants, dans un délai de 3 semaines » pouvaient lui permettre de

(1) AD. S.I. L. 48 à la date. Déjà le 25 août 1792, il avait pris un arrêté analogue.

(2) Il ne fonctionna réellement qu'à partir de Juin 1793 (Clérembray, o.c. p. 67).

(3) Cf. ci-dessus p. 39. AD. S.I. Q. Em. Listes. District de Rouen.

compléter ces premières indications. Mais trois seulement se présentèrent, non pour prouver la présence de leurs fils sur le territoire français mais pour justifier... leur absence (1). De Fontenay encouragea alors les dénonciations. Beaucoup hésitaient car on les obligeait à signer. Le 24 septembre, un arrêté du Conseil général de la Commune les en dispensa (2). Peut-être est-ce grâce à cette mesure que le district reçut le 6 octobre « un petit relevé d'enfants émigrés » qui comprenait cinq noms! (3). Quant aux municipalités rurales, elles firent attendre leur état jusqu'au milieu de 1793. Le district arrêta sa liste « des pères et mères d'émigrés sujets au paiement de la solde de deux volontaires » au 1^{er} pluviôse an II soit un an et demi après la promulgation du décret (4). Elle comprenait 89 noms.

Mais à une année d'intervalle, bien des situations s'étaient modifiées. Le receveur du district, Aviat, se heurta à de nombreuses oppositions. Les réclamations affluèrent car les radiations provisoires des enfants entraînaient la cessation des poursuites contre les parents (5). D'autre part, la loi du 28 mars-15 avril exemptait de la taxe tous ceux dont les enfants étaient mariés ou domiciliés hors du toit familial avant le 1^{er} juillet 1789 (6). La moitié dis-

(1) Am. Rouen I⁴. Registre de déclarations.

(2) Am. Rouen. Registre des délibérations du C. Gl (à la date).

(3) Cité par Clérembray o.c. p.68 : 1 ou 2 fils de Guichainville le fils de Biencourt, le fils Morin, le fils de Trémauville, le fils aîné de Quesnel.

(4) AD. S.I. Q. Em. Matières diverses A à Z sans date. Cf. thèse complémentaire. Liste II.

(5) Exemples : Baudouin et Ricard.

(6) Loi citée, Sect. IX, art. 57. La municipalité rouennaise pensait que seuls les parents dont les enfants émigrés jouissaient... de propriétés dont le séquestre suppléait à la taxe devaient en être exemptes. Mais le district élargit cette conception. (AD. S.I. Q. Em. arrêtés du district. reg. Sept. 1793).

paraissait ainsi, et en particulier tous les étrangers dont les noms avaient été fournis par la municipalité rouennaise. On témoigna également quelques égards à la situation des veuves, mères d'émigrés dont le revenu ne dépassait pas 1.000 francs (1). Mmes de Vaudretz, Concedieu, Le Cordier fournirent la preuve de leur insuffisance de ressources et furent dispensées de la taxe. Quant à Mme Jolivet de Colomby, elle se trouvait portée à la fois à Caen et à Rouen, mais elle produisit une attestation du séquestre sur la succession de son mari (2). En définitive, une dizaine de parents d'émigrés restèrent inscrits et parvinrent à ne rien payer ; autrement dit, la loi ne reçut qu'un semblant d'exécution (3).

Ainsi, dans la région rouennaise, au début de l'an II, les parents d'émigrés, en dépit des opinions qu'ils professaient n'avaient pas souffert de la Révolution. Retirés dans leurs domaines, vivant à la campagne, près des paysans, ils jouissaient d'un certain prestige, ils inspiraient une certaine crainte qui les protégeait. Mais à partir de brumaire an II, le plus grand nombre fut mis en état d'arrestation. On conduisit d'abord à la prison de Saint-Lô Godart de Belbeuf, le marquis de Biencourt et leur famille, puis Hely d'Oissel, Caillot de Coquereau-mont malgré son âge (4). Leurs épouses, leurs filles séjournèrent aussi aux Gravelines jusqu'au début de l'an III. Les « réfugiés » qui, grâce à des complicités, avaient pu échapper à la détention, durent s'enfuir à la fin de germinal. Rouen avait été classé parmi les villes maritimes (5) et le décret du

(1) Loi citée. Sect. VII, art. 57.

(2) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district. Reg. sept. 1793.

(3) En l'an III, les années 1792 et 1793 n'étaient pas encore payées.

(4) Cf. Clérembray o.c. p. 238 et s.

(5) Rapport sur les terroristes rouennais, o.c. p. 33, 13 floréal an II. Lettre signée Collot d'Herbois et Billaud Varrenne.

27 germinal en interdisait l'accès aux ex-nobles (1). Le 15 floréal, l'agent national requit l'application de l'article 14 et les Comités des Contributions, des étrangers et des émigrés dressèrent la liste de « tous les ci-devant nobles qui avaient domicile à Rouen ». Dans les jours qui suivirent, beaucoup furent emprisonnés (2). Enfin la « battue patriotique » du 24 floréal fut en partie organisée dans le but de découvrir ceux qui pouvaient demeurer cachés. A cette date, il n'en restait plus guère à Rouen, ailleurs que dans les prisons. Ces arrestations globales prévenaient toutes les résistances des parents d'émigrés, et facilitaient grandement l'établissement du séquestre sur leurs biens.

La loi du 17 frimaire an II. — La loi du 28 mars-15 avril 1793 avait déjà établi le principe de ces confiscations. Elle interdisait de procéder à « aucune vente, ni aucun autre acte de disposition, ni créer aucune hypothèque au préjudice de l'action nationale sur les biens présents et futurs des citoyens dont les émigrés sont héritiers présomptifs en ligne directe » (3). Le 7 octobre 1793, le district émit la crainte de voir des ascendants, malgré la loi, disposer de leurs propriétés. Il recommanda aux municipalités « d'employer toutes les mesures pour y parer » (4). La confection d'états de consistance fut en effet décidée plus tard par le décret du 23 vendémiaire an II (5). Le district était chargé de les faire parvenir directement au Comité d'Aliénation. Il distribua, de 14 brumaire, circulaires et tableaux

(1) Loi citée art. 6. Les Comités révolutionnaires délivreront des ordres de passe (art. 12). Ils seront visés à leur arrivée par les municipalités où les ex-nobles se retireront (art. 13) (Cf. pour l'application de cette loi, AD. S.I. L. 2350).

(2) Am. Rouen. Reg. des délibér. du C. Gl à la date.

(3) Loi citée, Sect. II, art. 4.

(4) Am. Rouen I^a ; Arrêtés de radiation.

(5) Code des Emigrés, à la date.

imprimés rappelant ceux de la loi du 1^{er} février 1793 (1). Dans un délai de quinze jours, on exigeait des communes les mêmes recherches que pour les biens d'émigrés. D'autre part, les questions qui n'avaient pas été résolues pour l'établissement de la taxe des deux volontaires se posaient à nouveau. Qui comprendrait-on sur ces états? « Nous ne croyons pas, écrivait la municipalité rouennaise, que la loi soit applicable à Goueslin dont la fille est mariée depuis dix ans et ne réside pas avec lui » (2). Sans aucun doute, on devait mentionner « tous les biens sur lesquels les émigrés pouvaient avoir des droits ». Mais ces hésitations causèrent un retard que le renouvellement des administrations accrut encore. Les derniers tableaux parvinrent au district à la fin de pluviôse an II.

Entre temps, la loi du 17 frimaire établissait le séquestre sur la totalité des biens meubles et immeubles des parents d'émigrés (3). Le 9 nivôse, la Commission des Revenus nationaux invita les districts à y procéder sans retard. Dans l'absence d'instructions complémentaires, celui de Rouen demanda avis au département. Fallait-il confisquer à la fois les propriétés et les revenus? Il pensa qu'il était inutile d'obliger « les fermiers, débiteurs et rentiers à verser leurs loyers ou créances entre les mains du receveur du séquestre (4) ; car, en effet, comment pourraient vivre ceux qu'on dépouillait. Il craignait de voir se renouveler les multiples réclamations qui avaient suivi le séquestre des biens des émigrés. Mais la mesure devait s'étendre à tous leurs moyens d'existence ; cependant « on n'avait point en

(1) Cf. ci-dessus p. 47.

(2) AD. S.I. Q. Em. Correspondance et Am. Rouen I^{er}, dossier Goueslin.

(3) Elle parvint à Rouen le 22 frimaire.

(4) AD. S.I. Q. Em. Correspondance du district. Reg. 22 nivôse, an II.

vue de faire mourir de faim les parents, mais seulement de s'assurer de leur fortune » (1). Aussi, le district leur accorda des secours pris sur la totalité des biens des émigrés. Pour ceux que le séquestre n'avait pas encore touchés, il fallut attendre que la Régie encaissât leurs propres revenus. Mais ils étaient incarcérés et ne pouvaient ni en souffrir, ni s'opposer aux inventaires de leurs mobiliers.

On les commença le 27 nivôse. Dubosc fut chargé d'en dresser 12, son collègue Lecœur, 16 ; Lemoine, 11 et Cottais 10 (2). Comme il s'agissait d'une mesure conservatoire qui ne donnait aux administrations le droit de disposer d'aucune partie des biens séquestrés », l'inventaire descriptif suffisait. On apposa les scellés après avoir trié les papiers suspects, distraint l'argenterie, les bijoux. Mais ils avaient souvent été mis en lieu sûr. Les commissaires de police enquêtèrent auprès des détenus, de leurs domestiques, de leurs voisins sans aucun résultat. On ne put désigner partout des gardiens de scellés. Toutes les maisons sans surveillance furent pillées et de nombreux effets disparurent (3).

A la fin de ventôse an II, 70 inventaires étaient terminés. Mais l'état de consistance des immeubles que nous reproduisons ci-dessus ne contenait que 34 noms. Le total approximatif des revenus atteignait dans le district 74.500 francs représentant un capital d'environ 1.700.000 francs (4).

(1) Vye Levigoureux, 2.000 fr. le 24 frimaire an II.

(2) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district. Reg. à la date.

(3) Cf. pour Bunel, AD. S.I. Q. Em. Canton de Cantelin. Personnel.

(4) AD. S.I. Q. Em. Matières diverses. District. Pétition du fils Machault d'Arnouville pour récupérer les livres volés en l'an III dans la maison occupée par son père, rue Damiette.

(5) AD. S.I. Q. Em. Affaires diverses A à C. Etat arrêté en floréal an II.

NOMS DES PARENTS D'ÉMIGRÉS	SITUATION DES BIENS	CONTENANCE DES BIENS SÉQUESTRÉS	REVENUS IMMOBILIERS	RENTES	TOTAL PAR ASCENDANT
Estièvre de Tréna- ville	Sahurs	21 arpents de prés.	1.000 fr.	30 fr.	1.030 fr.
Le Sens de Folleville	Rouen et Quevillon	1 ferme 1 a 10 + mesure 1 a $\frac{1}{2}$ + id. 2 a $\frac{1}{2}$ + ferme 5 a. + petite maison + 8 a. + 27 a. de taillis et 1 petite maison + Château + 46 a. + 5 a. $\frac{1}{2}$.	5.960 fr.		5.960 fr.
Biencourt-Poutrincourt	Rouen et St Thomas la Chaussée	5 maisons + 64 a. de terres + 14 a. de prés, + 4 a. de bois + 1 pressoir.	2.400 fr.		7.900 fr.
Duval de Varengeville	Varengeville	6 a. de terres.	150 fr.		150 fr.
Hely d'Oissel	Oissel	Château + 6 a. + 11 articles = 261 acres.	6.457 fr.		10.557 fr.
Codart de Belbeuf	Belbeuf	Château + 5 maisons + 4 corps de ferme + 260 a. 4 v.	4.208 fr.		
—	St Crespin du Becquet	Maison + jardins + terres = 50 arpents + 55 arpents de bois.	474 fr.		
—	Le Mesnil Esnard	85 a. de terres + maisons (2).	1.763 fr.	20 fr.	
—	Blosville-Bonsécours	1 a. $\frac{1}{2}$ de terres labourables.	45 fr.	72 fr.	
—	St Léger du Bg Denis	159 a. + corps de ferme + pressoir.	5.576 fr.		
—	St Aubin la Rivière	25 a. de labour + moulin + 50 a. de taillis.	1.000 fr.		
—	Ymare	5 v. 10 p. de labour.	40 fr.		
Pommeraye	Petit Couronne	5 maisons + 14 a. 5 v. de mesure et lab.	1.085 fr.	415 fr.	11.768 fr.
Cavelier d'Eschavelles	St Jacques sur Dar- néval	1 a. 5 v. de mesure et lab.	1.085 fr.		115 fr.
Fernand de Bressi	La Vieux Rue	Ferme de 65 acres.	1.500 fr.		1.085 fr.
Bougard Henri	Bois d'Ennebourg	2 maisons + 2 acres.	150 fr.		1.500 fr.
Baillard de Guichain- ville	Sotteville les Rouen	Manoir + 12 a. 2 v. 55 p. de prés.	1.779 fr.	1.468 fr.	150 fr.
Le Vigoureux de Montjavoult	Rouen	Maison 44-45, rue du Vieux-Palais.	1.800 fr.		1.779 fr.
Grenier	—	Maison 7, rue du Petit-Prévost et rue des Charrettes + 2 boutiques.	1.070 fr.		1.468 fr.
Baillard de Guichain- ville	—	2 maisons à 5 étages.	900 fr.		1.800 fr.
Le Roux François	—	Maison 96, rue des Charrettes + 5 autres rue de Lille et due de la Seille.	5.500 fr.		4.570 fr.
Biencourt-Poutrin- court	—	Maison 24, rue Grand-Pont, 2 maisons.	700 fr.		900 fr.
Yvelin de Beville	—	4 maisons.	2.420 fr.		
Delarocque	—	6 acres.	200 fr.		
Robert de St Victor	St Martin du Vivier	21 maisons + 3 autres et petites pièces de terre à fiefle.	1.595 fr.	100 fr.	600 fr.
—	Darnetal				3.700 fr.
—					3.915 fr.

NOMS DES PARENTS D'ÉMIGRÉS	SITUATION DES BIENS	CONTINANCE DES BIENS SÉQUESTRÉS	REVENUS IMMOBILIERS	RENTES	TOTAL PAR ASCENDANT
Lallemand	Rouen	2 maisons rue des Arts.	1.660 fr.		1.660 fr.
Dufay	—	1 maison 9, rue de l'Épée.	800 fr.		800 fr.
Gottard	—	2 maisons rue des matelas.	260 fr.		260 fr.
V. Guetteville	—	2 maisons rue de Lille et 1 rue de l'Hôpital.	5.200 fr.		5.200 fr.
Hely d'Ossel	—	5 maisons rue de Lille.	4.100 fr.		4.100 fr.
Marguerit	—	2 maisons rue de Lille.	1.750 fr.		1.750 fr.
Le Sens de Folleville	—	Maison 5, rue de la Selle.	2.000 fr.		2.000 fr.
Vve Cabelil	—	2 maisons.	4.500 fr.		4.500 fr.
Fuval de Beaumets	—	Maison 17, rue Ganterie.	1.500 fr.		1.500 fr.
Deharoque	—	5 maisons dont 2 rue St-Patrice.	5.000 fr.		4.650 fr.
Vve Caumont	—	2 maisons rue d'Esosse.	1.650 fr.		1.650 fr.
Caillot de Coquerneau	—	1 maison rue Belfroy.	1.500 fr.		1.500 fr.
mont	—	1 maison.	900 fr.		900 fr.
Toussaint de Limesy	—	2 maisons rue St-Patrice, 9, 40 et 56.	5.500 fr.		4.500 fr.
Boillard de Guichain-	—	1 maison rue St-Patrice, 42.	1.500 fr.		800 fr.
ville	—	1 maison rue des Maillets, 7.	800 fr.		900 fr.
Vve Le Cordier	—	1 maison rue des Clamps Maillets, 12.	900 fr.		740 fr.
Vve Le Courtois	—	1 maison rue Percière.	740 fr.		685 fr.
Alexandre	—	5 maisons et jardins, vallée d'Yonville.	685 fr.		
Vve Cornelle	—			500 fr.	500 fr.
Vve Jubert de Bou-	—				2.000 fr.
ville	—				
Le Hayer du Perron	—	1 maison, 3, place Voltaire.	2.000 fr.		

Ce chiffre donne d'ailleurs une idée très inexacte de la portée de la mesure. Un grand nombre de parents avaient été compris à la suite du décret du 8 avril 1792, sur la liste des émigrés; et leurs biens figuraient déjà sur les états de consistance en mai 1792. La loi du 17 frimaire an II aboutissait donc à détruire l'effet des jouissances provisoires, et à compléter le séquestre. On s'explique alors qu'Estièvre de Trémauville ne figure sur ce nouvel état, que pour 22 arpents de prés, tandis qu'il possédait dans les trois communes de Sahurs, Hautot et Berville un revenu foncier de 7.500 livres (1). C'est en partie pour ce motif également que les propriétés bâties constituent la presque totalité du tableau. On a, en effet, dû ajouter les maisons d'habitation des parents d'émigrés, qui n'avaient pas été mentionnées en 1792. Les apports les plus importants provenaient des inscriptions nouvelles. Robert de Saint-Victor, Hély d'Oissel et surtout Godart de Belbeuf, possédaient dans le district d'importantes propriétés. Les administrations ne tinrent aucun compte des enseignements de l'expérience de 1792. L'émigration du fils Robert né d'un premier lit, entraîna la confiscation des revenus de sa belle-mère, épouse en secondes noces du Président de la Chambre des Comptes. Elle ne pouvait logiquement être frappée comme mère d'émigré, cependant il fallut de nombreuses pétitions pour en convaincre le district (2). Cette extension du séquestre pouvait donc s'expliquer en Normandie par des motifs d'ordre juridique. Mais il apparaît nettement que la Convention ne songeait pas seulement à atteindre dans la fortune des parents d'émigrés les droits de leurs enfants, et qu'elle leur réservait un sort plus rigoureux. On savait qu'ils étaient farouchement hostiles

(1) AD. S.I. Q. Em. district de Rouen. Etats de consis-

(2) Am. Rouen I⁴. Dossier Robert.

au régime nouveau, qu'ils soutenaient de toutes leurs forces la contre-révolution. Détenus, ils devaient le rester jusqu'à la paix. Les lois de ventôse an II ne les distinguaient pas des autres suspects (1). Ils étaient appelés à subir le jugement des Commissions populaires et leur qualité n'était pas destinée à les protéger. Le séquestre préparait l'aliénation de leurs biens. Mais le 9 thermidor mit un terme à ces menaces.

IV

Le séquestre établi par la loi du 17 frimaire an II sur les biens des ascendants se transformait en confiscation pure et simple si ces derniers avaient l'heureuse idée de disparaître. Beaucoup atteignaient, au début de la Révolution, un âge avancé. Quinze avaient entre 70 et 80 ans, huit étaient octogénaires. La Nation ne pouvaient se défendre de spéculer sur leur mort prochaine. Elle prit ses dispositions pour capter l'héritage.

Les successions qui s'ouvrirent de 1789 à 1792 furent, bien entendu, liquidées par les ayants droit selon les règles de la Coutume. Lors de l'émigration du ou des bénéficiaires, sa mère si elle survivait, sa sœur aînée, munies de pouvoirs de substitution, s'efforcèrent de dissimuler le montant réel de la succession. Chacune exerça ses reprises, on augmenta le passif à l'aide de dettes fictives, de manière à présenter un actif très restreint à la Régie et par suite à éviter le séquestre. Ainsi, à la mort de Fiquet de Normanville, le 16 juillet 1790, son

(1) Cf. sur l'application de ces lois: A. Mathiez, article des *Annales historiques de la Révolution française*, mai-juin 1928. G. Lefebvre : *Questions agraires*, o.c. et R. Schnerbb. *Annales historiques de la R. F.*, 1934, p. 402 et s.

fils aîné se trouvait à la tête d'un domaine considérable, estimé 1.377. 242 livres. Après son départ, on réunit un conseil de tutelle qui décida de simuler une vente par licitation « pour acquitter les dettes passives tant mobilières qu'immobilières ». Cette délibération fut homologuée par le Tribunal du district. Le passif s'élevait à 1.303.467 francs, si bien qu'en déduisant la valeur des propriétés personnelles de la veuve, le bilan accusait un déficit de près de 66.000 livres. Malgré tout la succession fut séquestrée par le district de Cany en exécution de la loi du 8 avril 1792. Mais le département accorda aux héritiers le droit de réclamer sur les revenus séquestrés le montant du déficit (1). A la mort de son mari, le 29 octobre 1792, Mme Le Vigoureux voulut faire de même, toutefois, les conditions étaient différentes, on confisqua aussitôt la totalité de la succession à charge de liquider ensuite les droits de la veuve (2).

La loi du 28 mars 1793 allait là encore, établir une marche uniforme, faire cesser les errements des administrations. Elle réservait à la République toutes les successions échues en ligne directe ou collatérale *depuis l'émigration des héritiers* et ceci pendant 50 années (3). Pour découvrir cette nouvelle provende qui venait augmenter la masse des biens nationaux, la Régie donna le 14 juin des instructions précises à ses employés. Ils possédaient des tables des mariages, des naissances, des sépultures. Par comparaison avec la liste des émigrés, ils pouvaient déterminer l'absence des héritiers (4). Le district s'adressa pour le même objet, aux juges de paix et invita les procureurs des communes à faire, sur

(1) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district, reg. 28 septembre 1793.

(2) Idem, 21 frimaire an II.

(3) Loi citée, Sect. II, art. III.

(4) Circulaires de la Régie, à la date.

le champ, apposer ou croiser les scellés, dans les successions qui leur seraient signalées. « Mettez tout votre zèle à poursuivre les travaux de ce genre, et recommandez aux commissaires qui seront chargés de ces opérations de bien désigner dans leurs procès-verbaux les noms, professions et demeure de tous les cohéritiers, ainsi que de l'individu qui représentera la République » (1). Enfin, le département, « considérant que les biens d'une grande quantité d'émigrés sont grevés d'usufruits après l'extinction desquels la Nation a droit de retour » obligea les districts à tenir un registre d'ordre contenant les dispositions arrêtées à ce sujet (2). Toutes les précautions paraissaient prises « pour qu'aucune partie de la juste indemnité que présentent les propriétés des émigrés ne puisse être perdue (3) ». Comme le décret du 28 mars 1793 avait supprimé les droits qui grevaient les biens patrimoniaux, les successions ouvertes depuis le 9 février 1792 se trouvaient intégralement acquises à la Nation.

Mais la législation égalitaire adoptée par la Convention en matière successorale allait donner de nouveaux espoirs aux alliés des émigrés et créer de graves difficultés aux administrations chargées du séquestre. Les lois du 5 brumaire et surtout du 17 nivôse an II complétées par celles du 22 ventôse et 9 fructidor remettaient en question le partage de toutes les successions. Les Coutumes, usages et statuts locaux se trouvaient abrogés. On supprimait la distinction entre les propres et les acquêts. « Malgré le principe universellement reconnu qu'aucune loi civile ou criminelle ne peut avoir un effet

(1) AD. S.I. Q. Em. Correspondance du district, 8 prairial an II.

(2) Idem, Arrêtés du département, 7 ventôse an II.

(3) Idem ibidem.

rétroactif » (1) « les institutions contractuelles et toutes dispositions à cause de mort dont l'auteur est encore vivant ou n'est décédé que le 14 juillet 1789 ou depuis, sont nulles, quand même elles auraient été faites antérieurement » (2). Sans respect pour les contrats qui contenaient ces obligations, on détruisait les donations, les partages, quelle qu'en fût la date.

Les frères cadets et les sœurs d'émigrés profitèrent de cette occasion inattendue pour sauvegarder une partie du domaine familial. Désavantagés par la Coutume, ils réclamèrent l'égalité dans la succession paternelle, c'est-à-dire une véritable redistribution de la propriété. Les sœurs Fquet furent les premières à faire usage de ce droit. Mme Deshommet de Martainville, sœur de Robert Bigot, suivit bientôt leur exemple. Elle remontra que le 14 juillet 1790, son frère avait recueilli la totalité de la succession paternelle et maternelle (3). Lambert de Frondeville devait sa fortune à une donation de Marie-Anne Françoise Aimée Languedor, marquise du Bec Thomas, dont il était le conseiller intime. Cette donation se composait de l'hôtel de la rue Belfroy à Rouen, de l'office du président à mortier au Parlement de Normandie et de l'important marquisat. Le bénéficiaire avait la charge de désintéresser les héritiers naturels en leur versant une somme de 300.000 livres dans un délai de six ans. Aussi, dès la publication de la loi du 17 nivôse, ces derniers firent opposition à la vente des biens séquestrés après l'émigration de l'ex--Constituant. Ils invoquè-

(1) Cf. AD. S.I. Q. Em. Créances, Douaire, Consultation servant d'observation sur le 1/3 coutumier par Férey, Tronchet et Colin.

(2) Loi citée, Sect. I, art. 3.

(3) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district, reg. 22 frimaire an II.

rent d'abord le motif de captation d'héritage (1), puis réclamèrent le partage. Le district accorda par force le sursis comme il l'avait fait pour la vente Bigot; mais il manifesta une certaine mauvaise volonté dans l'application de mesures qui détruisaient tous les principes établis. Il exigea d'innombrables formalités : l'extrait de l'acte de décès, les contrats de mariage, un acte de notoriété indiquant la descendance exacte du de cujus, un certificat de non émigration pour tous les réclamants. L'absence d'une seule pièce entraînait l'ajournement de la décision et la continuation des ventes. Au début de l'an III, il était saisi de dix réclamations de ce genre. Une cinquantaine de successions importantes se trouvaient alors ouvertes. Les voici ; (1)

Ango Marie Charles, décédé le 10 pluviôse an III. — Vve Ango, sa mère, 10 décembre 1781. — Auzanet Vve Bois-Duval, 3 avril 1792. — Marie Anne Adam Vve Le Parmentier, février 1791. — Vve Boniface du Bolhard, 1774. — F^e Dumoncel Vve Le Cordier, août 1792. — Marie Anne Bigot Vve Doublet, 1792. — Brossard de Grosménil, 10 février 1790. — Sa femme, née Coignard, 7 août 1793. — Chrétien de Fumechon[?] Collombel Nicolas, 12 pluviôse an II. — Cottard de Sacquenville, 29 janvier 1790. Duhamel Marie Charles, 18 juillet 1793. — Delamare Nicolas-Charles[?]. — Duquesne Vve Bulteau, 13 fructidor an II. — De Paul Jacques François 6 juillet 1793. — Dager F^e Dubosc, 12 floréal an II. — Duval Guy Claude Nicolas. 26 septembre 1774. — Desmares François, 10 août 1787. — Fiquet Jean-Louis, 16 juillet 1790. — Fiquet Pierre Romain, 23 pluviôse an III. — Guille-

(1) Am. Rouen I⁴, dossier Lambert et AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district reg. germinal an II.

(2) AD. S.I. Q. Em. Successions. Etat fourni le 17 prairial an VII, complété par les documents réunis dans notre thèse complémentaire.

bon, 12 thermidor an II. — Guérin Tenneguy Jean, 1771. — Le Prevost Jean François, an II. — Le Mazurier Adrien, 23 avril 1790. — Le Courtois Jean Michel, 6 décembre 1791. — Milleville Gabriel, avant l'émigration. — Miffault Vve Guérin, 9 brumaire an III. — Mustel des Essarts an III. — Rohan Soubise (2). — Vve Quesnel, août 1793. — Barbot, 9 vendémiaire an II. — Bösquet de Saumont, 20 messidor an II. — Bulteau de Franqueville, 14 pluviôse an II. — Caillot de Coquereauumont, 17 nivôse an III. — Campuley, août 1793. — Delannoy-Desbarres, floréal an II. — Despomnars, 12 avril 1793. — Guenet de St-Just, 18 mai 1793. — Goujon de Gasville, fin de l'an II. — Hebert d'Houquetot, 29 août 1793. — Jourdain Charles, 30 brumaire, an III. — Le Vigoureux, 20 octobre 1792. — Vve de Paul, 13 brumaire, an II. — Poullain, fin 1793. — Tourneroché de Bourval, 20 août 1793. — Toustain de Limésy, 12 janvier 1793.

A partir de prairial, le district dut procéder à l'établissement des lots. Une telle opération était longue et dispendieuse. Pour éviter les distractions, les vols, les héritiers eux-mêmes demandèrent qu'on dressât l'inventaire du mobilier. Deux experts, l'un nommé par l'administration, l'autre choisi par les ayants droit dirigeaient la formation des parts. Les meubles, les tableaux, les livres, les vins, les bijoux, les immeubles, tout donnait lieu à division (1). Il était souvent difficile d'équilibrer les portions, surtout lorsqu'il s'agissait de biens fonds. Si une certaine quantité de ces derniers était déjà vendue au profit de la République, les héritiers devaient réclamer les sommes versées aux receveurs des Domaines ainsi que l'adresse des acquéreurs afin de se faire rembourser du reste dans les délais déterminés par l'acte d'adjudication.

(1) Sauf les objets réservés : métaux et effets de campement.

Le tirage au sort des lots avait lieu à la date fixée par le département, à la Maison commune, en présence d'un officier municipal. Le procureur-syndic était chargé de cette opération, dont on dressait aussitôt procès-verbal. Pour les immeubles, chaque lot comportait les rentes perpétuelles qui grevaient les biens partagés. La succession Fiquet dont les portions avaient été arrêtées par le département le 15 prairial an II fut liquidée le 11 brumaire an III. Elle comprenait trois lots d'un revenu variant entre 16.000 et 18.000 francs. Celui qui échut à la République se composait de trois grandes fermes de 100 à 130 acres chacune, de 7 petites dont l'étendue variait entre 10 et 30 acres, et de l'hôtel de la famille, place Voltaire à Rouen (1).

Les héritiers présomptifs ne pouvaient exercer leurs droits que s'ils avaient, au préalable, rapporté les donations faites par le de cujus, quelle qu'en soit la date (2). Les petits enfants, fils d'émigrés, pouvaient prétendre à une part, celle de leur père étant acquise à la République (3). Les enfants naturels y étaient admis au même titre que les enfants légitimes. La succession Campuley, très importante, échappa ainsi à la Nation. Elle avait été séquestrée en août 1793 à cause de l'absence de Marie Louis Joseph Larchier de Courcelles héritier pour un quart. Mais le Tribunal du district de Dieppe, reconnut le 9 pluviôse an III l'existence de la fille naturelle du défunt et lui permit d'exercer ses droits (4). A cause de toutes ces difficultés, le district de Rouen ne liquida, jusqu'en ventôse an III, que 7 successions dont une en ligne collatérale : celle d'Hébert d'Houquetot. Ses deux neveux les Hébert de Beauvoir avaient émigré. Le partage s'effectua

(1) Cf. succession Fiquet. AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district. Reg. 11 brumaire an III.

(2) Loi du 17 nivôse an II, art. 8.

(3) Loi du 17 nivôse an II, art. 64 à 68.

(4) AD. S.I. Q. Em. Affaires diverses A à Z.

par branche, comme la loi le prescrivait (1). D'un côté furent appelés les cinq enfants d'Hébert de Beauvoir, frère du de ejus et la Nation obtint les deux cinquièmes de cette part; de l'autre, héritait seul pour moitié un Delaroque du Mesnillet fils de la sœur du défunt (2).

Un certain nombre de successions ouvertes avant 1789, dont on demandait la révision, étaient restées indivises entre les mains des descendants mâles. La loi du 8 avril 1792 étendait le séquestre à la totalité des biens, se réservant de liquider ensuite les droits de chacun des cohéritiers. Le décret du 13-18 septembre 1793 fixa les dispositions qui devaient régir cette forme de propriété (3). Après avoir fourni la preuve de ses droits, celui des frères qui n'avait pas émigré pouvait rentrer en possession de la quotité correspondante. Cette dernière était fixée par deux arbitres sous la surveillance du district. Au cas où les propriétés ne paraissaient pas divisibles, on les vendait en totalité. L'acquéreur payait la part du frère de l'émigré de la manière dont il réglait la Nation : par annuités (4). Pour cette raison, les immeubles qu'un ancien trésorier de France : Dupont, possédait à Rouen, furent aliénés. Mais dans tous les autres cas le cohéritier s'efforça de gagner du temps, d'obtenir des sursis. Duval de Bonneval qui possédait des biens importants dans quatre districts retarda autant qu'il le put la décision du département qui, en lui laissant la moitié du bien familial, entraînait la vente de l'autre moitié (5).

Toutes ces opérations contentieuses nécessi-

(1) Loi du 17 nivôse an II, art. 77, 82-83.

(2) AD. S.I. Q. Em. Canton de Rouen. Personnel G à Z.

(3) La loi du 9 nivôse an II rendit ces dispositions communes aux biens indivis de toute origine.

(4) Loi du 17 nivôse an II, art. 8-9-10.

(5) AD. S.I. Q. Em. Correspondance du district, reg. 8 janvier 1793 et 4 pluviôse an III.

taient de longues recherches. Les administrations n'étaient pas encore parvenues, au début de l'an III à discriminer les droits de la Nation et des particuliers. Mais la faute incombait à la rétroactivité de la loi du 17 nivôse an II. Elle détruisait l'effort de simplification du décret du 28 mars 1793 et retardait le règlement définitif du sort des familles d'émigrés.

×

De toute cette étude sur l'établissement du séquestre, il ressort que l'étendue des biens d'émigrés confisqués de 1792 à l'an III, subit d'importantes variations. En 1792, l'inscription des « absents » sur les états de consistance en avait grossi le total. Il atteignait alors 12.819 hectares, soit un peu plus du 1/7 de la superficie totale du district (2). Il englobait les 4/5 de certaines communes (3); dans une dizaine, il dépassait la moitié de leur étendue. Par contre 39 n'y participaient pas. Dès le début de 1793 les radiations provisoires, les mains levées amenèrent une diminution de près du 1/4 de ce total. La Régie restitua 299 maisons et 2.775 hectares de terres à leurs propriétaires. Les nouvelles inscriptions sur la liste des émigrés, l'ouverture de successions importantes ne suffirent pas à combler ce vide et le chiffre se stabilisa au début de l'an II à 10.043 hectares. L'extension du séquestre, après la loi du 17 frimaire atteignit son maximum en germinal an II. Il affectait alors dans le district de Rouen 134 maisons et châteaux tant dans la ville qu'à la campagne et 11.953 hectares de biens fonds dont le tableau ci-dessous nous donnera l'exakte répartition (3) :

(1) 85.045 hectares.

(2) Auceaumeville. Bois d'Ennebourg. N.D. de Bondeville. N.D. des Champs. Eslettes, Elbeuf.

(3) Toutes les superficies sont réduites en hectares.

Nom des Communes	Superficie totale des communes	Etendue séquestrée en 1792	Reste en 1793	Augmentation en l'an II	Etendue séquestrée au début de l'an III
ROUEN	1.978	343 mais.	44 mais.	54 mais.	98 mais.
Le Mesnil-Esn rd .	507			66 40	66 40.
St-Mart ⁿ du Viv ^r	501				
Blosseville	381			2	2
Boisguillaume ..	889	31 60	20 80		16 80
Mont aux Malad.	315				
Déville	337			3 20	3 20.
St Aignan.....	440				
Notteville les					
Rouen	699	45 75	45 75	10	55 75
Maromme.....	410				
Le G ^a Quevilly..	633				
Le Petit Quevilly	481				
Darnétal	483	116 20	116 20	9 60	125 80
CAILLY	315	166 40	108		108
Claville Motteville	609				
Colmare	320	160	160		160
Esteville	558	240 50	240 50		240 50
Gouville.....	310				
Pibeuf	340				
La Rue St Pierre	766	117 60	117 60		117 60
St André sur					
Cailly	872				
St Georges sur					
Fontaine	1.019				
St Germain sur					
Cailly	401				
St Jean sur					
Cailly	235				
Yquebeuf	329	118	118		118
CANTELEU ...	1.632	42 40	16		16
Ambourville ...	663	0 40	0 40		0 40
Anneville-s.Seine	1.408	127	57 40		57 40
Berville-s.-Seine	700				
Hautot	199	24	24		24
Hénouville	1.055	85 60	59		59
Mauny	1.025	678	32	685 20	124
Montigny	774				
Quevillon	1.086	26 60	16 20	68	76 30
Sahurs	1.022	254 60	254 60	11	265 60
St Martin de					
Boscherville .	1.247	50 60	50 60		50 60
St Pierre de					
Manneville ..	942	140 60	76 80		76 80

Nom des Communes	Superficie totale des communes	Etendue séquestrée en 1792	Reste en 1795	Augmentation en l'an II	Etendue séquestrée au début de l'an III
Le Val de la Haye	778				
Yville sur Seine	760	423 20	402		402
Bardouville	836	160	160		160
ELBEUF	776	316 80	316 80		316 80
La Bouille	111				
Caudebec les Elbeuf	407	310	310		310
Cléon	657	278 40	278 40		278 40
Freneuse	356	102 40	102 40		102 40
Grand Couronne	991	230 40	230 40		230 40
La Londe	3.085	450	403		403
Moulineaux ...	391	72	72		72
Oissel	2.073	15	15	213 60	228 60
Orival	995	419	419		419
Le Petit Couron.	1.930				
St Aubin jouxte Bouleng	600	45 60	45 60		45 60
St Etienne du Rouvray	1.873	40	40		40
Sotteville sous le Val	524	10	10		10
Tourville la Rivière	954	98	98		98
MONVILLE	1.084				
Anceaumeville .	457	304			
Les Authieux du Bourghéronlde	200				
Clères	462	106 40			
Cordelleville ...	450	169 60			
Fontaine le B ^s ..	749				
Frichemesnil ..	463	25 60			
Grugny	319	40 80			
La Houssaye Bé- renger	806	88	88		88
Montcauvaire ..	902	40	30		30
Ormesnil	347				
Ratiéville	322	127			
Tendos	472			184	184
Le Tôt	218	138			
Le Bocasse	863	414	314		314
FRANQUEVILLE					
(N.-D. de) ..	387	60	60		60
Amfreville la mie-voie	250	0 50	0 50		0 50

Nom des Communes	Superficie totale des communes	Etendue séquestrée en 1792	Reste en 1793	Augmentation en l'an II	Etendue séquestrée au début de l'an III
Les Authieux s ^r					
le port St Ouen	448				
Belbeuf	353			208 80	208 80
Boos	985	0 86	0 86		0 86
Celloville	672	30	30		30
Epinay	631	215 60	215 60		215 60
Franquevillette.	418	102	102		102
Fresne le plan..	689	50	50		50
Gouy	474				
Le Mesnil Raoult	675	184	184		184
Montmain	606	184	184		184
La Neuville					
Champ d'Oissel	1.832	325 60	325 60		325 60
Quevreville la P.	466	1 10	1 10		1 10
St Aubin la					
Campagne	324				
St Aubin la Ri- vière	341	243 20	243 20	44	288 20
St Crespin du Becquet	310	2	2	32 50	34 50
St Pierre de					
Franqueville .	471	179 20	179 20		179 20
Ymare	401	105 20	105 20	0 60	105 80
QUINCAMPOIX	1.712	104	104		104
Bosc Guerard St- Adrien	932				
Fontaine sous					
Préaux	352	144	144		144
Isneauville	817	3 60	3 60		3 60
Morgny	347				
La Pommeraye .	301	1 20	1 20		1 20
St Nicolas du					
Vertbois	322		16		16
ST JACQUES					
S/ DARNETAL	1.150		10	12	22
Auzouville s. Ry	799	120	120		120
Bois d'Ennebourg	704	504 75	504 75	1 60	506 35
Bois l'Evêque .	731	161 60	161 60		161 60
Epreville s. Ry.	442	9 60	9 60		9 60
Martainville s. Ry	323				
Préaux (N.D. de)	1.894	679 40	679 40		679 40
Quévreville la					
Millon	523	184	184		184

Nom des Communes	Superficie totale des communes	Etendue séquestrée en 1792	Reste en 1793	Augmentation en l'an II	Etendue séquestrée au début de l'an III
Roncherolles le Vivier	553	256 40	256 40		256 40
St Léger du Bourg Denis .	275	27 50	27 50	127 20	154 70
St Ouen du Longpaon ...	483				
Servaville	750				
La Vieux Rue..	551	59 20	54 60	52	106 60
ST JEAN DU CARDONNAY.	742	1 20	1 20		1 20
Bondeville (N.-D. de)	436	400	388		388
Eslettes	513	400			
Le Houlme	294	21 60	21 60		21 60
Houpeville ...	2.112	54 40	54 40		54 40
Malaunay	309	100 80			
N.D. des Champs Pissy	620	238 40			
Posville	520	410	385 20		385 20
Roumare	723				
St Denis de Bondeville ...	147				
St Maurice	210	32 80	32 80		32 80
St Thomas la Chaussée	492	9 60	263 10	82	345 10
La Vaupalière ..	542	140	140		140
Totaux.....	85.045	12.819 76	10.043 86	1.913 70	11.953 56

LIVRE II

ADMINISTRATION ET VENTE DES BIENS DES ÉMIGRÉS (1792-an III)

Le Normand, particulariste, intéressé, très attaché au principe de la propriété individuelle, avait peine à concevoir qu'on pût vendre « tous les biens de messieurs les émigrés » (1). Cependant, les premiers inventaires étaient à peine terminés que l'Assemblée proclamait le 27 juillet 1792 l'aliénation et la vente de leurs propriétés. Un revirement aussi brusque déconcerta l'administration départementale. Hier encore on lui recommandait la prudence; aujourd'hui, on brisait les derniers liens, les plus forts même qui rattachaient les émigrés à leur pays.

Ce vote de principe avait été émis dans une atmosphère de fièvre. Le 10 août approchait, la guerre devenait une réalité, la Révolution paraissait en péril. Les Aristocrates comptaient sur une prompt victoire de la Prusse pour anéantir l'effet des nouvelles mesures de rigueur qui les frappaient (2). Les

(1) Hébert, o.c. 24 août.

(2) Idem. « On attendrait sans doute la fin de la guerre... il est alors présumable qu'il n'y aura pas d'exécution ».

événements semblaient leur donner raison. La déchéance de Louis XVI décida le 19 août, Frédéric Guillaume et ses troupes, suivis d'une petite armée d'émigrés, à franchir la frontière. Dès leurs premiers pas, ils mettaient à exécution les menaces du manifeste de Brunswick. Le 2 août Longwy se rendait. « On apprenait bientôt que Verdun allait être assiégé, et coup sur coup, que les royalistes du district de Châtillon-sur-Sèvre marchaient sur Bressuire » (1). La route de Paris était ouverte, la Patrie en danger avait besoin d'un élan de toutes ses forces vives pour résister à l'invasion. Les volontaires ne voulaient pas, en partant, laisser derrière eux des ennemis prêts à accueillir ceux contre lesquels ils allaient combattre. La Législative devait rétablir la confiance, et avant de se séparer, par des actes lourds de promesses, hâter la levée en masse. Aussi, le 2 septembre, à la veille des massacres, elle votait, calquant ses dispositions sur celles qui régissaient les biens de première origine, le décret qui allait déclencher la vente des biens meubles et immeubles des émigrés. Il s'agissait donc, avant tout, d'une mesure qui permît de rallier autour de la Révolution ses défenseurs, de les encourager à lutter pour elle.

Mais le 2 novembre, après une intervention de Treilhard, la Convention suspendit la vente de l'immobilier. Ainsi, nous sommes logiquement amenés à distinguer dans cette étude trois parties : la vente du mobilier, l'administration puis la vente des biens-fonds. D'un autre côté, pour permettre d'apprécier la portée de ces opérations, il est nécessaire de dresser un tableau de la fortune des émigrés avant leur départ.

(1) Mathiez. La Révolution Française, T.II, p. 14.

CHAPITRE PREMIER

LA FORTUNE DES ÉMIGRÉS ET DE LEURS FAMILLES

La fortune des émigrés et de leurs parents telle qu'elle ressort de l'étude du séquestre apparaît considérable. On peut l'évaluer en 1789 à un total approximatif de 40 millions de livres, répartis entre 106 familles. La noblesse de race y était représentée par des noms célèbres. Mais les 5/6 de cette somme appartenaient à des membres du Parlement de Normandie, de la Chambre des Comptes, à cette aristocratie de la robe qui formait l'élément essentiel de la Noblesse rouennaise (1). Elle avait pris naissance à partir du début du xvi^e siècle dans la bourgeoisie enrichie par le négoce et la fabrique. Tous ces personnages, alors si dédaigneux, si fiers de leurs titres, comptaient parmi leurs ancêtres des marchands. Les puissantes familles des Bigot (2), des Fiquet, des Langlois, des Guérault, avaient la même origine. Leur effectif augmentait constamment : l'anoblissement des Belhomme datait de 1787 et celui des Grenier, des Hervieu était également très récent.

Grâce à leur patience, à leur sens des affaires.

(1) Almanach de Rouen, 1789. Liste des familles nobles ou vivant noblement à Rouen.

(2) Généalogie dressée par M. le Docteur Cerné et inédite.

à leur esprit d'économie et... à la Coutume, ces bourgeois se constituèrent aux dépens de la Noblesse de race d'immenses domaines. De 1702 à 1726, les membres des Cours Souveraines acquirent près des $\frac{2}{3}$ du duché de Longueville. Entre 1747 et 1760 Jean Fiquet acheta aux environs de Cany pour 378.400 l. de biens-fonds (1). Le morcellement des fiefs pendant tout le xviii^e siècle leur permit de satisfaire cette passion de la terre. Caillot devint seigneur et patron du Grand et Petit Coquereumont, demi fief de haubert « tenu de la haute justice et sirie de Préaux ». Il possédait également 15 autres domaines de diverse importance (2). Ses revenus atteignaient près de 50.000 l. Une autre portion de la sirie de Préaux fut érigée en Marquisat de Belbeuf dont le titulaire : Godart, avocat général au Parlement, Grand panetier de Normandie régnait sur 16 autres fiefs. Et nous pourrions multiplier les exemples (3). Ainsi lentement, une grande partie de la propriété nobiliaire qui couvrait 17,5 % de l'étendue du district (4), passa entre leurs mains, et, par suite, entre celles de la Nation puisque la plupart émigrèrent.

L'importance de leurs revenus fonciers n'excluait pas l'existence d'une fortune mobilière qui, tout en restant très inférieure, n'était cependant pas négligeable. Nous nous proposons, à l'aide des états de consistance et des déclarations d'ascendants (5) d'étudier l'un après l'autre ces divers éléments.

(1) Cf. Levainville, o.c. p. 249.

(2) AD. S.I. Terrier de Coquereumont.

(3) Cf. Courayer. Table alphabétique des fiefs de Normandie. 2 vol. manuscrits aux A.D. S.I.

(4) Chiffre établi d'après les Rôles des Vingtièmes et l'Etat des comparants à l'Assemblée de la Noblesse du Baillage de Rouen. La propriété ecclésiastique occupe 9,13 % du district (Cf. Le Carpentier, o.c.).

(5) Cf. ci-dessous. Livre III, chap. II, p. 304.

I

Les propriétés foncières des émigrés et de leurs familles constituaient les $\frac{4}{5}$ de leur fortune. Elles s'étendaient dans tout le département et dans l'Eure, dans le Calvados, la Somme, le Pas-de-Calais, l'Orne, la Seine-et-Oise. A la suite d'héritages, d'alliances fructueuses, d'achats, les Rouennais s'étaient installés en nombre dans les pays de Caux et de Bray. Grenier, négociant rue du Vieux-Palais, avait acheté pour son fils le fief d'Ernemont, près de Ry. Le marquis de Biencourt possédait pour près d'un million de livres de biens-fonds à Mesnières et à Fresle.

Voici d'ailleurs l'état des propriétés d'Estièvre de Trémauville qui nous donnera une idée de leur extension.

Seine-Inférieure : Sahurs (berceau de la famille) :

Château : partie moderne, et autre ancienne, cour d'honneur, remises, écuries, granges... maison de fermier, jardin, terrasses, pavillon, bosquets, 21 arpents de masure, 28 de prés, 16 de de marais, 25 de sablons, 9 de bois de taillis (en capital). Fr. 10.000

<i>Ferme :</i> 1 arpent $\frac{1}{4}$ de masure + 4 arpents	
$\frac{1}{2}$ de labour	1.000
22 arpents de terres labourables en 5 parcelles	2.050
<i>Ferme :</i> 2 arpents $\frac{1}{4}$ de masure + 16 arpents	
de labour	3.500
16 arpents de terres labourables en 5 parcelles	950
<i>Ferme :</i> 3 arpents de masure + 51 arpents de	
prés + 25 de labour.....	25.000
<i>Hautot :</i> 24 arpents de prés en 2 parcelles	9.000

Berville-sur-Seine :

<i>Ferme :</i> 32 arpents de masure + 32 de prés + 36	
de labour	30.000
<i>Ferme :</i> 26 arpents de masure + 29 de prés,	
+ 56 de labour	24.000
<i>Ferme :</i> 26 arpents de masure, + 29 de prés,	
+ 56 de labour	24.000
<i>Ferme :</i> 21 arpents de masure + 134 de prés	
+ 115 de labour	65.000

Trémauville :

Château : + 22 arpents de prairie.....	14.000
Ferme : 9 arpents de mesure + 4 de bois + 182 de labour	34.000
Ferme : 7 arpents de mesure + 2 de marais + 184 de labour	28.000
Ferme : 4 arpents 1/2 de mesure + 59 de labour	10.000
19 arpents de terres labourables en 3 parcelles	7.500

Eure :

Ferme (à la Houssaye, C ^{no} de Brétigny) 206 ar- pents	29.000
Bois (à la Houssaye, C ^{no} de Brétigny) 179 ar- pents	13.000
Bois (C ^{no} de Lyvet) mauvais état, 112 arpents	4.500
Prés (C ^{no} de Pont Auton), 16 arpents.....	7.100

Calvados : Canton de La Combe, C^{no} de Gêfosse :

Château + 10 arpents de prairie	7.000
Ferme de 138 arpents	38.000
Ferme de la Mare Ango	29.000
Prés de 18 arpents	500
<i>Canton d'Evrecy, C^{no} de Maiset :</i>	
Château et grande ferme	58.000
<i>Canton de Pont-l'Evêque, C^{no} du Coudrey :</i>	
Ferme du Coudrey	34.500 (1)

Dans le district de Rouen, près des 3/4 des biens nobles appartenait aux émigrés ou à leurs familles. Ils s'étendaient sur 11.953 hectares comprenant des terres labourables, des prairies et des forêts.

×

La région rouennaise était en 1789, comme aujourd'hui extrêmement boisée. La Seine encadrait dans ses méandres les forêts domaniales de Rouvray, de la Londe, de Roumare et de Mauny. Dans les cantons de Canteleu et surtout d'Elbeuf elles couvraient la presque totalité du sol. A la Londe, il

(1) AD. S.I. Q. Em. Ascendants, partages, dossier Estièvre.

ne restait sur plus de 3.000 hectares que 204 ha. de terres labourables (1). Les particuliers en possédaient aussi de vastes étendues. Dans le total des biens séquestrés sur les émigrés et leurs familles on comptait 5.229 hectares de bois. La majeure partie était groupée entre les mains de nobles de Cour Le duché d'Elbeuf appartenait au prince Lambesc de Lorraine (2). Il se composait presque uniquement de forêts et de droits seigneuriaux. La perte causée par la suppression de ces derniers s'éleva à 24.871 l. (3). De même, la baronnie de Préaux dont l'héritière était une fille du Maréchal de Soubise (4), comprenait 196 acres de terre, un moulin, 7 maisons, dont une à Rouen et 1.811 hectares de forêts (5). Le domaine que le comte de Vintimille avait acquis à la suite de son mariage, à Franqueville, comprenait également une portion importante de bois.

Les parlementaires rouennais étaient beaucoup moins bien pourvus. Ils avaient réussi à déposséder la vieille noblesse de ses fermes, mais, malgré leurs efforts ils entamèrent à peine leurs forêts. Voici d'ailleurs un tableau des principaux émigrés propriétaires (6).

(1) D^{on} des C.D. S.I. Matrice cadastrale. La Londe.

(2) Charles Eugène de Lorraine, prince de Lambesc, comte de Brionne, duc d'Elbeuf, né le 25 septembre 1751, grand écuyer de France en 1762, maréchal de camp en 1788, pair de France en 1814, mort à Vienne le 29 novembre 1825, sans postérité.

(3) AD. S.I. Q. Em. Créances.

(4) Victoire Armande Joseph de Rohan, gouvernante des Enfants de France, fille de Charles de Rohan, prince de Soubise, maréchal de France, et de sa seconde femme Anne Thérèse, princesse de Savoie. Carignan.

(5) AD. S.I. Q. Em. Succession Soubise. Liasse.

(6) Tableau dressé d'après les renseignements recueillis dans plusieurs liasses des AD. S.I. Q. Em. Forêts. L. 877-78-79 et surtout les états de consistance.

NOM DES PROPRIÉ- TAIRES	COMMUNES OÙ SONT SITUÉS LES BOIS	CONTENANCE EN HA	MODE DE TENURE DIVISION DES VENTES
Caillot de Coquereau- mont	Bois d'Ennebourg	64 90	Faire valoir direct. 5 ventes : La Petite Bouleautière, La Sa- blonnière, les Boil- leaux.
Dubosc de Radepont. Le Cordier de la Londe	N.D. de Bondeville La Londe	120 » 505 50	Faire valoir direct. Extensions sur Bosc- Roger et St Ouen du Thinhébut.
—	Orival	585 »	Loués à Dulong et Fautelin, marchand de bois, pour 8.022 livres par an.
Gueutteville de Colmare	Colmare	12 »	Faire valoir direct.
Goujon de Gasville	Mauny	87 20	Idem. Revenu : 1.200 francs par an.
Le Pigny de Bimare	Roucherolles	21 60	Faire valoir direct.
Boniface du Bolhard	Yquebeuf	21 60	Idem.
D'Etampes père	Mauny	506 »	Idem.
Colbert de Seignelay	Fontaine sous Préaux	144 »	
Vintimille (comte de)	N.D. de Franqueville Celloville	8 80 20 »	
	St Pierre de Fran- queville	11 20	649, ha 60 sous la surveillance de Chevalier, agent du comte de Vintimille et de 4 gardes.
	Franquevillette	190 »	
	Le Mesnil Raoult	184 »	
	La Neuville Champ d'Oissel	525 60	
Succession Rohan- Soubise	Bois d'Ennebourg	150 »	
	Bois l'Evêque	144 »	
	St Aubin la Rivière	240 »	
	Epinay	215 60	1.811 ha 50 exploi- tés par le régisseur
	Darnétal	116 »	Poullain et surveil- lés par 8 gardes particuliers.
	Montmain	184 »	
	N.D. de Préaux	425 »	
	Quevreville la Milon	80 »	
	Roucherolles sur le Vivier	250 40	
	St Léger du Bourg Denis	27 50	
Lambesc de Lorraine	Elbeuf, Caudebec les Elbeuf, Cléon, Fre- neuse	1.005 »	19 ventes confiées à 4 gardes sous la direction du garde général Dubuc.
Robert Bigot de Sassetot	St Thomas la Chauss.	96 »	Faire valoir direct.
	Total.....	5.228 90	

La possession des bois présentait en effet de multiples avantages. D'abord, la Coutume distinguait des autres cette sorte de biens et leur réservait un traitement qui présentait beaucoup d'analogie avec celui des meubles (1). Ils composaient en effet un avoir de réalisation facile dont on pouvait détruire le fonds par une exploitation immodérée. D'autre part, à cause de la proximité de la grande ville qui garantissait aux bois débités un écoulement rapide et une vente rémunératrice, les forêts constituaient une source de revenus importants. On estimait le rapport annuel des 407 acres de bois de la « Mare à Crasse » à 4.000 livres et celui du « Buhot » à 2.000 livres (2). On comptait, pour les taillis de hêtres et de châtaigniers de 10 à 30 livres l'acre (3) suivant leur âge. Pour cette raison, la forêt avait, à la fin du xviii^e siècle, tendance à s'étendre. On plantait les côtes abandonnées jusque là aux pâtures. Le curé de Saint-Martin du Vivier interprétant les plaintes de ses paroissiens signalait que le Sieur Belhomme avait même sacrifié à la forêt un grand nombre de terres labourables » (4). Enfin, ces domaines étaient d'une exploitation facile. Les propriétaires les géraient à leur guise en toute indépendance vis-à-vis de la Maîtrise des Eaux et Forêts. Ils choisissaient des gardes parmi leurs employés : le concierge du château, un petit fermier, un manouvrier, auxquels ils assuraient des avantages en nature ou même une petite rétribution. Cinq, sous la direction d'un garde général se partageaient les bois d'Elbeuf; 8, ceux de Préaux; 4, ceux de Franqueville; 4, ceux de la Londe; 2, ceux de Darnétal. Ils étaient chargés du balivage et de la surveillance des ventes. Chaque coupe était

(1) Houard, o.c. art. forêts.

(2) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen. Forêts.

(3) Idem. Etats de consistance.

(4) Beaurepaire. Situation de l'agriculture, o.c. p. 51.

réglée selon les usages locaux (1). On abattait généralement les taillis tous les 18 ans. La forêt d'Elbeuf se divisait en 19 ventes permettant ainsi une coupe chaque année au 1^{er} octobre (2). Le marquis de la Londe louait l'exploitation de la forêt d'Orival à deux marchands de bois moyennant une somme annuelle de 8.100 livres.

A cause de leur présence continuelle à Paris, les courtisans confiaient l'administration de leurs propriétés à des fondés de pouvoirs, à des régisseurs. Le duc d'Elbeuf possédait seul un fermier général : Servant Huault, auquel il abandonnait son domaine pour 9 ans à partir du 1^{er} janvier 1786 moyennant la coquette somme de 64.000 l. Mais les nobles Normands qui résidaient sur place surveillaient eux-mêmes l'exploitation de leurs biens. Beaucoup de membres du Parlement appartenaient d'ailleurs à la société royale d'Agriculture, et portaient aux choses de la terre un intérêt particulier. Ils conseillaient les paysans, exigeaient de leurs fermiers un respect rigoureux de l'assolement triennal, s'efforçaient d'améliorer le rendement du blé, encourageaient les plantations de pommiers. Toustain de Limézy présenta un mémoire tendant à la création « d'une pépinière royale dans la Généralité ». Son projet fut réalisé par Mustel des Essarts qui, pour son seul plaisir entretenait en 1770 « plus de 10.000 pieds d'arbres et d'arbustes dont plusieurs étaient totalement inconnus dans la province ». Le Noble possédait au Gennetay et au Madrillet une plantation de 6.000 mûriers (3). Vers 1760, la plupart des riches propriétaires avaient fait confectionner de magnifiques plans terriers. Souvent, ils confièrent aux feudistes, promus receveurs

(1) AD. S.I. Q. Em. Succession Soubise. Reg. des délibérations concernant la forêt de Préaux (1759-1776).

(2) AD. S.I. L. 136-137.

(3) Beaurepaire. Situation de l'agriculture, o.c. p.66.

(1) le soin de recouvrer leurs rentes et de rédiger leurs baux.

x

Dans la région rouennaise, le seul mode de tenure, tant pour les nobles que pour les bourgeois, était le fermage. Le fait s'expliquait facilement, car la plupart des propriétaires habitaient Rouen.

Les fermes variaient d'étendue et de composition avec la nature du sol et la proximité de la ville. Deux zones et par suite deux régimes se partageaient le district. Aux environs immédiats de la capitale normande, dans les vallées incidentes du Cailly et du Robec, la petite exploitation dominait nettement. La propriété était très morcelée. Les parcelles de prés ou de terres labourables variaient de une à trois vergées. A Sotteville, les biens du comte de Vintimille reflétaient cette division du sol. Les fermes atteignaient rarement plus de 8 hectares, soit 10 acres. Pommeraye, le beau-père du marquis de la Londe, en possédait 16 dont la plus importante comprenait 14 acres et dont la plus petite se louait 27 livres (2). Vers Darnétal, Maromme, Malaunay, le morcellement subsistait. Dans cette dernière commune, le Chevalier de Boufflers n'avait sur 12 qu'une seule ferme d'une quinzaine d'acres, les autres étaient d'une bien moindre étendue.

La division de la propriété, la petite exploitation résultaient, d'une part, de la concurrence et d'autre part, de la pénétration de l'industrie à domicile dans tous ces points qui aujourd'hui constituent la banlieue rouennaise. Les conditions de vie et de travail étaient là tout à fait originales. Le coton avait créé une source de richesses qui complé-

(1) Allant (Colbert de Seignelay), Chevalier (Vintimille), Lefebvre (Duval de Bonneval), Bréard (Costé).

(2) AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance. La Pommeraye. Grand Couronne.

tait le produit du travail traditionnel de la terre. Pendant l'hiver, le petit fermier, le petit propriétaire ne connaissaient pas la morte saison; ils lançaient la navette tandis que les femmes peignaient et filaient. Mais l'importance de cette association de la culture et de l'industrie diminuait au fur et à mesure qu'on pénétrait plus avant « dans le plat pays » (1). Certes, il existait encore pour les mêmes causes de très petites fermes. Quelques manouvriers étaient devenus fermiers grâce au supplément de salaire que leur procurait la manufacture. Fiquet louait à Normanville 8 exploitations de ce genre, et 8 aussi à Bennetot (2). Mais le plateau crétacé du pays de Caux convenait par la nature de son sol à la grande propriété. Les fermes dépassaient souvent 100 acres, soit 80 hectares. D'ailleurs si les petites rapportaient en général plus que les grandes « le propriétaire y avait plus de charges » (3), ses revenus étaient plus dispersés, ses terres mal fumées. Aussi donnait-il sa préférence aux vastes exploitations. Souvent, même, il en groupait et les louait d'un seul tenant. Ces réunions suscitaient des plaintes nombreuses dont les cahiers de doléances se faisaient les échos (4). En l'an II les Sociétés populaires pétitionnèrent pour faire cesser cet abus (5). Guillaume Poulard exploitait à Sahurs deux corps de ferme de l'émigré Guérout, de même Caillet avait loué à Dumesnil les deux petites fermes de Trouville, et nous en citerions bien d'autres cas. En considérant leur étendue, les fermes que possé-

(1) M. Le Parquier. Enquête sur le paupérisme... o.c.

(2) AD. S.I. Q. Em. Succession, dossier Fiquet.

(3) Beaurepaire, o.c. p. 53.

(4) Renseignements dus à l'obligeance de M. Le Parquier qui procède actuellement au dépouillement du cahier de la Sergenterie de Cailly.

(5) G. Lefebvre. Questions agraires... o.c. P.210-211. Pétition des communes de Roncherolles, Haussez, Lintot.

daient les émigrés dans le district pouvaient se répartir ainsi :

Dix acres et au-dessous	72
De dix à 50 acres	54
De 50 à 100 acres	29
Plus de 100 acres	12 (1)

Les éléments qui composaient ces fermes dépendaient des aptitudes agricoles de la région, mais toutes possédaient une mesure. Les plus petites même se réduisaient à la maison d'habitation et au verger attenant. Les mesures étaient le plus souvent plantées de pommiers, mais aussi de cerisiers, comme dans la commune de Gouy, ou de poiriers. Ces vergers entourés de haies vives font encore aujourd'hui partie intégrante du paysage normand. Mais à cette époque, ils correspondaient bien plus que de nos jours à un réel besoin. Ils servaient de basse-cour, de prairie, et surtout assuraient au locataire sa provision de cidre. Leur étendue variait de trente perches à 15 hectares (2).

Mais l'importance de l'exploitation se mesurait au nombre d'acres de terres labourables. Une grande ferme employait au moins trois charrues. On comptait en moyenne que les sols bien fumés et bien labourés rendaient 150 gerbes à l'acre, ce qui fournissait « lorsque le blé était grenu 7 à 8 gerbes au boisseau » (3). Une ferme de 50 à 60 acres ensemencés en froment dans un terrain médiocre rapportait au cultivateur environ 5 à 6.000 de grains soit 2.000 livres (4). La grande ferme comprenait aussi un cheptel important. Dans le pays de Caux

(1) Tableau dressé à l'aide des états de consistance.

(2) AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance.

(3) Beurepaire, o.c. p. 53.

(4) AD. S.I. Cahier de doléances de Catenay (Sergenterie de Cailly).

et dans la région forestière du Sud de la Seine, il fallait se contenter des côtes et des communes. L'herbe y était rare et de qualité médiocre. Dans la vallée du fleuve au contraire les prairies prenaient le pas sur les terres labourables. François Bazin en tenait 43 acres du comte de Vintimille à Tourville la Rivière. De même à Sahurs, Pierre Poulain, fermier d'Estièvre, faisait valoir 51 arpents (1) de prairies contre 25 de terres labourables et 3 de mesures. Jean Pigache à Berville, tenait d'Estièvre 134 arpents de prés (2). Enfin, dans les parties boisées du district, le propriétaire réunissait à chaque ferme une portion de bois taillis destinée au chauffage du locataire et de sa famille. Les grandes exploitations en comptaient jusqu'à une vingtaine d'acres.

Pour toutes ces raisons, les prix des fermages variaient extrêmement d'une région à l'autre ainsi que le montre le tableau ci-après : (3)

(1) Il s'agit de l'arpent de Roi = 0 ha 50.

(2) AD. S.I. Q. Em. Ascendants. Partages.

(3) Extrait de AD. S.I. Q. Em. Etats de Consistance et P.V. de vente des biens de 2^e origine.

NOM DES FERMIERS	CONSISTANCE DES FERMES	SITUATION	MONTANT BRUT DU LOYER	NOM DES PROPRIÉTAIRES
Martin Petit	Ferme de 3 acres de masures + 24 acres de terres labourables.	Quincampoix	750 fr. (9 ans)	Cornille de Beuregard
Pierre Potel	Ferme de 50 acres de masures et labours.	Pissy	1.050 fr.	—
Jean-Baptiste Hue	29 acres de terres labourables.	Yquebeuf	294 fr.	Boniface de Bolhard
Jean Fouache	Ferme du château : 5 a. de lab.	La Vaupalière	895 fr.	Maignard de la V.
I. Thuillier	Ferme de 37 a. de lab.	Tourville la Rivière	7.000 fr. (9 a.)	Vintimille
François Bazin	lab. + 26 a. taillis + 500 baliveaux.	Sotteville les Rouen	5.104 fr.	—
Jean-Baptiste Duhamel	Ferme de 104 acres de masures, 63 a. de terres labourables et 45 a. de prés.	La Rue St-Pierre	1.200 fr.	Guérault de Boute-mont
Adrien Bénard	Ferme d'un acre de mesure et de 24 acres 1 vergée de terres labourables.	Bois d'Ennebourg	2.400 fr.	Caillot de Coque-reumont
Noël Flambard	Ferme d'un acre de mesure et 145 a. de labour, + 14 a. de haute futaie.	—	2.920 fr.	—
Leclerc frères	Ferme de 120 a. de labour et de masures.	—	1.800 fr.	—
Marie Eloi Dumesnil	Ferme de la Gareme, mesure 3 a. + 75 a. de labour. Total : 90 a.	Bois d'Ennebourg	2.100 fr.	Caillot
Guillaume Barbé	2 fermes : les petites fermes de Trouville de 85 a. de labour.	Houpeville	1.000 fr.	Baillet
Jacques Leroux	Ferme de 87 acres de terres labourables + 5 à Bois l'Evêque.	La Houssaye Berenger	1.400 fr.	Grossin de Bouville
Charles Dumesnil	Ferme de 5 a. de mas. + 38 a. lab. + 1 a. taillis.	Houpeville	414 fr.	Vintimille
Louis Thuillier	80 a. de labour, faisant partie d'une grande ferme à St Victor l'Abbaye, louée 2.500 fr.	Bois d'Ennebourg	400 fr.	Baillet
Etienne Lefebvre	22 a. de labour.	Préaux	1.000 fr.	Succession Soubise
Pierre Julien	Ferme de 1 a. $\frac{1}{2}$ de mas. + 23 a. de lab.		1.890 fr.	
Louis Gautier	Ferme de 2 a. de mas. + 40 a. lab. + 4 a. bois.		3.200 fr.	
	Ferme de 102 acres de labour et de masures.			
	Grande et petite ferme du Château, 166 acres			

L'acre de mesure se louait en 1770 de 25 à 60 livres, la prairie atteignait la même moyenne. La terre labourable avait une valeur moindre : on l'estimait de 10 à 30 livres (1). Ces prix s'accrurent considérablement dans les vingt années qui précédèrent la Révolution. Dans la banlieue rouennaise en particulier les fermages doublèrent. A Sotteville, une exploitation composée d'un acre de mesure et de 21 acres de labour (l'une des plus grandes de la commune) passa de 900 livres en 1773, à 1250 en 1782, puis 1600 livres en 1789 (2). De même, le montant du bail de Bazin à Tourville la Rivière s'éleva de 3.100 livres en 1772, à 5.100 en 1782 (3).

Devant une semblable augmentation du loyer de la terre, les propriétaires ne pouvaient consentir à bloquer leurs revenus à un taux déterminé. Aussi, imposaient-il des baux très courts, généralement de 3, 6 et 9 ans. Seules, les grandes fermes bénéficiaient du terme de 9 ans. D'ailleurs, les lois ne leur permettaient pas de les fixer à un temps plus long... sans être exposés à des droits d'aliénation » (4). En décembre 1790, l'Assemblée administrative du département voyait dans cette brièveté des contrats « le plus grand obstacle à l'agriculture » et elle en demandait la prolongation (5). Mais, à cause de la densité de la population, la concurrence maintenait ces prix élevés. Par suite les pauvres étaient destinés à rester toute leur vie des manouvriers.

Ainsi, l'exploitation du sol à la fin de l'Ancien Régime nécessitait des réformes. Non seulement, les paysans les souhaitaient, mais l'Assemblée provinciale les réclamait. Nous allons voir bientôt jus-

(1) AD. S.I. C. 555 et s. Rôles des Vingtièmes.

(2) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. distr. 2 sept. 1793.

(3) Idem, 31 août 1793.

(4) AD. S.I. C. 2120.

(5) Beaurepaire, o.c. p. 4 et note 1.

qu'à quel point, les administrations révolutionnaires s'en préoccupèrent.

II

Indépendamment des biens-fonds, les émigrés rouennais possédaient environ 160 immeubles d'importance très variable. Dans le district nous en avons compté 127 parmi lesquels nous distinguons : les châteaux à la campagne, les hôtels particuliers à Rouen, les maisons de rapport.

Châteaux. — Les châteaux ou maisons de maître, berceau des familles normandes, formaient comme un point de ralliement au centre des domaines. Tous se ressemblaient. Edifiés au début du XVIII^e siècle surtout, ils se dressaient au milieu d'une cour d'honneur, ou tout simplement d'une prairie. Bâtis en briques, percés de nombreuses fenêtres soulignées par un encadrement de pierres de taille blanches, ils paraissaient gais et accueillants dans leur cadre de verdure. La maison d'habitation comprenait le plus souvent une dizaine de pièces réparties sur deux étages dont le dernier était mansardé. Autour s'étendaient les communs, bâtis également en briques : la grange, l'étable, la charterie, le pressoir, le bûcher, la remise... Le concierge, à la fois garde et jardinier occupait à l'entrée un pavillon construit dans le style de l'ensemble.

Beaucoup subsistent encore mais les plus grands ont disparu : en particulier les châteaux de la Londe et d'Elbeuf. Colbert de Seignelay avait entrepris vers 1787, l'édification d'une des plus belles résidences de la région dans son domaine de Blainville, mais la Révolution ne lui permit pas de l'achever. Le rez-de-chaussée était seul habitable en 1789. On y pénétrait par six escaliers composés chacun de sept marches en pierre de taille. Les appartements

étaient divisés « en deux files par un corridor de 130 pieds de long sur 45 de large » (1). Ils comprenaient « deux antichambres, salle à manger, salle de billard, salon, petit salon, chambre de maître, cabinet et garde-robe, petite salle à manger, l'emplacement de la chapelle... et un entresol projeté pour tribune ». Plus bas, hors du château, un autre bâtiment en grès et en briques de 40 pieds de long sur 26 de large « était projeté pour usage de bains ». Mais la plus coquette de ces habitations était à coup sûr celle du Comte de Vintimille. Construite vers 1760, elle se dressait au milieu d'une cour d'honneur bien dégagée, et « garnie d'arbres de toute espèce ». Derrière s'étendait un jardin, puis un parc de 6 acres « avec mare, étang, bosquets » faisant corps avec 14 acres de taillis. De chaque côté du château s'élevaient « la Chaumière » et le « Café de l'Union » « très bien décorés » dans le goût du Hameau du Petit Trianon (2).

Ces demeures, sans être d'un luxe extrême, consacraient la richesse de leurs propriétaires. Les émigrés ou leurs parents en possédaient une vingtaine aux alentours de Rouen. M^r d'Etampes habitait à Mauny, Godart à Belbeuf, Gueutteville à Colmare, Caillot au Bois d'Ennebourg, Estièvre à Trémauville ou à Sahurs, Le Sens au Gennetay, Dubosc de Radepont à Esteville... Les parlementaires s'y rendaient volontiers, abandonnant la ville, les courtisans même y venaient prendre « l'air de la campagne », y envoyaient leur famille (3).

Hôtels particuliers à Rouen. — Mais les devoirs de leurs charges les obligeaient à entretenir une habitation à Rouen, à résider à Paris. On a quelque-

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente. T.19, an VI.

(2) AD. S.I. Q. Em. Canton de Franqueville.

(3) Idem. Correspond. Canton de Canteleu. Lettre de Goujon de Gasville.

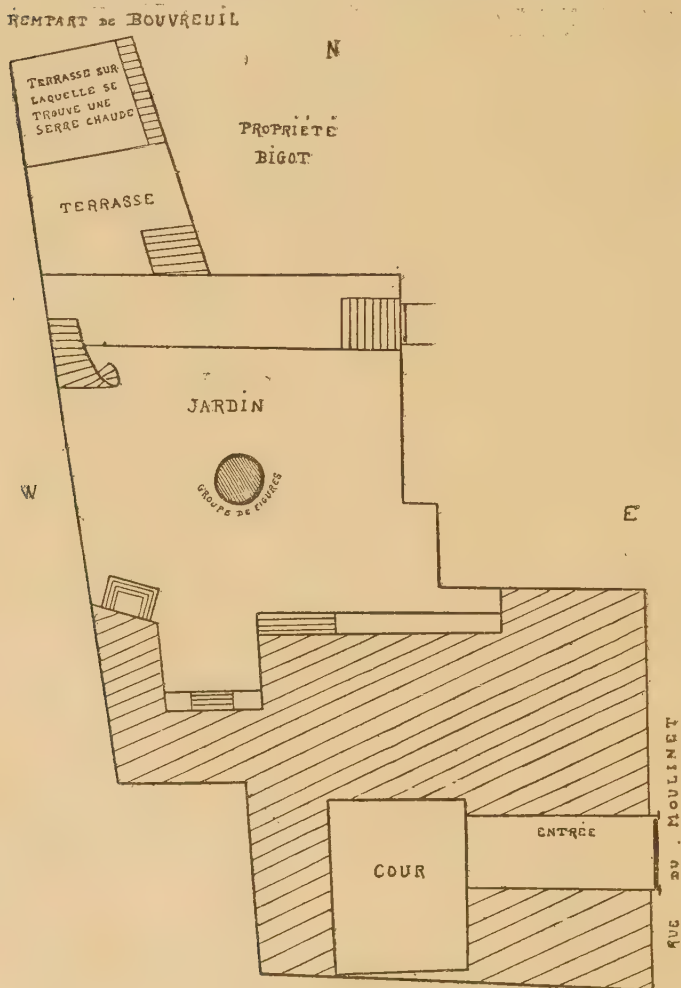
fois vanté la beauté des hôtels particuliers de la vieille ville normande. Certes, il en existe, mais il faut se garder de généraliser. Les nobles rouennais affectionnaient particulièrement les quartiers du Nord, plus aérés : les rues de La Seille, Beffroy, Beauvoisine, Saint-Patrice. Mais les immeubles habités par les émigrés, construits à la fin du xvii^e siècle sur un modèle uniforme, étaient dépourvus de cachet artistique. Fermés sur la rue par une grande porte cochère, « ils consistaient en plusieurs corps de bâtiments, cour intérieure, jardins et communs ». Le plus souvent, la cour divisait la maison en deux parties. Le logis principal s'étendait au-dessus et de chaque côté de l'entrée. Au rez-de-chaussée, on trouvait les communs, la cuisine ; au-dessus une chambre ou deux, et le second étage formait galetas. Derrière la cour, se dressait un nouveau bâtiment qui possédait une entrée particulière. On y accédait par un grand escalier. Il comprenait une belle pièce où l'on recevait, et au-dessus une autre chambre (1). L'orgueil du propriétaire se reportait sur l'aménagement intérieur et le jardin. Les plus vastes et les plus luxueux de ces hôtels appartenaient à Robert Bigot et au marquis de Bailleul, rue du Moulinet, à Lambert de Frondeville, rue Beffroy et aux Cordier de la Heuze, rue Saint-Patrice. De l'hôtel Bigot, La Quetière retient « les splendeurs d'une chambre à coucher dont les lambris, le plafond, l'alcôve étaient ornés de peintures... attribuées à l'école de Vouet (2). Parfois, les jardins, comme chez Mme de la Heuze, possédaient des arbres et des fleurs rares : les grands rhododendrons y voisinaient avec les arbres de Judée (3).

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente. 2^e origine.

(2) Dr Cerné. Les Hôtels des Bigot. Bull. Soc. d'Emulation de la S.I., 1934, p. 219.

(3) Am. Rouen 1⁴. Inventaire des arbustes précieux trouvés chez les émigrés.

Grâce à la pente, les massifs s'étagaient sur deux ou trois terrasses; et le long du rempart qui soutenait les terres vers le Boulevard, les serres, le jardin d'hiver tournés vers le midi se chauffaient au premier rayon de soleil. Voici d'ailleurs le plan de l'hôtel du Marquis de Bailleul, (1) qui fait suite à celui de Bigot de Sassetot, publié par le D^r Cerné (2).



(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente. 2^e origine.

(2) o.c. p. 218.

Hormis leurs hôtels et leurs châteaux, les émigrés rouennais possédaient peu d'immeubles. A la ville, ils abandonnaient ces biens « à la classe moyenne, aux petits bourgeois et petits marchands » (1). Cependant, les maisons constituaient un bon rapport, car il s'en construisait peu de nouvelles (2). Les mutations étaient fréquentes ; les prix de vente restèrent élevés pendant tout le XVIII^e siècle et s'accrurent encore à partir de 1775. Le marquis de Bailleur était propriétaire des numéros 2, 3, 4 et 9 de la rue du Moulinet. Robert de Saint-Victor louait 21 maisons ouvrières à Darnétal. Deux boutiques place Notre-Dame appartenaient à Baillard de Guichainville. Bigot partageait avec l'abbaye de Saint-Ouen une boulangerie, qui, située 3 rue de la Croix-Verte dans une des 6 aires franches de la ville, bénéficiait de nombreux privilèges (3). Ces quelques acquisitions provenaient le plus souvent de constitution de rentes ou d'héritages.

A la campagne, les émigrés possédaient davantage de petites maisons entourées d'un verger, et qu'on appelait « des masures édifiées ». Ils les louaient à des petits fermiers ou à des manouvriers. Le long des routes dans quelques villages, certaines de ces « bâtisses élémentaires » servaient à établir un commerce, un cabaret, une échoppe de savetier (4). Enfin, au bord du Robec, le Maréchal de Soubise, Colbert de Seignelay tiraient de beaux revenus de leurs moulins à blé. De même, le fermier général du duché d'Elbeuf en louait deux avec les droits de banalité (5). Cependant, tous ces loyers ne formaient, par rapport aux fermages, qu'une portion minime de l'immobilier des émigrés.

(1) Levainville, o.c. p. 247.

(2) A. Young signale le petit nombre de rues neuves à Rouen par comparaison avec Le Havre, Nantes et Bordeaux.

(3) AD. S.I. Q. Em. Fermages. Locations. Rouen.

(4) Idem. Etats de consistance. La Londe, Orival.

(5) Id. Fermages. Locations. Rouen.

III

Alors qu'il était relativement facile d'établir le montant des revenus immobiliers des émigrés, la reconstitution de leur fortune mobilière apparaît presque impossible à réaliser, faute de documents. Nous ne pourrions fournir pour le mobilier et pour les rentes que des données très approximatives.

Les premiers inventaires des biens d'émigrés révélèrent l'existence, tant dans les hôtels de Rouen que dans les châteaux d'alentour « de mobiliers considérables ». Les nobles Normands avaient accumulé, depuis des générations, le produit d'héritages successifs sans jamais rien revendre, rien détruire. Leurs intérieurs ne valaient pas seulement par la quantité des objets, mais par leur richesse. La plupart des membres du Parlement « étaient gens cultivés et gens de goût ». Par plaisir, ils avaient rassemblé de belles collections de tableaux et d'importantes bibliothèques dont ils se montraient très fiers. Ils possédaient également de nombreuses pièces d'argenterie. D'autre part, presque tous les contrats de mariage accordaient aux femmes un droit de reprise, variant entre 5.000 et 15 mille francs, qui garantissaient leurs bijoux et leurs apports personnels. Nous avons établi les chiffres dont nous donnons le détail ci-dessous en ajoutant à cette reprise forfaitaire le montant des ventes et des estimations connues.

Les renseignements que nous possédons sur les rentes appartenant aux émigrés sont encore moins nombreux. Les états de consistance restent généralement muets sur cet objet. Lorsqu'ils en signalent l'existence ils n'en indiquent pas le montant. Dans

les déclarations des ascendants, elles atteignent parfois le quart de leur fortune totale. Estièvre de Trémauville en possédait pour un capital de 144 mille livres, dont 99 mille livres de rentes sur des particuliers et 45 mille livres de rentes sur l'Etat.

Les premières se composaient de fiefes et d'hypothèques. Leur montant qui variait considérablement indiquait la classe sociale du contractant. Parfois, elles s'élevaient à 1.500 francs de rente, comme celle due par Corneille de Beauregard aux Valory. Parfois, elles ne dépassaient pas une livre. A Orival, Le Cordier percevait une douzaine de *rentes foncières* de 10 à 20 sols chacune, de même que Boniface, au Bosc le Hart (1). A Rouen, nombre de maisons en étaient grévées au profit de la petite bourgeoisie. Par suite de la rareté du numéraire, les acquéreurs soldaient rarement le prix d'achat total des immeubles. En général, ils en payaient la moitié comptant et le reste était constitué en *rentes hypothécaires*. Cette coutume se pratiquait également pour les cessions d'offices. Yvelin de Béville acquit ainsi la charge de Procureur à la Vicomté de l'Eau, que détenait Cabissol (2).

A la campagne, pour la même raison, les rentes foncières comportaient souvent des stipulations en nature. Les plus petites étaient contractées moyennant un ou deux chapons ou quelques boisseaux d'avoine. Parfois, on maintenait pour ordre, après la mutation d'un fief, l'obligation de donner à l'ancien propriétaire un bouquet de roses (3). Les rentes foncières que nous avons relevées dépassaient rarement 100 livres, mais leur nombre devait fournir un total appréciable auquel il faudrait en-

(1) A.D. S.I. Q. Em. Etats de consistance.

(2) Cession du 18 octobre 1788, moyennant 17.000 livres en 3 parties de rentes hypothécaires.

(3) AD. S.I. Terrier de Gouy.

core ajouter le montant des droits féodaux supprimés.

Quant aux rentes sur l'Etat, elles apparaissaient aux nobles Rouennais comme une nouveauté. Alors que les précédentes dérivait d'une longue tradition, ces dernières n'étaient pas encore passées dans les mœurs. A partir de 1780, seulement, à l'époque où les émissions se multiplièrent, les membres du Parlement se décidèrent à acheter ce genre de valeurs, qu'ils abandonnèrent d'ailleurs le plus souvent aux douairières. Leurs préférences allaient aux emprunts des provinces : l'Alsace, les Etats de Bretagne; des grandes communautés : l'Abbaye de Saint-Ouen, le Clergé de France, la ville de Paris, l'octroi des marchands de Rouen (1). Mais ils boudèrent aux offres de l'Etat comme si ce dernier ne leur donnait pas une garantie suffisante. Nous n'avons découvert aucune action de la Compagnie des Indes, aucune reconnaissance des divers emprunts de 1782, 1784, Novembre 1787 et ceux créés par décret des 11 et 29 août 1792.

De même, la part des émigrés était peu importante dans les entreprises commerciales et industrielles. Nous n'en avons trouvé qu'une seule trace : Hély d'Oissel possédait le huitième d'un navire marchand, « le Bien Aimé ». D'ailleurs, une grande partie de la fortune mobilière des nobles de robe rouennais se trouvait engagée dans l'achat de leur office, ainsi que le montre le tableau ci-après. Au total, mobiliers, rentes, capitaux atteignaient une somme de 9.173.626 livres certainement très inférieure à la réalité.

Les créances. — Toutefois, les biens meubles et immeubles des émigrés n'étaient pas nets de charges. En les concentrant dans les mêmes mains,

(1) Emprunt autorisé par édit de Mars 1757.

la Coutume les grevait de créances légitimaires qui s'élevaient à environ 7 millions de livres.

D'autre part, pour arrondir leurs domaines, les nobles prenaient également des terres en viager. Les personnes âgées privées d'héritiers directs, les petits commerçants rouennais acceptèrent souvent cette combinaison (1). L'importance de l'immobilier du contractant les assurait du paiement des intérêts. On prêtait son argent au chanoine Carrey de Saint-Gervais comme on l'eût fait à une Caisse d'épargne, tant il inspirait confiance (2). La plupart de ces contrats de rente étaient d'ailleurs passés par devant notaire et dûment enregistrés. La prudence innée du Normand lui commandait de se méfier des arrangements durables que les officiers ministériels ne sanctionnaient pas.

Mais les affaires des émigrés n'étaient pas toutes brillantes. Delarue avait dû abandonner à sa mère sa part dans la succession paternelle « pour assurer ses droits » (3). Delamare ne possédait plus aucun bien personnel, car « il avait tout mangé » (4). La suppression des offices, des droits féodaux, atteignait durement quelques fils de famille. Caillet de Coquereauumont souscrivit de février à août 1790 pour 22.500 francs de billets (5). Les préparatifs de leur départ pour l'émigration les obligèrent à de nouveaux emprunts. Le Roux de Cretot signa en 1792 6.700 fr. de lettres de change à divers particuliers. D'autres enfin avaient pris l'habitude de renouveler tous les ans leurs dettes échues. A la mort de Le Vigoureux de Monjavoult en novembre

(1) AD. S.I. Q. Em. Ascendants. Partages. Godart. Estièvre.

(2) Idem, L. 1240. On rechercha ses comptes au début de 1793.

(3) Idem. Q. Em. reg. arrêtés. District. 10 sept. 1793.

(4) Am. Rouen, I⁴, dossier Delamare.

(5) AD. S.I. Q. Em. Créances. Rouen.

1792, les reconnaissances qui circulaient sous sa signature étaient nombreuses. Les créanciers ou leurs émules pouvaient présenter des faux car « les débiteurs avaient laissé leurs papiers en très mauvais état » (1). La situation précaire de certains émigrés les conduisait à demander du crédit à leurs fournisseurs. Mesnard devait encore du charbon livré en 1787 (2). Le Roux de Cretot avait de cette sorte un arriéré de 8.100 fr. pour 1791. La liste des achats impayés de Caillot fils était longue : « peinture, 300 fr.; librairie, 11 fr.; marchand de vin, 145 fr.; chapelier, 138 fr.; drapier, 1.234 fr.; tailleur, 166 fr.; serrurier, 68 fr.; bijoutier, 752 fr.; lingère, 287 fr.; modes, 106 fr.; marchand de bas, 162 fr.; boucher, 55 fr.; le total s'élevait à 4.870 fr. (3) et nous pourrions multiplier les exemples.

En résumé, si la richesse d'un certain nombre de nobles rouennais était réelle, pour d'autres, elle n'était qu'apparente. Quelques-uns ne conservaient leur rang qu'à force d'expédients. Par suite, la concentration de la fortune nobiliaire apparaît plus nettement encore. 20 familles d'émigrés possèdent à elles seules plus de 26 millions; les 66 autres se partagent le reste.

×

Un tableau de la fortune des émigrés forme pour ce chapitre la plus logique des conclusions. Malgré tous les éléments qui nous échappent nous allons nous efforcer de le dresser (4).

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. Arrêtés, district. 10 flor. an III.

(2) Idem. Correspondance, messidor, an II.

(3) AD. S.I. Q. Créances. Caillot.

(4) Nous avons surtout utilisé les chiffres fournis par les partages de successions et de présuccessions. (AD. S.I. Q. Em. liasses par ordre alphabétique).

NOMS DES CHEFS DE FAMILLE	SITUATION DES BIENS	VALEUR DE L'IMMOBILIER	CAPITAUX ET RENTES	MOBILIER	TOTAL	PASSIF
Alba	Mayenne-Morbihan S.I.	254.100	61.142	16.500	311.742	96.000
Ango	S.I.	105.561	?	16.500	122.061	10.000
Auzanet	S.I.	172.500	48.700	20.321	241.521	19.000
Baillard de Guichain- ville	S.I.	545.952	150.000	18.000	515.952	278.822
Bailleul Nicolas Ch. Armand	S.I. et Eure	2.515.000	500.000	67.562	2.682.562	339.196
Berthelot	Calvados	55.059	?		55.052	3.000
Bessière de la Jon- quière						
Biencourt de Pou- traincourt	Pas-de-Calais Somme					
Bigot de Sassetot...	Eure S.I.	718.164	204.157	31.804	954.105	368.695
Boniface de Bolhard.	S.I.	1.569.103	500.000	50.000	1.699.103	255.200
Bréant	S.I.	358.410	4.551	17.496	360.457	44.585
Brossard de Grosme- nil	S.I.	671.000	100.000	47.200	818.200	?
Cabeuil	S.I.	90.000	?	?	90.000	?
Caillot de Coquereau- mont	S.I. et Eure	901.814	155.979	54.866	1.070.659	158.581
Cavelier d'Esclavelles	S.I. et Eure	181.520	28.820	5.575	215.713	10.200
Chrétien de Fumechon	S.I.	124.000	?	?	124.000	?
Cherville de Bray ..	S.I.	72.000	?	4.700	76.700	?
Clercy de Malhonville	S.I.	400.000	?	52.000	452.000	?
Coignard de St Etien.	S.I.	1.112.000	?	néant	1.112.000	?
Colbert de Seignelay.						
Coquerel d'Iquelon..						
Corneille de Beaura- gard	S.I. et Eure	519.087	150.000	16.621	485.708	229.779
Costé de Triquerville	S.I.	542.797	150.000	17.455	510.250	64.050
Delamare Victor Char- les	Sure et S.I.	78.580	?	?	78.580	?
Despommars de Gouy	Sure et S.I.	709.940	100.000	17.536	827.276	?
Des Vieux	Sure et S.I.	500.000	100.000	19.400	619.400	101.496
Dubosc de Radepont.	S.I. et Eure	600.000	100.000	25.000	725.000	128.720
Dubosc Pierre	S.I.	41.846	94.960	?	156.806	?
Du Fay						
Dufresne						
Dupont d'Anglesque- ville	S.I., Calvad. et Eure	450.000	940	17.093	478.033	?
Dupont Bernard						
Duval de l'Escaude..	S.I., Eure et Calvad.	601.158	?	?	601.158	345.338
Duval de Bonneval ..						
Estièvre de Trémau- ville	S.I., Calvados, Somme et Eure	521.100	114.065	19.770	654.935	480.196
Fiquet de Normanville	S.I.	1.341.672	?	?	1.341.672	170.000
Fiquet d'Ausseville ..	S.I.	825.714	?	?	825.714	201.334
Godart de Belbeuf ..	S.I.	550.545	327.646	25.000	893.191	183.956
Goujon de Gasville..	S.I.	462.000	?	51.000	495.000	?
Grossin de Bouville..	S.I.	1.077.178	150.000	41.200	1.268.578	250.595
Guérin de Canteleu..	S.I.	495.464	?	19.844	515.508	?
Guérout d. Boutemont	S.I. et Eure	292.960	150.000	25.821	466.781	52.746
Grenier d'Ernemont ..	S.I.	586.728	71.120	25.000	482.848	116.892
Gueutteville de Col- mare	S.I. et Eure	420.000	4.135	22.861	446.994	41.000
Guyot d'Etalleville ..	S.I. et Eure	752.788	100.000	25.000	857.788	84.903
Harel de Bretteville.	S.I. et Eure	65.000	108.225	1.992	175.215	9.166
Hébert de Beauvoir..	S.I. (Pavilly)	718.987	100.000	18.000	836.987	36.920
Hécamp de Coltot...	S.I. et Eure	278.572	150.000	22.459	451.031	19.597
Hély d'Oissel	S.I.	555.000	?	20.000	555.000	?
Lallemant Le Couterey	S.I.	148.475	205.589	15.848	365.712	98.551
La Bunodière de Bourville	S.I. et Eure	561.000	500.000	?	861.000	?

NOMS DES CHEFS DE FAMILLE	SITUATION DES BIENS	VALEUR DE L'IMMOBILIER	CAPITAUX ET RENTES	MOBILIER	TOTAL	PASSIF
Lambert de Frondeville	S.I. et Eure (Le Bec Thomas)	1.690.000	300.000	24.875	1.924.875	761.545
Langlois de Louvre..	S.I.	582.800	250.000	25.000	857.800	?
Lebègue de Germiny	S.I.	1.305.606	54.524	24.817	1.382.947	235.853
Le Carpentier de Chailhoué	S.I. et Orne	472.000	150.000	?	632.000	?
Le Cordier de la Londe	S.I. et Eure	1.115.000	350.000	57.800	1.522.800	495.450
Le Courtois	S.I.	109.805	25.000	16.249	151.054	20.000
Lefebvre de Flamanville	S.I.	82.637	68.480	1.444	152.561	50.000
Le Hayer du Perron	Orne et S.I.	226.752	1.635	16.024	244.389	?
Le Marchand de Bray	S.I.	155.154	4.000	15.000	162.154	?
Le Mazurier de Frémontier	S.I.					
Le Pigny de Bimare	S.I.	151.551	?	17.429	168.780	?
Le Poullétier de Montenant	S.I.	117.876	149.612	18.040	285.528	79.713
Le Roux de Cretot..	S.I.	558.225	150.000	16.169	724.585	176.797
Leroux-François	S.I.				165.629	?
Le Sueur de Colleville	S.I. et Eure	654.851	100.000	17.250	772.101	?
Lombellon des Essarts	Eure				550.000	?
Le Vigoureux de Montjavault	S.I.	104.564	70.091	21.700	196.355	?
Maignard de La Vaulpalière	S.I.	707.064	120.000	néant	827.064	?
Malet de Graville ...	S.I.	755.900	?	?	755.900	?
Malherbe de St Laurent						
Marguerit de Clouay.						
Martin de Boisville..	S.I. et Eure	200.000	150.000		550.000	?
Marye de Merval	S.I. et Eure	272.170	2.400	20.597	295.167	104.800
Mesnard	S.I.	48.000	126.530	16.648	191.148	42.271
Morin	S.I.	122.000	58.725	1.887	182.612	37.166
Mustel des Essarts...						
Paul (de)						
Rassent (de)						
Remy de Courcelles..		279.954			279.954	?
Robert de St Victor..	S.I. et Gironde	445.285	200.000	506.150	1.149.415	271.730
Romé de Fresquienne	S.I. et Eure	594.720	150.000	37.000	581.920	101.540
Rouen de Bernonville	S.I. et Eure	662.559	150.000	21.966	834.525	?
Titaire de Glatigny..	S.I. (Duclair)				584.280	?
Toustain de Limesy..	S.I.					
Vallory (de)	S.I. et Eure	425.000	70.042	21.550	516.592	?
Varin de Bretteville.						
Vintimille		725.726		42.722	768.448	?
Yvelin de Béville ...					56.541	13.591
Desmares de Trébons	S.I.	565.790	80.143	23.129	669.062	?
Postel des Minières..	S.I.	129.685	120.000	16.000	265.685	3.044
Lambesc de Lorraine	Elbeuf	1.100.000	500.000	néant	1.600.000	681.826
Rohan-Soubise	Préaux	2.600.000		néant	2.600.000	2.600.000
Cottard de Sacquenville	Eure	109.855		13.870	125.705	?
Concedieu	S.I.	11.700		?	11.700	?
Dupont Waast	Elbeuf	1.100.000			1.100.000	1.016.000
Le Parmentier	S.I.				181.000	?
Quesnel Pierre	S.I.	50.000	52.950	8.056	71.886	35.792
Delaroque	S.I. et Eure	152.560	*	4.500	156.560	?
Duval de Beaumets..	S.I. et Eure	341.000	150.000		491.000	225.705
Deshayes						
Le Mercher	S.I.	18.000	4.000	?	22.000	?
Plaimpel		?	?			
Vaignon de Mortemer		?				
Bunel	S.I.	45.000	?	?	4.500	
Total....					50.150.108	11.149.139

CHAPITRE II

LES VENTES ET LES RÉSERVES DE MOBILIER

La vente du mobilier des émigrés permit, au lendemain du 10 août, de donner une première satisfaction au peuple. Elle ne posait pas, comme celle de l'immobilier, de multiples problèmes; n'obligeait pas à tant de précautions, n'entraînait pas des conséquences aussi importantes. En principe, les inventaires étaient terminés, donc rien ne s'opposait à sa réalisation immédiate.

Toutefois, pour éviter le gaspillage, il fallait donner aux administrations locales des directives précises. Mais la Convention parut jusqu'à mai 1793 s'en désintéresser complètement.

I

La loi du 2 septembre 1792, la seule qui existait au début des ventes ne consacrait qu'un article au mobilier (1). Les districts dont le rôle, pendant l'établissement du séquestre, avait été prépondérant, étaient entièrement chargés de cette opération. Rien ne restreignait leur initiative. Ils ignoraient même auprès de quel ministre, de quel pouvoir compétent, ils pouvaient se renseigner le cas échéant. Cette absence complète d'instructions et

(1) Loi citée, art. 2.

de contrôle allait retarder les ventes et provoquer un flottement qui persista pendant toute leur exécution. A Rouen, ce retard s'accrut du fait du conflit entre le département et le district, qui fit preuve d'une inertie voulue. Le directoire Herbouville s'étonnait, le 14 septembre, « que les lois sur la vente du mobilier des émigrés ne fussent pas encore appliquées ». Il s'attira cette réponse cassante : « Le motif qui nous en a empêché est que vous paraissiez vous attribuer la gestion directe et indirecte de tous ces biens... aussi, nous n'avons rien fait de ce que la loi nous prescrivait » (1). Mais c'était le dernier épisode de la lutte, et le district, soulagé, prit aussitôt en mains l'application de cette mesure.

Comme les biens des émigrés avaient été assimilés aux autres biens nationaux, il considéra que le plus sage, consistait à suivre les modalités des ventes de première origine (2).

Du 1^{er} au 4 octobre, il proclama la confiscation des mobiliers du marquis de Bailleul, du président Lambert de Frondeville, de Caillot, de Bermonville, à Rouen et du Comte de Vintimille à Franqueville. Il donna à ces annonces la plus grande publicité. Dans les villages on colla les trois affiches successives aux portes de l'émigré, de la Maison commune et de l'église. A Rouen, on demanda à Noël de les insérer dans le « Journal », et un huissier les cria « dans tous les carrefours et places publiques » (3). Le district convoqua ensuite les commissaires-séquestre afin de procéder « au récollement des objets inventoriés » (4). Les scellés furent levés en présence de leurs gardiens; on ouvrit les meubles pour en examiner le contenu. Les agents d'émigrés

(1) AD. S.I. Q. Em. Registre du district, 30 septembre.

(2) Idem.

(3) Am. Rouen I⁴, Dossier Guérault. P.V. de vente.

(4) Loi du 2 septembre 1792, art. II.

perdirent alors leur belle assurance. « Nous sommes dans la plus grande consternation » écrivait Toutain à Mme de Bailleul, votre présence ici nous éviterait bien des ennuis » (1). Les parents, les amis des émigrés demandèrent la remise de meubles, d'objets qu'ils avaient soi-disant prêté aux absents, et qu'on avait compris dans les inventaires (2). Mais le district exigea un titre authentique et débouta tous les quémandeurs, même les domestiques qui réclamaient leur lit. Il était maintenant trop tard, on avait déjà désigné les huissiers-priseurs.

Rielle (3), Martin (4), Martigny (5), Houel (6), et Hautemont (7) étaient avant 1789, accrédités auprès des Cours souveraines. Officiers ministériels de l'Ancien Régime, ils continuaient à servir la République naissante. Ils s'étaient souvent trouvés en relations d'affaires « avec ceux qui, aujourd'hui, faisaient l'objet de ces ventes forcées » (8). Malgré leur apparent dévouement au présent état de choses, ils ne bénéficiaient pas d'une bien grande estime. La Société populaire pensa même à changer « ce nom exécré » et chargea, comme par hasard, Houel de présenter un rapport (9). Avant les ventes, pour assurer l'uniformité, le district leur communiqua ses instructions. Sans doute, les invita-t-il à réserver les livres, les tableaux, les objets précieux (10). Quant au processus même, il était sommaire-

(1) Hébert, o.c. 17 octobre.

(2) AD. S.I. L.81. Mme Vve de Carrey réclama des fauteuils et des services de table prêtés à sa sœur, Mme de la Jonquière.

(3) Rue Basse-Vieille-Tour, à Rouen.

(4) Huissier audiencier en la juridiction consulaire de Rouen.

(5) Huissier à cheval au Châtelet de Paris.

(6) Huissier audiencier au Baillage de Rouen.

(7) Huissier reçu au Parlement de Normandie.

(8) Clérembray, o.c. p. 72.

(9) Il devint en 1793 secrétaire puis président de la Société populaire.

(10) Cf. ci-dessous. p. 161 et 167.

ment indiqué dans l'article du décret. Il s'agissait de procéder à d'ordinaires ventes aux enchères — comme si l'on n'avait pas remarqué tout ce qu'elles représentaient aux yeux du public d'anormal, d'arbitraire — L'harmonie de la loi de l'offre et de la demande se trouvait détruite par la lutte des passions et des intérêts.

Les huissiers connaissaient leur métier, mais c'était la première fois qu'ils l'exerçaient dans de pareilles conditions. En présence des gardiens de scellés, ils formèrent, la veille, des lots, classèrent les objets d'après leur usage, les notèrent sur un brouillon de procès-verbal. Ils avaient coutume de procéder aux enchères avec la seule aide de leurs commis; le district les laissa faire. Le premier jour des ventes, le matin du 17 octobre à neuf heures, alors que Rielle commençait à s'installer devant la porte du marquis de Bailleul, il fut surpris par une affluence considérable. Acheteurs ou curieux, tous voulaient approcher, se bousculaient; d'aucuns pénétrèrent même à l'intérieur de la maison. L'huissier, débordé, envoya un express au district : il ne pouvait seul assurer la surveillance (1). On lui recommanda aussitôt « de désigner des personnes connues par leur patriotisme » pour le seconder (2), mais c'était bien aléatoire : les excès continuèrent. Emu par de nombreuses plaintes, par des dénonciations contre l'huissier lui-même, le département arrêta le 28 octobre « que deux officiers municipaux assisteraient à ces ventes (3). Il reprenait des précautions édictées à propos des inventaires dans la loi du 8 avril. Cependant, le maire de Rouen, De Fontenay, protesta. Après avoir énuméré toutes les charges qui accablaient les membres de son Conseil général : « l'inventaire des titres et papiers des fa-

(1) AD. S.I. Q. Em. Registre du district 17 octobre.

(2) Idem.

(3) AD. S.I. L.48 à la date.

briques, la tenue des registres de l'état civil » ! il émit la crainte « de ne pas exercer cette surveillance avec toute l'exactitude nécessaire » (1). On lui offrait là, en effet, une besogne dangereuse. Le district eut alors recours à la Société populaire. Toute fière qu'on ait remarqué son existence, elle désigna aussitôt, non pas douze mais 24 de ses membres aux administrateurs. Quelques-uns exerçaient la profession de brocanteurs et témoignaient aux ventes une attention intéressée (2) mais on n'y prit pas garde et ils furent employés aussitôt (3).

Ainsi, la nécessité avait forcé les administrations à agir seules. Elles renforcèrent d'elles-mêmes la surveillance des ventes. Mais les abus ne cessèrent pas. Une autre cause, beaucoup plus grave celle-là, provenait du défaut d'estimation préalable. Les inventaires dressés d'après la loi du 8 avril étaient, comme nous l'avons vu, uniquement descriptifs (4). L'huissier-priseur devait donc estimer au jugé, en quelques secondes, la valeur d'un objet. Par là surtout, il était le maître absolu des ventes. Une foule de considérations pouvaient influencer sur sa mise à prix. Humainement, il songeait d'abord à favoriser ses amis, ses clients. Les pots de vin aidant, on gagnait son appui. D'autre part, même avec toute sa bonne volonté, il n'était pas infailliable. Son expérience lui permettait de préciser rapidement la valeur des meubles, des ustensiles courants. L'usage voulait que ce fût le tiers ou le quart du prix du neuf, selon le degré d'usure. Mais les meubles de style, les objets rares nécessitaient des connaissances spéciales. Pour éviter les sous-esti-

(1) Am. Rouen 1⁴ Correspondance, 31 octobre, signé : De Fontenay.

(2) AD. S.I. L. 5694, 30 novembre.

(3) AD. S.I. L. 5694. 1^{er} novembre.

(4) Cf. ci-dessus. Livre I, chap. I, p. 26.

mations une expertise s'imposait. Enfin, il fallait tenir compte de la concurrence. Si dans les villes elle devait à priori être très active, dans les campagnes, la clientèle locale n'existait pratiquement pas. Il était nécessaire de maintenir une mise à prix très basse — et quelle que soit son offre, le « dernier enchérisseur » devenait propriétaire de l'objet. D'ailleurs, pourquoi demander à l'huissier-priseur de déployer une grande conscience professionnelle ? Il n'y était tenu ni par son intérêt, ni par son requérant. On ne lui avait pas fixé un chiffre à atteindre. Il agissait au nom d'un personnage hypothétique qui ignorait la valeur de ce qu'il faisait vendre : la Nation. Donc, il se préoccupait uniquement de liquider tout le mobilier, jusqu'à la dernière bûche et ceci fait, il pouvait considérer que sa tâche était remplie.

La liberté qu'on lui laissait était si complète qu'il appréciait également quels articles il devait aliéner. Cependant, la distinction entre mobilier et immobilier donnait souvent lieu à contestations. La Coutume de Normandie comme celle de Paris (1) considérait que « tous objets tenant à fer et à clous. ou scellés à plâtre et mis pour perpétuelle demeure et qui ne pouvaient être transportés sans détériorations » devenaient des immeubles par destination. Dans certains districts, on vendit jusqu'aux portes, aux fenêtres, aux revêtements de marbre des cheminées, aux balcons (2). A Rouen, on avait enlevé au début d'octobre les grilles de la maison du marquis de Bailleul pour faire des piques (3). Mais cette dégradation n'était pas intérieure, et d'autre part, elle avait précédé les ventes. Le plus souvent, les huissiers respectèrent la Coutume et évitèrent, dans

(1) Art. 90, cité par Amelot, circulaire du 3 juin 1793.

(2) Marion. o.c. p.274, note 2. D'après Biblio. nationale L. b⁴² 1254.

(3) Hébert. o.c. 17 octobre.

la mesure du possible, les détériorations. De leur propre autorité, ils réservèrent les glaces et les lambris (1). D'ailleurs, la capitale normande étant le refuge de nombreux contre-révolutionnaires, les agents et domestiques d'émigrés continuant à loger dans les hôtels de leurs maîtres, les ventes se déroulaient dans une atmosphère d'hostilité qui les obligeait à veiller à ne pas commettre d'excès.

x

Les neuf mobiliers les plus importants firent les frais des premières ventes (2). Ils appartenaient aux membres du Parlement qui avaient émigré avec leur famille, ne laissant personne derrière eux pour s'opposer aux enchères. Malgré les conditions défavorables, les prix furent soutenus. A Rouen surtout, les acquéreurs ne manquèrent pas.

Toutes ces ventes se déroulèrent dans un ordre analogue. Le premier jour, on se débarrassait des choses encombrantes et de faible valeur. Barils, lots de bouteilles, chaudières de fer, donnèrent lieu à des offres insignifiantes. Les ustensiles de ménage et de cuisine furent plus disputés : un moulin à café : 8 livres, un buffet de cuisine en bois blanc : 23 livres, un poêle en fonte : 21 livres, une petite casserole en cuivre : 3 livres, une grande : 6 livres. Le jour suivant, on liquidait la vaisselle. Les assiettes et les plats se vendirent en moyenne 7 l. la douzaine, 12 petits pots à crème montèrent à 23 l. Les services complets atteignirent de beaux prix, ainsi que les meubles et garnitures de salle à manger. Un

(1) Vente Hécamp de Coltôt. Ces objets furent vendus par la suite 3.000 francs.

(2) Bailleul, Vintimille, Lambert de Frondexille, Bessière de la Jonquièrre, de Bermonville, Guérault de Boutemont, Romé de Fresquièrre, Le Cordier de la Londe, Hécamp de Coltôt.

surtout de table « composé de 13 pièces avec leurs étages, glaces garnies de cuivre argenté et 2 assiettes de porcelaine » fit près de 300 l. Le troisième jour, on adjugeait les effets et le linge. Les vêtements, malgré « leur état de neuf » furent peu appréciés : ils conservaient la marque de leur provenance. Un bel habit de velours noir ne fit que 10 l. Mais la robe de soie écarlate du président de Frondeville tenta les amateurs, elle monta à 50 l. Une paire de draps atteignit en moyenne de 25 à 30 l. et une douzaine de serviettes de table : 15 l., une paillasse fit 7 l., une courte pointe 18 l., un matelas de laine : de 20 à 30 l., un bois de lit ordinaire : 40 livres.

On conservait pour les derniers jours de la vente les meubles des salons, salles et chambres. S'ils formaient un ensemble, on les adjugeait globalement, si, au contraire, ils étaient dépareillés, on les vendait isolément ou on les groupait tant bien que mal. Les objets isolés, malgré leur moindre valeur, montèrent proportionnellement plus haut que les objets de prix. « Un vieux canapé de velours vert à fond jaune » fit 44 l. Par contre « 3 belles bergères et 2 fauteuils de tapisserie à petits points » ne dépassèrent pas 150 l. Un lit à la polonaise en indienne de Jouy avec ses doubles rideaux « une véritable curiosité », fut adjugé à 300 l. Au château de Franqueville, malgré le nombre de Rouennais qui se déplacèrent les prix restèrent beaucoup plus faibles et les adjudications globales plus nombreuses. Pour ne donner qu'un exemple : la chambre du comte de Vintimille « composée d'une couche de deux lits à quenouille, le ciel garni d'indienne, une courte pointe et un couvre-pieds, un autre couvre-pieds piqué de blanc, une bergère, un canapé avec deux coussins, six fauteuils, le tout couvert pareillement au lit, et chacune leurs saloppes » fut donnée à 1.320 l. Elle valait cinq fois

plus. Seules, les glaces conservèrent un prix élevé. Aucune ne descendit au-dessous de 40 l. (1).

Comme les acquéreurs devaient payer comptant lors de la délivrance des objets, les renseignements qui nous permettent de les connaître sont rares. Toutefois, on peut en distinguer deux catégories : les acheteurs occasionnels et les acheteurs professionnels. Les premiers achetaient pour leur propre compte; leur même envie créait la concurrence. Artisans et commerçants qui pouvaient laisser leurs affaires, disposer de leur temps, y venaient avec leurs femmes. Ils complétaient ainsi à peu de frais leur intérieur. Leurs enchères étaient faibles, ils ne se lançaient qu'à coup sûr. Ceux-là n'hésitaient pas à donner leur nom. Dans la vente du marquis de Bailleul, on retrouvait fréquemment celui de Noury. Les ouvriers, les ouvrières ne pouvaient pas en profiter : les ventes se déroulaient pendant leur travail; on les suspendait le dimanche et les jours de fête.

Quant aux riches négociants rouennais, les seuls qui aient estimé à leur juste valeur les objets de prix, par préjugé ou par crainte, ils n'assistèrent pas aux enchères. Mais ils en tirèrent cependant la meilleure part : les brocanteurs groupés en association puissante leur servaient d'intermédiaires comme à tous ceux qui ne voulaient pas se montrer (2). Ils n'opéraient pas seulement à Rouen, mais dans toute la Normandie et la région parisienne. Ils se transportaient aux ventes importantes, dans les châteaux, à la campagne particulièrement. A Franqueville, ils achetèrent la plus grande partie du mo-

(1) Toutes ces données ont été puisées dans les procès-verbaux de vente. Am. Rouen I⁴ Dossiers Bailleul, Guérault, Lambert.

(2) Mme Vve Le Cordier put ainsi racheter une grande partie du mobilier de son fils cadet pour 4.000 francs (Am. Rouen I⁴ et AD. S.I. Q. Correspondance. Pétition. An III).

bilier. Le concierge et l'agent du Comte de Vintimille ne purent qu'avec beaucoup de peine se faire adjuger quelques menus objets (1). On les reconnaissait; leur audace était célèbre. Le 30 décembre, Sillery signalait à la Convention « cette espèce d'agiotage ». Il citait la vente du mobilier du baron de Breteuil. « Une compagnie de Rouennais s'est présentée... Les effets les plus précieux ont été donnés à vil prix : une tenture des Gobelins qui valait 36.000 livres a été vendue 6.000 ». (2) Mais « dans l'intérêt même de la Nation », il fallait compter avec eux (3). Les huissiers priseurs les favorisaient car ils assuraient aux ventes, avec la rapidité, une apparence de succès. Les adjudications globales leur étaient réservées. C'est eux, qui, dès le 17 octobre « avaient refusé d'acheter si l'on employait leur nom dans le procès-verbal » (4). Le district de Rouen railla « leurs craintes chimériques » mais leur donna satisfaction. L'expression « adjudé à un passant » qu'on retrouvait presque toujours en marge des procès-verbaux fut créée pour eux. Dire que d'autres n'en firent pas emploi serait trop s'avancer. En tout cas, une telle mention désigne pour la région rouennaise, 9 fois sur 10 les brocanteurs (5). On ne considérerait pas leurs agissements comme répréhensibles, au contraire, ils opéraient avec le consentement tacite et la protection des huissiers et des administrations.

(1) AD. S.I. Q. Em. Canton de Franqueville. P.V. de vente du mobilier de Vintimille.

(2) Annales patriotes et littéraires, 1792, n° 365. Sillery estime le mobilier du baron de Breteuil à 1 million et demi de livres.

(3) AD. S.I. Q. Em. Registre du district, 17 octobre.

(4) Idem.

(5) La Société populaire présenta une motion suggérée par un de ces brocanteurs qui, sous prétexte d'activer la concurrence, demandait au district d'afficher la liste des objets à vendre (AD. S.I. L. 5694, 30 novembre 1792).

x

Mais bientôt, de tous côtés, les plaintes affluèrent. On dénonçait la carence des administrateurs, la vénalité des commissaires, la hardiesse des acheteurs professionnels, les manœuvres des agents d'émigrés. Il fallait enfin intervenir. Quelle était donc l'administration centrale responsable ? Clavière, aux Contributions publiques envoyait ses instructions (1), Amelot, à la tête de la Caisse de l'Extraordinaire faisait de même (2). La Régie de l'Enregistrement hésitait car la loi du 2 septembre ne lui attribuait aucun rôle dans les ventes de mobilier ; toutefois, elle ne pouvait les ignorer puisqu'elle liquidait les créances (3). Le 24 octobre seulement, la Convention fit cesser ces incertitudes. Elle confia la mission de diriger les opérations au Ministre de l'Intérieur. Le Comité d'aliénation marquait ainsi son désir de les séparer des ventes d'immeubles. Roland qui avait sollicité cette charge nouvelle dut lutter contre les habitudes acquises et il ne parvint pas à affirmer son autorité (4).

Il fit appel au patriotisme au zèle des administrateurs, montra que la promptitude des ventes devait « rehausser le crédit national » mais il attendit au début de janvier 1793 pour prendre des mesures rigoureuses. Après avoir repris certaines dispositions du décret du 24 octobre, il leur donnait une force nouvelle en menaçant les délinquants du Tribunal criminel. Il obligeait les huissiers-priseurs à allumer des feux quand l'estimation ou la première

(1) Circulaire du 28 septembre, dans laquelle il rappelle l'exécution de la loi du 2 (Caron et Desprez, T.II à la date).

(2) Circulaire du 5 novembre (idem).

(3) Circulaire du 28 septembre (idem).

(4) Circulaires du 30 octobre et du 30 novembre (idem).

enchère d'un objet dépassait 100 livres (1). Si le nombre des acheteurs était insuffisant, il enjoignait de suspendre la vente (2). Enfin, pour faire cesser les dégradations il recommandait « de ne vendre que les meubles proprement dits » (3). Mais ces précautions étaient insuffisantes : allumer des feux ralentissait les enchères sans provoquer un relèvement des prix. Aussi, les opérations du début de 1793 n'en furent pas modifiées. Les ventes furent moins suivies car les acheteurs se lassaient déjà. Un bois de lit en chêne ne monta qu'à 2 livres, une table de noyer avec tiroir à 5 l., un chiffonnier et ses 6 tiroirs à 27 l., un miroir de bois doré à 4 l. (4). Les mêmes abus continuaient puisque la cause même : l'absence d'estimation préalable, subsistait ; et le 26 mars, une députation des 48 sections de Paris réclamait « un meilleur mode de vente » (5).

A la chute de la Gironde, 26 adjudications, dont les plus importantes, étaient terminées dans le district de Rouen. Quelques-unes avaient duré plus de 15 jours. Elles atteignaient un total de 150.000 livres dont 120.000 jusqu'en décembre 1792 (6), ce qui ne représentait qu'une faible part de leur réelle valeur.

(1) Décret du 3 janvier 1793. Caron et Desprez, o.c. T.II, à la date. « Les huissiers contrevenant à cette disposition seront punis d'une amende de 500 l. »

(2) Ce décret avait été annoncé par un vote de principe du 15 novembre. Cf. Caron et Desprez, T.II à la date.

(3) Circulaire du 31 décembre 1792. Cf. Caron et Desprez, T.II, à la date.

(4) Am. Rouen I⁴. Dossier Romé du Bec, Caillot, Le Roux de Cretot.

(5) Caron et Desprez, T. II, à la date.

(6) Bailleul : 25.000 l., Vintimille : 20.000 l., Lambert de Frondeville : 16.000 l., Bessière de la Jonquière : 16.000 l., de Bermonville : 7.000 l., Romé de Fresquienne : 9.600 l., Guérout de Boutemont : 8.200 l., Cordier de la Londe : 9.580 l., Hécamp de Coltot : 7.500 l.

II

On sentit alors la nécessité, de confier à l'Administration des Domaines, la direction des ventes (1). Elle était moins accessible aux revirements de la politique gouvernementale. Elle possédait déjà une longue habitude de ces opérations. Les receveurs installés au chef-lieu des districts pouvaient plus efficacement les contrôler.

L'unité dans la direction se trouvait enfin réalisée, restait à uniformiser les modalités d'exécution. Ce fut l'objet d'une série de lois dont l'élaboration se prolongea jusqu'à la fin de juillet 1793. Le décret du 2^e mai rendait enfin l'estimation préalable obligatoire. Il prévoyait même des expertises contradictoires (2). Désormais, tout objet qui n'avait pas atteint l'estimation devait être réservé. Ainsi, l'huissier-priseur devenait un simple exécutant et, par suite, ne pouvait abuser de ses fonctions. La plupart de ceux qui avaient opéré jusque là abandonnèrent ce rôle subalterne à des confrères de second ordre. Le décret du 25-31 juillet résuma et renforça ces dispositions. Pour accélérer les ventes, il leva les oppositions qui subsistaient encore (3). Toutes les causes d'abus paraissaient détruites. Un contrôle sérieux (4), une législation rigoureuse protégeaient les adjudications. On avait fixé pour les vols, les fraudes, des peines sévères.

(1) Décret du 16 mars 1793. Caron et Desprez, T. II, à la date.

(2) Décrets du 24 avril-2 mai, art. 5. Caron et Desprez T. II, à la date.

(3) Cf. Code des émigrés, à la date. Il reprenait les dispositions de l'article 1, section III de la loi du 28 mars-15 avril 1793.

(4) Loi citée, art. 5, Section III. Prix de la vente sera versé — dans un délai de huit jours après la dernière vacation — à peine contre l'huissier de 10 livres d'amende par jour de retard.

Mais les ventes importantes se raréfiaient (1). Les mobiliers détenus par les femmes d'émigrés ne furent libérés qu'au début de l'an II et ne profitèrent pas à la Nation (2). A partir de brumaire seulement, les mobiliers des prêtres déportés fournirent aux enchères une quantité considérable d'objets d'usage courant et de peu de valeur.

Les brocanteurs demeurèrent toujours les maîtres du marché, surtout à la campagne. Mais à Rouen, quantité de petites gens ne craignaient plus d'acheter, de donner leur nom. Les prix se maintinrent d'abord à des taux raisonnables. Un matelas de laine fit 150 fr., un traversin, 30 fr. Mais bientôt les offres tombèrent à la moitié de l'estimation; on proposa 30 fr. pour 4 fauteuils évalués 60 fr.; 13 fr. pour une glace de 30 fr. La tâche des huissiers-pri-seurs devenait de plus en plus ingrate. Pour ne pas remettre les ventes, ils devaient déployer toute leur persuasion, monter une enchère de 60 à 110 fr., de 200 à 300 fr. (3). Ils accusaient les estimateurs (4) de ne pas connaître le prix des objets et de les évaluer « trop ou pas assez ». « Quelquefois, ajoutaient-ils, nous sommes forcés de les adjuger lorsqu'ils passent l'estimation, au-dessous du prix qu'ils pourraient valoir... surtout, quand les brocanteurs s'entendent » (5). Ces abus n'étaient pas particuliers à la région rouennaise. L'administration des Domaines les dénonçait dans sa circulaire du 24

(1) Guetteville (à Colmare), Despommars (à Tendos), de Prémagny (à Boisguillaume), Dubosc de Radepont (à Esteville), Le Pigny (à Quevreville), Carrey de St-Gervais, Arvil-lon de Sozay (à Rouen).

(2) Cf. ci-dessus, Livre I, chap. III, p. 76.

(3) AD. S.I. Q. Em. Canton de St Jacques sur Darnétal. Vente Le Pigny.

(4) Romé et Trimoley, marchands tapissiers à Rouen.

(5) AD. S.I. Q. Em. Mobilier. Lettre de Conard père et fils au district, 9 prairial an II.

germinal an II, sans toutefois parvenir à les faire cesser (1).

Pour rétablir la concurrence et diminuer les frais de garde, la Société populaire avait, dès la fin de 1792, préconisé la création d'une sorte de salle des ventes » (2). Le décret du 2 mai reprit officiellement le même projet (3), mais au milieu de l'an II seulement, le district s'avisa de le mettre à exécution. Dans les hôtels, les maisons particulières, un certain nombre de chambres occupées par des émigrés (4) ou surtout par des déportés contenaient quelques bibelots. On avait apposé les scellés sur les portes mais ils gênaient les locations, causaient un préjudice aux propriétaires ou à la Nation. Mailhard, de sa propre autorité, fit transporter « ces hardes » au couvent Sainte-Marie, rue Beauvoisine (5). A partir du 18 prairial, le département, poussé par les propriétaires qui voulaient « se soustraire au désagrément de voir les enchères se dérouler devant leur porte », encouragea cette mesure (6). Le tout fut alors entassé dans le Magasin national, dans l'ancienne église des Jacobins, avec les objets inventus. Le district ne prit même pas la peine de faire imprimer des affiches. Une simple proclamation dans le Temple de la Raison suffit à « prévenir les amateurs ». Le département insista sur la nécessité de faire baisser les estimations (7).

A la fin de l'an II dans cette salle des ventes ou dans les quelques enchères qui furent encore criées à la porte des maisons, on ne vendit pas les meu-

(1) AD. S.I. Q. Em. Ventes.

(2) AD. S.I. L.5694, 2 décembre 1792.

(3) Art. 7. Cf. Caron et Desprez. T.II à la date.

(4) Arn. Rouen, I⁴, Dossier Trotterel.

(5) Pétition du 18 fructidor an II, à cause de la vente des meubles de Mme Vve Colbert de Maulevrier, condamnée à mort (Arn. Rouen I⁴).

(6) AD. S.I. L.48, 17 prairial, an II.

(7) Lettre du 26 floréal, an II.

bles, *on les donna*. La Commission des Revenus nationaux ayant pressé la liquidation des invendus qui encombraient le magasin (1), ils ne produisirent même pas de quoi couvrir les frais (2).

Dans les campagnes, les municipalités, mal surveillées commirent de graves fautes. La vente du mobilier du château de Préaux fut proclamée, contrairement à la Coutume, un jour ouvrable. On la fixa un décadi « ce qui était tout à fait illégal » (3). On délivra des objets qui n'avaient pas atteint le montant de l'estimation. Le district annula les enchères et arrêta les opérations. Mais le plus souvent les administrateurs ne réagirent pas et surtout après thermidor les vols augmentèrent considérablement. On considérait les immeubles nationaux comme des conquêtes sur lesquels tous les habitants avaient un droit. La maison de Mme Vve Le Cordier fut complètement dévastée. Elle évaluait, en forçant un peu, les dégâts à 55.000 fr. (4). Les gardiens de séquestre brisèrent les scellés, soustrayant les meubles qu'on leur avait confiés. De messidor à fructidor, an II, le Tribunal criminel instruisit pour le district quatre affaires de ce genre (5). Malgré les peines sévères édictées par la loi du 2 mai 1793, il acquitta les délinquants. Les recéleurs, très nombreux cependant, furent rarement dénoncés. Toutefois, aucun employé, aucun administrateur ne fut

(1) AD. S.I. Q. Em. Correspondance.

(2) Le Comte de St Germain occupait une pièce chez Caillet, Trotterel chez Guérout de Boutemont. Pour les prêtres déportés, cf. AD. S.I. Q. Em. Listes.

(3) AD. S.I. Q. Em. Correspondance, an III, d'après la loi du 6 ventôse, an III.

(4) AD. S.I. Q. Em. Correspondance, an III.

(5) 16 messidor : Vve Langlois, 26 Michel Darré, 17 fructidor Michel Caron (AD. S.I. liasses du Tribunal Criminel, an II).

accusé de malversations. A Dieppe à Gournay (1) et un peu partout, il n'en alla pas de même : beaucoup se laissèrent tenter, car leur traitement ne leur permettait plus de vivre.

Au début de l'an III, l'ouverture de riches successions provoqua une reprise des enchères (2). Celle surtout du négociant Guillebon (3) connut un grand succès. Son hôtel de la rue aux Ours contenait un luxueux mobilier. Sa mort subite l'avait empêché d'en rien distraire. La vente, qui suivait de peu l'inventaire estimatif, dura du 21 vendémiaire au 8 germinal. On s'y rendit en foule. C'était une excellente occasion pour se débarrasser d'un mauvais papier en le troquant contre des valeurs plus solides. Et puis, il ne s'agissait pas précisément de biens d'émigrés. Les ventes, après décès, étaient en tout temps normales et fréquentes. Aussi, les « passants », les brocanteurs ne furent plus les seuls à en profiter. Certes, ils s'adjudèrent les plus belles pièces. Mais de petites gens, des artisans surtout, dont nous retrouvons les noms en marge du procès-verbal enchérissaient sur les objets moyens. La concurrence fut très vive. Une commode de marbre blanc monta à 700 francs sur mise à prix de 200. Les voitures, les selles excitèrent les convoitises. La plupart des objets s'élevant au-dessus de 100 livres nécessitèrent des feux. Pour suivre les instructions du département, les estimations avaient été faibles. Malgré tout, la vente produisit un total de 163.266 f. (4). Même réduite au cours, la somme

(1) Au château de Belmesnil : cf. Duchemin : *Le district de Dieppe* (Normandie, mars 1895, p. 96) Clérembray o.c. p. 71, note 2, et AD .S.I. Tribunal criminel an II. Labbé et Marcassin furent emprisonnés, et les autres acquittés.

(2) Brossard de Grosmenil, Bosquet de Saumont, Goujon de Gasville.

(3) Au droit de sa fille, épouse Le Carpentier de Chailloué.

(4) AD. S.I. Q. Em. Canton de Rouen. Personnel G à Z.

(44.898 fr.) dépassait de loin celle des plus belles opérations de 1792. La succession Brossard de Grosmenil atteignit à la même date environ 38.000 fr. (1). Au milieu de l'an III, quelques mesures vinrent compléter les dispositions qui étaient alors en vigueur. La loi du 6 ventôse an III divisait les objets en deux classes. Les effets précieux étaient transportés au Muséum. Tout le reste, sans aucune réserve, devait se vendre « dans une ou plusieurs salles uniquement destinées à cet usage » pour les villes de plus de 50.000 âmes (2). Les administrations étaient chargées de donner à ces opérations la plus grande publicité. Mais en Seine-Inférieure, à cause des jouissances provisoires, il ne restait plus aucun mobilier d'émigré à porter aux enchères.

III

La guerre nécessitait la mise en œuvre de toutes les ressources vitales de la Nation. De nombreux marchés de matières premières se fermaient à la France. Il fallait trouver sur le sol même, non seulement des hommes mais des effets, des armes, du fer, du cuivre. Les émigrés portaient la responsabilité des événements. Ils devaient avant tout payer les frais de la guerre, contribuer à ravitailler l'armée. Dans ce but, la Législative et la Convention votèrent une série de mesures destinées à distraire du mobilier des émigrés tout ce qui pouvait être utile à la défense nationale.

Tout d'abord, le 15 août 1792, on mit à la disposition du Ministre de la Guerre les chevaux et mulets qu'on trouverait chez les absents (3). On les

(1) Am. Rouen I⁴. Dossier Brossard.

(2) Coll. Rondonneau, à la date.

(3) Cf. ci-dessous. L. III, chap. II, p.

(4) Caron et Desprez, o.c. T.II, à la date.

rassemblait dans une même ville pour chaque division militaire (1). Là, on les triait avant de les affecter définitivement. Mais dans le district de Rouen, les quelques chevaux abandonnés par leurs propriétaires étaient trop vieux ou trop jeunes. On en compta six qui d'ailleurs ne furent pas utilisés.

De même pour le service des hôpitaux ou le casernement « la Convention autorisa par son décret du 27 septembre 1792 (2) le ministre Lebrun à réserver les paillasses, matelas, sommiers de crin, traversins, couvertures, draps et linges ». En conséquence, le district nomma Romé pour estimer spécialement la literie. Les commissaires des guerres qui devaient assister aux inventaires la faisaient déposer dans la Vieille Tour (3). Au début de 1793, le ministre de la guerre spécifia que seuls, les linges et matelas de 3 pieds et demi étaient utilisables. Pour bien faire, le district proposa de réparer tous ceux dont les dimensions ne correspondaient pas à celles indiquées. Mais Romé lui fit comprendre « qu'il valait mieux les vendre ». Ils étaient rares « dans le moment actuel et pouvaient atteindre un très haut prix » (4). A la fin de frimaire an II, les effets de cette nature, entreposés au Magasin national représentaient, malgré leur très faible estimation, une valeur or de plus de 30.000 livres (5). Quels services rendirent-ils ? Le 30 juin, le Commissaire des guerres délivra des matelas et du linge à l'Hôpital de Rouen. Le 16 septembre, on en mit

(1) Caron et Desprez, o.c. T.II à la date. Circulaire de Pache, 30 septembre 1792.

(2) Idem et circulaire du 12 octobre 1792.

(3) AD. S.I. Registre des arrêtés du District. 17 janvier 1793.

(4) AD. S.I. Créances. Lettres de Romé au district du 26 mai 1793.

(5) AD. S.I. Mobilier. Destr. de Rouen. Etat des effets de campement.

une fraction à la disposition de Bleschamp, ordonnateur de la marine au Havre, mais le désordre aidant, à la fin de l'an II, personne ne les réclama plus et le district en décida la vente « plutôt que de les laisser dévorer par les rats ».

En se basant sur les dispositions qui régissaient les biens de première origine, le département de sa propre autorité, avait, le 28 octobre 1792^{*}, ordonné aux huissiers priseurs de réserver les ustensiles en cuivre (1). Chez le marquis de Bailleul et le Comte de Vintimille, on les avait déjà dispersés. L'arrêté fut seulement appliqué lors de la vente Lambert de Frondeville, mais on omit de constater leur poids. C'étaient des fontaines, des bassins, des casseroles, des chaudières. On les amoncela dans l'église des Jacobins. De novembre 1792 au début de l'an II, le district réunit ainsi 1.071 marcs (2) de cuivre (3). Le 17 vendémiaire, la Convention étendit la mesure à tous les métaux trouvés chez les émigrés et leurs parents. Les inventaires nécessitèrent un long travail. Le commissaire de police Dubos en fut spécialement chargé et la municipalité rouennaise désigna pour y être présents deux officiers municipaux : Boullanger et Leudet. Les familles d'émigrés firent opposition mais le département ordonna de s'emparer du total puis d'indemniser (4). Le 29 germinal an III, il restait encore au dépôt des Jacobins pour 176.362 francs de fer et une quantité de bronze de cloches évaluée à un million 115.815 francs (5). Qu'en fit-on par la suite ? Les fonderies et les ateliers d'armes ne manquaient

(1) AD. S.I L48, à la date.

(2) Il s'agit de la livre poids de marc : 0 kg 491 (Cf. Périaux. Manuel métrique, o.c.).

(3) AD. S.I. Q. Em. Mobilier. Distr. de Rouen, Etat des cuivres trouvés chez les émigrés.

(4) AD. S.I. Q. Em. Correspondance entre le département et le district.

(5) AD. S.I. Q. Em. Métaux. District de Rouen.

pas dans la région rouennaise. Peut-être leur délivra-t-on (1), mais en l'an II, tant de choses disparurent qu'il est impossible de dire si la République en retira un profit quelconque.

D'autre part, l'exécution de la loi du 17 vendémiaire an II qui établissait le séquestre sur les marchandises anglaises avait eu de graves répercussions sur l'industrie cotonnière rouennaise. Les manufactures, manquant de matières premières, durent fermer leurs portes. Elles travaillaient pour l'armée et se voyaient obligées de retarder la livraison de leurs commandes. Le 29 prairial, la Commission du Commerce avait mis en réquisition les cotons trouvés chez les émigrés. On en découvrit 31 mille à Saint-Malo (2), mais dans le district, le seul négociant qui figurait sur la liste : Midy d'Andé, ne possédait que de l'alun. Cette denrée rarissime fit aussitôt le bonheur des teinturiers (3). Le 24 messidor, un arrêté étendit cette recherche aux biens des condamnés et des suspects. Après estimation, les cotons... étaient livrés aux filatures et fabriques de l'arrondissement proportionnellement aux besoins et à l'étendue de leur fabrication (4) ». On en trouva 3.000 au greffe du Tribunal criminel et 50.000 chez Achard détenu, mais une si faible quantité ne pouvait être d'aucun secours.

Les vins, liqueurs et eaux de vie appartenant aux émigrés avaient de même été distraits des ventes. La Commission du Commerce les réquisitionna

(1) AD. S.I. L. 139, 24 brumaire an II. Les représentants Delacroix, Legendre, Souchet donnent l'ordre de transporter le cuivre à la fonderie du Maromme.

(2) AD. S.I. L. 19 vendémiaire, an III.

(3) Jouin-Lambert, teinturier à Darnétal ne pourra livrer sa commande s'il n'a les 1500 livres d'alun qui lui sont nécessaires. Il n'en a trouvé nulle part. Chez Midy d'Andé il a été réquisitionné le 9 prairial an II (Am. Rouen 1⁴, pétition du 6 messidor, an II).

(4) AD. S.I. L. « Ils seront payés au prix du maximum et les sommes seront versées à la caisse du district. »

le 15 germinal an II (1). « L'expérience a prouvé que ces choses se vendent à vil prix dans un pays libre où le faste et la somptuosité sont proscrits, où la frugalité est mise au rang des premières vertus ». La Convention estimait « qu'il serait plus avantageux de changer ces misères contre des objets vraiment utiles » (2). Le 6 floréal, le district fit apposer les scellés sur les vins de Robert Bigot et de Caillot, puis ordonna de réserver ceux de la succession Guillebon (3). On eut l'intention, dit Clérembray, de troquer « ceux de la Chambre de Commerce contre des bœufs de la Suisse » (4). Mais les vins des émigrés rouennais furent largement entamés par des dégustations intempestives. Les représentants en mission, Legendre, Louchet et Delacroix logés dans l'hôtel de Robert Bigot s'étaient abondamment servis à sa cave. Malgré le gardien de séquestre (5), Duport, suivant leur exemple puisa parmi les bouteilles de Caillot, lors de son séjour à Rouen (6). Les vins fins de Guillebon, le Xérès, l'Alicante furent partagés entre les héritiers, et le lot de la Nation, vendu le 6 messidor an II, produisit 2.273 fr. (7).

Les meubles précieux devaient également servir « aux échanges avec l'étranger ». Mais dès le 28 octobre, le département enjoignait aux huissiers priseurs de faire enlever tout ce qui leur donnait de la valeur, les motifs en argent, en bronze doré, en cuivre, qui les enjolivaient (8). Ainsi détériorés, on

(1) Le 7 floréal an II, une nouvelle disposition permettait à la famille de l'émigré de réserver une partie pour sa consommation.

(2) Cité par Clérembray, pp. 201 202, note.

(3) AD. S.I. Q. Em. Registre du district, 13 floréal an II.

(4) Clérembray o.c., p. 202, note.

(5) Idem, ibidem, et AD. S.I. Q. Em. Registre du district 25 frimaire, an II. Lettre des représentants.

(6) Le gardien en fournit l'état le 12 germinal an III.

(7) AD. S.I. Q. Em. Canton de Rouen. Personnel G à Z.

(8) AD. S.I. L. 48.

les vendit pour un prix minime. Quelques-uns seulement furent conservés en 1793. Au lieu de les déposer au Museum, les Administrateurs en ornèrent le lieu de leurs séances. Le district s'appropriâ une fort belle pendule provenant des Gravelines (1). A la fin de l'an II, il envoyait à la Commission du Commerce un état de ces meubles s'élevant à 1.600 francs et dont la seule pièce intéressante était un secrétaire en acajou ayant appartenu à Carrey de St-Gervais (2). Le Comité des Finances en ordonna la vente le 4 floréal an III et le produit fut versé à la caisse du district (3).

L'argenterie, le numéraire, les bijoux constituaient une ressource autrement importante. Sans atteindre la quantité fournie par les biens de première origine (4), ce nouvel apport n'était pas négligeable. Les émigrés croyaient tant à un retour victorieux qu'ils ne s'étaient pas avisés de mettre ces richesses en lieu sûr. Houel, faisant l'inventaire du château de La Londe trouva même au fond d'un secrétaire 47.000 livres en doubles louis (5). A elle seule l'argenterie de Jubert de Bouville était estimée 24.000 livres. D'autre part, les envois provenant des biens d'émigrés arrivèrent au moment où les richesses du clergé s'épuisaient. Le premier versement qui eut lieu le 14 novembre 1792 comprenait

(1) Clérembray, o.c. p.348, note

(2) AD. S.I. Q. Em. Objets précieux provenant des églises et des émigrés. District de Rouen.

(3) AD. S.I. Q. Em. Correspondance.

(4) La Monnaie de Rouen avait reçu au 27 mars 1792 4336 marcs d'argenterie (dont 2780 pour la Seine-Inférieure) 34 carats de diamant, 10 de rubis et émeraudes, 21 d'opales et 18 perles fines pesant 16 onces. Au 31 janvier 1793, le total atteignait pour l'Eure et la Seine-Inférieure surtout : 244 marcs d'or, 9.215 marcs d'argent doré et 29.592 marcs d'argent blanc. (AD. S.I. Q. Em. Monnaie de Rouen).

(5) Le 27 février 1793, il en faisait part au district et à la Société populaire.

2 marcs 8 onces d'or, 46 marcs 13 onces d'argent (1) et 98 livres provenant des mobiliers de Vintimille, Bailleul, Despommares, de la Jonquière et Vallory, Le second se composait de l'or et de l'argent trouvés chez le marquis de La Londe.

Après la suppression des Monnaies (2), ces valeurs furent directement expédiées à la Trésorerie nationale par les soins du district (3). En ventôse an III, la Nation récupéra dans la succession Guillebon 2 marcs 4 onces d'or, 500 marcs d'argenterie et un certain nombre de perles, de diamants et de pierres précieuses (4). A partir de floréal an III on les déposa entre les mains des Receveurs des Domaines (5) : on liquida l'arriéré. La détresse financière obligeait la Convention à gratter les fonds de tiroirs. Il devait rester dans la caisse des districts et dans les Monnaies un reliquat d'or et d'argent. « Les besoins urgents de la République, tant sous le rapport du paiement des troupes que sous celui de l'acquit des objets de première nécessité qu'elle tire de l'étranger »... exigeaient leur emploi immédiat (6). Mais il ne subsistait plus que le souvenir de toutes ces richesses (7).

(1) 1 marc : 8 onces : $\frac{1}{2}$ livre de Paris. L'once équivaut à 30 grammes 658, le gros à 3 grammes 832, le grain à 0 gramme 053.

(2) 26 pluviôse, an IV.

(3) 11 ventôse an II, la Convention donna l'ordre aux receveurs des Domaines et des districts d'expédier directement et sans délai à la Monnaie de Paris les diamants, perles et bijoux.

(4) Ils étaient évalués à 22.000 livres.

(5) Loi du 1^{er} floréal an III, art. 94.

(6) Lettre de la Commission des revenus nationaux, 28 thermidor an III, AD. S.I. Q. Em. Objets précieux provenant des églises et des émigrés.

(7) Idem. Lettre du 18 pluviôse, an IV.

IV

Les Girondins virent également dans l'aliénation du mobilier des émigrés le moyen de doter la collectivité de richesses qui étaient jusque là réservées au haut-clergé et à la noblesse. « Ce serait avilir la République que de la dépouiller (par les ventes) des objets précieux dont les artistes en tous genres avaient enrichi la France (1) ». De justesse, le décret du 10 octobre 1792 les préserva des enchères. Par la suite, Roland veilla jalousement à la conservation des livres, des tableaux, des œuvres d'art, des collections de toutes sortes (2).

Les livres. — La vente des biens de première origine avait, dès novembre 1790, nécessité des mesures analogues. On créa, alors, au premier étage de l'abbaye de Saint-Ouen un dépôt de livres. Le bibliothécaire : dom Gourdin, membre de l'Académie des Sciences et Arts de Rouen (3) était assisté d'un négociant amateur de Belles Lettres : Midy d'Andé (4), de Victor Lefebvre pour les sciences, et du R. P. Xavier qui dirigeait déjà la bibliothèque des Capucins. Mais ils ne pouvaient suffire au classement des volumes qui provenaient des abbayes et des sociétés supprimées. En septembre 1792, ils n'avaient établi que 40.000 fiches (5). Aussi, montrèrent-ils peu d'empressement à recevoir les nou-

(1) Circulaire de Roland, 3 novembre 1792.

(2) Idem, et celle du 30 novembre 1792.

(3) Cf. Déon Deryes. La vie de Dom Gourdin, 1928, petit in-8° 35 p. (Bm. de Rouen, Br. m. m. 1069).

(4) Il allait bientôt être porté sur la liste des émigrés.

(5) 250.000 volumes environ dont 150.000 au moins sont des ouvrages de théologie scholastique. Un grand nombre de manuscrits provenaient des abbayes de Fécamp, Jumièges, St-Ouen, ainsi que de très beaux psautiers reliés en bois datant de 1467 et 1480. (AD. S.I. Q. Em. Bibliothèque).

veaux versements provenant des maisons d'émigrés..

A la suite de la circulaire de Roland (1), le directoire Herbouville arrêta « qu'il serait nommé un homme de goût par district » (2) pour se transporter sur le lieu des ventes. Il devait étiqueter tous les objets dont il jugeait la conservation « utile au progrès des sciences » et en dresser l'inventaire. Gourdin, désigné pour l'ensemble du département ne daigna pas se déplacer. Il voulait terminer le catalogue de la bibliothèque de l'Académie. Les huis-siers-priseurs se chargèrent de mettre de côté les livres dans une pièce et y apposèrent les scellés après la vente. La bibliothèque de Romé de Fresquienne, la seule d'ailleurs à Rouen, fut vendue. Le district prévenu, avisa dom Gourdin. Le 18 janvier, il lui signalait l'existence de très belles reliures au château de Franqueville, de nombreux volumes au château de La Londe (3). Mais le commissaire n'y prêtait toujours pas attention. Aussi les maisons se trouvèrent louées avant que les livres fussent enlevés. On dut alors les transporter, en les séparant par provenance, dans l'église des Jacobins où, son catalogue terminé, en brumaire an II, dom Gourdin les retrouva (4). Le hasard serait bien grand s'il avait permis qu'elles fussent restées si longtemps intactes sans doute, comme pour celles des prêtres déportés, beaucoup de volumes disparurent sans qu'on y prît garde.

En Germinal an II, 19 bibliothèques d'émigrés avaient été inventoriées et formaient un total de 6870 titres (5). Comme les livres constituaient aussi

(1) 24 octobre 1792. Cf. Caron et Desprez, o.c. T.II à la date.

(2) AD. S.I. Q. Em. Bibliothèque.

(3) Idem.

(4) AD. S.I. Q. Em. reg. arrêtés du district, 14 brumaire.

(5) Cité par Deryes, d'après AN. T. 60, liasse 2.

le gage de leurs créanciers, la Commission des Revenus nationaux en demanda l'estimation (1). Jusque là on s'était contenté, quand on l'avait fait, de dresser un simple inventaire descriptif. Mais Dom Gourdin « jugeait mieux la valeur intrinsèque que la valeur commerciale ». Pour l'appréciation en règle, il demanda, suivant l'exemple du Comité bibliographique de la Convention (2), qu'on lui adjoignit un libraire de profession. Le département nomma sur sa proposition : Moutier (3). Ce nouveau collaborateur fut le bienvenu car les arrestations avaient enlevé à Dom Gourdin ses anciens aides. Il se trouvait seul au milieu d'environ 300.000 volumes dont les trois-quarts étaient empilés dans vingt chambres et autant d'entresols parce que les tablettes n'étaient pas terminées » (4). Il estimait à 107.000 le nombre d'ouvrages qu'on lui avait apportés depuis le début de 1793 (5).

La part des émigrés pouvait atteindre dans ce total environ 70.000 volumes. Si elle n'était pas aussi importante que celle des couvents, elle était plus représentative des tendances littéraires du XVIII^e siècle. Les nobles et aussi les curés, les chanoines suivaient la mode, et leurs bibliothèques se composent toutes des mêmes catégories de livres. Les plus nombreux se rapportaient aux études historiques : les Mémoires de la Ligue (6), une histoire de l'Angleterre en 16 volumes, l'Histoire de Charles XII, des guerres d'Italie, les Révolutions de Hon-

(1) Lettre du 17 nivôse an II qui précède le décret du 8 pluviôse.

(2) « Qui avait, parmi ses membres, des libraires comme Théophile Barrois l'un des plus connaisseurs de Paris. » (AD. S.I. Q. Em. Mobilier. District de Rouen).

(3) AD. S.I. Q. Em. Mobilier. District de Rouen.

(4) Lettre de Dom Gourdin au ministre, 27 nivôse an VII (AD. S.I. Q. Em. Bibliothèque).

(5) Idem, ibidem.

(6) 6 volumes estimés 140 fr.

grie, de Portugal, de Suède, d'Angleterre ; quelquefois aussi des ouvrages de critique religieuse : « La destruction des Jésuites ; Des jugements contre le schisme... et des mémoires : de Mme de Pompadour, de Sully, de Lally-Tollendal. Par ordre d'importance, venaient en second lieu, les relations de voyage : d'Arthur Young en France, de Chardin, de Cook autour du monde, d'Anacharsis en Grèce. Enfin on y trouvait beaucoup de descriptions des choses de la Nature : l'Histoire naturelle de Buffon, l'Histoire des Insectes (1), l'Histoire du Ciel, le Spectacle de la Nature (2) et de nombreux ouvrages de botanique. Bien entendu les goûts de chaque émigré se manifestaient par la prédominance d'une matière (3). Les juristes s'entouraient des Coutumes, d'ouvrages critiques de Droit. Le Cordier de la Londe possédait de nombreux cahiers de musique ; Hardy, des livres de médecine et d'anatomie. Mais une seule bibliothèque, celle de Ménard, contenait une proportion importante d'œuvres purement littéraires : les théâtres de Corneille, Racine, Molière, Marivaux, Dancourt, ...les satires de Boileau... les romans de Mlle de Scudéry (4).

En marge de ses inventaires, Dom Gourdin indiquait les doubles et les mettait à part. On peut ainsi juger de l'influence d'un ouvrage. Les livres qu'on retrouve le plus souvent sont : les Caractères de La Bruyère, l'Esprit des Lois, le Paradis perdu de Milton et les Voyages de Chardin. Deux fois, on rencontra l'Encyclopédie et la collection complète des Travaux de l'Assemblée Constituante (5).

(1) De Mlle de Mériaux. 3 volumes estimés 450 fr.

(2) 7 volumes, 1739.

(3) Voici comme exemple la bibliothèque de Cauchois, sous-principal du Collège royal : Histoire (207 vol.) Théologie (200 vol.) Belles-Lettres, voyages, mémoires (135 vol.), Sciences et Arts (43 vol.), Jurisprudence (12 vol.).

(4) Am. Rouen, 1^{er} dossier Ménard.

(5) estimés à 500 francs.

Le bibliothécaire, sur les ordres du département, avait distrait plusieurs paquets de livres de généalogie qu'il devait brûler (1) « afin que périssent le souvenir même des familles royales ». Mais, chez Le Vigneur, un libraire condamné à mort (2), il se rencontra avec les membres du Comité de surveillance qui venaient enlever, de leur propre autorité, les écrits contre révolutionnaires. Il s'y opposa fermement car « il est essentiel à l'histoire de la Révolution que le pour et le contre soit conservé » et demanda au district « qu'un exemplaire de chaque sorte soit déposé à la Bibliothèque, sous clefs ou même sous scellés » (3). « Je ne connais pas ces livres, ajoutait-il. Prononcez vous-même. Je vous observerai seulement qu'on est, aujourd'hui, charmé de retrouver tout ce qui a paru dans le temps de la Ligue. L'histoire du fanatisme et de la déraison est faite pour que l'homme rougisso et en devienne meilleur ». L'administration se rendit à une telle logique. D'ailleurs, la Convention devait elle-même trancher la question ; un Comité temporaire était chargé d'examiner ce qu'il faudrait supprimer (4).

Aucun des livres des émigrés, même des doubles, des dépareillés, des inutiles n'avait été vendu. Mais toutes les salles du dépôt étaient encombrées. D'autre part, les bibliothèques des prêtres déportés contenaient peu de choses intéressantes. On décida au début de l'an IV de vendre tout ce qui ne présentait aucun intérêt, par lots de 4 à 6 livres ou brochures dont le prix oscilla entre 3 et 10 francs. Toutefois, dans les autres districts, l'absence com-

(1) Généalogie des Maisons de France (9 vol.), du Châtelet (1 vol.), d'Harcourt (4 vol.), de Mailly (1 vol.), de Montesquiou (1 vol.), de Combault (1 vol.), de Henri IV (1 vol.), d'Hugues Capet (1 vol.).

(2) M. Bouloiseau. Liste des émigrés... IV.

(3) AD. S.I. Q. Em. Mobilier. Rouen. Lettre du 16 fructidor an II au Comité de Surveillance et au district.

(4) Loi du 8 pluviôse, an II, art. 10.

plète de surveillance rendit les dilapidations importantes. A Gournay, « tous les livres et tableaux furent vendus », A Neufchâtel « on adjugea des Vanorum pour des bouquins parce qu'ils étaient reliés en parchemin ». A Cany, « les 30 volumes de l'Histoire naturelle de Buffon furent donnés à 30 livres, une Histoire universelle traduite de l'anglais qui avait coûté 150 l. ne produisit que 50 l. » (1). Par suite, lorsque la loi du 8 pluviôse an II eût ordonné l'établissement des bibliothèques locales, Dom Gourdin défendit âprement son dépôt et retarda autant qu'il le put la dépossession qui le menaçait. Mais s'il n'avait recueilli ailleurs aucun apport d'émigrés, les bibliothèques des abbayes et couvents de Fécamp, d'Aumale, d'Eu, de Valmont, du Valasse, de Jumièges, St-Wandrille, Caudebec et autres lui avaient fourni environ 180.000 volumes. Il dut, à la fin de l'an III, se résigner à les renvoyer dans leurs districts respectifs.

Toutefois, il restait encore au dépôt près de 120.000 volumes, car le département était, après la capitale, le plus riche en livres (1). Quel usage fit-on de ces réserves ? Avant la Révolution, il existait à Rouen deux petites bibliothèques : celle de l'Académie (3) où le public avait accès deux fois par semaine, et celle de la Cathédrale (4) ouverte tous les jours. « On ne cultivait pas assez les lettres et les arts » (5). La création d'une grande bibliothèque départementale paraissait « un excellent moyen pour inspirer l'amour de l'étude » (6). Mais

(1) AD. S.I. Q. Em. Bibliothèque. Rapport de Dom Gourdin à propos de la formation des bibliothèques de district. 1 germinal, an III.

(2) Cf. Deryes, o.c. p. 15, d'après AD. S.I. L. 1151.

(3) 6.000 volumes.

(4) 10.000 volumes.

(5) AD. S.I. Q. Em. Bibliothèque. Lettre au ministre, 27 nivôse an VII.

(6) Idem.

les administrations, au lieu d'aider dom Gourdin, s'en désintéressèrent. Une partie du catalogue était terminée quand on s'aperçut que le poids des livres « risquait de détruire la solidité des planchers ». On les transporta sans aucune précaution (1) ; il fallut tout recommencer. Pour obéir à la loi du 3 brumaire an IV (2) Dom Gourdin remit alors à l'Ecole Centrale les volumes ayant appartenu à l'ancienne Académie, auxquels il ajouta ceux provenant de la succession Caillot, de Cherville, et de Mme Colbert de Maulévrier (3). D'autre part, les nombreuses restitutions diminuaient chaque jour l'importance du dépôt. Lorsque, le 4 Juillet 1809, la Bibliothèque fut inaugurée dans une vaste galerie au premier étage de l'Hôtel de Ville, le public ne disposait que de 20.000 volumes (4) comme en 1789 (5).

Tableaux — objets d'art.

Le décret du 10 octobre 1792, les circulaires des 24 octobre et 3 novembre liaient le sort des peintures, gravures, objets d'art de toutes sortes, à celui des livres.

Après la suppression des maisons religieuses, le département instruit que beaucoup de tableaux avaient été dilapidés, nomma Le Carpentier, un peintre rouennais, pour recueillir ceux des émigrés et les transporter au dépôt général de St-Ouen. Le 26 octobre 1792 le commissaire Bellau fut chargé

(1) AD. S.I. Q. Em. Bibliothèque.

(2) Art. 4, Titre II. Il sera formé auprès de chaque Ecole centrale une bibliothèque.

(3) 1125 volumes au total.

(4) Cf. Annuaire statistique de la Seine-Inférieure, 1811, p. 105. On comptait à part de nombreux manuscrits et livres imprimés du xv^e siècle. La presque totalité provenait des abbayes de St Ouen, de St Yon et du couvent des Augustins.

(5) La Société d'Emulation possédait aussi quelques livres. Le Lycée libre des Arts venait de se créer.

de les distraire avant les ventes de mobilier. Leur conservation était plus facile à assurer que celle des livres. Aussi, dès le début de 1793 furent-ils transportés dans le local qu'on avait pompeusement baptisé « Museum ». On abandonna en général les tableaux de famille aux femmes et aux parents d'émigrés, après avoir enlevé la bordure (1). Le Carpentier, prévenu de la date des ventes, ne laissa échapper aucune de ces richesses même en l'An II. Le décret du 2^e jour complémentaire de l'An II accordait pour le rassemblement des objets d'art un fonds annuel de 100.000 fr. (2). C'était pour l'ensemble de la France une bien faible somme, mais qui montrait qu'on ne s'en désintéressait pas.

A la fin de l'An III, le Museum rouennais possédait « 600 tableaux tant en originaux que belles copies ». « Le reste consistait en un millier de mauvaises gravures qui provenaient des églises et communautés supprimées » (3). Le Carpentier divisa ces apports en trois catégories. La première seule fut conservée au Museum. La seconde fut empilée dans le magasin des Jacobins ou dispersée entre les églises. On vendit le reste. Il fallait détruire toutes les effigies des rois et des reines — 25 furent brûlées, dont un portrait du duc d'Orléans qui n'avait pas encore été déballé (4).

La part des émigrés dans le total des œuvres d'art recueillies apparaît proportionnellement plus importante que dans celui des livres. Nous avons pu retrouver les traces de 300 tableaux et gravu-

(1) AD. S.I. L. 81. 11 novembre 1792, accordé à Jeanne Vaignon de Mortemer.

(2) Code des Emigrés, à la date.

(3) AD. S.I. Q. Em. Bibliothèque.

(4) AD. S.I. Q. Em. Mobilier, 7 octobre 1793. Sur ce total, 5 représentaient des princes et 7 portaient des fleurs de lys.

res (1). Les copies étaient beaucoup plus nombreuses que les originaux. Parmi les productions sur toile, les portraits dominaient. Il faut signaler en particulier ceux d'Etienne Marcel (1570), de d'Aguesseau (sans nom d'auteur), de deux jeunes garçons (dans le goût de Lespaignolet ?), d'un magistrat (par Largillière), de l'archevêque de Vintimille (d'après Rigaud, par Drevet), de l'épouse de Rigaud, de David Hume, un portrait en pied du ^{xiii}^e siècle, des figures de femmes célèbres (sans nom d'auteur). Carrey de St-Gervais possédait 8 portraits dont un, attribué à Mignard. D'autres œuvres originales représentaient des scènes bibliques ou historiques : « Joseph expliquant les songes », la Fuite en Egypte, par Hallé le père (2), un petit tableau de bataille par Bonnard (3), le Sacrifice d'Abraham (sans nom d'auteur), « Soldats Espagnols jouant aux cartes dans un corps de garde » (sans nom d'auteur), le Martyre de St-Sébastien (sur marbre, école italienne). Mais la faveur allait sans conteste aux copies, estampes, ou gravures des œuvres célèbres des peintres Français, Flamands et Hollandais du ^{xviii}^e siècle. D'après Vernét, on trouvait « La Fête sur le Tibre » et « Vue de Naples » ; du Poussin : 4 paysages ; de Fragonard : deux grands paysages, gravés par Mathieu, et la Fontaine d'Amour ; les Quatre Eléments d'après L'Albane ; de Watteau : 10 sujets par divers graveurs, et d'après Greuze : la Cruche cassée et l'Enfant au chien. Le

(1) Tous ces renseignements sont puisés dans un état des tableaux appartenant aux émigrés et déportés (AD. SI. Q. Em. Bibliothèque) dont un très petit fragment a été publié par Ch. de Beaurepaire dans ses Nouveaux mélanges historiques, 1904, p. 55. D'autres données proviennent des inventaires contenus aux Am. Rouen I⁴ (Hardy) et aux AD. S.I. (Q. Em. Canton d'Oissel pour Le Cordier) et (Q. Em. Canton de Rouen, Personnel, pour Guillebon).

(2) Né à Rouen, mort à Paris en 1675.

(3) Elève de Van der Meulen.

Comte de Vintimille possédait 5 belles copies de Carle Vanloo par Beauvarlet : la Conversation espagnole, la Lecture, la Sultane, la Confiance, le Contrat de mariage. Parmi les auteurs étrangers, on retrouvait les noms de Reynolds (Une mère et son enfant) de Paul Véronèse (Les Noces de Cana), de Casanova (l'Orphée rustique, la Fraîche matinée), et de Feniers (le Départ et l'Arrivée au Sabbat, l'Enfant prodigue, les OŒuvres de miséricorde). On remarque non seulement dans le choix des auteurs mais aussi dans le choix des titres ce goût des paysages et des allégories qui caractérise le gracieux xviii^e siècle. Les dessus de portes représentaient chez Brossard de Grosmenil des fêtes champêtres, chez Robert Bigot des Jeux d'Enfants. Une dizaine de gravures sur cuivre témoignaient de la même inspiration. Guillebon avait fait relier des collections d'estampes consacrées à la Suisse, aux ports français, etc. Dubosc de Radepont préférait les scènes symboliques : les Canadiens au tombeau de leurs enfants, l'Arrivée de Rousseau aux Champs-Élysées, Dédale mettant des ailes à Icare (d'après Vien), et un joli morceau de biscuit de porcelaine représentant « Vénus fouettant l'Amour avec des roses ». Le fameux « Cabinet doré » de Bigot de Monville (1) était orné de tableaux encadrés par le lambrissage représentant « divers sujets de la Fable des personnages allégoriques en pied, de grandeur naturelle : les Sciences et les Arts... peints d'après Vouet et ses élèves » (2). Par contre, on trouvait peu de sculptures, Trois jolies terres cuites provenant de la succession Boistard de Prémagny arrivèrent au dépôt

(1) Cf. Dr Cerné. « Les Hôtels des Bigot » (Bⁿ de la Sté d'Emulation de la S.I., p.219, année 1934) et De la Quérière, o.c.

(2) AD. S.I. Q. Suco. Bigot. Inventaire du 20 pluviôse an VI.

en mauvais état. A Yvetot, on laissa se désagréger sous la pluie de belles statues italiennes,

Le Carpentier évaluait l'apport artistique des émigrés à environ 20.000 livres en numéraire. Si l'on songe que la collection de Robert de St-Victor (père d'émigré) estimée 20.000 l. se vendit plus de 500.000 fr. sous l'Empire (1), que les tableaux de Robert Bigot furent évalués de 2 à 48 l., on peut juger à quel point les chiffres des inventaires sont inférieurs aux valeurs réelles.

Les émigrés ne se bornaient pas à orner leurs maisons de tableaux ; nous avons vu que certains étaient très fiers de leurs jardins (2). Jacques Varin, jardinier, fut chargé de dresser un état descriptif des arbustes rares qui s'y trouvaient puis de les arracher pour les replanter au Jardin National (3). D'autres s'occupaient d'astronomie, de zoologie. Brossard de Grosménil collectionnait les médailles antiques, les effigies d'Empereurs romains du haut et du Bas Empire (4). Le Cordier de la Heuze avait réservé toute une pièce de son Hôtel à ses coquillages, à ses madrépores, ses plantes marines, ses bois pétrifiés, ses morceaux de cristallisation, ses stalactites (5). L'ancien gouverneur du Louvre, réfugié à Rouen (6) possédait un herbier très important. Lefebvre fut spécialement chargé d'estimer ces collections : il ne parut pas les apprécier à leur valeur.

De l'an IV à l'An X les œuvres d'art trouvées chez les émigrés furent restituées à leurs propriétaires. Le Musée de Rouen installé dans une galerie parallèle à la Bibliothèque « renfermait des tableaux des plus grands maîtres tels que Raphaël, Annibal

(1) Cf. Clérembray, o.c. p. 239, note 4.

(2) Cf. ci-dessus L. II, chap. I, p. 127.

(3) Am. Rouen I⁴ Inventaire.

(4) Estimées 100 fr.

(5) AD. S.I. Q. Em. Bibliothèque. Etat cité.

(6) Condamné à mort. Cf. M. Bouloiseau. Liste des émigrés... IV.

Carrache, La Hire, le Poussin, Jouvenet... » qui provenaient en totalité soit des couvents, soit de donations ultérieures (1). Roland avait exprimé le désir de voir réunis les chefs-d'œuvre « précédemment enfouis et dispersés... afin d'entretenir une noble émulation dans la culture des Arts libéraux » (2), son beau projet se trouvait donc réalisé... par l'Empire. Mais les matériaux qu'il espérait utiliser avaient fondu entre les mains d'une République abâtardie.

x

La vente du mobilier des émigrés fut une opération manquée. Son produit n'atteignit pas le quart de ce qu'une Administration sage en eût tiré (3). Après le 10 août on jeta cette part de la propriété nationale, en pâture à l'opinion, avec une désinvolture coupable. Comme l'avouait Roland, on ne recherchait pas surtout « un profit matériel » (4). Mais on ne profita pas davantage des objets réservés. Il y eut trop à la fois pour qu'on portât à tout un égal intérêt. Dès 1792, les commissaires « craignaient de vendre des choses défendues » (5). Par la suite, leur appréhension disparut. Dans les districts où, comme à Rouen, les dilapidations furent peu importantes, les administrations travaillèrent en définitive pour les émigrés. A cause de la Coutume, de la situation privilégiée des femmes, à cause aussi du rôle des intermédiaires, il est indéniable qu'une importante partie du mobilier des émigrés ne changea pas de propriétaire. Enfin, dès l'An IV, on restitua à leurs familles les objets que la Révolution avait au milieu d'innombrables difficultés, réussi à conserver.

(1) Annuaire statistique de la Seine-Infér., 1811, p.87.

(2) Circulaire du 30 novembre 1792.

(3) Cf. L.III, Chap. IV, p. 349.

(4) Circulaire citée 30 nov. 1792.

(5) AD. S.I. Q. Em. mobilier.

CHAPITRE III

ADMINISTRATION DU SÉQUESTRE

(1792 — An III)

La terre constituait, comme nous l'avons vu (1), la majeure partie de la fortune des émigrés. Malgré leur éloignement ils restèrent en relations avec leurs agents et continuèrent à leur donner des ordres. Le séquestre ne fit pas cesser cet état de choses. On confia l'administration de ces biens au district sous la haute surveillance du département (2). Plus de six mois s'écoulèrent après son établissement sans que celui de Rouen s'occupât de leur gestion. La Régie de l'Enregistrement se contentait de percevoir le montant des fermages et des rentes. Mais la suppression des ventes immobilières obligeait à procéder sans délai à la location des maisons et des terres qui demeuraient vacantes, à l'exploitation des forêts, au règlement des dettes. Nous allons étudier dans ces différents domaines la succession des lois et leur application.

(1) Cf. ci-dessus. L.II, chap. I, p. 113.

(2) A la suite de la faillite de 33 millions du prince de Rohan-Guéméné (Henri Louis Marie, grand chambellan, maréchal de camp, mort en Allemagne en 1808), un décret du 7 juillet 1793 confia la gestion des biens de la succession Soubise à Dutertre Véteuil. La terre de Préaux qui en dépendait fut administrée par le régisseur L. Poullain, hors du contrôle du district, jusqu'au décret du 21 messidor an II, dont les articles 9 et 10 obligèrent Dutertre et ses fondés de pouvoirs à lui remettre leurs comptes et titres.

I

La location des biens des émigrés appartenait au district et à la Régie. Trois séries d'affiches en faisaient connaître, au préalable, la date ainsi que la consistance de chaque objet. On procédait aux adjudications dans la salle des séances de la rue des Jacobins, à la requête du Procureur-syndic et en présence de Maillard (1). Un huissier lisait les clauses du bail et recevait les enchères. Tous les contrats étaient établis pour trois, six ou neuf années, comme à la fin de l'Ancien Régime. Si donc les locataires marquaient peu d'empressement, il ne fallait pas accuser la brièveté des baux. Mais les locations ne constituaient pas une solution définitive ; « on attendait de jour en jour le mode d'aliénation des biens des émigrés » (2), et cette atmosphère d'incertitude, d'insécurité, accrue encore, pour chaque catégorie de propriété, par d'autres conditions défavorables, allait lourdement peser sur ces opérations.

Comme nous l'avons vu (3), la propriété des émigrés comportait peu de places libres. Toutefois, grâce aux renseignements recueillis par l'Enregistrement, le district dressa le 26 janvier 1793 un tableau de biens à louer comprenant 85 articles d'importance très inégale (4). Pour la commodité de l'étude, nous distinguerons : les maisons à Rouen, à la campagne, les fermes et les terres.

X

Lors de leur départ, quelques émigrés notoires, espérant soustraire leurs hôtels à la confiscation les avaient loués. Lambert de Frondeville signait le

(1) Pierre Antoine Maillard. Il fut détenu à St-Lô le 13 frimaire an VI et s'évada pendant qu'on perquisitionnait chez lui, le lendemain (Cf. Clérembray, o.c. p.77 et note).

(2) AD. S.I. Q. Em. District. Affaires diverses A à Z.

(3) Cf. ci-dessus, L.II, chap. I, p. 119 et s.

(4) AD. S.I. Q. Em. District. Etats de Consistance.

29 août 1791 à la Marquise de Montaut (1) un bail de trois, six, neuf ans pour son immeuble de la rue Beffroy. Guérout de Boutemont fit de même. En octobre 1792, le district refusa de reconnaître de tels engagements, mais il retarda les adjudications, car il craignait de ne trouver personne. En effet, malgré la rareté et le prix élevé des locations ordinaires, l'importance de ces immeubles éloignait les locataires. De pareils édifices convenaient à de grosses fortunes, exigeaient un entretien coûteux, un personnel nombreux, un mobilier important. Ils ne pouvaient être considérés que comme un pis-aller par ceux qui, très rapidement, devaient trouver un toit. L'ombre des émigrés hantait ces grandes pièces. Et puis, la position du locataire et du bailleur était vraiment trop inégale pour tenter un acquéreur peu soucieux de déménager sans cesse. Alors que la Nation se réservait le droit de résilier le bail sans aucune indemnité en cas de vente, elle obligeait le locataire qui devait partir, à fournir un préavis de six mois (2). Cette clause ne pouvait guère attirer les chaland.

Après les proclamations d'usage, on procéda, le 21 février 1793, à un premier essai d'adjudication. Deux enchérisseurs seulement se présentèrent, et ils offrirent une somme si modique que la séance dut être suspendue et renvoyée ultérieurement (3). Une nouvelle expérience eut lieu le 28 sans plus de succès (4). Le district résolut alors d'attendre au 29 mai (5). Il adjugea d'un coup les dix immeubles vacants. Les loyers annuels varièrent de 465 livres pour la maison de Caillot fils, rue Beffroy, à 1.900 fr.

(1) Cf. Clérembray, o.c. p. 74.

(2) AD.S.I. Q.Em. Affaires diverses, A à Z, copie de bail.

(3) Lainé offrit 400 fr. de l'Hôtel de Romé, rue de l'Hôpital.

(4) AD. S.I. Q. Em. Affaires diverses A à Z.

(5) Dans l'intervalle, il les loua au mois aux Commissaires des Guerres.

pour celle de son voisin Lambert de Frondeville. Le directeur départemental de la Régie s'installait dans l'Hôtel du Président à mortier. Le chef du bureau d'émigration, les employés des Domaines, suivirent son exemple. Les autres adjudicataires convoitaient les cours, les écuries, les grandes salles, pour y installer leurs magasins, leurs ateliers. Les peintres Favard et Troussay, un maître menuisier, deux fabricants, s'établirent dans ces demeures abandonnées. Une autre série d'enchères liquida, le 5 juin, quatre maisons plus petites, dont deux possédaient déjà des locataires : ils relouèrent à un prix inférieur à celui qu'ils payaient précédemment. En frimaire, nivôse et germinal An II, les immeubles occupés par les femmes d'émigrés furent mis en adjudication. Personne ne se porta contre elles, et Madame Langlois de Louvre paya le droit de conserver son hôtel, la bien faible somme de 555 fr. par an. Les successions ouvertes au profit de la République permirent encore de louer en l'An III de belles demeures. Mais la baisse de l'assignat rendait dérisoire le montant des loyers. Celle du négociant Guillebon, 18, rue aux Ours, fut adjugée à un autre négociant : Jean Cardon, moyennant 6.200 fr. (soit 620 fr. valeur réelle) (1).

Enfin, quelques maisons d'émigrés, et toutes celles appartenant à leurs parents ne furent jamais mises en location. Les hôtels les plus importants servirent à abriter les représentants en mission pendant leur séjour à Rouen. On logea Legendre, Louchet et Delacroix dans celui de Robert Bigot, qui fut ensuite réquisitionné pour la cavalerie ; puis à partir du 6 floéal An II, pour le tribunal criminel militaire. Le district qui, cependant, était au courant, adressa le 11 thermidor An III, de véhéments reproches à la Municipalité, car « il ne pouvait tolérer

(1) AD. S.I. Q. Em. Affaires diverses A à Z.

plus longtemps l'abus fait de cette propriété » (1). Siblot logea chez Baillard de Guichainville, Pomme chez Midy d'Andé, Duport chez Caillot de Coque-réaumont. Ils n'apportaient aucun soin à ces demeures qui perdirent après chaque changement, un peu de leur apparence et de leur valeur. A la campagne, les locations commencèrent en juin 1793. Malgré ce retard, pour diverses raisons, elles connurent encore plus de difficultés qu'à Rouen. Les immeubles portés aux enchères peuvent se classer en deux catégories : d'une part les chaumières, d'autre part les châteaux libérés par le départ des émigrés.

×

Les chaumières, généralement entourées de mesures dont l'étendue variait de quelques perches à trois acres abritaient les gardes, les jardiniers, les feudistes, les régisseurs des propriétaires absents. Ils ne payaient pas de loyer, ne possédaient pas de bail, car la jouissance du logement constituait un complément de leur salaire. En supprimant leurs anciennes fonctions, le séquestre les chassait de la petite maison basse qu'ils se transmettaient de père en fils, depuis des générations. A La Londe, à Orival, 7 gens de l'émigré se trouvèrent dans ce cas. En temps normal, ces habitations eussent été très disputées, mais on laissa les anciens occupants libres des enchères. Le jour de l'adjudication, aucun concurrent ne se présenta, tous purent louer pour un prix dérisoire la maison sur laquelle l'opinion leur reconnaissait un droit. Deux chambres et une cuisine dans une mesure de 31 perches, ne dépassèrent pas 20 livres. Un garde de la forêt de La Londe qui habitait, « à charge d'en assurer l'entretien », l'immeuble dans lequel se tenaient les séances de la Juridiction seigneuriale d'Orival, resta locataire « d'une cuisine, 4 chambres et 3 cabinets, sur une

(1) AD. S.I. Q. Em. Affaires diverses A à Z.

demi-acre de terre. » pour 100 livres par an. Dans la même commune, une maison avec four à plâtre et four à chaux ne fit que 50 fr. (1). A Posville (2), à Hénouville, au Bois d'Ennebourg, on constate les mêmes faits; aussi, le séquestre n'en tira qu'un profit négligeable. Les châteaux, inoccupés depuis deux ans, étaient restés sous la surveillance des concierges et des régisseurs. Malgré les quelques dégradations causées par les ventes de mobilier, ils étaient encore très habitables. Mais le fait d'oser s'y installer apparaissait aux paysans comme une sorte de sacrilège. Celui de la Vaupalière avait été loué par les soins de Maignard, avec un bail emphithéotique, à Polonceau, payeur général du département. Le contrat établi dans les formes ne put être annulé. Quant aux autres, trois seulement trouvèrent preneur. Celui du Bois d'Ennebourg, fut adjugé le 21 juin à un marchand-vacher de Fresne-le-Plan. Le même jour, celui de Quincampoix, avec 10 acres de terres tenta un négociant rouennais, qui l'obtint sans concurrence moyennant un loyer de 600 fr. Le 27 septembre, ce fut le receveur des domaines Les-cuyer qui acquit le droit de s'installer dans le château de Vintimille, pour 1.550 fr. par an (3). Ces prix correspondent sensiblement au revenu mentionné sur les rôles des vingtièmes. Nous n'insisterons pas sur leur extrême faiblesse. Signalons plutôt le fait que ces premières locations furent le signal d'un changement d'attitude des paysans à l'égard des propriétés nationales. Jusque là on avait respecté ces belles résidences; désormais, chacun va s'efforcer d'en tirer profit. On démolit les clôtures du parc, à Saint-Pierre-de-Franqueville pour y faire paître les bœstiaux. Les locataires, non seulement ne résis-

(1) AD. S.I. Q. Em. Sommier des biens d'émigrés. art. Le Cordier.

(2) Idem. Affaires diverses A à Z.

(3) AD. S.I. Q. Em. Locations.

taient pas, mais encore montraient l'exemple, en violant les clauses de leurs baux, en s'octroyant la jouissance de parcelles qui n'étaient pas comprises dans leur adjudication. Bientôt, l'administration même encouragea les dégâts. La loi du 16 septembre 1793 exigeait, en vue de la moisson de l'An II, la mise en valeur de toutes les terres incultes appartenant aux émigrés. Que restait-il dans le district ? les clairières des parcs, les cours des châteaux, quelques jardins. Les municipalités durent, sous leur responsabilité, faire ensemençer ces espaces libres. La cour d'honneur, à Saint-Pierre-de-Franqueville, fut défoncée à la charrue sans souci des arbustes, des fleurs, qu'on y avait plantés (1). Elbeuf sema des fèves et des pommes de terre dans la garenne de Cléon et dans les jardins du Prince de Lambesc. La population rouennaise défricha les bruyères Saint-Julien, un ancien communal. Cet entrain dura peu. Après thermidor, les municipalités se plaignirent de ne plus pouvoir payer les manouvriers et, malgré les promesses du district, arrêtaient les travaux aussitôt après la récolte (2). A la place des anciennes échappées de verdure, des pelouses agrémentées de massifs et de bosquets, s'étendaient les guérets et les chaumes dont la nudité enlevait au château son si riant aspect. Mais ces considérations ne pouvaient retenir l'attention des administrateurs dans une période aussi critique.

x

Les constatations que nous venons de faire s'appliquent à la totalité des immeubles provenant des émigrés. Le séquestre et les locataires les reçurent en bon état ; mais ils se dégradèrent d'autant plus vite que les municipalités s'en désintéressèrent ; et, par suite, ils perdirent d'autant plus de valeur qu'ils

(1) AD. S.I. Q. Em. Canton de Franqueville.

(2) Idem. Reg. correspond. du district. Frimaire an III.

restèrent plus longtemps sous le contrôle des administrations. Cela ne veut pas dire que le district, chargé de veiller à l'entretien des propriétés bâties, refusa de faire exécuter les réparations. Au contraire, il enquêtait rapidement sur les plaintes qui lui parvenaient, mais, beaucoup n'arrivaient pas jusqu'à lui. Les locataires réclamaient généralement auprès des receveurs des domaines, en payant leurs termes, et ces derniers ne transmettaient pas leurs doléances. Mais au premier chef, les dispositions législatives portaient la responsabilité de lenteurs qui pouvaient passer pour des négligences.

Par mesure de précaution, on avait conservé, pour les réparations, la méthode des adjudications. L'architecte du district dressait un devis estimatif qu'on imprimait et qu'on affichait. Autrement dit, tout travail si petit soit-il, ne pouvait guère commencer que six mois après la pétition du locataire. D'autre part, on imposait aux entrepreneurs de telles conditions que les plus sérieux hésitaient. Ils devaient s'engager à fournir « des matériaux de la meilleure qualité ». Tous les frais d'affichage, de timbre, de criée, étaient à leur charge (1). Ils acquittaient également un droit d'enregistrement de 0,50 %. Enfin, ils versaient une caution égale au montant du devis.

Toutes les réparations ainsi retardées occasionnaient des dommages plus considérables. Un incendie ayant détérioré un coin du toit de la maison de Guyot d'Etalleville, rue des Arsins, la pluie détruisit à la longue plafonds et planchers (2). D'autre part, cette incurie indisposait les locataires, les encourageait à vivre en parasites sur les propriétés nationales. L'un d'eux dut attendre 8 mois qu'on vint réparer sa porte d'entrée, forcée par des cambrio-

(1) AD. S.I. Q. Em. Locations. Réparations.

(2) AD. S.I. L.99, 9 février 1793.

leurs. Un autre, adressa de violents reproches au district et refusa de payer son terme (1).

Pour parer à ces inconvénients, le décret du 25 avril 1793, supprima les adjudications, pour les devis qui n'atteindraient pas 150 fr. (2). La mesure fut partout accueillie avec satisfaction. Maillard communiquant le texte à ses préposés leur recommanda plus de vigilance. Le district choisit, en août 1793, un architecte plus actif : Deleau. Ce dernier avait un intérêt particulier à augmenter le nombre des travaux, à en hâter l'exécution, car il les confiait à son fils. Pour toutes ces raisons, le nombre des réparations effectuées dans les deux premiers trimestres de l'An II atteignit 482. Quelques devis s'élevèrent à 5.000 et 6.000 fr., mais la plupart, varièrent entre 60 et 300 fr.

Au début de l'An III, la dépréciation de l'assignat rendit le décret inopérant, car tous les devis dépassèrent 150 fr. Par suite, les retards et toutes leurs conséquences, alimentèrent à nouveau les réclamations. Le 8 brumaire, on se plaignit « de ne pouvoir habiter une maison nationale faute des réparations nécessaires ». Dans ce cas le district prit pour méthode de proclamer aussitôt la vente de l'immeuble. La loi du 5 pluviôse An III éleva jusqu'à 6.000 fr. le chiffre des travaux qui ne nécessitaient pas d'adjudication (3). Mais le nombre des maisons qui étaient encore sous le séquestre avait considérablement diminué.

×

Quant aux biens fonds, l'absence des propriétaires n'en avait pas libéré la moindre portion. Cependant, le district procéda en juin 1793 à la

(1) AD. S.I. L.99.

(2) Mesure signalée dans le registre de correspondance du district le 20 mai 1793.

(3) Par la suite, le décret du 20 ventôse an V remit en vigueur les dispositions de celui du 25 avril 1793.

location de 28 parcelles de terres, de 4 petites fermes et de 6 exploitations importantes. Quelle en était la provenance ? Les portions de labours ou de prés avaient une double origine. Elles étaient, soit cultivées par les gens des émigrés, à titre gracieux, soit ajoutées à une exploitation après la signature du bail. Le séquestre ne reconnaissait pas ces ententes de gré à gré. L'étendue de ces parcelles variait entre deux vergées et 10 acres. Comme les chaumières que nous avons étudiées tout à l'heure, elles ne changèrent pas d'occupants, et le loyer fut extrêmement faible. Six acres et demi de prés à St-Pierre-de-Manneville ne dépassèrent pas 150 fr. ; 2 vergées de labour à St-Ouen de la Londe furent adjugées à 25 fr. (1).

Les fermes, quelle que soit leur importance, avaient été libérées à la suite de l'échéance des baux. Entre 1790 et 1793 la plupart des exploitations se trouvèrent dans ce cas. Pour conserver des biens que leur famille cultivait quelquefois depuis plus de 2 siècles, les fermiers des émigrés renouvelèrent leurs contrats par anticipation, avec les régisseurs, et forts de leurs droits, préparèrent etensemencèrent leurs terres après la St-Michel 1792 (2). Mais ces engagements avaient été conclus sous seing privé, et la loi du 28 mars 1793 annulait les conventions de cette sorte établies entre les particuliers et les émigrés ou leurs fondés de pouvoir (3). On peut alors se demander pourquoi la totalité des propriétés des absents ne fut pas mise en location. Le 13 mai, le département, dans le but d'exécuter la loi, demandait à la Régie de rechercher tous les baux arrivant à expiration et ceux établis sous seing. Mais devant leur nombre, il décida de maintenir ceux dont la

(1) AD. S.I. Q. Em. Sommier des émigrés. Art. Le Cordier et Maignard.

(2) AD. S.I. Q. Em. Correspond. reg. du distr. sept. 1793.

(3) Loi citée, Sect. VII, art. 43.

date était antérieure à la publication du décret du 9 février 1792, sauf « au cas où il serait possible de prouver une intention frauduleuse ». Seuls les accords signés depuis cette date furent déclarés nuls. Toutefois, « dans l'intérêt de l'agriculture », le Directoire se réserva le droit d'apprécier les conséquences des résiliations, et de passer outre si l'association se trouvait décalée (1). Toujours pour les mêmes raisons, il ne fut pas tenu compte du décret des 8 et 13 septembre 1793 qui réduisait à une année tous les baux de biens d'émigrés comptant des parties de forêts (2). Malgré ses efforts, le département ne put éviter la location de 10 fermes dans le district de Rouen. Il mit alors tout en œuvre pour donner confiance aux enchérisseurs, et surtout pour en assurer la mise en valeur. D'abord, il arrêta que les dispositions de la loi du 2 septembre 1792 concernant l'expulsion du fermier en cas de vente (3) ne pourraient être appliquées qu'aux baux passés par les émigrés ou leurs agents antérieurement au 9 février 1792 (4). Puis il recommanda de louer les fermes en totalité « dans l'état où elles sont ; car en les louant en masse, les fermiers auront intérêt à cultiver et à fumer les terres également ; ils seront obligés de convertir en fumier tous les fourrages de leur récolte ; les bâtiments de ferme seront tous occupés et l'engrangement sera une sûreté pour le paiement des fermages » (5). Cette fois, les adjudications furent soutenues, mais elles ne dépassèrent pas les chiffres des anciens baux, comme si l'assignat avait conservé sa valeur nominale. A Colmare, une

(1) AD. S.I. Q. Em. Séquestre. Circulaire de Maillard, 4 juin 1793.

(2) Art. 1, 2, 3, 4.

(3) Cf. Caron et Desprez, *o.c.*, à la date.

(4) AD. S.I. Q. Em. Correspond, Réponse à une question du district de Caudebec, 27 juillet 1793.

(5) *Idem*.

exploitation composée de 57 acres de labours et de 3 acres de bois-taillis fut adjugée 1.525 fr. ; une autre de 85 acres atteignit 2.975 fr. A Quincampoix, une petite ferme de 4 acres fit 200 fr. (1). Là encore, les mêmes locataires conservèrent les mêmes propriétés.

En nivôse An II, les biens provenant des parents d'émigrés furent appelés à subir le même sort. Près de 6 mois après l'arrestation des propriétaires, le district, submergé, n'avait encore pu intervenir. Les terres de ceux qui faisaient valoir restaient dans l'abandon le plus complet ; les maisons étaient livrées au pillage. Le 7 prairial, le département enjoignit aux districts de louer les fermes « avec les bestiaux et les outils moyennant caution » (2). Les parents d'émigrés qui restaient en liberté, étaient tenus de payer un loyer fixé par experts. De même, les municipalités devaient surveiller la gestion des établissements de commerce ou des manufactures. On arrêta les opérations à l'ouverture du séquestre, et un administrateur nommé, rendait des comptes tous les mois au district (3). Au début de thermidor, le comité de Salut Public, considérant que les détentions pouvaient se prolonger jusqu'à la paix, interdit aux suspects le faire-valoir direct (4). Mais ces mesures furent rapportées quelques jours plus tard (5). Les portes des prisons s'ouvraient et chacun retrouvait son bien dans un triste état. Le district fut tout heureux d'abandonner la gestion de ces propriétés, et la Régie se borna à en percevoir les revenus.

En définitive, les terres des émigrés ne chan-

(1) AD. S.I. Q. Em. Sommier des émigrés. art. Corneille et Gueutteville.

(2) AD. S.I. L.48. Circulaire.

(3) AD. S.I., L.48, 14 vendémiaire an III.

(4) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. du district, 8 therm.

(5) AD. S.I. L.48, 17 vendémiaire an III.

gèrent pas de mains. Les fermiers choisis par les anciens propriétaires conservèrent leurs exploitations jusqu'aux ventes. Débarrassés de tout contrôle, ils agirent à leur guise, arrachant les haies, abattant les arbres, usant d'un matériel agricole qui ne leur appartenait pas (1). La loi du 28 mars 1793 pouvait provoquer une révision des baux qui eût permis d'augmenter les loyers, afin de compenser la dépréciation de l'assignat. Mais le département n'envisagea que la question des subsistances qui tenait une place si importante en Seine-Inférieure. Plutôt que d'augmenter les revenus du séquestre, il va s'efforcer de recouvrer sur les biens des émigrés, une partie du blé et du seigle dont il a un si pressant besoin.

II

Tous les fermiers, tous les locataires de biens d'émigrés formaient en face du district une coalition d'adversaires résolus à profiter largement de la liberté que leur laissait le séquestre. Certes, beaucoup restaient secrètement attachés à la Royauté et à leurs anciens maîtres. Mais, leur *intérêt* surtout, leur commandait impérieusement de lutter contre les exigences de la Nation propriétaire de dissimuler leurs gains, de réclamer sans cesse.

Dès février 1792, les agents des émigrés éprouvaient des difficultés à recouvrer leurs fermages. « Ceux de M. de Piperay refusèrent tout net (de payer) (2) ; tous promettaient, mais ne réglaient pas leur dû. » En mai, un autre exigea que Bréard, receveur de Costé de Triquerville lui présentât un certificat de résidence de son maître (3), car il craignait de payer deux fois. Le 27 février, en effet, le Conseil

(1) AD. S.I. Q. Em. Correspondance et Am. Rouen I⁴, dossier Corneille.

(2) Hébert, o.c. 10 mars 1792.

(3) AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance.

général de la Municipalité rouennaise arrêta que tous paiements faits aux émigrés par leurs débiteurs depuis le 24 février dernier... ainsi que tous paiements faits par anticipation, étaient déclarés nuls. « Il transcrivait intégralement l'article 15 de la loi du 8 avril ; mais, avec beaucoup d'habileté, il menaçait les contrevenants d'un double versement (1). Cette délibération lue au prône fut colportée dans la campagne ; elle agit sur les paysans plus que cent discours. D'ailleurs, elle mettait fin à un état d'incertitude préjudiciable à tous. Le plus grand nombre de fermiers ne se fit pas prier pour payer à la caisse du Receveur des Domaines et les récalcitrants furent vite bridés (2).

Toutefois, le Normand, par tempérament, aime à garder le secret de ses affaires. Par crainte que toute la commune n'en fut avisée, beaucoup refusèrent, lors de la confection des états de consistance, de déclarer le montant de leurs fermages (3). Il ne s'agissait pas d'une manœuvre, d'un mot d'ordre, mais d'une réaction individuelle bien explicable, d'autant plus qu'ils payaient leurs termes au séquestre. Par contre, ils n'hésitaient pas à produire leurs baux pour réclamer réductions et dédommagements. Ceux qui bénéficiaient de droits féodaux demandèrent qu'on en compensât la suppression (4). D'autres prétendirent qu'ils avaient avancé à leurs propriétaires impôts et réparations. Pour éviter la fraude, les receveurs exigèrent que toutes les quittances fussent visées par les municipalités.

Quant aux rentes foncières ou hypothécaires, ce fut un jeu d'en dissimuler le montant. Pour encourager les dénonciations, le district « eût désiré une

(1) AD. S.I. Q. Em. District de Rouen. Listes.

(2) Cf. ci-dessus, L. I, chap. III, p. 74-75.

(3) AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance.

(4) Cf. Circulaire de la Régie, 4 sept. 1792, Tableau de réduction.

collaboration étroite entre les communes et leurs administrés ». Mais les états de consistance ne firent que signaler l'existence de ces revenus. Sauf pour les fiefes, le nom du débiteur figurait très rarement. « Nous ne pouvons pas donner le détail, ce sont les régisseurs qui le connaissent », répondaient les municipalités (1). Caudebec les Elbeuf signalait au district « que le 1/6 environ des terres était sujet à des rentes tant en argent, qu'en avoine, et droit de champart » perçues au profit des Lambesc de Lorraine ; mais les fermiers et propriétaires n'avaient pas donné leurs déclarations (2). A Rouen, le greffe ne reçut jusqu'en février 1793 qu'une dizaine de déclarations de ce genre. Gueudry, avocat, ancien membre du département, donna l'exemple. Pour se conformer à la loi du 23 août 1792 (3), il versa 67,280 livres qu'il tenait de Maignard. Le maire de La Vaupalière remit au séquestre 604 livres au droit du même émigré. Campuley déclara également la rente de 280 livres qu'il avait contractée au profit du marquis de la Londe. Les autres sommes provenaient du reliquat des comptes des receveurs des biens d'émigrés (4). Ces derniers possédaient également des titres de rente sur les communautés supprimées ou sur l'Etat. La loi du 13 septembre 1792 obligeait à en dresser une liste pour que l'Assemblée en prononçât la radiation. Le 8 frimaire An II, une circulaire de la Régie rappela vainement ces dispositions (5). A cette époque, on commença le classement des papiers et des titres de propriété des absents. Mais beaucoup de contrats

(1) AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance.

(2) Idem.

(3) Elle ordonnait aux officiers publics et autres dépositaires d'objets appartenant à des émigrés d'en faire la déclaration. Elle fut complétée par le décret du 13 sept. 1793.

(4) Am. Rouen 1⁴.

(5) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. du district. 5 octobre 1793. Lettre au procureur-syndic de Louviers.

avaient disparu. On profita de l'ignorance des administrations pour ne rien payer. « L'expérience prouve, que même en respirant l'ère de la Liberté, l'homme sacrifie encore à une cupidité coupable les intérêts de sa patrie, et sa propre conscience » (1) ; ainsi philosophait le district désabusé, car il sentait son impuissance.



Les résistances des fermiers et des débiteurs d'émigrés se manifestèrent donc dès le début du séquestre. Les premiers refusèrent longtemps de produire leurs baux, dans l'espoir de dissimuler leurs redevances en nature. Mais tandis qu'aucune mesure ne parvint à faire découvrir les rentes, la loi du 28 mars 1793 obligea les fermiers, par crainte d'être chassés des terres qu'ils cultivaient, à déposer leurs contrats chez les Receveurs des domaines. Par suite, ce fut seulement à partir de cette époque que la loi du 11 et 13 janvier 1793 reçut son application. Les fermiers d'émigrés devaient exécuter intégralement les clauses de leurs baux. « S'ils s'étaient obligés à payer en froment, méteil, ou seigle, avoine, foin... l'entier montant, ou partie de leurs fermages » (2)... ils devaient s'acquitter de la même manière au séquestre.

Le 19 avril, le département enjoignit aux fermiers de verser leurs redevances en nature dans les magasins militaires, contre récépissé qu'ils remettaient ensuite au Receveur des domaines (3). Il recommandait aux garde-magasins de lui faire passer tous les 8 jours l'état détaillé des livraisons avec le prix basé sur le prix moyen de ces denrées au mar-

(1) La loi du 25 juillet 1793, Sect. II, art. 2, les obligea à faire leur déclaration dans les huit jours sous peine d'amende.

(2) Loi citée, art. 1.

(3) Loi citée, art. 3.

ché de Rouen (1). Mais des difficultés sérieuses s'élevaient sur le fait de savoir si pareille loi était susceptible d'un effet rétroactif. Maillard prétendait que les fermiers qui étaient en retard devaient payer selon les clauses de leurs contrats. Mais le département se montra moins sévère. Il arrêta, le 20 juin, qu'ils ne seraient tenus de s'acquitter selon ce principe « que pour l'année échue de leurs baux et pour celle à échoir »... le paiement des années antérieures ne pourra être exigé que suivant les apprécis au temps des échéances (2).

En vérité, la loi tout entière fut escamotée : les fermiers d'émigrés versèrent au magasin des Feuillants 36 mines de blé en mai (3). C'est alors que profitant de la hausse des grains ils spéculèrent en les stockant. L'appauvrissement des marchés excitait contre les cultivateurs les ouvriers des villes. A Rouen, la Société Populaire présenta de violentes motions « contre les affameurs des campagnes ». Pour approvisionner les Halles, les représentants en mission accordèrent à la municipalité rouennaise le droit d'opérer des réquisitions. Mais les fermiers étaient longs à obéir. Le 10 brumaire, la ville manquait de pain depuis deux jours (4). Le Conseil Général admit le principe « de l'organisation d'une force armée... pour se transporter dans les différents districts »... et accélérer l'exécution de ces mesures (5). Elles s'appliquaient, bien entendu, à l'ensemble des exploitants, toutefois, l'opinion poussait les administrations, à se montrer plus sévères pour les fermiers des biens nationaux.

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. correspondance du district, à la date.

(2) AD. S.I. L.47, à la date.

(3) AD. S.I. Q. Em. Grains et fourrages.

(4) Cf. Le Parquier : La disette à Rouen sous la commune révolutionnaire (Normandie 1897, p.171-183).

(5) Am. Rouen, Y. reg. des délibérations du C. Gl 9 brumaire an II.

Dès le 10 octobre 1792, la municipalité rouennaise avait émis le vœu de faire payer les fermiers des émigrés en blé et en seigle. Le district trouvait alors cette proposition saugrenue : « Elle était contraire à la loi du 8 avril 1792, car les receveurs des Domaines ne pouvaient tenir un magasin à blé ; elle violait les clauses des baux ; le décret du 16 septembre 1792 imposait, d'ailleurs, déjà aux cultivateurs de porter aux Halles le 1/50 de leurs récoltes » (1). Mais sous la pression des circonstances, le département, en exécution de l'article 13 de la loi du 23 août 1793, arrêtait le 22 vendémiaire An II. que « les fermiers des biens nationaux verseront sans délai aux magasins préparés dans les chefs-lieux des districts, une quantité suffisante de grains pour acquitter à raison du maximum fixé, *la totalité de leurs fermages échus ou exigibles* ». S'ils n'obtempéraient pas, on ferait des réquisitions à leurs frais, et dans le cas où ces dernières resteraient sans effet, la force armée se chargerait de les faire obéir. Bien entendu, ceux qui n'auraient récolté que leur semence, seraient dispensés, à condition de faire constater par le Maire du lieu de leur domicile, le nombre de gerbes de grain battues, la quantité de terres qui restaient à ensemercer, et le nombre de personnes qui composaient leurs familles (2).

Ces dispositions furent presque textuellement reproduites, avec moins de rigueur même, dans la loi du 16 frimaire An II. Tous les fermiers de biens nationaux, devaient fournir au district une déclaration de récolte, ainsi qu'un état des produits qu'ils avaient livrés aux marchés. En cas de fausse déclaration leur récolte entière était confisquée. Les pré-

(1) Am. Rouen 1^{re} Emigration. Déclarations et correspondance.

(2) AD. S.I. L.177. Signé : De Fontenay-Niel.

posés à la Régie ne pouvaient, avant un mois, recevoir de fermages en deniers (1).

L'application d'une semblable mesure souleva des difficultés sans nombre. Le directeur de la Régie, submergé par les déclarations ne se montrait, bien entendu, pas très enthousiaste. Tous les fermiers d'émigrés, sans exception, cherchèrent à enfreindre une loi qui nuisait par trop à leurs intérêts. Pour être autorisés à payer en numéraire ils employèrent tous les moyens. Pigache, qui cultivait à Bardouville 177 acres de terre ne déclara que six quintaux de blé et 206 de seigle, bien que les prairies couvrisse à peine 50 acres de son exploitation. D'autres aussi exagérèrent l'importance de leurs pâtures. Mais le 8 nivôse, le département décida qu'ils devraient payer en fourrage (2). Tous durent s'incliner, y compris l'un d'eux qui avait ingénieusement passé un marché avec l'administration des Postes, quelques jours auparavant, pour toute sa récolte de foin. Si les grains étaient autres que du blé et du seigle, on autorisait à verser chaque espèce dans la proportion calculée d'après le prix au maximum. Un argument souvent employé, fut la quantité de blé donnée aux manouvriers ; à les en croire, les fermiers devenaient philanthropes. Ils déclaraient aussi une famille très nombreuse dont la moyenne oscillait entre 12 et 15 personnes ce qui, pour Pigache en particulier, n'était pas exact.

Mais leurs plaintes n'eurent pas d'échos. Le district fut impitoyable pour ceux dont il connaissait les gros moyens d'existence. Toutefois, il accorda quelques dispenses aux petits fermiers, à ceux qui avaient réellement de lourdes charges et des exploitations que la nature du sol ne favorisait pas. A d'autres, il permit de verser en grains jusqu'à con-

(1) Loi citée, art. 16.

(2) AD. S.I. L.47, à la date.

currence de leur avoir et de compléter en numéraire (1). A l'approche de la nouvelle récolte, en thermidor An II, les recouvrements devinrent difficiles. Pour éviter les saisies, Maillard prescrivit d'attendre et « d'imputer les livraisons prochaines, sur les termes échus depuis le 1^{er} juillet 1793 » (2). Toutefois, deux années de fermage pesaient lourdement sur une seule récolte, et le Directeur des Domaines craignit qu'il ne faille laisser bien des fermiers s'acquitter en deniers. Jusqu'à la fin de l'An II, le magasin des Feuillants avait reçu : 2.212 mines de blé, 29 de seigle, 39 de méteil, 128 bottes de paille et 2.204 de foin (3).

Mais la législation de l'An III allait arrêter ces versements. Le décret du 28 thermidor An II abrogeait celui du 16 frimaire. Malgré une belle récolte, les fermiers d'émigrés réclamèrent comme ils l'avaient déjà fait au début de l'An II. Avec les mêmes arguments ils s'efforcèrent de démontrer l'insuffisance de leurs ressources. L'un d'eux prétendit qu'il ne lui restait plus que deux quintaux de blé pour faire vivre les 12 personnes qui composaient sa famille (4). On ne vérifiait plus les déclarations : les maires, fermiers eux-mêmes, donnaient l'exemple et vendaient leurs récoltes afin de n'en pas fournir l'état. Quelques cultivateurs délaissèrent une partie de leurs biens, d'autres en sous-louèrent : Thuillier conserva une quarantaine d'hectares et répartit les 60 autres de son exploitation en 3 lots qu'il afferma (5). D'autres, convertirent leurs la-

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. district, vendémiaire à germinal an II.

(2) AD. S.I. L. 1259, dossier Bochard, 21 thermidor an II.

(3) AD. S.I. Q. Em. Grains et fourrages. On ne peut donc suivre M. Marion quand il prétend que la loi resta lettre morte (o.c. p. 171).

(4) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. district, 8 floréal an III.

(5) Idem, 12 floréal an III.

bours en pâtures (1). Tous désiraient la suppression des versements en nature ; mais, en revanche, ils offraient de payer leurs fermages en assignats au cours du jour (2). Le district les y autorisa en floréal et, par suite, dédaigna la loi du 2 thermidor An III qui, trop tard, préconisait des paiements mixtes (3).

C'est donc une erreur de croire que partout les fermiers des émigrés profitèrent de la dépréciation de la monnaie au point de payer leur loyer avec « la vente d'un porc ou d'un bœuf » (4). Les fermiers d'émigrés jouirent d'une grande liberté, de juillet 1792 au début de l'An II. Mais la législation montagnarde, rigoureusement appliquée, triompha de leurs résistances. Sans aucun doute dans les régions où pesa la menace de la famine, les administrations responsables agirent comme le district de Rouen, et parvinrent à faire payer en nature les fermages des biens nationaux

III

Le départ des émigrés n'avait, à aucun moment, entravé la mise en valeur des terres qu'ils affermaient. Par contre, le fait qu'ils veillaient eux-mêmes à l'entretien et à l'exploitation de leur domaine forestier obligeait l'administration, dès l'ouverture du séquestre, à se substituer à eux. Mais il fallut attendre le 30 novembre 1792 pour que Clavière ordonnât d'appliquer aux bois d'émigrés les dispositions de la loi du 29 septembre 1791 (5) concernant les biens de 1^{re} origine. Les districts et les

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. du district. floréal an III et Compte rendu de l'Administ. Centrale de la Seine-Inférieure, 1^{er} brumaire an IV, 25 pluviôse an VIII, p.238.

(2) Idem.

(3) Coll. Rondonneau, à la date.

(4) Ph. Sagnac, o.c. p. 211-212, note 1.

(5) Cf. Caron et Desprez, T.II, à la date.

municipalités étaient chargés d'en surveiller l'entretien et l'exploitation avec la collaboration des officiers de la Maîtrise dont les rapports avec les administrations, les salaires, avaient déjà fait l'objet du texte du 15 août 1792 (1).

Après le renouvellement de ses membres, le Directoire du département porta ses premiers regards sur les forêts et constata « qu'elles étaient exposées au plus affreux pillage, à la plus horrible dévastation » (2). « Les bois étaient devenus en quelque sorte un patrimoine commun » (3). Si les voleurs professionnels préféraient s'attaquer aux forêts domaniales dont ils coupaient et vendaient les arbres (4), les riverains ne craignaient pas de puiser dans celles de leurs riches et nobles voisins. De nombreuses dénonciations parvinrent au district qui se décida enfin à intervenir. Le 8 mars 1793, il enjoignit à la municipalité d'Elbeuf d'envoyer la brigade de gendarmerie, ainsi qu'un piquet de gardes nationaux, pour constater les dommages. Deux jours plus tard, on organisa une sorte de battue qui permit d'arrêter « une dizaine d'individus qui coupaient du bois en fraude, dont des baliveaux de 4 à 5 pieds de tour et des bois taillis aux fourches » (5). Dans deux ventes seulement, 1.500 baliveaux avaient disparu. On soupçonna les habitants du Bosc-Roger qui, paraît-il, s'en servaient pour fabriquer des douves de barriques. Une visite domiciliaire ne donna aucun résultat, et les abus continuèrent. Quelques jours plus tard, les gendarmes appréhendèrent sur la route, un homme revenant de la forêt, avec son cheval chargé de bois. Bien des particuliers achetèrent en fraude leurs provisions pour l'hiver. Un

(1) Coll. Rondonneau, à la date.

(2) AD. S.I. L.47, 31 décembre 1792.

(3) AD. S.I., L.134, p.83.

(4) AN. F¹⁰ III, Eure 7, cité par Sion, o.c. p.335.

(5) AD. S.I. Q. Em. Forêts, Elbeuf, à la date.

huissier d'Elbeuf, entre autres, fut dénoncé et dut abandonner 4 cordes de rondins à la Maréchaussée (1).

Les municipalités, d'ailleurs, ne mettaient aucun enthousiasme dans l'accomplissement du rôle ingrat qu'on leur avait confié. Si quelques-unes comme Franquevillette exercèrent une réelle surveillance sur les bois d'émigrés (2), elles furent vite découragées par les récriminations des habitants. Ces derniers s'efforçaient de faire revivre des droits anciens. Ils voulaient qu'on les autorisât à mener paître leurs bestiaux dans les forêts. Elbeuf réclama le 8 mars, le rétablissement de coutumes « dont le despotisme aristocratique des derniers ducs de Lorraine avait spolié les paysans d'Elbeuf, Caudebec et la Saussaye » (3). Le district exigea un titre authentique ; on exhiba un accord d'avril 1490 dont le texte était irréfutable. Il dut accorder l'accès des forêts de la Londe et d'Elbeuf aux riverains, en leur faisant « recommandation expresse de garder soigneusement leurs vaches et de les tenir hors des coupes de six ans pour sauvegarder les jeunes arbres » (5). Par deux fois, le 22 décembre 1792 et le 28 mars 1793 le département excita le zèle des municipalités, rappela l'Ordonnance de 1669, qui devait toujours servir d'Instruction forestière. Mais ses conseils ne furent pas suivis. Tous les gardes en service étaient dévoués à leurs anciens maîtres. Ils ne parlaient de la Révolution qu'avec mépris et préféraient laisser aux paysans plutôt qu'à la Nation le « bénéfice d'un séquestre inique ». En 1792, Poullain, régisseur à Préaux, ne releva que 6 délits de

(1) Idem, 30 mars 1793.

(2) AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance. Franquevillette, mai 1792.

(3) Idem, Forêts, Elbeuf, 26 mars 1793.

(4) Idem. Reg. Arêtés, district, 30 mars 1793.

chasse et de forêt (1). Quant aux officiers de la Maîtrise, « par impuissance, par lucre, ou par politique, ils ne furent d'aucun secours à l'administration » (2).

×

Jusqu'en l'An II, l'incurie des municipalités, l'inertie des gardes, les résistances des laboureurs, accrurent considérablement les dégâts constatés au début de 1793. Mais à l'approche d'un hiver qui s'annonçait rigoureux, les autorités renouvelées ne se bornèrent plus à des exhortations. Les Sociétés populaires prirent, dans nombre de communes, l'initiative de protéger les forêts des émigrés. Celle de St-Etienne-du-Rouvray déclara que « tous ses membres étaient tenus de veiller à leur conservation ». Non seulement le district approuva la délibération, mais il invita celle d'Elbeuf à suivre cet exemple ; ce qui fut fait le 8 ventôse An II (3).

De son côté, le département prit, par arrêté du 25 ventôse, des dispositions rigoureuses. Les officiers municipaux devaient « constater les délits..., dénoncer les malversions personnelles des gardes. « On menaçait ces derniers du Tribunal Criminel. Ils étaient responsables des amendes et des condamnations encourues par les délinquants qu'ils n'auraient pas voulu punir » (4). Ils se plaignaient que leurs fonctions leur attiraient « une quantité d'ennemis », ils espéraient ainsi se disculper des accusations d'incivisme, qu'à juste titre on ne leur épargnait pas. Beaucoup furent arrêtés comme suspects, en particulier Gosselin, garde général à Elbeuf. Alors seulement on songea à les remplacer. Les Sociétés populaires présentèrent des candidats. Pour exciter leur zèle, la loi du 15 pluviôse porta les traitements à

(1) AD. S.I. Q. Em. Forêts. Elbeuf. 30 mars 1793.

(2) AN. F¹⁰ III, S.I. 8, cité par Sion, o.c. p.335.

(3) AD. S.I. Q. Em. Forêts, Elbeuf, à la date.

(4) Idem, L.47, à la date.

500 fr. par an pour les gardes et à 750 fr. pour les gardes généraux. On leur assurait, en outre, 1 fr. par arpent surveillé, jusqu'à concurrence de 1.100 francs (1). Les nouveaux venus exercèrent une surveillance plus rigoureuse. Le 21 ventôse, Dubuc, à Elbeuf, dirigea plusieurs expéditions avec l'aide de la garde nationale, « contre les brigands qui chassaient jour et nuit, en troupe » (2). La crainte des sanctions aidant, les vols de bois, les dégradations frauduleuses diminuèrent considérablement.

Toutefois, les circonstances critiques dans lesquelles se débattait le pays justifiaient malheureusement une série de mesures extraordinaires dont les forêts souffrirent beaucoup. Le chauffage d'une agglomération comme Rouen avec ses fabriques ses manufactures avait toujours posé un important problème. Le Conseil de la Commune s'était réservé, par règlement du 5 juillet 1783, tous les bois provenant des forêts de Bord, de Longboël, de Rouvray, la Londe, Brotonne, Le Trait et Le Maulévrier. On y ajouta même les coupes d'Acquigny, de Louviers ainsi que « celles des seigneurs et communautés qui seraient conduits et repostés sur les ports le long de l'Eure, dans l'étendue des maîtrises de Pont-de-l'Arche et de Pacy, et le long des deux rives de la Seine, depuis le pont de Blarue jusque y compris le Vieux port près de Quillebeuf » (3).

Des coupes ordinaires sur une pareille étendue dépassaient largement la consommation normale de la ville. Mais la rupture des relations commerciales avec l'Angleterre privait Rouen des arrivages de charbon. Le bois seul devait donc suffire aux usages domestiques et industriels. Les rassemblements de troupes grossissaient la population. Il fallait chauffer hôpitaux et prisons dont le nombre de pen-

(1) AD. S.I. Q. Em. Forêts, Elbeuf.

(2) Idem.

(3) AD.S.I. L. 139. Rapport présenté au représent. Duport.

sionnaires s'était considérablement accru. La plupart des usines travaillaient pour l'armée. On ne pouvait arrêter leur marche, retarder la livraison des commandes. « La défense nationale exigeait des coupes extraordinaires » (1). Le 15 pluviôse, on ordonna l'abattage de tous les bois âgés de plus de 15 ans (2). De ventôse à fructidor An II, les représentants en mission ordonnèrent 7 coupes sur les forêts de toute provenance (3). On alla jusqu'à abattre les taillis de 10 et 12 ans. Ce fut un véritable massacre, mais la pénurie de combustible ressemblait à une famine. Tout devait être tenté pour en préserver la ville. Grâce à la présence de Siblot, à l'énergie de la municipalité, les habitants et les industries de Rouen passèrent l'hiver sans trop souffrir.

En l'An III, les mêmes problèmes se posèrent dès la réapparition du froid, mais avec le désordre la situation devint tragique. Du 15 au 28 brumaire, le Conseil Général de Rouen s'efforça de régler la consommation du bois de chauffage. Les mariniers devaient déclarer les quantités qu'ils apportaient sur les chantiers et sur les quais. Les manufacturiers étaient tenus de ne brûler que des souches et du bois blanc. Quant aux citoyens aisés, on les engageait à s'approvisionner chez les revendeurs (4). Les représentants en mission intervinrent ; mais, dès frimaire An III, ils ne parvenaient plus à faire exécuter leurs arrêtés. Les municipalités devenaient égoïstes. « De tout temps, écrivait celle d'Elbeuf, nos bois ont servi à approvisionner nos habitants. Ils étaient même insuffisants, mais alors ceux de La Londe venaient à notre secours !... Que va-t-il

(1) AD. S.I. L.135

(2) Idem.

(3) Idem, L.877-878.

(4) Am. Rouen D² Affiches, à la date.

donc résulter si vos réquisitions ont leur effet ? D'abord, la classe peu fortunée sera privée d'une partie de ses ressources, car c'était du bois en fagot que les pauvres consommaient. Dans deux ou trois décades, il n'y aura plus un seul fagot à distribuer aux malheureux » (1). Les habitants de Caudebec-les-Elbeuf menacèrent Hermel, un marchand de bois, « qui avait accumulé beaucoup de bois et le vendait trop cher pour que la classe indigente l'achète (2). On coupait dans les jardins, les vergers, tous les vieux arbres pour en faire du feu (3).

La surveillance se relâchant, les vols reprirent de plus belle. Partout on s'indignait « des dilapidations qui se commettaient chaque jour ». Le département renouvela en vain les dispositions de son arrêté de ventôse An II. Elbeuf rappela à ses administrés « qu'il existait des lois sévères... Il requit la garde nationale et invita tous les bons citoyens à arrêter les délinquants... les pères seront responsables pour leurs enfants » (4). Mais le Tribunal du district faisait preuve d'une indulgence coupable. Il prononça une seule condamnation, celle de Guérout qui avait laissé pâturer 20 vaches dans la forêt de Rouvray. De plus, il décourageait les gardes en les accablant de reproches. Aussi, ces derniers démissionnèrent-ils et on les remplaça difficilement. Les coupes de la Forêt Verte qui avaient toujours servi à la ville de Rouen pour son chauffage, étaient convoitées par des spéculateurs. A Pitre, point de rassemblement des bois coupés dans le district de Gournay, des marchands détournèrent les charrois de leur destination ; des mariniers à leur solde « déchargèrent les bateaux hors de la commune » (5).

(1) AD. S.I. Q. Em. Forêts, Rouen, 12 frimaire an III.

(2) Idem. L.52, nivôse an III.

(3) Id^e.

(4) Idem, Q. Em. Forêts, Rouen, 19 germinal an III.

(5) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés concernant les forêts, reg.

Bientôt, les boulangers furent dans l'impossibilité de chauffer leurs fours, les maréchaux-ferants, privés de charbon, se rabattirent sur le bois. La fonderie de St-Martin-du-Vivier retarda son coulage et les manufactures de drap cessèrent le travail. Il fallut alors compléter les ressources ordinaires par une coupe d'une importance considérable puisqu'elle engloba 1.467 arpents dont 250 de demi-futaie (1). Au total, on abattit dans cette même année, environ 3.000 arpents de taillis et 500 de fûtaie. Une pareille exploitation devait rapidement conduire à la destruction du domaine forestier qui entourait Rouen. Fort heureusement, elle ne dura pas.

x

La vente des coupes de bois était régie par la loi du 29 septembre 1791. Les forêts d'émigrés s'ajoutaient aux apports des communautés, et tout en gardant leur distinction d'origine, subissaient le même traitement. Les officiers de la Maîtrise qui, après la loi du 15 août 1793 (2), se désintéressaient beaucoup moins des bois d'émigrés, procédaient d'abord aux récollements des coupes. A leur suite, les préposés de la Marine réservaient les fûts les plus gros et les plus droits pour la construction des vaisseaux de la République (3). Puis, Brunel, procureur de la Maîtrise de Rouen, divisait les coupes en lots de 10 à 60 arpents et estimait chaque portion. Mais le district avait la haute main sur les adjudications. Il les proclamait par voie d'affiches dans la forme courante, indiquait l'étendue et la situation des différentes parcelles. Dans le cahier des charges déposé au secrétariat, on insistait sur la nécessité de respec-

(1) AD. S.I. L.139. Liasse Duport.

(2) Elle leur accordait une commission de 30 sols par arpent récolté.

(3) Cf. Loi du 27 juillet 1793.

ter les baliveaux et de couper les arbres le plus près possible du sol (1).

La vente se déroulait à la requête du Procureur-syndic en présence de Brunel. Les principales eurent lieu les 13 février 1793, 10 frimaire, 1^{er} et 10 nivôse, 6 et 22 ventôse, 22 germinal An II, 8 et 12 vendémiaire An III, puis en nivôse et pluviôse. On recevait d'abord les premières enchères et on allumait autant de feux qu'il y avait d'adjudications provisoires. Le plus offrant, adjudicataire définitif, « était tenu de désigner dans la huitaine une caution valable, faute de quoi on revendait aussitôt la coupe à la folle enchère ». De même, tous les lots qui n'étaient pas exploités dans le délai fixé par le cahier des charges était remis en vente (2).

Les prix variaient avec les espèces de bois. A cause de leur rareté et de leur utilisation en menuiserie, les fûts de chêne et de hêtre atteignaient des sommes élevées. Mais les taillis courants, de 12 à 15 ans étaient adjugés en l'An II à une moyenne de 450 fr. l'arpent. En tenant compte des fluctuations de la monnaie, ce chiffre se maintint jusqu'en l'An V. C'était, d'ailleurs, celui de l'estimation, car les enchères demeurèrent toujours très faibles. Les acquéreurs se recrutaient parmi les marchands de bois de Rouen, Elbeuf, Canteleu et Préaux. Ils achetaient soit en leur nom personnel, soit à l'aide des intermédiaires habituels : Bruno le Marchand, Bonjour, Desaubris et Blard (3). Pour les ventes importantes, ils se groupaient par deux ou trois et s'adjudgeaient ainsi tous les lots (4). Par tous les moyens, ils s'efforçaient d'éloigner les autres acheteurs. A la Londe, un inconnu poussa une enchère de 10.000 fr. sur leur dernière proposition. Ils demandèrent de

(1) AD. S.I. L.877-78.

(2) Idem, L.135. Cf. Loi du 29 sept. 1791, T.XV, art. 4.

(3) Cf. ci-dessous, Livre II, chap. IV, p.236-237.

(4) AD. S.I. L.877-78. Etat des ventes.

surscoir à la vente et adressèrent au district, sur la moralité et la solvabilité de l'intrus, des renseignements tels qu'on leur donna satisfaction.

Les achats étaient payés en trois termes égaux dont le premier partait du début du mois qui suivait la vente. On acquittait en plus une taxe de 26 deniers par livre (1). L'abattage, le débit et le transport des bois étaient à la charge de l'acquéreur, mais le district fournissait les réquisitions nécessaires pour recruter les ouvriers. Ceux-ci venaient le plus souvent de Rouen ; toutefois, certaines communes demandèrent « qu'on employât leurs manouvriers en chômage, de préférence à des étrangers » pour exploiter les bois placés sur leur territoire (2). La loi du 11 prairial An II les obligeait à travailler au prix du maximum. Ils s'y refusèrent au début de l'An III réclamant 40 sous par jour. Le district dut souvent intervenir et menaça de poursuivre les délinquants devant l'accusateur public comme réfractaires aux lois (3).° Ce fut en pure perte, les mêmes ouvriers exigèrent une partie de leurs salaires en bois de chauffage. Malgré l'interdiction du département, il fallut céder. Les bois débités étaient, en principe, destinés au marché de Rouen (sauf, cependant, ceux de la coupe extraordinaire du 22 ventôse An II), mais à partir de l'An III, les acquéreurs agirent à leur guise. Après l'abolition du maximum, la différence entre les prix de gros et de détail permit aux marchands de faire des bénéfices scandaleux. Toutefois, le séquestre profita aussi de la multiplication des ventes et tira des ressources importantes des forêts d'émigrés (4).

✕

(1) AD.S.I. L.877-78. P.V. d'adjudication.

(2) Idem, L.52, 17 frimaire an III. Fresne le Plan.

(3) Idem, Q. Em. Arrêtés. Forêts, 13 brumaire an III.

(4) Cf. ci-dessous, Livre III, Chap. IV, p. 347.

Dans les cahiers de doléances, les paysans normands avaient demandé des réformes : la division des fermes, la prolongation des baux, la protection des terres labourables contre l'envahissement des prés et des bois. Les biens des émigrés offraient à la Convention un vaste champ d'expérience, mais les partis au pouvoir, montagnards compris, ne suivirent jamais, au point de vue agraire, un plan précis, une politique cohérente (1).

Pendant le séquestre les mêmes fermiers cultivèrent les mêmes terres, comme si la propriété n'avait pas changé de mains. Le montant des baux que l'on accusait d'accroître la cherté de la vie ne varia pas. On s'efforça, comme par le passé, de régler la culture, de maintenir les emblavures. Les administrations continuaient les traditions rurales du XVIII^e siècle. Mais le relâchement de l'autorité, l'absence de contrôle, poussèrent les paysans à songer avant tout à leur intérêt personnel, au détriment de la Nation et des biens eux-mêmes. La propagande de Dufour et de Momoro, les excitations de Prudhomme dans les Révolutions de Paris, accrurent encore la dévastation des propriétés nationales (2). Le 22 décembre 1792, le département blâma la conduite de « ces hommes assez lâches pour publier que les biens (des émigrés) appartiennent à chaque individu... » (3). Il ne fit, toutefois, pas cesser les abus.

En définitive, la substitution des *corps administratifs* aux *individus* propriétaires fut manifestement néfaste. Mais les ventes diminuant rapidement l'étendue séquestrée, allaient bientôt en limiter les inconvénients. Seules les forêts inaliénables restèrent entre les mains des administrations.

(1) Cf. G. Lefebvre. Questions agraires, o.c. p. 131 à 135.

(2) M. Marion, o.c. p. 118.

(3) Am. du Havre I^{er}, 16 janvier 1793.

CHAPITRE IV

VENTE DE L'IMMOBILIER DES EMIGRES (1793 — prairial An III.)

La vente du mobilier des émigrés était à peu près terminée lorsqu'au début de l'An II, leurs immeubles, aliénés par le même décret, affrontèrent enfin les enchères. On craignait qu'une telle augmentation de la masse des biens nationaux ne jetât le discrédit sur l'ensemble des ventes et ne fit baisser considérablement les prix. Le 12 septembre 1792, le district de Rouen publia un état des biens de première origine, de manière « à ranimer la confiance que doivent naturellement inspirer aux acquéreurs la célérité constante des ventes et le montant remarquable de leurs produits » (1). Et surtout Treilhard, en demandant le 11 novembre le sursis, insistait sur le fait que « ces biens ne pouvaient être, dans cet instant, vendus avantageusement » (2). Mais la question financière servait simplement de prétexte ; elle ne suffisait pas à expliquer ce retard.

I

En séquestrant les biens des émigrés, la Nation prenait à sa charge toutes les dettes qui les grevaient. On savait à l'avance qu'elles étaient considérables. Pour libérer la propriété confisquée, et en faciliter la vente, il fallait ou les rembourser, ou les supprimer. Mais les législateurs ne pouvaient

(1) AD.S.I. Q. Em. Correspond. à la date.

(2) Moniteur (réimp.) à la date.

méconnaître les droits des créanciers sans dresser contre les enchères une puissante coalition d'intérêts. Aussi, toutes les lois concernant l'aliénation des propriétés des émigrés contenaient des dispositions qui réglaient la liquidation de leurs dettes.

D'autre part, les circonstances même dans lesquelles s'étaient déroulés les votes des 27 juillet et 2 septembre 1792, montraient le sens social de ces mesures. On y voyait le moyen de récompenser « les Patriotes aux dépens de l'Aristocratie » (1). On voulait favoriser les paysans qui n'avaient pu, à cause de l'importance des lots, acquérir des biens ecclésiastiques. Le 14 août 1792, François de Neufchâteau fit adopter une motion bien connue, dans laquelle on promettait aux gens des campagnes de leur céder « les terres, vignes et prés des émigrés », par petits lots, en arrentement perpétuel (2).

Ainsi, sans diminuer le gage de l'assignat, il fallait respecter les droits des créanciers, tenir compte des vœux des paysans. Les opérations préliminaires qui avaient pour but de ménager tous ces intérêts suffirent à expliquer l'intervalle d'une année qui sépare la décision de principe, des premières adjudications.

×

Le problème le plus important et le plus complexe que les administrations eurent à résoudre fut sans conteste, celui des dettes des émigrés. Dans son Préambule, la loi du 8 avril 1792 envisageait la nécessité de leur remboursement comme une conséquence logique du séquestre. Elle reconnaissait aux créanciers une situation privilégiée. Les hypothè-

(1) G. Lefebvre. Questions agraires. o.c. p.23.

(2) Moniteur (réimp.), et Caron et Desprez, o.c. à la date. Cette motion apparaissait déjà comme un compromis, puisqu'à la fin elle reconnaissait la primauté de l'enchère sur le bail à rente.

ques privées devaient être purgées avant celle de la Nation. « Tous les ayants-droit à quelque titre que ce puisse être » étaient tenus de déclarer leurs créances, de les affirmer « sincères et véritables » devant le directoire du district du lieu où ils se trouvaient. Mais aucun ne se décida encore.

Bien que le législateur eût marqué son intention de substituer « aux saisies réelles un mode plus simple et moins dispendieux » (1), il en conservait le principe. Tout créancier reconnu pouvait faire vendre les biens de son débiteur, à savoir « les meubles dans la forme ordinaire » (2) et pour les immeubles « en provoquer l'estimation et la vente dans la forme prescrite pour l'aliénation des domaines nationaux... un mois après le commandement fait au dernier domicile connu de l'émigré » (3). Les sommes ainsi recouvrées devaient être versées au receveur du séquestre et les droits des créanciers, confirmés « par oppositions entre les mains du Conservateur des hypothèques » (4). Une pareille méthode n'était ni simple ni économique, puisque la Nation faisait les frais des saisies et des ventes. D'ailleurs, on n'eut pas le temps de le mettre à l'essai.

Après le 10 août, l'aliénation des biens des émigrés posa la question des dettes sous un angle différent. L'hypothèque nationale reprenait la première place. Le pouvoir de déclencher les ventes appartenait uniquement aux administrations. Toutefois, les droits des créanciers étaient maintenus. Pour les sauvegarder, la loi du 2 septembre ordonnait, « préalablement à toute aliénation », de proclamer la confiscation des biens meubles et immeubles des émigrés par trois affiches successives (5). A Rouen, cette

(1) Loi citée. Préambule.

(2) Idem. art. 19.

(3) Idem, art. 20.

(4) Idem, art. 21.

(5) Loi du 2 septembre 1792, art. 5.

mesure fut exécutée en octobre pour le mobilier. Mais pour l'immobilier, elle traîna de décembre à février, car les communes ne croyaient pas avoir à la renouveler. Le district exigea le certificat de premier affichage, car il déterminait la limite du délai accordé aux créanciers (1). Ces derniers devaient, avant deux mois, à partir de cette date, déposer « leurs titres justificatifs au secrétariat du district » (2). L'établissement et l'affichage des listes d'émigrés concouraient pour une part, au même but. Il aidait à fixer le dernier domicile de l'émigré où devaient avoir lieu les liquidations des créances. Aussitôt après la publication des 3 premières listes, les déclarations affluèrent au district (3) ; on craignait d'être frappé de déchéance (4). De nombreux créanciers du Comte de Vintimille, de Maignard, de Colbert de Seignelay vinrent se pourvoir à Rouen : on les renvoya à Paris, lieu du domicile. Le 15 avril enfin, le département prévenait tous les ayants-droit de l'expiration définitive des délais accordés et demandait au district de dresser un état des dettes des émigrés (5).

Désormais, il ne suffisait plus d'affirmer les créances « valables et sincères » : le district examinait les titres et décidait de leur authenticité. Les liquidations étaient opérées « de gré à gré entre le procureur général syndic du département et les intéressés » (6). En cas de contestation, le Tribunal du district se chargeait sans frais de l'arbitrage. Toutes les créances d'un émigré se trouvaient gagées sur le produit des ventes de ses biens et... non au

(1) Ce délai fut prolongé d'un mois le 14 janvier 1793.

(2) Loi du 2 septembre, art. 6.

(3) Cf. AD. S.I. un registre complet, L.83, surtout janvier, février, mars.

(4) Loi du 2 septembre, art. 6.

(5) AD. S.I. L.48, à la date.

(6) Loi du 2 septembre 1792, art. 7.

delà. Aussi, dans le même esprit, la loi du 7-11 mars 1793 autorisa les ayants-droit reconnus à acquérir une portion de meubles ou d'immeubles équivalente au montant de leurs créances (1). Cette solution donnait peut-être satisfaction aux créanciers importants ; mais elle était en contradiction avec l'arrentement, et défavorisait les petits créanciers. Que pouvaient-ils acheter avec quelques centaines de livres, quelle parcelle serait assez petite pour ne pas dépasser cette somme ? C'était les condamner à n'être jamais remboursés.

Donc, aucun des deux remèdes proposés jusque là pour débarrasser les biens des émigrés des dettes qui les grevaient, n'était acceptable. Ils entravaient et retardaient les ventes alors que le législateur devait les hâter et les faciliter. Ce sera l'œuvre des Montagnards de pratiquer à cet égard une politique cohérente et efficace.

Avant d'élaborer des dispositions d'ensemble, la Convention commença par régler le sort des petits rentiers. La loi des 11-16 mars 1793 autorisa le paiement sur les revenus et le produit des ventes de toutes les sommes n'excédant pas 800 livres. Elle enjoignait d'acquitter de préférence « les rentes viagères et autres qui auraient été constituées pour prix des ventes d'immeubles, ou créées à prix d'argent, ou pour récompenser des services domestiques » (2). Avec la baisse de l'assignat, les créanciers perdaient plus de la moitié du capital, mais ils demandèrent, nombreux, le bénéfice de cette disposition qu'ils considéraient comme une véritable faveur et qui fut maintenue par les lois postérieures (3). Toutefois, on les fit patienter (4).

(1) Cf. Caron et Desprez, *o.c.* T.II, à la date.

(2) Loi citée, art. 14. Si les sommes ne suffisaient pas, on accordait un acompte.

(3) Loi du 25 juillet 1793. Sect. V § 2, art. 7.

(4) Loi du 28 mars 1793. Sect.VII, art.43.

Pour réduire le nombre des créances, la loi du 28 mars 1793, sous le prétexte d'éviter les fraudes, reconnut la validité des seuls titres authentiques antérieurs au 9 février 1792 (1) et annula « tout billet, promesse et reconnaissance sous signature privée » (2). Les lettres de change, les billets souscrits par les émigrés ou leurs femmes pour acquitter des dettes criardes ne purent servir de garantie. Des contrats de mariage même devinrent sans effet (3). La moitié des dettes contractées par Caillot de Coque-reaumont, soit environ 75.000 livres, fut rejetée. Toutefois, on fit une exception en faveur des marchands, domestiques et ouvriers (4). D'autre part, nous avons vu que la même loi supprima purement et simplement tous les droits des familles d'émigrés. Après cet élagage, la République pouvait prendre la charge du reste, et la loi du 3 juin ordonna la vente immédiate des biens des émigrés « nonobstant tous droits fonciers et douaires » (5).

Toutefois, le sort des grosses créances n'était pas encore réglé. Pour en faciliter la liquidation, le décret du 25 juillet 1793 encouragea les unions des créanciers. Leurs syndics, nommés à la pluralité des suffrages servaient d'intermédiaires entre les ayants-droit et les administrations. Ils pouvaient obtenir communication du dossier des débiteurs, connaître leur actif, protéger les intérêts de leurs commettants. En cas de contestations, on nommait des experts. D'autre part, pour connaître le montant exact des charges qui grevaient la propriété séquestre, la même loi enjoignait d'établir d'abord des tableaux individuels par émigré, puis de les réunir en un

(1) Cf. ci-dessus, L. II, ch. III, p. 182.

(2) Contrat Leroux de Cretot, par. 4.

(3) Loi citée, Sect. VII, art. 44.

(4) Cf. ci-dessous, L. III chap. IV, p. 359.

(5) Loi citée, § 30, art. 95.

état global. Ce travail ne fut terminé qu'à la fin de l'An II.

La Convention ne prétendit pas rembourser immédiatement toutes les créances, mais elle eut l'inspiration géniale de les stabiliser. Le décret du 24 août ordonna la constitution d'un Grand Livre de la Dette publique. Les créanciers des émigrés, au même titre que les autres créanciers de la Nation, étaient admis à y faire inscrire leurs créances après collocation opérée par le département. La Trésorerie nationale délivrait alors aux ayants-droit un extrait d'inscription portant les intérêts à 5 % du montant de la somme colloquée (1). Le capital demeurait acquis à la Nation. Il pouvait, toutefois, être employé en paiement de biens nationaux « à la charge par ceux qui voudront jouir de cette faculté de fournir en même temps pareille somme en assignats ayant cours de monnaie » (2), mais personne ne réclama le bénéfice de cette mesure. D'ailleurs, d'une façon générale, les créanciers d'émigrés montrèrent peu d'empressement pour demander leur inscription sur le Grand Livre. Ils préférèrent perdre les intérêts plutôt que d'aliéner le capital, et attendirent jusqu'en l'An VI (3). Toutefois, personne, désormais, ne pouvait s'opposer à la vente des biens des émigrés (4). Le but qu'on s'était proposé se trouvait donc atteint. Voyons, en second lieu, comment la Convention va tenir ses promesses envers les paysans et préparer les adjudications.

×

Depuis le 14 août 1792, les partisans de l'arrentement et de la vente aux enchères, s'opposaient, tergiversaient sans se hâter d'aboutir (5). Les vœux

(1) Loi citée, ² 30, art. 95.

(2) Loi citée, § 30, art. 196.

(3) Cf. ci-dessous. L. III, chap. II, p. 298.

(4) Cf. Loi du 13 septembre 1793.

(5) Cf. G. Lefebvre. Questions agraires, o.c. p. 23 à 33.

des paysans paraissaient délaissés ; ils manifestèrent alors une certaine impatience, en particulier dans la Brie, et on vota une espèce de compromis : le décret du 3 juin 1793 (1). Il donnait aux chefs de famille non propriétaires, la faculté d'arrenter un arpent de biens d'émigrés. Mais, seuls pouvaient bénéficier de cette mesure ceux qui habitaient là où il n'existait pas de communaux.

Une enquête préalable s'imposait donc, pour laquelle le district adressa, le 4 août, une circulaire à toutes les municipalités de son ressort (2). Il lui demandait une réponse rapide et précise — mais souvent les communaux, mal situés, mal entretenus, peu étendus, présentaient peu d'intérêt. A Boos, par exemple, on en tirait des cailloux et du sable pour l'entretien des routes (3). Ailleurs, on tenait à conserver ces pâtures à l'ensemble des habitants (4). Parfois, leur possession donnait lieu à des discussions. Les habitants de Préaux revendiquaient des communaux sur lesquels ceux de la Vieux-Ruc « avaient un droit incontestable, ainsi que l'usage de temps immémorial » (5). Pour toutes ces raisons, le 5 septembre, 12 municipalités qui possédaient une certaine étendue de biens d'émigrés hésitaient encore (6). Le district envoya des commissaires aux frais des retardataires. Mais lorsqu'il eut réuni toutes ces déclarations, on le prévint, le 14 septembre, que la loi était abrogée. Il déplora ce contretemps

(1) Cf. G. Lefebvre. Questions agraires, o.c. p. 31.

(2) AD. S.I. Q. Em. Arrêtés du district, reg. à la date

(3) Idem, Canton de Franqueville.

(4) AD. S.I. C. 2185.

(5) AD. S.I. Q. Em. Canton de St Jacques sur Darnétal. Cf. de même : réclamation des habitants de Cléon et Fréneuse concernant leurs droits sur 20 acres de garenne appartenant au Prince de Lambesc (même série, canton d'Oissel).

(6) N.D. de Franqueville, La Rue St Pierre, Quincampoix, N.D. de Préaux, Quévreville la Millon, Bois l'Evêque, St-Thomas-la-Chaussée N.D. de Bondeville...

qui n'avait déjà que trop retardé la vente des biens des émigrés (1).

Toutefois, le principe de la division subsistait. Le décret du 1-4 avril 1793 avait déjà préconisé la fragmentation des grandes propriétés. La circulaire d'Amelot qui en réglait les modalités d'exécution paraissait, il est vrai, assez hésitante. « Les grands domaines, écrivait-il, devaient être divisés lorsque la vente en masse serait reconnue moins avantageuse » (2). En dernier lieu seulement, il admettait le partage dans tous les cas; mais les lois des 25 juillet et 13 septembre 1793 en rappelèrent la nécessité. Les administrations ne s'y montraient pas favorables. L'obligation de dresser « un plan géométrique muni d'une échelle » (3), allait considérablement ralentir ces opérations. D'autre part, la multiplication du nombre des lots augmentait le nombre des procès-verbaux, multipliait les causes de conflit avec les acquéreurs, entraînait surtout pour la Régie un surcroît de travail important. Enfin, on en redoutait les conséquences sur la production du blé; chaque petit propriétaire ayant tendance à consacrer une partie de ses terres à l'élevage et aux cultures vivrières. Pour toutes ces raisons, le département souligna, le 3 octobre, avec une grande satisfaction « qu'il ne s'agissait plus de faire des distractions de ces biens ni pour donner aux pères de famille qui n'ont pas un arpent de fonds, ni pour les défenseurs de la Patrie », et s'employa de tout son pouvoir à empêcher les divisions (4).

Ces opérations étaient confiées à des commissaires experts nommés par le district. Les 7-8 et 9 octobre 1793, il en désigna 40, choisis parmi les

(1) AD. S.I. A.Em. Correspond. district reg. 14 sept. 1793

(2) Circul. cit., art. 1.

(3) Idem.

(4) AD. S.I. L.48.

propriétaires et fermiers des divers cantons (1). On n'exigeait pas d'eux des connaissances approfondies, mais une grande modération d'idées. Thérain, arpenteur juré, qui avait dressé le plan du canton de Darnetal sollicita cet emploi, mais fut éconduit, parce qu'on n'était pas assuré de ses opinions (2). Après un tri aussi sévère, on pouvait leur laisser sans crainte une grande liberté d'action car ils étaient tous opposés au partage des terres, qu'ils considéraient incompatibles avec un bon rendement des cultures. Leurs travaux commencèrent vers le 20 vendé-

Leurs travaux commencèrent vers le 20 vendémiaire. On les groupa par deux et chaque équipe se chargea d'une certaine étendue de biens. Des officiers municipaux les accompagnaient. Selon les vœux du département, ils s'en tinrent aux instructions données le 10 mai par Amelot. Avant de juger la nécessité des divisions « ils se renseignaient sur la population de la commune et les facultés des habitants ».

Les grands domaines ne subirent aucune transformation. On se contenta de les arpenter. Au Bois-d'Ennebourg, les biens de Caillot de Coquereaumont furent portés aux enchères tels que l'émigré les avait loués. D'une part, on maintenait réunis le château, jardin, prairie, parc et chapelle ; de l'autre, on distinguait une ferme de 120 acres, une de 75 acres, et enfin, celles de Trouville qui englobaient 85 acres ! La maison de maître de Le Vigoureux de Montjavoult, à Ymare, resta entourée de ses 53 acres de terre, et le château du Comte de Vintimille de 82 acres de prés et de labours (3).

(1) AD. S.I. R. Em. Reg. Correspond. distr. Gosselin (juge de paix au Grand Couronne), Heugois (notaire à Elbeuf), Hucher fils (fabricant), Decaux (juge de paix), Langlois (ancien maire de Caudebec), Aubin Gavée, Durécu, Doublet, Lettré, Le Coq, Le Cat, Delamare; Hermier.

(2) Id. Canton de St-Jacques. 27 octobre 1793.

(3) AD. S.I. Q. Em. P.V. de vente 2^e origine, 4 pluviôse et 7 floréal an II.

Lorsque les commissaires reconnurent l'utilité de la division, ils conservèrent le morcellement initial. Chaque ferme se composait d'un certain nombre de parcelles dont l'étendue variait considérablement. On se borna à les dissocier. Elles gardèrent leurs anciens abornements, leurs noms : le pré Canu, le pré de la Noé à Saint-Pierre-de-Manneville, le fond de la Garenne au Bois-d'Ennebourg, le pré Guillot à Bardouville. L'une d'elles atteignait 34 acres d'un seul tenant (1). Une ferme tenue par Charles Dumesnil à la Houssaye Béranger fut ainsi portée aux enchères :

1^{er} lot : 1^{re} parcelle : 1 acre de terre labourable ;

2^e lot : 2^e parcelle : 8 acres de terre labourable et de taillis ;

3^e lot : 3^e parcelle : 5 acres de terre labourable ;

4^e lot : 4^e et 5^e parcelles : 2 acres de terre labourable et 1 acre de mesure ;

5^e lot : corps de ferme : 80 acres de terre labourable et 1 acre de mesure ;

6^e lot : 6^e parcelle : 2 acres de terre labourable ;

7^e lot : bâtiments à usage de plusieurs petits fermiers avec 1 acre de mesure (7^e parcelle) et 20 acres de terres labourables (8^e, 9^e et 10^e parcelle). A Houppesville, les 7 parcelles qui formaient une exploitation louée à Jacques Leroux furent groupées en 3 lots :

1^o 9 acres de labour et un acre de taillis ;

2^o 16 acres de labour ;

3^o 3 acres de mesure édifiés de bâtiments à usage de fermiers et maison habitable, avec 13 acres de labour (2).

On considéra de même, quelle que soit son étendue, chacun des bois taillis comme un seul lot. A côté de la petite Boulotière, au Bois-d'Ennebourg, qui couvrait 16 acres, de « la Sablonnière et les Re-

(1) Mesure à Pissy, appartenant à Hécamp de Coltot.

(2) AD. S.I. Q. Em. P.V. de vente, 2^e origine, 7 floréal, an II.

nardines » : 37 acres, des Boilleaux : 42 acres, on trouvait à Franquevillette, à Houpeville, des parcelles d'un acre. Les commissaires se contentaient d'indiquer la contenance et l'âge des coupes. La loi du 23 août 1790 prohibait la vente des bois nationaux de plus de 100 arpents. Mais le district estimant qu'elle ne se rapportait qu'aux biens de première origine ordonna, le 12 vendémiaire An II, la division de ceux de Vintimille et du marquis de La Londe. Chaque coupe de 100 arpents constitua un lot. Très rarement on les divisa. Quelquefois, cependant, comme pour le « Buhot », on en fit deux ou trois parts égales. Cette pratique subsista jusqu'à la fin de l'An II (1).

Plus des trois quarts des biens des émigrés affrontèrent les enchères dans ces conditions. Le partage avait été ou inexistant ou trop sommaire. Un même acquéreur pouvait regrouper toutes les parcelles d'une même ferme, reconstituer tout un domaine. En somme, « les Montagnards... n'avaient guère fait... en ce qui concerne les biens d'émigrés, que rétablir la division facultative accordée puis supprimée par les Constituants » (2).

Au milieu de l'An II, on s'aperçut enfin que l'absence de division était générale et que, par suite, les paysans pauvres ne pouvaient participer aux enchères. Brutalement, les administrations renouvelées changèrent alors de tactique. « Nous avons relevé dans vos procès-verbaux beaucoup d'objets assez considérables, écrivait le 21 ventôse, le département, au district de Rouen ; *il faut diviser les biens en plus petits lots* » (3). Dans les campagnes, on commençait à réclamer comme un droit absolu, non plus la division, mais le morcellement, l'émiette-

(1) En fructidor seulement, on arrêta la division de la forêt de La Londe.

(2) G. Lefebvre. Questions agraires, o.c. p.39.

(3) AD. S.I. L.48.

ment des terres des émigrés. Il est indéniable que le rapport de Saint-Just, la discussion des décrets de ventôse attirèrent l'attention des paysans. La municipalité de La Londe ne paraît-elle pas s'en faire l'écho ? lorsqu'elle fait remarquer que « tous les décrets anciens et nouveaux veulent que les (domaines) soient divisés autant qu'il est possible pour l'avantage des petites bourses ; dans le vray, plus il y aura d'adjudicataires, *plus il y aura des individus intéressés à ce que l'ancien ordre des choses ne revienne jamais* ». Elle ajoutait même que toutes les promesses faites aux défenseurs de la patrie, aux vrais républicains, n'avaient plus de valeur si on adjugeait les fermes en totalité (1).

A partir de germinal An II, ils obtinrent satisfaction. Le district ordonna aux commissaires de diviser les biens de Robert Bigot, de Vintimille et de Maignard de la Vaupalière en une infinité de parcelles. A Saint-Etienne du Rouvray, un pré d'environ 8 acres forma 24 lots ; à Sotteville, un autre de 14 *vergées* en fournit 6. A Saint-Pierre de Franqueville, 15 acres de terres labourables furent morcelés en 18 parts dont 2 de 20 perches seulement (2). On décomposa la garenne de Cléon en 24 portions d'étendue sensiblement égale.

Cette division réelle, effective, exigeait des commissaires beaucoup de travail. Ils ne pouvaient plus se contenter d'un simple arpentage, des anciens abornements. Ils devaient désigner très précisément, pour chaque lot, son étendue, ses tenants et ses aboutissants — décrire, au besoin, des repères — ne rien oublier qui fût de nature à provoquer des contestations, des réclamations. D'une façon générale, ils remplirent consciencieusement leur tâche. Jusqu'à la fin de thermidor An II, soit en cinq mois, ils

(1) AD. S.I. Q. Em. Canton d'Oissel.

(2) Idem, P.V. de vente. 2^e origine, prairial et messidor an II.

morcelèrent ainsi 85 hectares de terres qui fournirent 280 lots dont l'étendue ne dépassait pas un acre (1).

En l'An III, on abandonna la division des biens d'émigrés. Seul le château du prince de Lambesc, que le district ne parvenait pas à vendre, fut loti. Un architecte découpa dans ce domaine qui s'étendait au bas du quartier du Mont-Rôti 21 parcelles disposées avec un certain souci d'urbanisme. Il prévoyait le percement de deux rues, se coupant à angle droit par rapport au bassin déjà existant, qui devait servir à approvisionner en eau potable cette partie de la ville (2). Mais toutes les autres propriétés furent portées aux enchères sans aucun essai de partage. Les fermes provenant de la succession Soubise, à Préaux, formèrent deux lots dont l'un comprenait 143 acres de labours et de mesures, et l'autre : 50 acres (3). Les paysans protestèrent violemment : « Nous ne vous dissimulerons point, écrivait la municipalité de La Londe (4) que tous les habitants de notre commune murmurent contre l'adjudication définitive qui doit avoir lieu le 7 brumaire prochain, du château de La Londe avec les autres maisons, jardins, bosquets et cours... qui l'entourent. Faut-il... qu'il vienne encore... quelque riche despote ? Tomberons-nous sous la férule de quelque tyran nouveau ? Veut-on que quelque égoïste opulent vienne dans ce château ? ou que quelque intrigant vienne là lancer des accaparements, des brigandages... Il est constant que ces différents objets ne pourront être enchéris que par des gens de grande fortune ou

(1) Cf. ci-dessous, tableau p. 232.

(2) AD. S.I. Q. Em. Canton d'Elbeuf et Matières diverses
A à Z.

(3) AD. S.I. Q. P.V. de vente. 2^e origine, 28 germinal
an III.

(4) AD. S.I. Q. Em. Canton d'Oissel, 26 vendémiaire
an III.

par... des agioteurs ». Pour éviter « ces conséquences dangereuses », on demandait que le château fut démoli et les pierres et bois de charpente vendus par petits lots à bon prix, mais le district refusa de prendre de tels arguments en considération (1).

En définitive, l'effort de division accompli en faveur des paysans coïncida avec la période de la grande Terreur. Il dura trop peu pour imprimer aux ventes une direction nouvelle.

x

Le plus souvent, les opérations de division se bornèrent donc à une simple estimation. D'ailleurs, ces deux opérations se complétaient et, par suite, se trouvaient confiées aux mêmes commissaires. Pour les accélérer, le décret du 6 mai 1793 autorisait les corps administratifs « à prendre autant de commis qu'ils en auraient besoin » (2). Mais ce fut seulement le 15 septembre que le district de Rouen chargea un architecte : Vauquelin, de procéder à l'estimation des immeubles de la ville, provenant des émigrés. « Avant et depuis la Révolution, les maisons s'étaient vendues à Rouen à des prix très élevés. » Ne devait-on pas en tenir compte dans les évaluations ? L'expert, seul juge, « les fixerait à un taux raisonnable », répondit le département (3) ; et ce taux fut très faible.

On distinguait entre les immeubles vacants et les immeubles loués. Les premiers surtout furent très chichement estimés. L'hôtel de Hécamp de Coltot, 57, rue Sainte-Croix-des Pelletiers se composait d'un principal corps de logis flanqué de deux ailes ayant chacune deux étages et un grenier. Il

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. district, 2 brumaire an III.

(2) Loi citée, art. 7.

(3) AD. S.I. L.48, 23 sept. 1793.

comprenait plus de dix pièces et une cour intérieure entourée de nombreux communs ; on le mit à prix 21.000 francs (1). De même, la maison qu'occupait Lefebvre de Flamanville, rue Caron, divisée en « un vestibule, deux cuisines, deux salles, quatre grandes chambres, grenier et plusieurs autres chambres au second avec jardin et cour » fut estimée 19.000 francs (2). C'était tout à fait dérisoire, et par suite les évaluations basées sur les baux produisaient de grosses plus-values. L'expert multipliait le montant net du loyer par 22. Par suite, l'immeuble que Hécamp louait rue du Petit-Enfer à la veuve Garvey, et qui était sensiblement plus petit que celui qu'il habitait, fut estimé 42.000 francs (3). Et nous pourrions multiplier les exemples.

De semblables constatations ne sont pas seulement valables pour Rouen, elles se retrouvent sur une plus vaste échelle à la campagne. La variété des conditions dans lesquelles se présentaient les propriétés obligeait à employer, à partir de brumaire, plusieurs catégories de procès-verbaux. Mais, d'une façon générale, ces estimations furent plus élevées qu'à la ville, car on tint compte dans une plus large mesure de la baisse de l'assignat.

La plupart des fermiers possédaient des baux. Ils constituaient une base commode pour le calcul de la valeur globale d'une exploitation. En principe, on déduisait les réserves de récolte et on ajoutait les pots de vin, les redevances en nature, les impositions et le montant des accords intervenus lors de la suppression de la dîme et des droits féodaux (4). Les fermes de Caillot de Coquereaumont, au Bois-d'Ennebourg, furent estimées en premier lieu. Parfois,

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 2^e origine, 21 vend. an II.

(2) Idem, 22 brumaire an II.

(3) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 2^e origine, 21 vend. an II.

(4) AD. S.I. Q. Em. Sommier I. Accord du 31 mars 1791 entre Grossin de Bouville et le fermier Pour.

les experts trouvèrent des fermiers qui consentaient à leur donner le détail de toutes leurs obligations, et elles augmentaient souvent les loyers du tiers ou de moitié. On apprécia ainsi à 67.000 fr. la Ferme de la Garenne, bien que le montant brut du bail fût de 1.800 fr. De même, les deux petites fermes de Trouville, louées en fait, 2.100 fr. et, en réalité 2.800 fr., atteignirent une estimation de 110.000 fr., soit environ le double du capital calculé à 22 fois le revenu. Mais tous les fermiers d'émigrés ne montrèrent pas une semblable bonne volonté. Poussés par on ne sait quel sentiment, souvent ils cachèrent une partie de leurs redevances, et des exploitations identiques furent évaluées différemment.

D'autre part, les baux se révélaient insuffisants pour estimer dans les cas de division, la valeur de chaque parcelle. Le fermier devait alors en fixer approximativement le revenu « d'après son rapport pour une année moyenne ». Mais il s'efforça de se soustraire à ces sortes d'enquêtes. Il fallut, pour l'attendre, remettre plusieurs fois certaines estimations (1). Produire son bail, constituait déjà un gros sacrifice ; à plus forte raison, ne tenait-il pas à divulguer son gain. Par suite, il sous-estima considérablement le rapport de ses terres. D'autre part, quantité de considérants influaient sur ces évaluations : l'éloignement des parcelles, les difficultés d'accès, ses préférences personnelles. Bazin, fermier de Vintimille, à Tourville-la-Rivière, estimait un pré de 4 acres à 10.800 fr., et un autre qui lui faisait suite à 9.500 fr., malgré ses 6 acres (2).

Les arbres qui bordaient parfois les champs, formaient, dans la mise à prix, un chiffre distinct.

(1) Observations à Quédeville, fermier de Vintimille (AD. S.I. Em. reg. Correspond. district, 9 brumaire an II).

(2) AD. S.I. Q. P.V. d'estimat. nivôse an II.

« Un bosquet avec 30 baliveaux et autour 400 pieds de chênes et de hêtres » constituait une plus-value de 7.450 fr. Le Clos-Maheux, à Darnétal, atteignit, malgré ses 14 perches, 1.800 fr., car les haies vives qui l'entouraient comprenaient un certain nombre d'ormes têtards. Les masures bénéficièrent souvent, pour cette raison, d'une estimation plus élevée. Les experts durent, en général, doubler les prix de base ; si bien que, malgré tout, les évaluations parcellaires atteignirent des chiffres beaucoup plus importants que les évaluations globales.

Les biens dont les émigrés s'étaient réservés la jouissance, présentaient de plus grandes difficultés d'estimation. On calcula la valeur des châteaux et de leurs dépendances d'après le rôle de la contribution foncière pour 1792. Les cotes, basées sur les déclarations des propriétaires, ne correspondaient pas au revenu des biens. Par suite, même en tenant compte de la dépréciation de l'assignat, les mises à prix ainsi déterminées furent scandaleusement basses. Au Bois-d'Ennebourg, on évalua le « manoir, jardin, chapelle et parc » à 67.000 fr., alors qu'ils avaient été payés beaucoup plus cher (1). Parfois aussi, les locations effectuées par les soins du district et dont nous avons relevé la faiblesse (2), servirent de base aux estimations. Elles se révélèrent encore plus insuffisantes. Les experts durent les augmenter en utilisant « leurs connaissances spéciales » (3). Fort heureusement, elles ne portaient que sur un nombre restreint de propriétés.

On ne saurait donc trop insister sur la faiblesse et l'incertitude des évaluations de biens d'émigrés. Elles atteignaient, dans le district de Rouen, au mi-

(1) AD. S.I./Q. P.V. de vente. 2^e origine. 18 frim. an II.

(2) Cf. ci-dessus. Livre II, Chap. III, p. 178.

(3) AD. S.I. Q. Em. liasse Ventes. Correspond. Gle.

lieu de l'An III, le chiffre de 8.051.121 fr. (1) en assignats pour des propriétés qui représentaient d'après le prix moyen de la terre en 1789, un capital réel de 7 millions de livres (2). Aussi, M. Marion n'exagère-t-il pas lorsqu'il prétend qu'on peut majorer les estimations de 50 % (3). Les administrations avaient intérêt à maintenir les mises à prix à un taux peu élevé, afin d'attirer les acquéreurs (4), mais la Nation n'y trouvait pas son compte. On mit en vente, avant les lois de prairial An III, environ les trois quarts des biens estimés jusqu'à cette date, soit une valeur de 5.960.000 francs (5). Nous allons, maintenant, voir quels furent les résultats des adjudications.

(1) AD. S.I. Q. P.V. d'estimation, relevé :

AN II	Francs	AN III	Francs
Vendémiaire	314.243	Vendémiaire	239.480
Brumaire	702.437	Brumaire	242.276
Frimaire	533.932	Frimaire	65.000
Nivôse	549.145	Nivôse	89.037
Pluviôse	536.578	Pluviôse	321.165
Ventôse	959.708	Ventôse	413.470
Germinal	1.018.575	Germinal	110.240
Floréal	356.500	Floréal	43.400
Prairial	340.142	Prairial	241.825
Messidor	504.700		
Thermidor	251.470		8.051.121
Fructidor	217.818		
6.285.228			

(2) Prix moyen adopté : 900 l. l'acre.

(3) M. Marion, o.c. p. 177, note 1, mais à tort, il considère qu'on n'a pas tenu compte de la baisse de l'assignat.

(4) Ce fut d'ailleurs la cause d'observations sévères adressées aux districts (cf. M. Marion o.c. p. 178, note).

(5) AD. S.I. Q. Em. Ventes, 2^e origine. District de Rouen, an II-an IV.

II

Au début de l'An II, seuls quelques immeubles avaient reçu une rapide estimation dont le total s'élevait à 123.730 fr. Le département, accusé de négligence par Amelot (1), rejeta la responsabilité des retards sur les districts. Il s'en prit, bien à tort, à celui de Rouen, qui l'avait déjà prévenu par deux fois du commencement de ses opérations. Ce fait « prouvait, d'une manière non équivoque, combien il y avait de légèreté ou de malveillance à lui supposer de la mauvaise volonté » (2). Le 24 septembre, en effet, il faisait afficher les premières publications de la vente de « quatre maisons, sises dans la ville ». Il avait choisi celles dont la faiblesse de la mise à prix pouvait, le plus sûrement, attirer les acquéreurs. L'une appartenant à Dufresne, était estimée 1.400 fr. seulement. Les autres ne dépassaient pas 10.000 fr. Enfin, celle de Le Roux de Cretot possédait un amateur : Robert de Saint-Victor, qui avait réclamé son adjudication (3).

Les premières enchères étaient fixées au 28 septembre, mais personne ne se présenta et l'on dut renvoyer la séance au samedi 12 octobre. Après une nouvelle série d'affiches, les adjudications définitives eurent lieu le 21 vendémiaire (4). Elles se déroulèrent dans la salle des séances du district « à la diligence du procureur-syndic du département et à la poursuite de celui du district » (5).

(1) AD. S.I. Q. Em. Correspond. 3 oct. 1793.

(2) AD. S.I. Q. Em. Correspond. District reg. réponse
21 vendémiaire an II.

(3) Cf. Clérembray, o.c. p.283, note 2.

(4) AD. S.I. Q. P.V. d'estimat. 3 oct. 1792.

(5) Idem, loi du 3 juin 1793.

Malgré les précautions dont elle s'entoura, l'administration sentit peser sur ces ventes la réprobation générale. Deux ou trois personnes au plus assistaient à cette première séance. Robert de Saint-Victor qui avait eu l'audace d'affronter une opinion hostile, de rompre avec tous les préjugés de sa caste, donnait là, une preuve incontestable de son civisme. Une seule enchère suffit pour adjuger les quatre objets. On dépassa respectivement les mises à prix de 25, 50, 100 et 225 francs (1). Les journaux n'en firent pas mention, comme d'ailleurs ils s'étaient abstenus d'indiquer toutes les opérations antérieures concernant les biens d'émigrés. Un publiciste : Moutier, fondateur des Petites Affiches, dénonça cette lacune et, pour se créer une clientèle, demanda l'autorisation d'insérer dans sa feuille une sorte de programme des ventes nationales (2).

Cet insuccès évident justifiait les appréhensions du district, d'autant plus que les adjudications qui suivirent : les 5 et 22 brumaire, n'attirèrent pas davantage les acquéreurs. Elles comprenaient, cependant, les hôtels particuliers de Grossin de Bouville et de Hécamp de Coltot. De même, du 13 frimaire à la fin de ventôse, les belles demeures de Lambert de Frondeville, de Romé de Fresquienne, le château de Caillot au Bois-d'Ennebourg furent dispersés au milieu de l'indifférence générale. Ils dépassèrent à peine de quelques milliers de francs, une estimation déjà extrêmement faible. Le 8 nivose, le maire jacobin de Rouen : Pillon, Havard, greffier en chef de la municipalité, et Bénicourt, notable acquirent pour 70.200 fr. le château du Bois-d'Ennebourg — non dans le but d'imiter les nobles, mais afin de montrer l'exemple tout en faisant, bien entendu, une bonne affaire.

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 2^e origine, à la date.

(2) AD. S.I. Q. Em. Créances, sans date.

A partir de pluviôse, le district tenta d'exciter l'intérêt et obligea Noël à publier dans le Journal de Rouen l'annonce des adjudications. « Connaisant l'intérêt que tout vray républicain prend à la chose publique » il fit passer à la Société populaire les résultats des ventes rurales. « Ça va et ça ira, frères et amis, ajoutait-il, et déjà il ne reste plus aux malveillants qui avaient voulu discréditer ces ventes, que la honte » (1). Mais malgré cette propagande, les prix ne s'élevèrent pas, la concurrence resta nulle. Le 21 germinal, l'hôtel de Mme veuve Bessière de la Jonquière, rue Saint-Patrice, dépassa de 100 fr. son estimation de 34.000 fr. Dans la même rue, celui de Guérout de Boutemont atteignit péniblement 60.000 fr. le 14 floréal. Le district proposa alors d'arrêter les adjudications « jusqu'au moment où les biens ruraux se feraient plus rares ». Mais il était retenu « par les frais d'entretien toujours onéreux » (2). A la suite de ces constatations qui devaient se répéter dans un grand nombre de départements, la Commission des Revenus nationaux projeta « de surseoir à la vente des maisons de ville ayant appartenu à des émigrés » (3). Toutefois, pour des raisons financières, le Comité d'Aliénation n'accepta pas et les adjudications continuèrent au début de l'An III.

Les maisons de rapport se vendirent beaucoup plus facilement, car le souvenir des émigrés les hantait moins. Le 13 frimaire, une boutique, rue des Carmes, atteignit 16.100 fr. sur une estimation de 12.000 fr. De même, à la campagne, les mesures édifiées furent adjugées rapidement, malgré une évaluation assez forte. A Orival, l'une d'elles, de 2 acres avec un four à chaux, s'éleva jusqu'à 28.100

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. distr. 17 niv. an II.

(2) Idem, 8 floréal an II.

(3) AD. S.I. L.48, 16 floréal an II.

francs le 7 ventôse. Quant aux moulins, le décret du 10 avril 1793 recommandait de n'en autoriser la vente que « si leur conservation ne causait aucun dommage aux propriétés environnantes ». Le district, au début, ne tint pas compte de ces exigences et porta aux enchères le 5 brumaire An II les moulins de Darnétal appartenant à Colbert de Seignelay. Mais, lors de l'adjudication de ceux d'Elbeuf, la municipalité voulut faire insérer dans l'acte une clause obligeant les acquéreurs « à lâcher les eaux trois fois par décade pour la propreté et la salubrité des rues » (1). Le département, par arrêté du 22 prairial, rappela, comme si aucune vente n'avait eu lieu antérieurement, la nécessité « d'un rapport préalable dressé par l'ingénieur en chef » (2). Cet oubli avait un caractère général, puisque le Comité de Salut public envoya, le 25 messidor, une circulaire à ce sujet. Désormais, un commissaire du district accompagna l'ingénieur, mais aucune vente ne fut entravée et toutes atteignirent des sommes importantes. Pour une estimation de 18.000 fr., le moulin de Longpaon produisit 49.400 fr. et celui de Darnétal 61.500 fr. pour 24.000 fr.

En prairial An III, 33 maisons à Rouen et cinq moulins avaient été adjugés dans le district de Rouen. Le château d'Elbeuf, le seul qui fut loti, profita à 21 acquéreurs. Les 10 autres, entourés de terres, figurent avec les biens fonds.

x

Si les administrations appréhendaient en septembre 1793 les difficultés qui guettaient l'adjudication des maisons des émigrés, elles présumaient, au contraire, que leurs biens fonds seraient d'un placement rapide. L'exemple des propriétés ecclésiastiques était là pour le prouver. Au 12 mars 1793, le district de Rouen en avait vendu pour 17.329.000

(1) AD. S.I. Q. Em. Correspond. 9 prairial an II.

(2) AD. S.I. L. 48, à la date.

francs (1). L'assignat n'inspirait qu'une confiance limitée, « on aimait mieux la terre ». Aussi, s'empressa-t-on de proclamer la vente des biens ruraux aussitôt après une rapide estimation.

Les premières séances d'enchères se déroulèrent à Rouen le 26 brumaire, puis les 3 et 13 frimaire An II. Malgré les conditions défavorables, l'obligation pour les acquéreurs des campagnes de se déplacer, elles connurent plus de succès que celles des immeubles. La faveur qu'on accordait à la terre en faisait oublier la provenance. Au fur et à mesure que le gouvernement révolutionnaire parut plus solidement établi, les craintes des amateurs se dissipèrent. Au total, jusqu'en prairial An III, le district procéda à 627 adjudications de biens d'émigrés représentant une étendue d'environ 3.800 hectares. Plutôt que de nous borner à suivre le développement des ventes nous préférons étudier les conséquences des divisions et des estimations sur leurs résultats. Par suite, nous prendrons comme base les éléments qui font varier les prix : l'importance des lots et la nature des terres. Ces 3.800 hectares se décomposaient en :

- mesures : 300 ha. ;
- prairies : 190 ha. ;
- labours : 2.578 ha. ;
- sablons : 208 ha. ;
- taillis : 487 ha. ;
- pâtis — côtes : 36 ha.

D'autre part, d'après l'importance des lots, ils se répartissaient de la façon suivante :

(1) AD. S.I. Q. Em. Matières diverses. Etat récapitulatif.			
	Estimations	Adjudications	Nb.de ventes
du 18 déc. 1790 au			
1 ^{er} déc. 1792	8.394.269	14.912.725	1.426
du 1 ^{er} déc. 1792 au			
12 mars 1793	1.299.199	2.416.385	111
	9.693 468	17.329.110	1.537

Les lots dépassant 50 acres totalisaient 1.590 hectares, soit un peu plus des $2/5$ du total. Ils comprenaient les biens qui n'avaient pas subi de division. Cinq fermes couvraient plus de 100 acres. Deux des plus importantes, qui atteignaient chacune 145 acres, furent adjugées l'une à Posville en germinal An II 206.000 fr., soit au cours : 92.700 fr. et l'autre, à Préaux, monta un an plus tard, à 250.100 fr., soit au cours 52.500 fr. Le prix moyen de l'acre s'abaissait de 615 fr. à 375 fr. dans deux communes où la valeur de la terre était sensiblement la même à la fin de l'Ancien régime (1). Parfois, un château faisait partie de ces lots importants, mais on ne paraissait pas en tenir compte ; on enchérissait non pour l'immeuble, mais pour la terre. Le 4 pluviôse An II, la maison de maître de Le Vigoureux, à Ymare, et ses 53 acres de labours se vendirent 71.300 fr., soit au cours : 32.700 fr., ce qui mettait l'acre à 600 fr. Le 7 floréal An II, le château de Saint-Pierre-de-Franqueville et ses 82 acres de fonds montèrent, par suite de la concurrence, à 181.600 fr. sur une estimation de 87.000 fr., soit un prix moyen de 1.060 fr. l'acre (2).

Quant aux forêts, malgré la clause de réserve (3), 200 arpents du Bois-Buhot furent mis en vente le 11 nivôse. Le même acquéreur regroupa les quatre parts qu'une division mal comprise y avait distinguées et paya le total à la moyenne de 750 fr. l'arpent. Le 27 ventôse, 300 arpents furent, de même, adjugés à La Londe, au prix de 415 fr. l'arpent (4). A la fin de l'An II, la Commission des Revenus nationaux arrêta ces adjudications illégales. Elle demanda un état des bois vendus, recommanda

(1) AD. S.I. C. 556. Rôle des vingtièmes.

(2) AD. S.I. Q. P.V. de vente, à la date.

(3) Cf. ci-dessus p. 215.

(4) AD. S.I. Q. P.V. de vente, à la date.

« de ne pas annuler trop rapidement les aliénations déjà faites » (1). Mais, à Rouen, toutes furent maintenues.

La valeur moyenne des grandes propriétés atteignait donc, dans l'ensemble, un chiffre assez faible. Les ventes parcellaires produisaient des sommes bien plus élevées. A Tourville-la-Rivière, la ferme de François Bazin (2), estimée 151.089 fr. monta, le 22 nivôse An II, à 266.110 fr., grâce à l'aménagement de 12 lots (3). Très rarement, les adjudications globales doublèrent leur estimation et, lorsqu'elles y parvinrent, ce fut à cause de la faiblesse des évaluations. Aussi, pouvons-nous dire que le défaut de division fit perdre, dans le district, environ 75 % de la valeur réelle des grandes exploitations.

Les lots d'importance moyenne provoquèrent, dès le début, une concurrence plus active. Ils couvraient 1,202 hectares répartis en 55 parcelles de 10 à 50 acres (4). Les commissaires experts avaient conservé avec les bâtiments des fermes une certaine étendue de terre qui permettait de faire vivre une famille. Le 21 germinal, on adjugea, à Yquebeuf, pour 26.800 fr. une mesure édiflée accompagnée de 23 acres de terres labourables. C'était le type de l'exploitation moyenne que les paysans souhaitaient voir se répandre. Aussi, ces sortes de biens furent-ils très disputés. Nous en avons compté 45 qui atteignirent une moyenne de 935 fr. l'acre en pluviôse An II, de 1.100 fr. en floréal An II, et de 850 fr. en brumaire An II. Une prairie de 11 acres, évaluée 18.150 fr., monta jusqu'à 36.200 fr. (= 13.750 fr.), soit 1.250 fr. l'acre. Quant aux terres labourables,

(1) AD. S.I. L.48.

(2) Cf. ci-dessus L.II, chap.I. p.123 tableau.

(3) AD. S.I. Q. Em. Sommier des émigrés. 152970, 20420; 2590, 2550, 6000 15100, 810, 15470, 31720; 14110; 1370; 3000.

(4) Cf. ci-dessus p. 228 tableau.

elles conservèrent une valeur plus faible. A Pissy, une pièce de 18 acres fut adjugée 700 fr. l'acre (en numéraire). Enfin, les petits bois taillis atteignirent, en floréal An II, une moyenne de 700 fr. l'arpent.

Mais ce furent les petites parcelles qui connurent les prix les plus élevés. Elles englobaient 1.016 hectares répartis en 588 lots, allant de quelques perches à 10 acres: 40 petites fermes d'une moyenne de 4 acres $1/2$ furent portées aux enchères. La plupart doublèrent leur mise à prix, un certain nombre la triplèrent. Elles se vendirent, en frimaire An II, sur le pied de 1.100 fr. l'acre (1). Leur valeur réelle atteignit son maximum en prairial et en messidor. Cette hausse des prix se manifesta également sur les prairies qui montèrent par petites portions d'une à 3 vergées jusqu'à une moyenne de 4.500 fr. l'acre, soit au cours, 2.200 fr. et sur les terres labourables qui atteignirent 975 fr. (au cours), en floréal An II. Maignard de la Vaupalière possédait à Posville 36 hectares de côtes, de pâtis, de terres de peu de valeur. On les répartit en 15 lots qui furent adjugés, en fructidor An II, à une moyenne de 131 fr. 25 l'acre (350 fr. assignats) et firent le bonheur des paysans pauvres de la région. Pour avoir une idée exacte de l'augmentation des prix et de son rapport étroit avec les divisions; voici un tableau comparatif dont les données sont extraites des adjudications de biens ayant appartenu au Comte de Vintimille et à Maignard de la Vaupalière.

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente à la date. Caillot de Coquereumont.

Domaines non divisés ou divisions parcellaires				Propriétés morcelées		
DATE DES VENTES	CONSISTANCE DES LOTS	MONTANT DES VENTES	PRIX A L'HA	DATE DES VENTES	DÉSIGNATION GLOBALE DES BIENS	P. DE VENTE GLOBAL A L'HA
22 niv. an II	<i>Tourville la Rivière</i> :					
	— Prairie d'un acre.....	2.550	3.187 50			
1 ^{er} germ. an II	<i>Pissy</i> :	5.000	3.750 »			
	— Labour de 6 acres ..	10.000	2.083 »			
17 germ. an II	<i>Posville</i> :					
	— Labour de 12 acres ..	19.000	1.980 »			
27 germ. an II	<i>Houpeville</i> :					
	— Labour en 4 parcelles :					
	26 acres	40.550	1.940 »			
7 floréal an II	<i>St Pierre de Franqueville</i> :					
	— Château + 83 acres de labour	181.600				
11 flor. an II	<i>Pissy</i> :					
	— Labour de 18 acres....	24.200	1.660 »			
21 flor. an II	<i>Sotheville les Rouen</i> :			21 flor. an II	<i>Sotheville les Rouen</i> :	
	— Masure (2 acres) + 16 acres de labour....	46.000			Prairie de 4 a. 5 v. en 9 lots	54.075 8.965
21 mess. an II	<i>N.D. de Franqueville</i> :			11 mess. an II	<i>Celloville</i> :	
	— Maison de maître + mesure (2 acres) + 59 acres de labour	120.000			Labour de 1 vergée.....	475 2.575
				11 mess. an II	<i>N.D. de Franqueville</i> :	
					Labour de 8 a. 5 v. en 10 lots	18.900 2.700
21 vendémiaire an III	<i>Sotheville les Rouen</i> :			24 mess. an II	<i>St P. de Franqueville</i> :	
	— Prairie (1 acre 2 verg.)	2.025	4.687 50		Labour de 15 a. en 18 lots....	29.550 2.445
				27 therm. an II	<i>St Etienne du Rouvray</i> :	
					Prairie de 12 a. 5 v. en 35 lots	59.000 5.785
				7 fruct. an II	<i>Sotheville les Rouen</i> :	
					Prairie de 5 a. 2 v. en 6 lots..	13.775 4.920
				21 vend. a. III	<i>Sotheville les Rouen</i> :	
					Labour de 7 a. 5 v. en 8 lots	17.575 2.915

Le rythme de l'accroissement réel des prix moyens représentait la preuve palpable du succès des ventes. Leur produit mensuel suivit la même courbe, ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

MOIS	PRODUIT DES VENTES EN L'AN II			PRODUIT DES VENTES EN L'AN III		
	Nomb.de parcelles	Montant en assignats	Réduction au cours	Nomb.de parcelles	Montant en assignats	Réduction au cours
Vendémiaire ...	4	52.050	20.020	36	343.400	117.304
Brumaire	14	341.025	128.736	23	1.423.100 (1)	498.205
Frimaire	27	274.686	127.729	17	106.425	31.466
Nivôse	40	956.867	421.021	1	40.000	11.000
Pluviôse	36	562.965	257.732	7	222.825	50.727
Ventôse	63	691.820	309.243	23	151.535	37.480
Germinal . . .	67	952.935	425.962	4	327.000	68.670
Floréal	59	1.243.125	605.402	1	92.600	15.745
Prairial	45	595.060	267.777	8	137.550	18.285
Messidor	90	696.450	325.242			
Thermidor . . .	53	165.925	69.190			
Fructidor . . .	68	226.379	84.892			
Total.....				686	9.604.722 (2)	3.891.828

(1) Vente du Château d'Elbeuf et de la Garenne de Cléon.

(2) Produit des ventes d'immeubles d'émigrés, déportés, condamnés, dans le district de Rouen, du 1^{er} vendémiaire an II au 1^{er} vendémiaire an IV :

Estimation : 6.245.530 fr.

Adjudications : 12.142.183 fr.

Ainsi, sous le régime de 1793, 686 adjudications d'immeubles et de terres d'émigrés eurent lieu dans le district. Elles atteignaient le chiffre de 9.604.722 fr. en assignats, soit au cours : 3.891 828 francs et affectaient les 2/5 des biens à vendre. Voyons, maintenant, quels en furent les acquéreurs.

III

Il est difficile d'imaginer, aujourd'hui, toutes les craintes, tous les scrupules, tous les préjugés que les acquéreurs de biens nationaux durent vaincre pour affronter les enchères. Dès le début des ventes nationales, à propos des terres du clergé, on les accusait de sacrilège, on les menaçait de l'enfer. Les administrations se montraient très dures pour eux, dans nombre de régions. En novembre 1791, un certain Duval pétitionnait de Paris auprès de la municipalité rouennaise pour se plaindre « des incessantes tracasseries du district des Andelys et du département de l'Eure, parce qu'il avait acheté un demi-million de biens nationaux » (1).

De semblables précédents ne devaient pas donner confiance aux amateurs de biens d'émigrés. D'autre part, les Rouennais réprouvaient ces aliénations qui portaient atteinte au principe de la propriété individuelle (2). Enfin, l'hostilité générale était encore accrue par la présence dans la ville de nombreux aristocrates. Elle ne cessa même pas complètement au milieu de l'An II, lorsqu'on les eût obligés à s'éloigner, et qu'on emprisonna les parents d'émigrés. Toutefois, la faiblesse des estimations excitait les convoitises des marchands, des artisans, des cultivateurs qui avaient gagné, grâce à la hausse fictive des denrées plus que de coutume, et que la dépréciation de l'assignat inquiétait. Comme ils n'osaient paraître aux enchères, ils utilisèrent des

(1) Am. Rouen, N. Correspondance.

(2) Même constatation faite par G. Lefebvre. *Paysans du Nord*, o.c., p. 468 « Les biens de seconde origine ne paraissaient pas d'une acquisition aussi légitime que celle des biens ecclésiastiques ».

prête-noms, qui furent ainsi appelés à jouer un rôle de premier plan dans les ventes de seconde origine.

On a beaucoup parlé, à propos des domaines nationaux, de « bandes noires » en donnant à cette expression de multiples sens. Tantôt il s'agissait de spéculateurs, d'agioteurs qui, profitant de la dépréciation constante du papier monnaie pouvaient, sans crainte, acheter pour revendre plus cher. Ceux qui se livraient à cette sorte de trafic avaient une grande expérience des affaires. Leur clientèle s'étendait jusqu'à Paris. Quelques-uns opérèrent à Rouen, lors de la vente des biens ecclésiastiques, mais ils s'abstinrent en ce qui concernait les émigrés. Le centre industriel de Rouen leur offrait, d'ailleurs, la possibilité de pratiquer leur espèce de commerce sur les marchandises, les denrées alimentaires. Beaucoup s'enrichirent dans la vente du coton en particulier. Ces opérations présentaient plus d'avantages, plus d'aléas aussi, que s'il s'était agi de propriétés foncières. D'autre part, les administrations s'efforçaient de les éloigner, car leur solvabilité était très incertaine et dépendait des circonstances.

Le rôle de l'intermédiaire était tout différent de celui de l'agioteur. Lors des ventes de première origine, il existait déjà des sortes d'enrichisseurs spécialisés dont le rôle consistait à acheter pour d'autres qui ne voulaient pas se faire connaître du public. Cette pratique n'était nullement condamnée ; au contraire, la loi du 3 juin 1793 permettait d'acquérir non seulement en son nom personnel, mais pour « un ami ou command » qu'on désignait dans les six mois. Le plus souvent le « procureur » donnait le nom du véritable acheteur dans les huit jours de l'acquisition. Cette cession était mentionnée au bas du procès-verbal de vente et signée des deux parties. Le décret du 6 ventôse An III restreignit le délai à 24 heures, sous peine de payer de nouveaux droits d'enregistrement.

Ces groupes d'individus constituaient non des « bandes noires », mais des associations indispensables. Ils masquaient le véritable acquéreur, évitaient aux habitants des campagnes un déplacement au chef-lieu du district. Ce dernier les protégeait, car ils assuraient ainsi le succès des enchères. Dans le cadre de notre étude, 67 % de la valeur globale des biens d'émigrés vendus furent adjugés grâce à leur intervention. Ils enlevèrent, à Rouen, 26 maisons sur 33 ; et la plus grande partie des biens ruraux compris entre 10 et 50 acres (1). Sans avoir retrouvé comme le souhaitait Clérembray (2), un registre de leurs comptes, nous nous sommes efforcés de reconstituer à l'aide des procès-verbaux de vente la suite de leurs opérations.

Les noms qu'on retrouve le plus souvent sont ceux de Bonjour, de Blard et de Nicolle. Tous étaient généralement présents aux adjudications préparatoires, mais ils paraissaient se concerter, s'entendre, aux adjudications définitives. Quoi qu'on ait pu dire, ils ne forment pas un ou plusieurs syndicats. Le plus audacieux de tous était Emmanuel Bonjour. Seul, il consentit à affronter la première vente au début de l'An II. Sa situation, mal définie, ne paraissait pas brillante. Il habitait Rouen, rue Saint-Julien ; et l'aliénation des biens d'émigrés lui fournit un expédient qui en valait un autre. Il travaillait seul ; on le recherchait dans les affaires difficiles. C'est lui qui, le 11 ventôse An II, enleva pour un marchand de Pavilly, une femme de 145 acres à la Vaupalière pour 164.300 fr. (3). Le 11 floréal An II, il acheta pour Gobedin-Jouvenet une ferme de 45 acres, à Colmare pour 45.000 fr. Mais il voulut également faire de l'agiotage et acquit pour son pro-

(1) Chiffres établis d'après AD. S.I. P.V. de vente.

(2) Clérembray, o.c. p. 71.

(3) AD. S.I. Q. P.V. de vente, à la date.

pre compte des terres d'une revente facile, des maisons comme celle à usage de raffinerie, rue du Moulinet, dont il demanda la cession à Blard, son concurrent. En l'An II et en l'An III, ses affaires prospérèrent, car il put rapidement se débarrasser à un bon prix de ses achats. Mais il perdit beaucoup au début de l'An IV et mourut en l'An VII, dans la gêne (1).

Jean-Charles Blard qui se disait d'abord domicilié à Rouen, 19, rue Martainville, puis, à Saint-Thomas-la-Chaussée, agit avec beaucoup plus de prudence. Il s'engageait rarement sans être assuré de la cession. C'était à lui que s'adressaient, de préférence, les paysans. Il travaillait avec sa femme et son fils. Aux adjudications définitives, il n'hésitait pas à monter fortement les enchères pour évincer les autres amateurs. Il acquit, pour lui-même, lorsqu'il fut seul concurrent. Plus du 1/4 des biens d'émigrés, soit environ 3 millions de francs, passèrent entre ses mains ; mais il en retrocéda sur-le-champ la presque totalité. Sous l'Empire, sa famille possédait à Saint-Thomas la Chaussée une centaine d'acres de terres qui constituaient sans doute le bénéfice de ses opérations (2).

Quelques autres : Bruno Le Marchand, Jacques Fraux, Pierre Cuvier, Pierre Delafosse, exercèrent aussi, en l'An II, cette profession, mais leur clientèle fut beaucoup plus limitée. Enfin, un certain nombre de Rouennais servirent, par hasard, d'intermédiaires, de prête-noms — Louis Duhalley, un petit artisan, acheta l'hôtel de Romé de Fresquienne et, Pascal Adeline, celui de Lambert de Frondeville. Mais, dès le lendemain, ils déclarèrent la cession au nom de deux négociants : René Courteille et Pierre

(1) AD. S.I. Q. Décomptes, 1793, liasse 1. Bois de Maignard à Posville.

(2) D^{on} des C.D. S.I. : Matrice cadastre, St Thomas.

Lafosse (1). Tous devaient percevoir un tant pour cent sur le montant des ventes. Mais le chiffre de leur rémunération ne présente qu'un intérêt relatif. L'essentiel réside dans l'influence qu'ils exercèrent sur la répartition des acquéreurs.

x

Les 686 lots entre lesquels furent divisés les biens d'émigrés profitèrent à 523 individus dont les 84 % étaient déjà propriétaires.

A Rouen, les immeubles allèrent selon leur estimation à des négociants ou fabricants, et à des artisans — mais toujours à des Rouennais — 30 adjudications sur 33 furent l'objet de cessions. Seuls quelques artisans affrontèrent les enchères, à l'exemple de Robert de Saint-Victor. D'ailleurs, ils profitèrent bientôt de ces achats pour s'installer à leur propre compte. A Elbeuf, le lotissement du château donne lieu aux mêmes remarques. Les habitants se réservèrent la plus grosse part, malgré la présence de nombreux marchands de biens. Quant aux moulins, les locataires en devinrent, 4 fois sur 5, les acquéreurs. Mais ils dépassèrent leurs moyens et durent, en l'An III, les abandonner à la folle enchère. Les biens fouds furent, dans l'ensemble, partagés entre les citadins et les ruraux, entre les marchands et les paysans. Mais la proportion de ces diverses catégories varie avec l'importance des acquisitions. 21 acquéreurs sur un total de 508 s'adjudgèrent, à eux seuls, 1.644 hectares, environ les $\frac{2}{5}$ du total en 48 lots ; soit une moyenne de 34 ha 25 par adjudication et de 78 ha 25 par personne. Les paysans ne prirent qu'une très faible part à ces grosses enchères. La plupart des nouveaux pro-

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 2^e origine, 14 frimaire II.

priétaires étaient des commerçants — non pas seulement de Rouen, mais des gros bourgs du district — ainsi que le montre le tableau ci-dessous :

NOMS DES ACQUÉREURS	PROFESSION - DOMICILE	SUPERFICIE ACHETÉE	SITUATION DE LEURS ACQUISITIONS	MONTANT EN ASSIGNATS	OBSERVATIONS
Aumoite et Gady . . .	Négociants à Rouen.	140 a.	Posville, St Jean du Cardonnay.	209.500	Dble cession. 93.362.
Delanare Pierre Nicolas	Négociants à Darnétal.	258 a.	Pissy, Houpeville, Tendos, Quincampx, Orival.	307.250 461.500	Cessions importantes 254.816. Bois taillis.
Leuercier Pierre François	Marchand de bois à Caudebec les Elbeuf.	250 a.	Bois d'Ennebourg. Cel-loville.	239.500	
Benicourt et Havard..	Officiers municipaux à Rouen.	209 a.	La Vaupalière.	164.500	Cession de Bonjour 75.167.
Bruneau-Coutin . . .	Marchand à Pavilly.	150 a.	Bois d'Ennebourg.	150.000	Cession de Blard et Havard.
Lecerf Nicolas François	Fabricant à Darnétal.	124 a.	Franquevillette.	146.185	Bois taillis.
Leftré-Lefort et Denis	Marchands de bois à Dieppedalle.	128 a.	St Etienne du R. - Anneville, - N.D. de Franqueville. - La Vaupalière. - Bar-douville.	154.800 115.000	Royaliste notoire.
Nicolle Thomas Simon	Négociant à Rouen.	129 a. 100 a. 3 v.	Bois d'Ennebourg.	115.000	en assoc ⁿ av. Labbé.
Héron, femme Rioust.	Sans profession.	89 a.	Franqueville, Sotteville, Tendos.	160.500	Cession de Bonjour.
Angrand Nicolas Guillaume	Membre du Comité de Surveil. de Rouen.	86 a.	Tourville la Rivière.	176.400	Riche fermier.
Aubé Charles Adrien.	Entrepreneur à Rouen	88 a.	St P. de Franqueville. Ymare.	160.400 75.500	Cession.
Ilédouin Alexis	Cultivateur à Tourville-la-Rivière.	81 a. 56 a. 3 v.	Pissy, Sahurs, Mauny, Yquebeuf. Sotteville-les Rouen.	76.950 91.725	En association.
Dupont Louis	? à Rouen.	55 a.	Quincampx. La Hous-saye, Béranger.	73.900	Cession de Blard.
Mollard Louis	Cultivateur aux Gdes Ventes.	59 a.			
Blard Jean Charles . . .	? à Rouen (Eauplet).	52 a.			
Labbé Louis	Marchand (idem).				
Désaubris J.-Baptiste.	Négociant (idem).				

Le principal acquéreur : Pierre Delamare, négociant à Darnétal, réunissait 8 lots d'importance très variable :

A Saint-Thomas la Chaussée : une mesure et 69 acres de labours ;

à Colmare : une mesure et 77 acres de labours ;

à Tendos : une maison de maître et 45 acres de terres ;

à Notre-Dame des Champs : 6 acres de labours et 200 pieds de chêne ;

à Pissy : une mesure et 40 acres de labours en deux lots, ainsi qu'un bosquet de 400 pieds de chênes dont 30 baliveaux ;

à Quincampoix : 7 acres de labours et une mesure ;

à Houpeville : 1 arpent de bois taillis.

Il paraissait avoir fait un choix entre les terres de différents émigrés, et dispersait ses achats pour les rendre moins impressionnants, dans plusieurs cantons. Il enchérit seul les petites parcelles comme s'il eut voulu donner le change et acquit en sous-main la presque totalité. Il employa plusieurs intermédiaires : Auber, Blard et surtout un certain Michel Bove, de Forêt-en-Vexin (district des Andelys). Les autres acheteurs usèrent également de prête-noms, toutefois, ils se contentèrent d'un domaine non divisé ou, à la rigueur, en groupèrent plusieurs d'étendue moyenne. Ils conservèrent les mêmes fermiers, revisant seulement les baux lors de leur entrée en jouissance. Donc, une partie des grands domaines, malgré les vœux des paysans, ne fit que changer de mains. Toutefois, dans le district, leur étendue globale diminua, à l'avantage de la moyenne propriété.

En effet, 194 acquéreurs se partagèrent 1.506 hectares en 217 lots, soit une moyenne de 6 ha 94 par adjudication et de 12 ha 14 par adjudicataire. Les biens ainsi constitués variaient de 10 à 50 acres.

Ils comprenaient un certain nombre de parcelles isolées et 87 exploitations susceptibles d'une mise en valeur immédiate. Un grand nombre provenaient de la division des grandes fermes, cependant, quelques-unes étaient dues à la réunion de lots divers, mais peu éloignés les uns des autres.

Le tableau ci-après nous donnera une idée de leur répartition entre les diverses catégories d'acheteurs (1) :

(1) Les procès-verbaux de vente contiennent les noms et le domicile des acquéreurs, mais rarement leur profession. Aussi nous n'avons pas cru utile de compléter ces renseignements pour tous et nous nous sommes contentés d'en prendre 36 en nous basant seulement sur le chiffre de leurs achats.

NOMS DES ACQUÉREURS	PROFESSION - DOMICILE	SUPERFICIE ACHETÉE	SITUATION DE LEURS ACQUISITIONS	SUPERFICIE ACHETÉE	
Golebin-Jouvenet Nic ^s Lettre	Négociant à Rouen. Marchand de bois, à Dieppedalle.	47a.	Colmare. Anneville, Roumare, Quincampoix.	51.275	Cession de Bonjour.
Pénard Adrien	Cultiv. La R. St-Pierre.	43a. 3v. 25p.	La Rue St Pierre.	80.159	
Martin Petit	Cultivat. Quincampoix	42a.	Quincampoix.	68.050	
Legras Jean Baptiste.	Marchand à Rouen.	40a.	Colmare, St Pierre de Franqueville.	87.200	Cession de Blard.
Doublet Alexandre ..	Fabricant à Rouen.	56a.	Préaux.	70.900	
Le Sénéchal, p. et fils	Cultivat. à La Londe.	55a.	La Londe.	35.010	
Lanne Nicolas	Marché, Dieppedalle.	31a.	Yqueb., Mauny, Sahr ^s	47.725	
Rourgois Jean-Bapt.	Cultiv. à Bardouville.	27a. 2v. 20p.	Bardouville.	46.525	
Dubouci Thomas	Négociant, à Rouen.	26a.	Houpeville.	55.150	
Bonjour Pierre Emm.	? à Rouen.	22a. 3v.	Houpeville, Pet. Couronne	40.550	
Belahaye Jacques ...	Cultivat. à Posville.	22a.	Posville.	24.875	Pas d'enchérisseurs.
Cavé Louis	Cult. La R. St Pierre	20a. 2v. 32p.	La Rue St Pierre.	50.125	
Heutte Philippe	Marchand à Rouen.	26a.	Cancteleu, Deville.	31.800	
Barbey Jean	Marchand à Dieville.	19a.	Pissy.	45.625	
Benoist Jean	Fabricant à Rouen.	49a.	Posville.	25.890	
Ducoux Dominique ..	Marchand à Rouen.	28a.	Pissy-Posville.	18.320	
Eudéline Thomas Rob.	Négociant à Rouen.	31a. 2v.	Posville.	41.700	
Durécu Thomas	Cultiv. à Darnétal.	16a.	Houpeville.	29.550	
Bouteiller l'aîné	Marchand à Darnétal.	14a. 2v.	Bardouville.	22.400	
Mare et Chanteloup .	Cultivateurs à Orival et St Martin la Ch.	14a.	Orival.	15.675	
Vincent Pierre Nicol ^s	Cultivats à St-Thomas	14a.	Ymare, St-Thom.-la-C.	58.950	Cession de Blard.
Lasne Jacques	Marchand à Rouen.	44a.	Posville.	25.250	Cession.
Dubourg Michel	Marchand à Rouen.	15a.	Tourville la Rivière.	29.550	
Le Marchand Bruno.	Marchand à Rouen.	42a. 1v. 70p.	Préaux. Posville, Sotteville, St Etienne du R.	25.260	Cession de Cuvier.
Vallet Charles	Cultivateur à Quevre- ville-la-M.	42a.	La Vaupalière.	34.525	
Langlois Louis	Cultiv. à Bardouville.	15a.	La Houssaye Bér. Is- neauville.	34.410	
Vernadet Charles	Marchand à Rouen.	11a. 1v.	Yquebeuf.	48.975	Taillis.
Gubise J. B.	Fabric. de bas, Rouen	11a.	Oissel, St Pierre de Manneville.	15.400	
Lavoisier J. B.	Plâtrier au Mesnil-E.	10a. 2v. 20p.	Celloville, N Dame de Franqueville	19.550	
Deshayes père et fils	Cultivateurs à Yville.	10a.	Yvielle.	43.500	Cession de Fraux.
Darcel Jean	Employé à la munici- palité de Rouen.	10a.	Anneville sur-Seine.	36.640	
Goupil et Belloncle...	Artisans à Rouen.	10a.	Bois d'Ennebourg.	46.760	Cession de Blard.

Remarquons, d'une part, qu'un grand nombre de Rouennais participèrent à ces ventes. Ils appartenaient non plus au haut négoce, mais à la petite bourgeoisie qui plaçait de la sorte, très prudemment ses assignats. Ils n'achetaient donc pas pour exploiter, mais pour faire un rapport. D'autre part, les cessions devenaient moins nombreuses. Par intérêt, on bravait l'opinion. Seuls les habitants des campagnes continuèrent à employer ce procédé. Malgré tout ce qui les désavantageait, beaucoup de fermiers, même de fermiers d'émigrés, parvinrent à se constituer un petit domaine qu'ils cultivèrent, cette fois, en propriétaires. Ce fut le cas de Charles Dumesnil, de Louis Thuillier, de Martin Petit. Ce dernier acquit, à Quincampoix, en pluviôse et ventôse An II, 40 acres de terres qu'il faisait valoir pour le compte de Corneille de Beauregard (1). Les payans se réservèrent dans cette catégorie de lots une surface de 878 hectares, soit 58 %.

Enfin, contrairement à ce qui se passa dans d'autres régions (2), peu de membres des administrations prirent part aux enchères. Au district, Eudeline fut le seul. Les noms de quelques employés comme Selot et Darcel qui achetaient, l'un pour les familles d'émigrés, l'autre en sous-main, de commissaires experts comme Durécu, Aubin Gavée, se retrouvent sur les procès-verbaux. Mais les membres jacobins de la municipalité rouennaise attirèrent l'attention. Pillon, Havard et Bénicourt s'adjudgèrent une grande partie du domaine de Caillot au Bois-d'Ennebourg. Angran, membre du Comité de Surveillance, devint propriétaire de l'Hôtel de Guérault de Boutemont, rue Saint-Patrice. Des plaintes par-

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 2^e origine, 11 pluviôse et 11 ventôse an II, 6 lots.

(2) Cf. Antoine Richard « Jacobins landais acquéreurs de biens nationaux » (A. de la R.F. 1931, p.109, et les articles mentionnés en note).

vinrent au district qui consulta le Comité d'Aliénation « mais rien, dans les décrets, ne tendait à interdire aux administrateurs... de participer aux enchères » (1). On prétendit, en l'An III, qu'ils faisaient partie d'un ou plusieurs syndicats (2), qu'ils escamotaient les publications. On reprocha à Pillon, en particulier, d'être parvenu « à force de crier guerre aux châteaux, à s'en procurer un des plus beaux des environs et à bon marché » (3). On ne leur pardonna pas d'avoir soutenu, par leur exemple, les ventes de biens d'émigrés. Mais le grand intérêt des ventes de biens d'émigrés réside dans le nombre des petites gens qui y participèrent. C'est surtout par là qu'elles se différencient des ventes de première origine. Les $\frac{3}{4}$ du nombre total des nouveaux propriétaires : 319 se partagèrent 362 lots, couvrant 648 hectares (le $\frac{1}{6}$ seulement des terres vendues), soit une moyenne de 1 ha 78 par adjudication et de 2 ha par adjudicataire. Presque tous les acquéreurs ne couvrirent qu'une seule enchère — 12, toujours les mêmes, achetèrent plusieurs parcelles dont le total ne dépassa pas 10 acres. Ainsi, le morcellement opéré avant les ventes ne disparaissait pas avec elles. Mais à qui allait-il profiter ! Là encore, les citoyens se servirent largement. 137 petits artisans, petits commerçants rouennais acquirent 216 ha. Une dizaine d'entre eux s'installèrent même, par la suite, à la campagne. Mais la presque totalité s'efforcèrent aussitôt de louer leurs acquisitions. Quelques manouvriers en profitèrent pour augmenter leurs ressources. Toutefois, dans ces petites enchères, la proportion des paysans augmenta fortement. Jusqu'alors ils avaient été retenus

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. Correspond. district. 9 thermidor an II.

(2) Clérembray se fait l'écho de ces reproches, o.c. p.71.

(3) B. m. Rouen. Rapport des Commissaires, o.c. p.33.

par la crainte du retour de leurs anciens seigneurs, par une certaine méfiance, par l'insuffisance de division. Mais à partir de germinal surtout, ils s'enhardirent. Grâce au morcellement, les plus timorés, les moins aisés purent risquer, aux adjudications, quelques milliers de francs. Tous les lots de la garenne de Cléon, par exemple, restèrent entre les mains des habitants de la commune et des environs : Freneuse et Caudebec-les-Elbeuf. Ces achats avaient deux fins : ils permettaient à un petit propriétaire d'augmenter son bien dans la mesure de ses moyens et, d'autre part, ils fournissaient l'occasion au petit fermier de devenir le possesseur d'un lopin de terre. Sur les 182 acquéreurs ruraux dont les achats ne dépassaient pas 10 acres, 74 étaient dans ce dernier cas. Enfin, 9 ouvriers toiliers ou cantonniers travaillant à domicile, dans le canton d'Elbeuf, purent accéder à la propriété. Certains d'entre eux ne versèrent leurs dixièmes qu'avec beaucoup de peine. Feutry même, ne parvint pas à terminer le paiement de la mesure qu'il avait acquise pour 3.025 fr. à Saint-Ouen de La Londe (1). Ainsi, quelques pauvres devinrent propriétaires, un grand nombre de petits possédants surtout agrandirent leur bien. Mais ce résultat ne correspondait pas aux espérances qui s'étaient réveillées au milieu de l'An II.

La vente des biens des émigrés laissait les paysans insatisfaits. Leur désappointement se manifesta par une certaine animosité vis-à-vis des acquéreurs. Ils considérèrent les citadins, en particulier, comme des intrus. L'entrée en jouissance partant de la date de l'adjudication (2), ils épiaient la conduite des

(1) AD. S.I. Q. Décomptes 14674, liasse 1, 1793.

(2) Le district émit le vœu de faire partir cette jouissance du début du terme qui suivrait l'adjudication, afin de faciliter le calcul des fermages à rembourser et des impositions à percevoir, mais il céda devant l'opposition des acquéreurs (AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. 17 vend. an II).

nouveaux propriétaires et s'empressèrent de les dénoncer au district qui conservait un droit de surveillance sur les biens vendus jusqu'à leur paiement intégral (1). Le plus souvent, il s'agissait de vétilles : l'arrachage de quelques pommiers morts, le percement d'une porte — la destruction d'une vieille porcherie. Parfois, les faits étaient plus graves. A Yquebeuf, les officiers municipaux s'opposèrent à l'abattage d'un bois taillis, croyant que le propriétaire n'avait pas versé la totalité de son achat (2). A Quevreville-la-Millon, sur la mesure qu'il venait d'acheter « Tripeley fit abattre des arbres de 25 ans, arracher une baie, démolir divers bâtiments » (3). Le district lui rappela qu'il devait « gérer son bien en bon père de famille » ainsi que le comportait le procès-verbal.

D'autre part, nombre d'acquéreurs attendant une location avantageuse ou l'occasion d'une revente, laissaient leurs parcelles en friche. Le 26 fructidor An II, l'agent national d'Yquebeuf signalait qu'une partie des biens de Boniface du Bolhard, acquis par Nicolle, n'avaient pas été mis en culture, et demandait qu'on le forçât à les louer pour un an. S'il n'acceptait pas, on allait jusqu'à proposer leur revente à la folle enchère. De même, la municipalité de Saint-Pierre de Franqueville insistait pour qu'on l'autorisât à ensemençer les biens abandonnés par les nouveaux propriétaires. Le district acquiesça et, « considérant que de tous temps il est de l'intérêt général de veiller à ce que les terres ne restent pas incultes... qu'en outre, la négligence des acquéreurs est un attentat au salut public... (arrêta) que toutes les terres seront ensemençées aux frais des proprié-

(1) Loi du 10 mars 1790.

(2) AD.S.I.Q.Em. reg. Correspond. distr. 25 germ. an II.

(3) Idem, 18 vendémiaire an III.

taires défaillants » (1). Toutefois, une semblable mesure ne reçut pas d'exécution. Donc sans aucun doute, les paysans normands jalousement enviaient ceux qui avaient montré plus d'audace qu'eux. Peut-être aussi, regrettaient-ils encore la dépossession des anciens propriétaires ? Quoi qu'il en soit, leur mécontentement n'était pas entièrement justifié. 54 % des enchères, soit 369, se terminèrent à leur profit. Ils purent acquérir 1.454 hectares de terres d'émigrés, soit 38,2 % du total. D'autre part, ils s'adjudgèrent une quantité importante de biens des fabriques et des prêtres déportés (2). Enfin, ceux qui réclamaient, ceux qui se plaignaient étaient des cultivateurs aisés. A l'origine, ce n'était pas eux qu'on voulait favoriser, mais les pauvres, les indigents, les prolétaires, cette masse du peuple, « qui n'avait rien... et qui était tout ». Quels efforts tenta-t-on, en définitive, pour diminuer leur nombre, pour améliorer leur sort ?

×

Alors qu'elle supprimait l'arrentement, la Convention avait, le 13 septembre 1793, décidé la distribution de bons de 500 livres, valables pour l'achat de biens d'émigrés « aux chefs de famille non propriétaires, n'étant point compris sur les rôles d'impositions, résidant dans les communes où il n'y a point de terrains communaux » (3).

L'enquête menée pour l'application du décret

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. Correspond. distr. 13 thermidor an III.

(2) Pour en donner un aperçu, le nombre des adjudications pour l'ensemble des biens de 2^e origine atteignit, de vendémiaire à germinal an III : 234 dont 107 seulement pour les biens d'émigrés. Les paysans, dans le total, se rendirent acquéreurs de 143 parcelles.

(3) Cf. A. Mathiez « La Révolution et les prolétaires » (Annales historiques de la R.F. 1931, p. 479 à 495), et G. Lefebvre. Questions agraires, o.c. chap.I, pp.36 à 39.

du 3 juin avait déjà résolu l'un des problèmes : celui de savoir quelles municipalités devaient profiter de cette mesure (1). Dans le district, 38 communes seulement remplissaient les conditions exigées ; elles étaient pourvues de biens d'émigrés et n'avaient pas de communaux. Deux autres ne possédaient aucune terre de ces catégories. Enfin, un certain nombre ne comprenaient qu'une très faible étendue de propriétés d'émigrés. A Belbeuf, par exemple, il était ridicule de songer à partager 20 ares de labours entre 60 pauvres. Ainsi que l'a fait remarquer M. G. Lefebvre (2), la loi ne pouvait donc concerner qu'un nombre restreint de prolétaires.

Les listes d'ayants-droit furent dressées à partir du 4 octobre (3) et parvinrent au district avant le 5 frimaire (4). On y avait inscrit, sans leur demander avis, tous les chefs de famille dont les noms ne figuraient pas au rôle de la contribution foncière pour 1792. Le total des bénéficiaires atteignait dans le district 1.988 individus seulement. Ils représentaient 38 % du nombre des chefs de famille des communes considérées. Mais leur répartition était très inégale. Comme le montre le tableau ci-après (5), la proportion était très forte dans la banlieue industrielle de Rouen et sur le plateau où sévissait le régime de la grande propriété. Au contraire, elle s'abaissait considérablement dans les communes qui bordaient la Seine, où la propriété était plus morcelée.

(1) Cf. ci-dessus, p. 211

(2) G. Lefebvre, o.c. p. 37.

(3) AD. S.I. Q. Em. reg. Arrêtés distr. 4 octobre 1793, circulaire.

(4) AD. S.I. Q. Em. Liasses concernant les administrations cantonales.

(5) Tableau dressé d'après AD. S.I. Q. Liasses : Administrations cantonales et enquête sur le paupérisme faite en septembre 1792 (AD. S.I. L. 2371).

Nom des Municipalités	Nombre de chefs de familles	Population effective	Chefs de familles qui ne paient pas d'impôts
<i>Rouen.</i>			
St Martin du Vivier	115	507	30
St Aignan	62	674	40
Maromme	260	1.280	30
Sotteville	750	2.885	321
<i>Cailly.</i>			
Gouville	52	234	34
La Rue St Pierre	92	478	43
<i>Cantelen.</i>			
Mauny	724	2.809	170
St Pierre de Manneville	35	192	6
Le Val de La Haye	221	954	68
	217	828	17
<i>Elbeuf.</i>			
La Bouille	—	5.862	396
Cléon	200	878	7
Freneuse	110	578	17
	122	496	13
<i>Monville.</i>			
Le Bocasse	150	666	3
Fontaine le Bourg	96	500	53
Frichemesnil	114	676	62
La Houssaye Bérenger	62	283	37
Ormesnil	100	474	64
Tendos	23	105	3
	42	200	16
<i>Franqueville.</i>			
Belbeuf	166	620	60
Boos	118	600	18
Gouy	87	409	45
Le Mesnil Raoult	122	560	22
Montmain	37	316	30
St Crespin du Becquet	31	112	11
Ymare	78	265	12
<i>Quincampoix.</i>			
Bosc Guérard - St Adrien	85	407	29
La Pommeraye	23	122	9
<i>St Jacques sur Darnétal.</i>			
Bois l'Evêque	75	309	25
Quevreville la Milon	38	245	21
Roncherolles sur le Vivier	110	485	47

Nom des Municipalités	Nombre de chefs de familles	Population effective	Chefs de familles qui ne paient pas d'impôts
<i>St Jean du Cardonnay.</i>	205	866	86
Eslettes	84	346	31
N. Dame des Champs ..	54	279	12
Pissy	84	510	37
Posville	74	325	1
St Thomas la Chaussée	87	433	22
	5.104	28.778	1.988

La plupart des prolétaires compris sur ces listes n'étaient, bien entendu, pas dépourvus de ressources ; ils vivaient de leur travail. A la campagne, c'était des manouvriers, à la ville des ouvriers et des ouvrières. Sur 396 non-propriétaires compris dans l'état d'Elbeuf, 375 exerçaient les professions de tanneurs, de fileurs, cardeurs, tondeurs, râpeurs, bobineuses (1). A Darnétal, 449 ouvriers d'usine ne payaient aucun impôt (2). Partout, on avait ajouté des mendiants, des infirmes, des chômeurs, mais leur nombre était très faible. On réservait, généralement une colonne spéciale pour indiquer les charges de chaque famille, à savoir les enfants et les Défenseurs de la Patrie. D'une façon générale, ces listes comprenaient des travailleurs âgés de plus de 45 ans — les autres ayant été enlevés par la réquisition. Il était permis de penser que, sur le total, un certain nombre accueilleraient avec empressement la faveur dont on les gratifiait. Mais *aucun* n'en demanda le bénéfice. D'une part, ils appréhendèrent les formalités : la délivrance d'un certificat de civisme par la municipalité, d'un bon de 500 livres

(1) AD. S.I. Q. Em. Cant. d'Elbeuf.

(2) Idem, L.2371.

par le district. D'autre part, ils hésitaient à se déplacer en pure perte — car, en effet, les lots qui ne dépassaient pas 500 livres étaient rares (1), 25 parcelles seulement, pendant toute la durée des ventes, n'atteignirent pas ce chiffre (2). En somme, un tel cadeau leur paraissait illusoire.

Mais la circulaire du Comité de Salut public du 14 floréal An II, élargit la portée de ces dispositions (3). Désormais, les prolétaires pouvaient payer le surplus des 500 livres au moyen de l'arrentement. Cette combinaison eût produit d'heureux résultats si elle était survenue plus tôt. L'importance des biens à vendre diminuait journellement et leur raréfaction activait la concurrence. Toutefois, le district, sans attendre les instructions de la Commission des Revenus nationaux (4) enjoignit aux municipalités de réviser leurs listes de pauvres. Il élargissait la conception première en demandant d'y porter « ceux qui, à titre de patriotisme comme d'indigence, méritent d'avoir part à la munificence nationale » (5).

Presque toutes les réponses témoignèrent à la loi du 13 septembre oubliée, une faveur soudaine. « On en fit une nouvelle lecture le decadi suivant dans le temple de la Société populaire » (6). à Ymare, le nombre des pauvres inscrits passa de 3 à 12. On voulut, ailleurs, y comprendre « des fieffataires de quelques mesures ou maisons » (7). Elbeuf ajouta à sa liste 130 défenseurs de la Patrie. La Rue Saint-Pierre fit remarquer que 7 chefs de famille très peu imposés méritaient cependant de bénéficier des

(1) Idem, Q. Em. matières diverses, Rouen.

(2) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 2^e origine, relevé.

(3) Citée par Mathiez, article mentionné ci-dessus. *Annales historiques de la R.F.*, 1931, p.488.

(4) Lettre du 29 floréal an II. Cf. Dubreuil, o.c. p.179.

(5) AD. S.I. Q. Em. Cant. de Franqueville.

(6) AD. S.I. Q. Em. Correspondance.

(7) Idem.

avantages accordés par la loi. La municipalité rouennaise réclama aussi, à cause du nombre de ses ouvriers et de l'ensemencement des bruyères Saint-Julin « un supplément pris sur les biens d'émigrés » (1). Le Val de la Haye proposa, à défaut de ces propriétés, de partager les terres de la Commanderie de Saint-Waubourg en 20 portions de 500 livres. Mais le district entendait « ne pas suppléer à l'expression fixe des législateurs ». Il repoussa les prétentions de Rouen, car la Convention « voulait favoriser les habitants des campagnes et non ceux des villes, qui avaient, pour vivre, l'industrie » (2).

Malgré les efforts des administrations, la loi du 13 septembre n'eut, en thermidor An II, pas plus de succès qu'en vendémiaire. Les officiers municipaux de Posville attendirent qu'on vînt leur réclamer des certificats de civisme ; un seul se présenta. « Nous ne croyons pas être dans l'obligation d'aller d'une maison à l'autre » répondaient-ils au district, qui les relançait (3). A Belbeuf, le Conseil Général convoqua plusieurs fois les pauvres. Un seul, chargé d'enfants, retira son certificat de civisme, mais il ne l'utilisa pas (4). A la Vaupalière, les ayants-droit « ne voulaient pas des biens d'émigrés pour le prix où ils furent vendus ». Partout, on désirait des parcelles avantageuses situées près de son domicile ; et si beaucoup de prolétaires ne tentèrent pas leur chance, ce fut qu'ils craignirent « d'être envoyés en possession de lots qui s'étendaient hors de leurs communes » (5).

Donc, dans certaines régions de France, les pau-

(1) AD. S.I. Q. Em. Correspond. district reg. 4 messidor an II.

(2) Am. Rouen N¹ Correspond. 11 messidor an II.

(3) AD. S.I. Q. Em. de St Jean du Cardonnay, 3 thermidor an II.

(4) AD. S.I. Q. Em. Cant. de Franqueville.

(5) AD. S.I. Q. Em. Cant. de St Jean du Cardonnay.

vres péchèrent peut-être par ignorance des lois ; mais là, au contraire, prévenus à plusieurs reprises, aiguillonnés même, ils dédaignèrent le maigre avantage qu'on leur offrit. A la fin de l'An II, le district de Rouen ne put qu'avouer au département l'inutilité de ses efforts (1). Il continua, toutefois, avant chaque adjudication de biens d'émigrés, à souligner que « les chefs de famille qui ont un crédit de 500 livres à valoir en acquisitions de biens nationaux n'ont pas à verser de dédit, de même que les soldats qui peuvent donner en paiement leurs brevets de récompense » (2). Mais la baisse de l'assignat, augmentant le prix des plus petites parcelles dans d'énormes proportions, ruina définitivement la seule mesure que les Montagnards proposèrent pour donner aux prolétaires une part des propriétés nationales.

×

La vente des biens des émigrés dans le district de Rouen appelle un certain nombre de remarques qui concordent avec les résultats prévus ou constatés dans les autres régions de la France. La moyenne des prix fut généralement inférieure à celle des biens de première origine, et, à fortiori, à celle pratiquée entre particuliers à la fin de l'Ancien régime. Les moyennes et surtout les petites parcelles furent plus disputées que les grands domaines. La division permit à de nombreux petits propriétaires d'accroître l'étendue de leurs biens, à des fermiers d'exploiter pour leur propre compte, à quelques pauvres d'accéder à la propriété. Mais l'existence, au centre du district, de la capitale normande : résér-

(1) AD. S.I. Q. Em. Matières diverses. District au département.

(2) AD. S.I. Q. P.V. d'estimation vendémiaire an III.

voir de population et de richesses, refuge de nombreux aristocrates, rapporta aux enchères des éléments nouveaux.

Le plus original fut certainement, à cause de l'hostilité qui entourait les ventes, l'utilisation sur une grande échelle des intermédiaires. Le nombre des cessions atteignit en l'An II 379 sur 686 adjudications, soit 55,2 % représentant environ 6.283.000 livres en assignats, soit les $\frac{2}{3}$ du produit des aliénations. D'autre part, ces prête-noms qui assistèrent souvent seuls aux enchères firent la loi. Aussi, l'élévation des prix en l'An II résulta rarement de la concurrence. La différence entre les estimations et les adjudications provenait de l'augmentation de la première enchère qui, à partir de germinal, doublait très souvent la mise à prix. Il semble qu'il y ait eu à ce sujet une entente tacite entre les administrateurs et ces enchérisseurs patentés. Quoi qu'il en soit, l'acre de terre labourable qui se traitait en 1791 à 1.000 fr. (1) s'éleva, en floréal An II, jusqu'à 2.200 livres, soit 972 fr. 50 en numéraire. En second lieu, la part des acquéreurs urbains fut très importante. Comme dans le district de Toulouse (2) « bourgeois, artisans, petits commerçants... enrichis par le travail et l'économie... formèrent la majorité des acheteurs. Ils se réservèrent 45 % des adjudications, soit 317, concernant 35 immeubles et 2.344 hectares de terre. En résumé, la totalité des immeubles vendus à Rouen et à Elbeuf ; et 61,8 % de l'étendue des biens fonds étaient passés entre leurs mains.

Enfin, soulignons que la quantité de propriétés d'émigrés vendues par le district de Rouen pendant

(1) Hébert, o.c. 3 janvier 1791.

(2) Martin. La vente des biens nationaux dans le district de Toulouse (Collⁿ des documents inédits pour servir à l'histoire économique de la Révolution Française). 1916, gr. in-8°, 650 p. chez E. Privat à Toulouse, p.50.

cette période fut considérable (1). Rien qu'en l'An II, il procéda à 566 adjudications. Aucune ne donna lieu à contestations. Deux fois, il dut remettre les enchères, car « les abornements avaient été arrachés » (2), 12 acquéreurs seulement se laissèrent tomber en déchéance, faute de payer leur premier dixième. Mais, malgré leur importance, ces ventes n'affectèrent que peu d'émigrés, ne s'étendirent que sur un nombre limité de communes. Afin de faire ressortir ce dernier caractère, nous avons résumé les résultats de l'ensemble des aliénations jusqu'à la fin de l'An III (3), en deux tableaux.

Répartition des biens d'émigrés vendus par commune

NOM DES COMMUNES	Etendue des biens vendus	Nomb. de parcelles	Produit des ventes en assignats	Réduction en numéraire
ROUEN	33 mais.	33	1.074.445	421.505
Déville	3 20	1	3.325	1.479
Darnétal	14 20	5	152.250	57.721
Colmare	138 80	15	289.325	130.442
La Rue St Pierre ..	116 60	14	247.750	120.783
Yquebeuf	117 60	18	86.750	40.077
CANTELEU	9 60	1	40.300	17.933
Nneville sur Seine	57 40	17	142.675	66.342
Hénouville	59	4	818.400	456.438
Mauny	10	4	20.896	7.489
Quevillon	16 20	4	100.325	27.344
Sahurs	16	2	24.525	11.404
St-Mart. d.Boscherv.	27 20	7	123.050	16.701

(1) La participation des districts qui comprenaient une ville commerçante fut plus importante que celle des districts purement ruraux, ainsi que le montre le total des biens d'émigrés vendus. Rouen : 12.142.183 fr. — Dieppe : 12.781.940 fr. — Montivilliers : 11.311.015 fr. — Neufchâtel : 8.938.190 fr. — Cany : 7.315.185 fr. — Gournay : 5.689.770 fr. (AD. S.I. L.134. Ch.III, p.121).

(2) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 2^e origine, 1^{er} thermidor an II.

(3) Ces tableaux ont en effet été dressés d'après les relevés fournis par les districts lors de leur suppression (AD. S.I. Q. Em. Ventes, liasse, an II-an IV).

Sotteville les Rouen.	45 75	36	219.100	89.003
St Pier. de Mannev.	5 60	2	18.310	6.925
Yville sur Seine	15 30	8	54.000	20.970
Bardouville	142	24	253.530	77.457
ELBEUF	116 80	28	1.339.600	494.390
Caudebec les Elbeuf	8 10	11	30.635	14.708
Cléon	78 40	25	69.550	20.404
Freneuse	0 20	1	2.200	984
La Londe	71 80	32	447.005	164.794
Oissel	14	3	11.140	5.180
Orival	233 40	15	269.010	115.337
Le Petit Couronne .	60	17	319.840	44.939
St Aub. jouxte Boul.	0 30	1	2.200	985
St Etienne du Rouv.	19	42	99.480	42.438
Sotteville sous le Val	1 80	3	4.810	2.189
Tourville la Rivière	95 70	10	263.520	115.959
La Houssaye Béreng.	145	12	173.125	74.711
Ormesnil	3	1	2.600	1.144
Tendos	112 40	8	223.697	101.168
FRANQUEV. (N.D.de)	60	12	62.265	21.160
Amfreville la mie-v.	0 50	2	5.470	2.107
Belbeuf	0 20	1	990	460
Boos	1	4	2.080	841
Celloville	30	4	52.240	21.397
Epinay	46 20	10	66.760	20.574
Franquevillette . .	27	4	149.735	72.459
Fresne le plan . . .	50	18	143.770	31.847
Quevrev. la poterie.	1 10	3	2.725	1.022
St Aubin la Rivière	0 60	3	6.160	2.710
St Crespin du Becq.	2	1	7.430	3.455
St P. de Franquev.	98 40	49	55.465	25.528
Ymare	105 20	9	166.550	76.157
QUINCAMPOIX . . .	104	15	101.177	247.575
Isneauville	3 60	3	11.500	2.907
La Pommeraye . . .	1 10	1	8.200	2.870
Auzouville s. Ry....	0 60	2	1.270	307
Bois d'Ennebourg .	354 75	16	822.620	258.968
Bois l'Evêque	13 80	2	43.600	3.944
Epreville sur Ry ..	6 40	2	21.200	9.487
Préaux (N.D. de) ..	181 70	12	395.710	98.313
Quévreville la Millon	116	3	238.060	104.746
Ronches le Vivier ..	13 70	2	58.300	20.031
La Vieux Rue	54 60	7	136.125	40.939
St J. DU CARDONN.	1 20	1	3.300	1.477
Houpeville	54 40	5	111.900	52.897
N.D. des Champs ..	4.80	1	5.500	2.460
Pissy	33 80	10	253.625	132.504
Posville	385 20	42	418.975	173.123
St Thomas la Chaus.	167 10	18	263.920	121.284
La Vaupalière	125 60	17	375.860	169.670

Répartition des biens vendus par propriétaires émigrés

NOMS DES ÉMIGRÉS	CONSISTANCE DES IMMEUBLES	ÉTENDUE DES BIENS FONDS		PRIX TOTAL EN ASSIGNATS	RÉDUCTION EN NUMÉRAIRE
		HA	A		
(De) Bailleul	1 maison à Rouen	56	80	117.550	
Vve Bessière de la Jonquière	Idem	Néant		54.100	15.500
Bigot de Sassetot	Idem	167	10	315.450	
Boniface du Bolhard	—	69		86.750	38.748
Colbert de Seignelay	2 moul. à blé à Darné	15	60	152.250	
Caillot de Coquereau mont ..	Chât. du Bois d'Ennebs	547	55	542.750	
Corneille de Beauregard ..	Maison à Rouen	120		349.175	
Despommars de Gouy	Château à Tendos	118	40	225.697	
Dupont (trésorier de France)	—	19		264.000	19.800
Dufresne ..	Maison à Rouen	Néant		1.425	548
Duval de l'Escaude	Idem	Néant		28.200	13.436
Emangard ..	—	3	20	11.200	7.984
Vve Grammont	Idem			20.100	9.045
Grossin de Bouville	Idem	118		209.025	
Guérout de Boutemont	2 maisons à Rouen	188		467.466	
Géutteville de Colmare ...	Château à Colmare	166	40	287.325	
Hécamp de Coltot	2 maisons à Rouen	68	40	150.875	
Lambert de Frondeville	1 maison à Rouen			108.500	48.500
Lambesc de Lorraine	Château à Elbeuf et	116	80		
	2 moulins			1.097.450	
Langlois de Louvre	2 maisons à Rouen			56.225	16.700
Le Cordier de La Londe....	1 maison à Rouen et				
	château de La Londe	380		809.760	
Lefebvre de Flamanville ...	1 maison à Rouen			19.025	7.206
Le Pigny de Bimare	Château à Quevre-				
	ville-la-Milon	165		316.020	
Le Prévost (fils) et succession	2 maisons à Rouen	76		286.725	
Le Roux de Cretot	1 maison à Rouen			54.100	13.128
Le Sueur de Colleville	2 maisons à Rouen				16.769
Le Vigoureux de Montjavoult	5 maisons à Rouen et			44.625	
(succession) ..	1 chât. à Ymare	79	60	140.265	
Maignard de La Vaupalière.	1 chât. à Bardouville	696		2.156.815	
Malherbe de St Laurent	2 maisons à Rouen			56.700	17.800
Marye (de)	2 maisons à Rouen			12.545	4.630
Mordant de Massiac	Néant	9	60	111.000	6.660
Romé de Fresquienne	1 maison à Rouen	Néant		100.000	46.121
Rouen de Bermonville	Idem	—		92.600	14.800
Rohan-Soubise (succession) .	Halles, vieux château			1.175.075	
	et moulin à Préaux	255	20		
Varin de Breteville	Néant	24		160.075	
Vintimille (comte de..)	Chât. à St-P.d.Franq.	559	60	1.271.575	625.726
Yvelin de Béville	1 maison à Rouen	Néant		13.106	6.092

LIVRE III

LA FIN DU SÉQUESTRE ET DES VENTES

(AN III. AN X.)

L'An III marque, dans l'étude du séquestre et de la vente des biens des émigrés, le début d'une période nouvelle. Après la chute de Robespierre la réaction fut brutale et violente dans la France entière. La Convention, entraînée par l'opinion sévit contre les terroristes, s'apitoya sur leurs victimes, oubliant que sa générosité ruinait le pays. « ... A une confiscation... massive, et souvent même excessive, succédèrent des restitutions dont le détail est très difficile à suivre et dont le total fut certainement considérable » (1). La lutte des factions, les difficultés financières conduisirent les gouvernements aux abois à une politique d'expédients, donnèrent lieu à une quantité de mesures contradictoires. Nous nous proposons de suivre dans le dédale des lois, des circulaires, des instructions, le sort des émigrés et de leurs biens jusqu'en l'An X.

(1) A. Gain. *La Restauration et les émigrés*. o.c. p. 17.

CHAPITRE PREMIER

LA RADIATION DES « ABSENTS » ET LA RENTRÉE DES ÉMIGRÉS

I

Dès le début de l'An III, toutes les oppositions que la Terreur avait réussi à étouffer se dressèrent, décuplées, exacerbées par la détention. Les suspects qui s'étaient cachés reparurent ; un même désir de vengeance les entraînait dans la lutte (1). Mais les administrations rouennaises ne suivirent pas ce mouvement. Renouvelées par Sautereau le 5 frimaire, elles étaient composées de membres aux opinions, certes, très modérées, mais qui restaient profondément attachés à la Révolution. Au district l'ex-procureur-syndic Thieullen, apparaissait aux côtés de Cabissol (2). De Fontenay était devenu président de la Société Populaire. A la municipalité, le maire :

(1) Cf. Clérembray o.c. chap. 15 à 18 et « Rapports des Comités des Sections sur les crimes des terroristes rouennais ». (Biblio. mun. de Rouen, imprimé 122 feuillets, 1795).

(2) *District de Rouen.*

Directoire : Bournisien (président), Cabissol, Selot, Delarue, Houdevillé.

Administrateurs : Reverdun, Courtin, Carrier, Isambert, Lignel, Delihu et Dumesnil.

Agent national : Thiessé, Thieullen (substitut).

Le Boucher du Tronché, l'agent national Le Coutour et la grande majorité du Conseil général appartenaient à la même équipe : celle qui, depuis 1790, s'était maintenue dans les places malgré les événements (1). Un seul indésirable : Selot « homme d'affaires des émigrés et des prêtres réfractaires » s'était glissé au directoire du district, puis au département « en jouant au patriote » (2). Il se réserva la partie des Domaines « pour favoriser ses amis », mais il ne put y jouer qu'un rôle tout à fait secondaire.

Les tendances de l'administration reflétaient celles des masses populaires dont l'opinion à l'égard des émigrés n'avait pas varié. Ils demeuraient des traîtres et portaient toujours la responsabilité de la guerre. D'autre part, l'aversion qu'ils pouvaient inspirer était maintenant accrue par l'intérêt : les acquéreurs de biens nationaux devenaient leurs pires ennemis. « Jamais nous ne devons permettre qu'aucun émigré ne rentre sur notre territoire, écrivait Pierre Fortin, greffier de la petite commune d'Ambourville ; ils sont la cause de tout le mal que nous endurons aujourd'hui pour le pain et la cherté de tout... » (4). On sentait la nécessité de continuer l'application des mesures de 1793. En vendémiaire, 3 émigrés et un prêtre déporté arrêtés dans le département furent condamnés à mort. Le 28 vendémiaire, un député proposa à la Convention qu'ils fussent tous jugés à Paris (4). Malgré le courant de

(1) *Conseil général de la commune de Rouen* : Le Boucher, (maire), Brémontier, Bademer, Lachesnaye, Tamelier; V. Le-febvre, Laguistre, Lachausse, Dieu, Hellot fils; Payenneville le jeune, Le Breton, Moulin, Buisson; Prevel aîné; Desprez, Lesguiller, Félix, Rivière jeune, Huault, Lambert.

Notables (cf. Clérembray o.c. p. 459).

Agent national : Le Coutour, Pothier (substitut).

(2) Rapport de Leclerc St-Aubin (AN F⁷ 3682²) cité par Clérembray o.c. p. 563.

(3) Am. Rouen I⁴ dossier Biencourt.

(4) Duvergier, o.c. à la date.

réaction qui les entraînait, les Thermidoriens avaient le devoir de rassurer les acquéreurs, de ranimer la confiance. Aussi les lois qui furent votées pendant l'An III s'efforcèrent d'allier une double nécessité : donner des gages aux nouveaux propriétaires en interdisant le retour des émigrés tout en leur faisant de larges concessions.

Le décret du 25 brumaire, rapporté par Eschasseriaux, devenait le nouveau code de l'émigration. Il reprenait la plupart des dispositions de la loi du 28 mars-15 avril 1793. Les émigrés « bannis à perpétuité du territoire de la République » ne pouvaient y rentrer sans craindre pour leur vie⁽¹⁾. Le titre I complétait la définition de l'émigré⁽²⁾. On ajoutait une seule exception à celles déjà prévues : les enfants âgés de moins de 14 ans pouvaient rentrer en France dans les trois mois⁽³⁾.

Pour mieux marquer encore que la même politique à l'égard des émigrés devait survivre, le titre III ordonnait de continuer la liste générale. Tous les trimestres, les municipalités étaient chargées de fournir un état des absents. Le district, régénéré, leur recommanda la plus grande exactitude. « Indiquez les noms, prénoms... prenez garde surtout de n'inscrire que (les personnes) dont le domicile

(1) Loi citée. Titre IV, Sect. I, art. 1 et 2.

(2) Loi du 25 brumaire. Titre I. « Sont émigrés :

1° Tout F^s qui, sorti du territoire de la République depuis le 1^{er} juillet 1789 n'y était pas rentré au 9 mai 1792.

2° Tous F^s qui absents de leur domicile, on s'en étant absentés depuis le 9 mai 1792 ne justifieraient pas dans les formes ci-après prescrites qu'ils ont résidé sans interruption sur le territoire de la République depuis cette époque.

3° Toute personne qui, ayant exercé les droits de citoyen en France, quoique née en pays étranger ou ayant un double domicile, l'un en France et l'autre en pays étranger ne constaterait pas également sa résidence depuis le 9 mai 1792.

4° Tout F^s convaincu d'avoir, durant l'invasion faite par les armées étrangères, quitté le territoire de la République non envahi pour résider sur celui occupé par l'ennemi... »

(3) Loi citée. Titre I. Exceptions.

est bien réellement établi dans votre commune et non ceux qui, quoique propriétaires, n'y ont pas leur domicile... Gardez-vous d'y comprendre les fonctionnaires publics, ou les défenseurs de la Patrie, ce serait confondre avec les ennemis de la chose publique ceux qui en sont le soutien » (1). Cette circulaire résumait l'expérience de deux années d'administration, mais il était bien tard pour en tirer profit. Les listes supplémentaires arrêtées par la suite comprirent surtout les prêtres déportés. Seule, celle du 2 messidor An III, contenait les noms de 8 femmes d'émigrés dont les biens avaient été séquestrés et vendus avec ceux de leurs maris. Leur inscription était le fait des acquéreurs qui craignaient les chicanes et les procès des anciens propriétaires (1).

D'ailleurs, pourquoi ajouter de nouvelles victimes à une liste déjà si longue ? La Justice, l'Humanité étaient à l'ordre du jour. Et, sous leur patronage, les Thermidoriens n'hésitèrent pas à suivre la voie tracée par les lois de 1793 « pour faire rayer les individus portés à tort sur les états d'émigrés ». Ils allèrent même si loin dans ce domaine qu'on en oublia tous les efforts tentés en l'An II. D'abord, le décret du 5 brumaire, « réintégra provisoirement dans la jouissance de leurs biens » tous les prévenus d'émigration qui avaient obtenu

(1) AD, SI. Q. Em. reg. Correspond. du district. Frimaire an III.

(2) AN, F⁷ 5663, dossier Hécamp. « Les femmes d'émigrés omises... peuvent se présenter munies d'un certificat de résidence et réclamer leurs biens qu'elles prétendraient illégalement vendus. Or, il ne leur serait pas difficile de trouver 3 témoins complaisants parmi leurs partisans... qui croient faire une œuvre méritoire devant Dieu et devant les hommes, lorsqu'ils facilitent aux émigrés, les illustres soutiens de l'autel et du trône, les moyens de rentrer dans leurs biens dont ils les regardent injustement dépouillés. Les acquéreurs, au contraire, n'auraient aucun moyen de prouver la fausseté des certificats de résidence ».

un arrêté favorable des administrations (2). Il consacrait un état de fait qui existait dans le district de Rouen depuis mai 1793, aussi n'eut-il aucune conséquence pratique. Par contre, la loi du 25 brumaire qui étendait considérablement la portée de cette disposition provoqua un grand nombre de radiations hâtives. En principe, elle devait permettre la radiation définitive de tous ceux dont l'innocence était depuis longtemps reconnue. Mais la nouvelle majorité de la Convention qui suspectait les actes des administrateurs terroristes comprit, dans la mesure, « les émigrés présumés dont la réclamation était en instance... ou avait été rejetée par les départements ». On consentait même à accepter toutes les réclamations nouvelles. Il s'agissait, en définitive, d'une révision de toutes les inscriptions sur les listes d'émigrés. Les émigrés en conçurent de grandes espérances ; beaucoup rentrèrent clandestinement. Grâce au désordre, ils comptaient obtenir leur élimination et, par suite, recouvrer leurs biens.

Le district devait, d'abord, pour chaque prévenu d'émigration, répondre à un questionnaire dont les rares demandes embarrassantes étaient sagement rédigées. Pour ne pas engager la responsabilité du rédacteur, on n'exigeait pas qu'il donnât son opinion personnelle, mais seulement qu'il rapportât la rumeur publique (2). Aussi ces pièces qui devaient étayer les décisions ne présentaient aucune sécurité. Il est vrai qu'on y joignit les certificats de résidence signés par 8 témoins. On avait, en effet, conservé cette forme pour les seuls émigrés présumés. Mais il en circula une énorme quantité de faux. Leur confection donnait lieu à une industrie aussi prospère et moins aléatoire que celle

(1) Coll. Rondonneau, à la date

(2) Cf. AN. F⁷ 5657, dossier Caillot.

des assignats. Parfois ils étaient si grossièrement imités que « tous les visas étaient de la même encre et de la même écriture » (1). On suspecta tous ceux qui provenaient d'Orléans, de Rouen, de Paris. Le district pouvait en demander la justification aux municipalités qui les avaient délivrés. Mais il usa très rarement de cette faculté, car la loi n'accordait qu'un délai de 5 décades pour réunir tous les documents et donner son avis.

Le Comité de Législation auquel on avait adjoint pour cet objet 5 nouveaux membres, centralisait les dossiers et les examinait en dernier ressort. Il fut, dès le début de nivôse, complètement submergé et n'eut ni le temps, ni peut-être le désir d'en vérifier la valeur. Il entérina *toujours* les décisions du district de Rouen, même dans les cas douteux, et prononça jusqu'en floréal la radiation définitive de 84 prévenus inscrits sur notre liste (2). Ce total comprenait, bien entendu, des « absents », mais on pouvait croire qu'ils fussent plus nombreux (3). Par contre, tous les émigrés rentrés en 1792 ainsi que 18 émigrés non-propriétaires profitèrent de cette mesure.

Mais tous ceux dont une partie des biens avait été vendue durent déchanter. Partout les acquéreurs veillaient, épiant avec inquiétude leurs faits et gestes. Dans les communes rurales, ils tenaient les municipalités ; à Rouen, la plus grande partie des administrateurs étaient pour eux. On leur barra la route. « Un bruit court dans notre commune... écrivait le maire de la Londe (4), que le Cordier de Bigars s'est fait rayé de la liste des émigrés. Il va arriver au premier moment. Nous n'y croyons pas,

(1) AN. F 5667, dossier Le Cortois.

(2) Am. Rouen I⁴ Etat de radiations et AD. S.I. Q. Réclamations.

(3) Cf. M. Bouloiseau. Liste des émigrés... I.

(4) AD. S.I. Q. Em. Canton d'Oissel, 23 nivôse an III.

mais nous pensons qu'il est expédient de dissiper ce nuage qui obscurcit notre horizon et qui relève encore une fois les espérances de ceux qui croient aux revenants. » Robert Bigot qui avait, le 21 germinal An III, obtenu sa radiation définitive, ne put en profiter longtemps. « La haine, la vengeance, la cupidité des acquéreurs... parvinrent à faire suspendre l'exécution de cet arrêté » (1). Aussi, ces émigrés durent se fixer le long de la frontière : dans le Nord, dans l'Est (2), dans les régions chouannées (3), pour y attendre des jours meilleurs.

Toutefois, la Convention étendit ouvertement sa clémence sur plusieurs catégories d'émigrés. Le 29 frimaire, elle autorisait les officiers marins et matelots à rentrer en France, à condition de s'embarquer aussitôt sur les vaisseaux de la République (4). Puis le 22 nivôse, sur la proposition de Merlin de Douai, elle rappelait tous ceux qui vivaient du travail de leurs mains et dont le départ était postérieur au 1^{er} mai 1793 (5). Donc, l'émigration fédéraliste seule devait bénéficier de la loi qui, pour cette raison, passa inaperçue en Seine-Inférieure. Mais elle provoqua dans certains départements (6) un nombre important de radiations dont profitèrent encore bien des indésirables.

On justifiait la nécessité de ces mesures en les présentant comme la réparation des fautes commises par les terroristes. Toutefois, la portée de leurs conséquences effraya bientôt les Thermidoriens. Après l'insurrection de germinal et surtout de prai-

(1) AN, F⁷ 5654. Imprimé de 6 pages.

(2) AN F⁷ 5657 et 5658, dossiers Caillot et Dupont d'Anglesqueville.

(3) AN, F⁷ 5664, dossier Hébert de Beauvoir.

(4) Cf. *Moniteur universel* (réimp.), séance du 29 frimaire.

(5) *Moniteur universel* (réimp.) séance du 22 nivôse.

(6) Cf. Honoré. *L'émigration dans le Var*, o.c. p.101.

rial, la poussée royaliste devint si violente qu'ils décidèrent de se montrer plus sévères à l'égard des émigrés. D'autre part, il fallait préparer le terrain au nouveau régime de ventes qu'on allait décréter. Le 12 floréal, l'Assemblée ordonna le prompt jugement de tous ceux qui avaient été arrêtés sur le territoire français, ainsi que l'expulsion des prêtres. Le 26, elle abolit toute prorogation des délais qui devaient permettre aux prévenus d'émigration de justifier de leur résidence. Ceux qui, jusqu'à ce jour, exclusivement, n'avaient point réclamé contre leur inscription... furent exclus de le faire, et réputés émigrés. On défendit aux administrateurs « à peine de forfaiture » d'accueillir de nouvelles demandes. Pour découvrir ceux qui avaient été indûment rayés, on dressa la liste de tous les arrêtés favorables et de tous les réclamants (1). Enfin, le 1^{er} fructidor, Paris fut interdit aux émigrés présumés qui n'avaient pas obtenu leur radiation définitive. Ils durent se retirer dans les communes où ils étaient domiciliés avant leur inscription sur les listes (2), et, en vue de l'application de la Constitution de l'An III, on leur interdit l'exercice de toute fonction publique. (3)

Ainsi, à la fin de l'An III, la Convention continuait toujours à menacer les émigrés des foudres nationales. Mais la lutte des factions avait ruiné le prestige gouvernemental, discrédité les administrations. Aucun pouvoir ne paraissait assez puissant pour ramener l'ordre. L'avènement du régime directorial, au lieu de mettre fin à l'anarchie allait encore l'accroître.

(1) Loi du 20 prairial an III, qui complète l'art. 28, Section III, Titre III de la loi du 25 brumaire. Cette disposition fut reprise par le Ministre de la Police dans sa lettre du 6 brumaire an V.

(2) Coll. Rondonneau, à la date.

(3) Loi du 20 vendémiaire an IV.

II

L'application de la Constitution de l'An III provoqua dans les administrations locales des transformations profondes. Les districts, qui avaient joué un rôle capital dans la vente des biens nationaux, dans l'exécution des lois contre les émigrés, disparurent. Le décret du 19 fructidor An III, avait déjà confié une partie de leurs pouvoirs aux municipalités des anciens chefs-lieux. Mais elles manquaient totalement d'expérience et les opérations du séquestre souffrirent beaucoup de cette suppression.

D'autre part, un nouveau personnel prenait la direction des affaires : il était, en grande majorité, antirépublicain. Le Président du département : Grandin, avait « la morgue d'un ancien premier président de Parlement, quoique son ancien état fut fabricant de drap... Il favorisait les émigrés de toute l'influence que lui donnait sa place » (1). Il protégeait ouvertement les réfractaires et comprimait le zèle des administrations municipales pour leur expulsion. Selot le secondait ainsi qu'un ex-prêtre : Auber (2). Deux membres seulement : Cabissol et Quillebeuf étaient, avec le Commissaire du Pouvoir Exécutif : Anquetin de Beaulieu, « patriotes et solides » (3). Dans les cantons, les royalistes ne prenaient plus la peine de masquer leurs opinions. Guérard de la Quesnerie qui s'était proposé comme otage pour sauver Louis XVI (4), qui avait servi dans l'armée de Frotté, présidait l'Assemblée cantonale

(1 et 3) Cf. Clérembray, o.c. p. 563, d'après AN. F⁷3689².

(2) AD. S.I. L. 135 au début du rapport les transformations dans l'administration départementale jusqu'en l'an VII.

(4) Cf. Clérembray, o.c. p. 63, d'après E. Biré. Les défenseurs de Louis XVI.

de Cailly. Partout des mains diligentes avaient fait disparaître des archives les documents compromettants, afin d'éviter les représailles. A Rouen, à Elbeuf, on avait égaré les listes d'émigrés, mutilé les registres de délibérations (1). Les municipalités refusaient d'obéir aux arrêtés du département, aux décrets du Directoire (2). La mendicité, le vagabondage, les vols, les assassinats, désolaient toute la région, sans qu'on pût les réprimer (3).

Les émigrés rentrés en groupe se montraient plus menaçants. Les côtes de la Seine-Inférieure et du Calvados étaient leur lieu de débarquement préféré. Le ministre de la Police « instruit de ces manœuvres... provoqua la surveillance la plus rigoureuse (du commissaire exécutif près le département) sur les étrangers qui pourraient débarquer... et même sur les équipages des vaisseaux neutres surtout américains » (4). A chaque instant, il lui signalait la présence d'indésirables. Le 2 nivôse, c'était celle de trois chefs d'émigrés, dont le marquis de Surville. Le 13, de Chambray, officier de l'armée de Frotté, fut enlevé des mains des gendarmes par une troupe d'individus masqués. Le 24, 30 officiers français émigrés partaient de Londres pour rejoindre la Bretagne (5). Les royalistes, particulièrement nombreux à Rouen, fomentèrent des troubles dans les 5^e et 6^e Assemblées primaires, répandirent une profusion de libelles, affichèrent sous le titre de « Cabale contre les élections » une violente provocation à la lutte contre les Jacobins (6). Devant cer-

(1) Am. Rouen 1⁴ Req. Em. délibérables.

(2) AD. S.I. Q. Em. Cant. de Franqueville, 1^{er} vendémiaire an IV.

(3) Arrêté du 12 pluviôse an IV. Cf. AD. S.I. L.177 et 178, 226 à 238.

(4) AD. S.I. L.341. Lettre du 14 vendémiaire an V.

(5) Idem.

(6) AD. S.I. L.227. Imprimé à Rouen chez Guilbert et Herment.

tains actes particulièrement remarquables aux émigrés et à leur famille (1), le ministre de la Police dut intervenir: « je ne peux plus douter, écrit-il le 6 fructidor, que les émigrés trouvent, dans plusieurs administrations de la Seine-Inférieure, une protection scandaleuse, et les facilités les plus coupables pour obtenir leur radiation provisoire... Je mets au premier rang des dangers qui menacent la Patrie la rentrée des émigrés en France et l'impunité dont ils peuvent jouir... » (2). Mais à cette époque la complicité, la corruption administrative s'étaient établies à tous les degrés de l'échelle. Robert Bigot, le fils du Président à mortier, « parvint à surprendre du Directeur Barras une recommandation »... « Dans les bureaux du ministre de la Police, on marchanda sa radiation. On demandait 80.000 livres, Bigot en offrit 40.000 ; c'était un homme connu qui tripotait tout cela... » (3).

La loi du 19 fructidor An V, réaction violente contre la propagande royaliste qui se donnait libre cours depuis l'An III, remit en vigueur la législation de 1793. Tous les prévenus d'émigration qui n'avaient pas été rayés définitivement des listes devaient sortir du territoire français « dans les 24 heures, pour les villes de plus de 20.000 habitants », dans la quinzaine, pour les autres plus petites (4). Par son arrêté du 3 vendémiaire An VI, le département précisa à quelles catégories de personnes s'étendait la loi. « On comprend sous la dénomination d'émigrés non seulement tous ceux qui n'ont pas été rayés définitivement..., mais encore tous ceux que la notoriété publique ou l'apposition des scellés sur leurs biens a désignés comme préve-

(1) Boniface du Bolhard et Le Courtois (Cf. AD. S. I. L. 226).

(2) AD. S. I. L. 341.

(3) AN. F⁷ 5654. Lettre anonyme, datée de Rouen, 15 vendémiaire an VI.

(4) Loi citée, art. 15.

nus... » En conséquence, il exigeait des municipalités un « état nominatif des personnes qui n'y seraient pas domiciliées depuis un an ». Tous les présents devaient être munis de cartes de sûreté sous peine d'être mis en arrestation » (1).

Une mesure aussi brutale provoqua des protestations justifiées. Dans le district, 104 « absents » portés en exécution de la loi du 8 avril 1792 sur la liste des émigrés, n'avaient rien tenté pour se faire rayer définitivement. Ils vivaient hors du département, en paix, sur leurs terres, « dans l'ignorance complète des lois ». La municipalité rouennaise se fit un devoir de ne pas aggraver leur sort », car « ils avaient injustement souffert de leur première inscription » (2). Le département se montra également très large à leur égard. Quelques-uns étaient âgés, d'autres malades ou infirmes ; on leur accorda la permission de rester (3). Toutefois, un certain nombre durent s'exiler à Hambourg, à Altona, à Ostende. Ainsi, des personnes qui n'avaient jamais quitté la France, qui exerçaient depuis le début de la Révolution des fonctions publiques et dont le civisme n'était pas une façade (4), devenaient légalement, cette fois, de véritables émigrés. Le séquestre fut rétabli sur leurs biens et sur ceux de leurs parents (5). Les municipalités durent, à nouveau délivrer des certificats de non émigration (6), car la panique, comme au début de 1793 s'emparait des propriétaires. Les prêtres, dont le décret du 7 fructidor venait d'autoriser le retour, furent arrêtés en

(1) AD. SI. L 166 à 175.

(2) AD. S.I. Q.Em. Correspond. 27 vendém. an VI.

(3) Cf. par exemple Ménage et Lenfranc de Préman (thèse complémentaire, liste D).

(4) Cf. Meslin. Lejaulne Lecocq de Bonport (M. Bouloiseau. Liste des émigrés... I).

(5) Loi citée.

(6) Lois des 27 messidor et 18 thermidor an VI.

chemin, emprisonnés ou déportés à nouveau (1). Quant aux véritables émigrés, ils furent les seuls à n'en pas souffrir. Ceux qui avaient pu surprendre une radiation provisoire en l'An III s'étaient hâtés de la rendre définitive. Ceux qui étaient rentrés clandestinement repartirent, mais, cette fois, avec la conviction que leur retour définitif approchait.

Pour accélérer les radiations définitives justifiées, la loi du 19 fructidor permettait aux prévenus d'émigration de correspondre de l'étranger avec leurs familles et les administrations. La plupart des « absents » réclamèrent aussitôt et purent regagner leurs demeures. Mais les émigrés véritables ne furent pas les derniers à profiter de cet avantage. Le nombre des lettres interceptées en l'An VI donne la mesure de leur activité. Ils se servaient d'un vocable commercial qui n'avait aucun sens pour un profane ; il était question de rendez-vous avec des associés, de la conclusion d'un marché ; tous les noms étaient faux. En d'autres termes, ils négociaient le rachat de leurs terres, préparaient leur radiation, tandis que leurs familles les entretenaient sous la protection des lois, d'argent, et de courage. Les réclamations qu'ils firent passer au Directoire du département, au Ministre de l'Intérieur, sont des chefs-d'œuvre de mensonge et d'audace. Bien entendu, il circulait un nombre considérable de faux certificats de résidence. La baronne de Coëtlosquet, née de Lasalle (2), propriétaire de la verrerie de Münsthal (Moselle), fournit une attestation de domicile émanant de Rouen qui après enquête auprès du département de la Seine-Inf. fut reconnue sans valeur (3). Gueutteville avait dû passer en Hollande pour régler des affaires de famille et poursuivre un

(1) Loi citée

(2) Cf. A. Gain. Liste des émigrés... (de la Moselle... o.c. 4^e partie, p. 35, n^o 2102.

(3) Am. Rouen I⁴, 23 prairial an VI.

notaire indélicat (1). Quesnel de Sainte-Marie s'était enfui à la suite d'une rixe d'étudiants (2). Le Vail-lant de Monchy employa la même excuse, mais, in-terrogé à Besançon puis à Rouen, il se contredit et on put reconstituer la vérité. Il avait servi dans l'armée autrichienne et on lui avait suggéré de se faire passer pour un prisonnier de guerre évadé (3). Quelques-uns prétendaient même avoir abandonné la maison familiale pour se soustraire aux mauvais traitements de leurs pères (4). Le fils du marquis de Biencourt se trouvait, on ne sait comment, préposé, en l'An VI, à la garde des fourrages dans un maga-sin militaire (5). Lors de l'application de la loi du 1^{er} ventôse An VI, relative à la radiation des défen-seurs de la Patrie, nombre d'émigrés s'efforcèrent d'obtenir une inscription sur les registres de contrôle des bataillons de volontaires (6).

Pendant toute cette période, beaucoup rentrè-rent. Le coup d'Etat du 30 prairial An VII, discréd-itant davantage encore, s'il était possible, le régime provoqua une recrudescence de retours clandestins. On criait « A bas les Jacobins » dans les rues de Rouen. Mais les guerres continuelles (la 2^e coalition), les difficultés financières avaient découragé, lassé l'opinion. L'indifférence était totale : on les laissa faire. Ils se réunissaient avec les conscrits qui fuyaient la réquisition dans l'ancien château de Préaux. Le fermier Gaultier leur fournissait « les secours et les subsistances dont ils pouvaient avoir besoin » (7). Partout ils montraient beaucoup d'as-surance et d'audace, et « leur conduite inspirait des

(1) AN. F⁷ 5667.

(2) AD. S.I. Q. Em. Correspondance.

(3) AN. F⁷ 5669.

(4) AN F⁷ 5658. De même pour Le Vigoureux.

(5) Am. Rouen I⁴ et AN F⁷ 5654.

(6) Cf. Jaurès Histoire Socialiste. T.V p.449.

(7) AD. S.I. L.228.

alarmes aux acquéreurs de biens nationaux » (1). Cependant, leurs noms continuaient à figurer sur les listes d'émigrés. La loi du 17 messidor An VI, avait établi un ordre de préférence pour les radiations. Elle était nettement défavorable aux « nobles et privilégiés à l'époque de la Révolution », c'est-à-dire à la presque totalité des émigrés rouennais. Ses dispositions furent reprises dans le décret du 9 fructidor An VII. A cette époque, 10 états de radiation avaient été arrêtés par le Ministre des finances (2). Ils comprenaient, pour l'ancien district, 134 éliminations. Le 12 germinal An VII, 23 émigrés furent maintenus ou rétablis après avoir été rayés (3). Au moment où Bonaparte prit le pouvoir, il restait encore sur notre liste 197 noms.

III

Toujours dans le but de rassurer les acquéreurs, la Constitution de l'An VIII déclarait solennellement « qu'en aucun cas, la Nation française ne souffrirait le retour des émigrés » et reconnaissait que « les lois rendues contre eux n'avaient pas cessé d'exister » (4). C'était une simple déclaration de principe que le Premier Consul, hostile à une législation dont il connaissait les injustices et les rigueurs, s'empressa d'oublier. Toutefois, il ne découvrit pas immédiatement ses intentions, car il ne voulait agir qu'à coup sûr, et accueillir des émigrés soumis au régime qu'il édifiait.

(1) Cf. Aulard. *Etat de la France en l'an VIII et en l'an IX*, p. 129.

(2) La 10^e fut arrêtée le 18 ventôse an VII.

(3) AD. S.I. Q. Em. et Am. du Havre 1².

(4) Art. 93 de l'Acte Constitutionnel. Délibérat. du Conseil d'Etat du 15 pluviôse an VIII. Cf. A. Gain, *o.c.* p.35 et Aulard : Paris sous le Consulat.

La loi du 12 ventôse An VIII conservait sur les listes ceux qui n'avaient pas été définitivement rayés, ou qui avaient été maintenus par des arrêtés antérieurs à la mise en application de l'Acte constitutionnel (1). Pour examiner les demandes, Bonaparte avait créé, quelques jours auparavant, au ministère de la Justice, une Commission spéciale. Au contraire de ce qui se passait en l'An III, chaque preuve de résidence, chaque allégation, fut vérifiée avec soin. Les préfets menèrent les enquêtes, recueillirent les renseignements, coordonnèrent les recherches. A cause de la date lointaine des inscriptions, les municipalités identifièrent difficilement les émigrés. Les similitudes de noms occasionnèrent parfois des confusions qui se prolongèrent après l'An X. L'exemple de la riche famille de Mathan, originaire de Caen, et réfugiée à Rouen en 1792, est caractéristique. D'une part, Anne Louis avait épousé une Demoiselle Du Cluzel, d'autre part, son frère Louis avait une fille : Anne-Louise dont le mari se nommait également Du Cluzel. Ces deux derniers seuls émigrèrent et on les porta sur les listes à Mathan Du Cluzel (2). Leur oncle et tante étaient morts au début de l'An II, mais il était vraiment difficile, avec une telle désignation, de les discriminer. Aussi, les résultats arrivèrent-ils lentement ; et pour endiguer le flot des pétitions, on refusa toutes celles qui furent enregistrées postérieurement au 25 messidor An VIII. A la suite de cet important travail, les ministres de la Justice et de la Police dressèrent une Liste générale révisée, qui se divisait « en 9 volumes à peu près égaux ». Elle demeura au Secrétariat du Conseil d'Etat et servit de base aux éliminations et aux arrêtés d'amnistie.

L'arrêté consulaire du 28 vendémiaire An IX, constitua l'Instruction générale pour les élimina-

(1) Coll. Rondonneau, à la date.

(2) AD. S.I. Q. Em. Départ. Amnistie.

tions d'émigrés. Il reprenait toutes les mesures édictées jusqu'à ce jour. Tous ceux qui avaient été rayés provisoirement par les administrations locales depuis avril 1792, tous ceux qui vivaient du travail de leurs mains, les femmes, les chevaliers de Malte de nationalité française qui résidaient dans l'île au moment de sa capitulation (1), les déportés, les condamnés pour faits contrerévolutionnaires, les individus sortis de France avant le 14 juillet 1789, et tous ceux que la Commission de Révision avait rayés, bénéficiaient de cette disposition (2). On tenait encore les nobles à l'écart (3). Mais ces derniers, abandonnant titres et particules, se firent passer pour des cultivateurs. Le marquis de la Londe devenait simplement Le Cordier, Lefebvre de Flamanville « faisait valoir des terres à Saint-Martin-le-Blanc » (4). Tous se défendaient d'avoir porté les armes contre la France. Comme en 1792, en l'An III, en l'An VI, leur santé, leurs affaires, étaient les *seules* raisons de leur départ, et *seule* la rigueur des lois leur avait interdit de songer au retour. Quelques-uns recherchèrent la protection de leurs anciens amis qui, moins intransigeants, occupaient maintenant une fonction publique. A Rouen, on sollicita souvent Vimar et Le Couteulx de Canteleu. Robert Bigot s'assura la protection du Général La Salle (5). Tous étaient las de traîner leur indigence sur les routes d'Allemagne et de Hollande. Ils étaient prêts à tous les sacrifices pour regagner leur foyer.

(1) Cf. loi du 23 frimaire an VIII.

(2) Loi citée. Titre I, art. 1 en entier.

(3) AN. F⁷ 5668.

(4) Et plus particulièrement « tous ceux qui, depuis le départ des Bourbons avaient continué à faire partie de leur maison civile ou militaire... (Cf. loi citée, T.II en entier).

(5) AD. S.I. Q. Em. Amnistie, 23 frimaire an IX.

Un grand nombre obtinrent leur radiation provisoire, mais ils devaient rester jusqu'à la paix sous la surveillance des administrations dans la commune qu'on leur assignait. Les préfets sollicitaient l'avis des municipalités avant de prendre un arrêté qui, après l'approbation du Ministre de la Police, permettait enfin aux émigrés de rentrer en France. Dans la quinzaine de leur arrivée, ils prêtaient le serment de rester fidèles à la Constitution de l'An VIII. Beaucoup tinrent parole, mais quelques-uns ne se montrèrent pas aussi dociles qu'on l'eût désiré. D'autres, rentrés en fraude, excitaient des troubles. Le 14 thermidor An VIII, Fouché donna l'ordre aux départements de les faire arrêter et de les reconduire à la frontière, de brigade en brigade. En examinant leurs papiers, on y trouva des certificats de service militaire délivrés par le Prince de Condé. La facilité avec laquelle ils avaient traversé de grandes étendues « prouvait que les lois sur les passeports n'étaient pas exécutées » (1) on renforça la surveillance. Mais un certain nombre débarquèrent sur les côtes normandes. « C'est le gouvernement anglais, écrivit Fouché, qui fait les frais du transport ; il paie à ceux qui avaient pris du service dans ses armées les appointements arriérés et une indemnité ; il se propose de faire passer ainsi en France tous les transfuges qui se trouvent encore sur son territoire. Ce n'est pas sans intention qu'il fait de pareils sacrifices et qu'il prodigue des secours à des hommes qui, depuis dix ans, se sont déclarés les ennemis de leur Patrie et ont combattu contre elle. Ce sont des éléments de discorde et de rebellion... qu'on veut répandre au milieu de nous » (2).

Toutefois, il ne put éviter les rentrées qui, cha-

(1) AD.S.I.Q.Em. Amnistie. Circulaire, 29 floréal an IX.

(2) AD.S.I.Q.Em. Amnistie. Circulaire, 17 prairial an IX.

que jour, devenaient plus nombreuses (1). Aussi, se borna-t-il, au début de l'An X, à recommander aux Préfets « d'être sévères... de rappeler aux émigrés que leur condition dans la République était subordonnée à la sagesse ou à l'imprudence de leur propre conduite »... « Je vous ai fait sentir, ajoutait-il, la nécessité de ne vous permettre à leur égard, aucun acte de partialité, de faiblesse ou de faveur, qui pourrait leur donner la dangereuse tentation de s'écarter des routes de la modestie, et de méconnaître les devoirs que leur impose la reconnaissance et le serment... » (2).

L'amnistie. — Le Sénatus-Consulte du 6 floréal An X, allait d'ailleurs bientôt régulariser la situation des émigrés. Il autorisait jusqu'au 1^{er} vendémiaire An XI, le retour de tous ceux qui n'avaient pas de grades dans les armées ennemies. Ils étaient tenus de produire une pétition énonçant leur état-civil, les titres et pensions auxquels ils devaient renoncer. Partout où ils se trouvaient, ils prêtaient le serment de fidélité au Régime Consulaire, et acceptaient de rester pendant 10 ans sous la surveillance des autorités (3).

L'amnistie fut publiée à Rouen le 17 floréal. Du 22 au 30, on enregistra 506 soumissions, sur un total de 546 jusqu'en 1807 (4). 489 certificats parvinrent à la Préfecture avant la fin de l'An X ; ils concernaient à la fois des émigrés et des prêtres considérés comme tels. 148 individus compris dans la liste de l'ancien district en profitèrent, ainsi que 89 ecclésiastiques. La grande majorité de ceux qui avaient

(1) Idem, 8 ventôse an X.

(2) Cf. Honoré. L'émigration dans le Var, o.c. p. 118.

(3) AD. S.I. Q. Em. Amnistie. 1 reg..

(4) Aulard. Etat de la France en l'an VIII et en l'an IX (Sté d'Histoire de la Révolution), 1897, 1 vol. in-8°, 158 p. Cf. p. 129. « Presque tous (les émigrés) sont rentrés. Ils montrent beaucoup d'assurance et d'audace. Leur conduite inspire beaucoup d'inquiétudes aux acquéreurs de biens nationaux ».

résisté jusqu'au bout, étaient encore très jeunes. 126 avaient entre 25 et 35 ans, 20 atteignaient de 40 à 50 ans, et 2 seulement dépassaient la soixantaine. Enfin, 32 étaient morts quelque part en Angleterre, en Saxe, à Hambourg, en Basse Allemagne.

Partis enthousiastes, insoucians, les émigrés revenaient mûris, fatigués. « Ils avaient senti toute la vanité de leurs efforts, et rentraient, ainsi que le constatait Beugnot « bien repentants et bien corrigés » (1). Tous acceptèrent l'Empire qui leur apportait le calme indispensable à la reconstitution de leur patrimoine. Seuls les fidèles des Bourbons ; le comte de Vintimille, Maignard de la Vaupalière, Rémy de Courcelles ; le prince de Lambesc, ne regagnèrent la France qu'en 1814.

(1) AD. S.I. Q. Em. Amnistie. Brouillon de rapport sur les amnistiés, sans date.

CHAPITRE II

JOUISSANCES PROVISOIRES ET LIQUIDATIONS DÉFINITIVES

La haine farouche que les Thermidoriens manifestaient contre les Terroristes les poussa à disperser morceau par morceau toutes les propriétés de seconde origine qui restaient encore sous le séquestre. Les suspects, les condamnés, les rebelles, les étrangers, les prêtres déportés rentrèrent successivement en possession de leurs biens. Les lois des 5, 25 brumaire et 22 nivôse An III permirent à quelques « absents » et à certaines catégories d'émigrés de recouvrer les fermages, les loyers, que la Nation avait indûment perçus (1).

Il s'agissait de réparer des injustices et non de favoriser ouvertement tous les émigrés. L'opinion ne l'eût pas admis. Ils étaient, non les ennemis d'un parti, mais de tous les vrais Républicains. Cependant, leurs familles avaient particulièrement souffert de la Terreur.

(1) La Régie parcimonieuse refusa de leur rembourser la valeur des grains et fourrages provenant des paiements en nature. Cf. AD. S.I. Q. Em. Correspondance, 18 prairial an III.. Rappel à l'ordre adressé par la Régie à ses préposés.

I

Depuis frimaire An III, la Commission des Revenus nationaux, saisie de nombreuses plaintes, étudiait les moyens d'adoucir les effets de la loi du 28 mars-15 avril 1793 (1). Le 21, elle demandait au département de lui fournir quelques précisions au sujet du douaire. Ce fut après sa réponse qu'on éladora le décret du 13 ventôse An III.

Tel que l'indique Duvergier (2), il semble que ce texte ne s'applique qu'aux condamnés. Effectivement, la Convention profita d'une disposition qui accordait la levée du séquestre mis sur leurs biens pour en étendre l'avantage « aux époux quoique non divorcés des émigrés ou déportés, ainsi qu'aux propriétaires ou jouissant par indivis avec eux » (3). La mesure adoptée sans discussion ordonnait la remise du mobilier « sans frais ni délais entre les mains de femmes et enfants d'émigrés ». « Tous séquestres ou scellés mis sur les biens meubles ou immeubles appartenant par la loi, la Coutume, ou statuts, par contrats ou à tout autre titre aux époux survivants ou aux enfants des (émigrés) seront levés sans délai, afin que les propriétaires en jouissent librement... » « Lorsqu'il se trouvera dans les successions des (émigrés) des objets à diviser, soit en propriété, soit en jouissance, auxquels aient droit les époux survivants, les enfants ou autres, il sera concurremment avec les parties intéressées, et à la diligence des agents nationaux des districts, dressé des états et inventaires exacts des dits objets » ; « si les époux survivants, les enfants, ou autres intéressés

(1) Cf. ci-dessus. L.I. Chap.III, p.80.

(2) Recueil des Lois, à la date.

(3) Loi citée art. 14.

aux susdits indivis en *réclamant la jouissance provisoire, ils l'obtiendront en donnant caution...* » (1).

Il est remarquable qu'aucun des historiens de la vente des biens nationaux n'ait paru connaître ces dispositions. Mathiez, dans sa Réaction Thermidorienne, ne les mentionne pas. Cependant, elles eurent sur le séquestre des biens des émigrés, dans toute la France, des conséquences importantes. Mais, à cause encore de la Coutume, elles furent particulièrement sensibles en Normandie.

Une quantité considérable de réclamations provenant des mères, sœurs, femmes et enfants d'émigrés submergèrent le district et le département qui purent, à loisir, méditer sur les bienfaits « de la générosité nationale ». Ils hésitèrent à croire que la Normandie « exception en fait de droit » y participât intégralement. Mais le doute n'était pas possible. La loi du 1^{er} floréal An III, consacrait le rétablissement de toutes les dispositions coutumières concernant les successions ouvertes avant cette date, de tous les droits indivis, légitimes, supprimés par la loi du 28 mars 1793 ; et, par suite, on devait accorder le sursis à la vente de tous les biens d'émigrés qui en étaient grevés (2).

Toutefois, une telle mesure ne se justifiait pas. Notre administration modérée avait avant la loi, accordé aux veuves, mères d'émigrés, le droit de toucher intégralement leur douaire à la caisse du séquestre. Cette faveur équivalait à un secours provisoire dont le montant se justifiait par l'importance des revenus confisqués. La veuve du Président Bigot (3), Mme Le Cordier de la Heuze, la belle-sœur d'Arvillon de Sozay reçurent des sommes variant

(1) Loi citée, art. 2, 6, 7, complétée par celle du 26 germinal an III.

(2) Loi citée Titre V, art. 95.

(3) Marie Louise Charlotte Leblond, rue de l'Hospice. Rouen. Jouissance provisoire le 26 germinal an V.

entre 5.000 et 10.000 livres. Ces pensions, fixées par un accord survenu longtemps avant le séquestre, ne devaient, logiquement, pas être révisées. La loi du 13 ventôse l'entendait bien ainsi. « Les époux survivants ou enfants qui n'auront que des créances ou des droits à exercer sur les dites successions (des émigrés) en recevront, jusqu'à la liquidation, les intérêts par aperçu au denier 25 à dater du jour où ils auront été privés de la jouissance » (1). Cette concession, déjà fort avantageuse, eût considérablement diminué le bénéfice de la Nation dans la vente des biens d'émigrés. Mais leurs familles espéraient encore davantage.

Le douaire, dû en essence, était « une nature de propriété usufruitière acquise par la douairière et qui réduisait pendant sa durée l'héritage de l'immeuble à la nue-propriété » (2). Elles ne réclamaient donc pas des assignats, mais des biens, le gage de leurs droits tel que la Coutume l'établissait : la tierce partie de la succession maritale. Le département se rangea de leur avis et accorda, tant aux veuves dont les droits avaient été réglés antérieurement à l'établissement du séquestre, qu'à celles dont la succession du mari n'était pas encore liquidée la jouissance provisoire des biens invendus (3). Il leur reconnaissait également le droit aux conquêts et à toutes clauses contractuelles, comme le préciput, par exemple, même établi sous seing privé. De leur côté, les veufs réclamèrent la jouissance de leur viduité sur les propres de leurs épouses décédées. Le département ne fit aucune difficulté et leur accorda la jouissance provisoire de l'ensemble des biens. Toutefois, pour étayer ses décisions, il ne se

(1) Loi citée, art. 8.

(2) AD. S.I. Q. Em. Créances. Douaires, 23 niv. an III.

(3) Cf. tableau ci-dessous, p. 295 colonne Jouissances provisoires.

contentait pas de rappeler les articles de la Coutume, il invoquait aussi l'article 13 de la loi du 17 nivôse An II, spécifiant qu'il s'agissait d'usufruits, « à l'extinction desquels la totalité de la succession reviendrait à la Nation » (1).

Les jouissances provisoires accordées pour cause d'indivision, parurent, plus que les premières, abusives. D'après l'article 6 précité, les copropriétaires de biens indivis avec les émigrés à la suite de dispositions successorales, étaient relevés du séquestre en fournissant une caution reconnue valable, afin de préserver les droits éventuels de la République. Les sœurs d'émigrés dont la légitime avait été arbitrée avant l'établissement du séquestre s'étaient pourvus en révision d'après la loi du 17 nivôse An II. Le département les considérant comme copropriétaires avec leurs frères émigrés leur accorda la jouissance provisoire de la *totalité* des biens inventus provenant des successions paternelle et maternelle. Dans ce cas également, on accepta, en dépit de la loi du 1^{er} floréal An III, les actes sous seing privé (2).

Seules les femmes et les enfants d'émigrés paraissaient oubliés dans cette distribution inattendue. Elles possédaient, cependant, au même titre que les autres membres de la communauté familiale des droits incontestables sur les propriétés de leurs maris. Toutes réclamèrent. On fit courir le bruit que la Seine-Inférieure accordait, à titre de douaire et de tiers coutumier, des jouissances provisoires aux femmes et aux enfants d'émigrés. L'Eure et le Calvados s'enquirent aussitôt, mais Rouen ne put que leur répondre négativement (3). Il avait lui-même demandé des instructions à la Commission des Re-

(1) Loi citée, art. 2.

(2) Loi citée, art. 2.

(3) AD. S.I. Q. Em. Créances, Douaire, 24 prairial a.III.

venus nationaux. En attendant une réponse, il argumenta, prétendit que la loi ne s'appliquait qu'à des droits ouverts et non à des droits éventuels. « Pour ces derniers, la loi du 28 mars 1793, qui ne reconnaissait pas les conséquences juridiques de la mort civile des émigrés restait en vigueur » (1). Toutefois, bien des femmes avaient, à la suite de l'aliénation de leurs propres par leurs maris, sans que la clause de remploi eût été observée, des droits indivis à faire valoir sur les biens confisqués. Le district les engagea, le 29 thermidor An III, à se pourvoir et leur accorda sur ce motif des jouissances provisoires (2). Le département revint alors sur ses positions et prit, de sa propre initiative, un arrêté concernant la femme de l'émigré de Montalent « *qu'il envoya en jouissance à titre de douaire* ». Le ministre des Finances approuva cette décision dans sa lettre du 23 prairial An IV, « en attendant la législation sur ce point » (3). On leur reconnut enfin, comme aux veuves, le bénéfice des acquêts et conquêts sur les biens invendus de leurs maris, ainsi que leurs parts dans « les successions échues constant le mariage en ligne directe » (4). Ainsi après bien des difficultés, elles atteignaient le but qu'elles s'étaient fixé dès 1792 : elles recouvraient la presque totalité des biens de leurs époux et en empêchaient la vente.

Par suite, l'application de la loi du 13 ventôse An III, provoqua, dans le district de Rouen, la ruine du séquestre. « La totalité des revenus des émigrés passa dans la main de leurs parents, de manière qu'une sœur, qu'un frère, même un parent éloigné

(1) AD. S.I. Q. Em. Douaire, idem.

(2) Idem. Reg. Correspond. distr.

(3) AD. S.I. Q. Em. Créances. Douaire. Rapport du département.

(4) AD. S.I. Q. Em. Créances. Douaire. Rapport du département. Nombreuses décisions de ce genre depuis le 16 fructidor an III jusqu'au 28 brumaire an V.

qui a des droits indivis... s'empare sous ce prétexte de toute la fortune de l'émigré... Ainsi, avec une créance légitimaire de 5.000 fr., une sœur est envoyée en possession d'un revenu de 10.000 fr. La veuve de l'ex-Président Bigot touche 100 à 120.000 francs de revenus pour être payée d'une dot de 2 à 3.000 fr. La mère de l'ex-Président de La Londe touche un revenu de 60 à 80.000 livres pour un droit qui est de 6.000 livres... Il y a deux cents exemples (de ce genre) ; que résulte-t-il de cela ? Que le Trésor public ne reçoit point les sommes qui lui sont dues et que les émigrés reçoivent de leurs parents les moyens de prolonger nos maux » (1).

Malgré quelques exagérations dans les chiffres, toutes ces remarques étaient fondées. Les jouissances provisoires ne conféraient pas un droit de propriété, mais elles avaient par rapport au séquestre le même résultat que les jouissances définitives. Le bénéficiaire n'avait pas le droit d'aliéner le fonds, devait rendre compte de sa gestion, mais il percevait les revenus des biens, payait les impôts, effectuait les réparations. En principe, les municipalités avaient un droit de regard sur l'exploitation des propriétés, mais elles en usèrent rarement. Une seule fois le conflit qui opposait Mme veuve Le Cordier de La Londe aux acquéreurs de biens de son fils nous permit de connaître les agissements des ayants-droit. Elle avait fait couper, pour se procurer des subsides, un certain nombre de baliveaux dans la forêt de La Londe dont elle avait la jouissance. Comme elle ne pouvait prétendre qu'au bois mort et à l'émondage des arbres de bordure, l'Agent National s'opposa à l'abattage commencé. Il fit sonner le tocsin, dressa procès-verbal et saisit les bois débités. Les paysans chassèrent les ouvriers et les char-

(1) AD. S.I. L. 226-227. Lettre de Marinier, commissaire du pouvoir exécutif à Rouen. 24 vendémiaire an VI.

retiers, puis, les jours suivants, des mains diligentes firent disparaître fagots et rondins (1). Nous sommes persuadés que de semblables abus se produisirent un peu partout, bien qu'il n'en transpirât rien. De même, on ne remarque aucune transformation dans l'exploitation des domaines ainsi restitués. Comme sous le séquestre, les mêmes fermiers continuèrent à cultiver les mêmes terres ; mais quelles transactions, quels accords se conclurent en sous-main pour ménager les intérêts des propriétaires !

Ainsi, les jouissances provisoires laissaient aux bénéficiaires une liberté totale. On comprend alors pourquoi nombre d'« absents » portés à tort sur la liste d'« émigrés » ne s'en formalisaient pas et n'étaient pas tentés d'obtenir leur radiation définitive. On comprend surtout que les familles d'émigrés n'aient eu qu'un désir : prolonger ce régime jusqu'à la certitude d'un avenir plus sûr, jusqu'au retour de celui ou de ceux dont elles *gardaient* les biens.

II

La loi du 13 ventôse An III, constituait dans l'esprit du législateur une mesure transitoire. Elle imposait, en effet, aux bénéficiaires l'obligation de produire, à bref délai, des lots de partage. Pour liquider les droits désormais reconnus des familles et des créanciers sur les biens des émigrés, la Convention élaborait en floréal An III, une série de textes importants. On escomptait libérer très vite un nouveau stock de propriétés afin de les mettre en adjudication. Mais l'application de ces mesures se heurta à une véritable force d'inertie. Les retards volontai-

(1) Am. Rouen I⁴, dossier Le Cordier. Pétition du 2 pluviôse an VI.

res des ayants-droit, encouragés par l'indulgence et le manque d'expérience des administrations directoriales prolongèrent indûment les jouissances provisoires, paralysèrent le séquestre et les ventes au grand scandale des « vrais républicains ».

Partage des successions. — La loi du 1^{er} floréal An III, rétablit provisoirement le séquestre sur tous les biens indivis avec les émigrés et accorda un sursis à la vente jusqu'à la liquidation des droits qui les grevaient (1). Il semblait qu'elle dût aussitôt faire cesser les jouissances accordées par la loi du 13 ventôse An III. Mais, au contraire, on exceptait de ces dispositions les droits coutumiers et, par suite, la mesure devenait inefficace.

Le mode de partage adopté contenait les mêmes vices de forme. On conservait le principe de l'égalité établi par la loi du 17 nivôse An II tandis que celle du 13 ventôse an III faisait revivre des usufruits dont il fallait tenir compte. Cette collision entre la Coutume et la législation révolutionnaire créa bien des équivoques et des difficultés, que l'incohérence des mesures postérieures accrut encore. Le 9 floréal An III, la Nation abandonnant le bénéfice de la loi du 28 mars 1793 (2) « renonçait à toutes les successions qui pourraient échoir à l'avenir (aux émigrés), tant en ligne directe que collatérale, n'entendant recueillir que celles ouvertes jusqu'à ce jour » (3). Ces dispositions abrogées deux mois plus tard, furent remises en vigueur le 20 floréal An IV. De même, on supprima, le 3 vendémiaire An IV, l'effet rétroactif de la loi du 17 nivôse An II. Cette suite de contradictions découragea les administrations. Le département de la Haute-Marne, complètement désorienté affirma que « la République n'avait plus rien à prétendre dans les successions au

(1) Coll. Rondonneau, à la date.

(2) Cf. ci-dessus. L.I., Chap. III, p.80.

(3) Loi du 9 floréal, citée, art. 25.

droit des émigrés » (1). Pour ces raisons, les partages ne commencèrent en Seine-Inférieure et, sans doute dans la plus grande partie de la France, qu'en l'An VI. L'Administration centrale eut à démêler les droits des héritiers dans 132 successions, tant en ligne directe que collatérale.

Pour la commodité de l'étude, nous distinguerons avec le Département, trois groupes de partages successoraux :

1° Les successions ouvertes au profit d'émigrés avant le 9 février 1792 et restées indivises ;

2° Les successions de parents d'émigrés décédés avant d'avoir fourni la déclaration de leur patrimoine ;

3° Les successions collatérales ouvertes au profit d'émigrés depuis le 9 février 1792.

Avant l'An III, nombre de frères et sœurs d'émigrés avaient réclamé le bénéfice de la loi du 17 nivôse An II (2). Fort peu avaient obtenu satisfaction. Mais après la loi du 13 ventôse An III, ils souhaitèrent qu'on oubliât leurs pétitions. Le département continuait, cependant, à appliquer aux successions de cette nature le principe de l'égalité entre les héritiers. Les frères cadets de Romé de Fresquienne récupèrent ainsi, momentanément, une portion importante des biens paternels, et le conflit qui les opposait depuis 1783 à leur aîné se trouva résolu (1). Mais ce fut l'unique décision qui intervint avant le décret du 9 brumaire An VII qui fit enfin cesser les jouissances provisoires, rétablit le séquestre sur les successions indivises, et obligea les héritiers ou les ayants-droit à rendre compte de leur gestion dans le délai d'un mois. L'application de cette mesure rencontra des difficultés multiples. Les

(1) Coll. Rondonneau. Arrêté cassé le 19 germinal an VI.

(2) Cf. ci-dessus. L.I. Chap.III § 4, p.96.

(3) Id. Ibid.

premières venaient du manque d'expérience des administrations cantonales. Celle d'Elbeuf avouait tout ignorer du séquestre et sollicitait les conseils de celle de Rouen (1). Dans l'étendue de l'ancien district, le séquestre atteignit 16 successions. Mais malgré un arrêté du 25 nivôse An VII, les comptes de gestion se firent attendre. Un seul parvint avant le 15 pluviôse ; on prolongea le délai et, dans certains cas, il fallut déterminer par aperçu « d'après les connaissances locales » les revenus de la succession (2). Le reliquat s'éleva à 43.795 livres que les bénéficiaires des jouissances provisoires durent verser aux Receveurs des Domaines.

On peut, d'après la faiblesse de cette somme, juger de l'habileté des déclarants. A la suite d'un ajustement très étudié des recettes et des dépenses, ils escamotaient la majeure partie du produit des biens (3). Mais les administrations ne s'embarrassèrent pas de vérifications. Un état général devait parvenir au Ministre des Finances avant le 30 pluviôse (4) ; le département lui adressa le sien le 17 prairial. Il avait, jusqu'à cette date, opéré 17 liquidations de ce genre ; 23 restaient en instance ; les administrations consulaires et impériales furent chargées selon le même mode de les terminer.

Les successions ouvertes en ligne directe après le départ des émigrés se présentaient différemment devant le partage selon que les deux conjoints ou l'un seulement fussent décédés. Dans le premier cas, le partage ne souffrait aucune difficulté. Si la date du décès était antérieure à la loi du 17 nivôse An II,

(1) AD. S.I. Q.Em. Liasse, Biens indivis. Rouen.

(2) Loi du 9 brumaire an VII, art. 7, et arrêté du 25 nivôse an VII (AD. S.I. Q. Em. Successions).

(3) Cf. AD. S.I. Q. Créances, distr. d'Elbeuf. Compte Bigot.

(4) Lettre du Ministre des Finances, 4 nivôse an VII.

la Coutume reprenait ses droits. Les sœurs d'émigrés réclamaient leur légitime, non en argent, mais en biens « héréditaires ». La loi du 18 pluviôse An V leur accorda, en effet, cette faculté (1) et les parts des sœurs Guérin de Canteleu furent arbitrées le 22 brumaire An VII ; celle de Mlle Desmares de Trébons le 18 frimaire. L'arrêté du Directoire exécutif du 22 vendémiaire An VIII confirma ces décisions, et une lettre du Ministre des Finances du 25 frimaire suivant précisa qu'au cas où les invendus ne suffiraient pas à remplir leurs droits, elles seraient créancières de la Nation pour le montant de la différence ainsi que pour les arrérages échus. Au contraire, si l'importance des biens dépassait la part légitimaire, le surplus était immédiatement mis en vente (2).

Lorsque la date du décès était postérieure à la loi du 17 nivôse An II, ses dispositions servaient de base au partage. La succession de Mme veuve Romé du Bec en fournit un exemple. Les frères cadets de l'émigré prétendaient faire revivre la Coutume à leur profit et écarter leurs sœurs de l'héritage. Le 7 thermidor An IV, ils furent envoyés en jouissance provisoire de leur tiers coutumier, mais à cause de l'émigration de leur mère, le séquestre subsista jusqu'au 4 vendémiaire An XII. Ils avaient obtenu, à la suite d'un arrêté du Ministre de la Police du 19 prairial An IX, le droit de présenter trois lots dont deux devinrent leur propriété définitive. L'affaire rebondit : le Conseil de Préfecture arbitra enfin le conflit le 27 octobre 1810 en les condamnant à restituer leurs lots ainsi que les revenus depuis la jouissance définitive et à former « cinq portions égales

(1) Loi citée, art. 16. Délivrance de biens en remplacement de dot.

(2) AD. S.I. L.134.

pour être tirées au sort entre les cinq héritiers » (1).

Les successions d'ascendants au profit d'ascendants survivants nécessitaient, quelle que soit la date du décès, un règlement mixte. La loi du 13 ventôse An III obligeait, avant d'opérer le partage, à établir les droits de l'époux survivant ou plutôt de l'épouse comme cela se produisait le plus souvent. Ainsi, les veuves furent-elles invitées à présenter des lots à douaire. Ceux qui avaient été fixés avant l'établissement du séquestre furent maintenus (2), et pour tous, on procéda selon les usages locaux. Trois successions importantes furent ainsi liquidées à Rouen : celle de Guyot d'Etalleville, de Despoimmares et de Caillot. Nous prendrons cette dernière comme exemple. La jouissance provisoire des biens invendus avait été accordée le 3 fructidor An III aux petits enfants de l'ancien Président à mortier, sur la demande de leur tuteur : François d'Houdemare. Le douaire de la veuve s'élevait à 10.452 livres de revenus, soit un capital de 209.050 livres représentant des biens situés pour moitié à peu près dans l'Eure et la Seine-Inférieure. La légitime de la sœur de l'émigré lui fut délivrée en biens fonds et la part de l'émigré fut fixée à 775.510 livres, comprenant les biens frappés du douaire de sa mère, les biens frappés du tiers coutumier de ses enfants (188.769 livres), les propriétés dépendant de la donation en avancement d'hoiries faite par son père et vendues par la Nation tant dans l'Eure que dans la Seine-Inférieure (322.540 fr.) et, enfin, des rentes.

(1) AD. S.I. Q. Em. Successions. Dossier Romé. Les 5 enfants de Nicolas Jean François de Romé étaient : Marie Catherine, épouse de son cousin Adrien Louis de Romé, Amable Adélaïde épouse de Gentien Le Chevalier, Marie Pauline épouse de Charles César Le Prudhomme de Fontenay de Chatenay, Marie André, Marie Antoinette épouse Demouën de la Vernède.

(2) AD. S.I. Q. Em. Correspond. du distr. reg. 23 fruct. an III. Vve Cabeuil.

Ainsi, une importante portion de terres revint encore à la République, mais elle s'étendit presque toujours hors du territoire de l'ancien district. Pour Caillot, les propriétés étaient situées dans le canton de Bolbec (1), pour Corneille de Beauregard : à Escaquelons (Eure), pour Guyot d'Etalleville à Ectot-l'Aubé dans le Calvados.

Le droit de viduité réclamé par les veufs, pères d'émigrés, fut réglé de la même façon sur les propres de leurs épouses décédées. Le Marquis de Biencourt obtint une somme de 205.330 livres et Le Poullétier de Montenant 297.779 livres. On inscrivit ces créances, comme le douaire des veuves, sur le Grand Livre de la Dette Publique (2). Enfin, dans le cas où les parents d'émigrés avaient produit, avant leur décès, une déclaration de fortune, on liquida leur succession comme s'il s'agissait d'un partage de présuccession.

A partir du 9 février 1792, le département enregistra l'ouverture de 116 successions collatérales dans lesquelles les émigrés possédaient des droits. 41 ne donnèrent pas lieu à partage, soit que tous les héritiers eussent émigré ou qu'ils eussent obtenu leur radiation définitive, soit enfin qu'elles ne se composassent que de mobilier (3). La loi du 9 floréal An III avait voulu tarir cette source (4), mais celle du 8 messidor An VII fit partir la renonciation du 19 messidor An VII. Il est vrai que bien des successions de ce genre ne présentaient pas un grand intérêt à cause du nombre d'héritiers. On continua, en effet, les partages dans la forme adoptée par la loi du 17 nivôse An II (5). Par suite, la République ne

(1) AD. S.I. Q. Em. Succ. dossier Caillot.

(2) AD. S.I. Q. Em. Ascendants, partage Biencourt.

(3) AD. S.I. L.134.

(4) Cf. ci-dessus, p. 288.

(5) Cf. ci-dessus, L.I., chap.III p. 98.

recueillit que les 2/12 de la succession de Collombel. Par contre, trois autres furent plus fructueuses, celles de Mme Dumoncel (1), décédée à Paris en août 1792 et dont le marquis de Bailleul héritait pour moitié, de Mme de Bois Duval (2) et enfin de Mme Doublet (3). De fructidor An V à vendémiaire An VIII, l'Administration centrale de la Seine-Inférieure liquida 41 de ces successions dont 12 revenaient aux émigrés de l'ancien district de Rouen. Il en restait 34 en instance lors de l'installation du Consulat.

Pour nous résumer, nous avons dressé un tableau des décisions intervenues au sujet des successions concernant les émigrés de notre district et des profits que la Nation pouvait en tirer. Les résultats que nous regrettons de ne pouvoir compléter, faute de documents dépassent ce que l'on suppose généralement. Mais, nous verrons bientôt qu'une grande partie du produit de ces liquidations échappa au Trésor Public (4).

(1) Née Bailleul Vve en premières noces de Le Cordier de Ste Héline.

(2) Née Auzanet.

(3) Née Marie Anne Bigot, au droit de Pardieu.

(4) Cf. ci-dessous, chap. III, p. 331.

NOMS DES DE CUIJS	DATE DES JOUISSANCES PROVISOIRES	DATE DES PARTAGES	PART DE LA NATION	OBJET DES PARTAGES
Ango, (Vve)	?	?	1/2	La succession ne peut être réglée à cause des biens qui se trouvent à St Do- mingue.
Auzanet (Vve)	16 messidor an IV	18 prairial an VII	2/3	
Beauhay (de)	?	?		
Bosquet de Saumont	15 messidor an IV	22 floréal an VI	1/2	566.460 fr. ?
Caillot de Coquereumont ..	8 fructidor an III	5 brumaire et 9 fri- maire an VII		
Coquerel d'Iquelon	15 thermidor an IV	12 floréal an VI	1/2	
Despommars de Gouy	26 thermidor an IV	Idem	1/2	62.000 fr. 39.190 fr.
Brossard de Grosménil	?	15 vendémiaire an VII	1/2	
— Sa femme	?	7 thermidor an VI	1/2	
Chrétien de Fumecnon	?	18 frimaire an VII	1/2	Légitime arbitrée. Au droit de Pardieu. Au droit de Bigot.
Delanare Nicolas Charles ..	?	?		
Desmares François-Théodore	?			
Vve Doublet, née Bigot	juven			Au droit de Malet de Graville.
Vve Duhamel de Melmont	An IV aux enfants	19 pluviôse an VI	1/2	
Duhamel Marie Charles	Le Sens de Folleville			
F ^e Dumoneel, Vve Le Cordier de Ste Hélène, née Bailleul	?	16 brumaire an VII		Légitime arbitrée.
Faventine (de) Maurice	27 brumaire an V	Néant		
Fiquet Pierre-Romain	?	5 brumaire an VII	1/2	
Guérin Tennequy Jean	?	22 brumaire an VII		73.995 fr.
Guillebon de Neuilly	?	13 prairial an VI	1/4	
Guyot d'Etallerville	?	3 pluviôse an VII		
F ^e Le Pouilletier	21 messidor an IV	?	2/3	95.900 fr.
Vve Le Parmentier	14 prairial an IV	?		
Vve Le Marchand	5 thermidor an IV	?		
Vve Mordant de Massiac	9 fructidor an IV	13 prairial an VII		13.740 fr.
Romé de Fresquenne	9 frimaire an IV	?	1/3	
Fiquet Jean Louis	7 thermidor an IV	41 brumaire an III		
Le Prévost Jean	Néant	22 brumaire an VII	2/3	Légitime arbitrée.
Le Mazurier Adrien	?	?	1/3	
Le Courtois Jean Michel	?	?	1/2	
Rohan-Soubise				

Liquidation du Passif des émigrés. — La loi du 1^{er} floréal An III, réglait non seulement le partage des successions, mais elle avait aussi pour but de liquider définitivement les créances qui grevaient les biens des émigrés. A la fin de l'An II, leur dette déclarée s'élevait pour 33 individus à 5.385.696 fr. dans le district de Rouen (1). Dans le département tout entier, elle atteignait 7.884.237 fr. (2). Mais le séquestre sur les successions, les indivis, les propriétés des parents d'émigrés, porta ce chiffre à 11.143.184 fr (3). Par suite de l'importance d'un pareil total, de la variété des titres présentés, l'exécution de cette mesure souleva de nombreuses difficultés. La Commission des Revenus nationaux dut adresser, le 16 prairial, une instruction détaillée aux départements (4).

Les dispositions antérieures concernant l'au-

(1) AD. S.I. Q. Em. Créances. District. L à Z. Liste des émigrés débiteurs : Bailleul 339.196 fr. — Bailleul de Vattetot, 167.800 fr. — Bigot, 255.200 fr. — Boniface du Bolhard, 4.885 fr. — Bréant, 18 fr. — Caillot de Coquereaumont, 158.581 fr. — Corneille de Beauregard, 229.779 fr. x Camus de Pontcarré, 22.033 fr. — Costé de Triquerville, 64.050 fr. — Cherville de Bray, 113.000 fr. — Colbert de Maulévrier, 7.499 fr. — Carrey de Danière, 1.612 fr. — Chrétien de Fumechon, 29 fr. — De Vivefoi, 1.598 fr. — Duval de Bonneval aîné, 285.402 fr. — Duval de Bonneval cadet, 59.936 fr. — Bessière de la Jonquière, 2.208 fr. — Dubosc de Radepont, 128.720 fr. — De Piperay, 152.789 fr. — Des Vieux, 101.496 fr. — Fiquet de Normanville, 158.877 fr. — Guyot d'Etalleville, 84.903 fr. — Grossin de Bouville, 250.595 fr. — Guérout de Boutemont, 50.246 fr. — Gueutteville de Colmare, 37.696 fr. — Grenier d'Ernemont, 42.697 fr. — Hervieu de Beauficel, 70.731 fr. — Hécamp de Coltot, 19.597 fr. — Hébert de Beauvoir, 36.920 fr. — Lambert de Frondeville, 761.545 fr. — Vve Romé du Bec 101.340 fr. — Le Cordier de La Londe, 498.450 fr. — Le Roux de Cretot, 176.797 fr.

(2) Ce chiffre contient également un certain nombre de créances sur les offices supprimés, car l'at. 4 de la loi du 23 prairial an III les avait relevées de toute déchéance (AD. S.I. Q. Biens nationaux. Avis et arrêtés).

(3) AD. S.I. L. 135.

(4) AD. S.I. Q. Em. Créances. District L à Z.

thenticité des actes, la formation d'Unions (1) avaient été conservées. D'autre part, on exceptait de la liquidation les dettes des émigrés insolvable. Enfin, on distinguait les *créances exigibles* formées des frais de séquestre, de la dot des femmes, des sommes dues aux fournisseurs et les *créances constituées* composées des rentes viagères et perpétuelles, foncières et hypothécaires. Jusqu'à 2.000 fr. pour les premières et 1.000 fr. pour les secondes, elles étaient immédiatement payables en assignats. Au-dessus, elles pouvaient soit servir à l'achat de biens nationaux, soit donner lieu à une inscription sur le Grand Livre (2). Pour obtenir leur certificat de collocation, les créanciers devaient fournir une attestation de solvabilité de leurs débiteurs ainsi que la confirmation du séquestre (3). Des agences se créèrent dans le but de faciliter ces opérations. Elles se faisaient fortes de récupérer tout ce qui était dû par les émigrés. Leurs honoraires variaient de trois deniers par livre à Paris à 6 deniers pour la province (4). Mais elles ne trouvèrent, en Normandie, aucun client.

Comme en l'An II, on marqua peu d'empressement à réclamer le bénéfice de cette loi. Les temps paraissaient trop incertains. Mais lorsqu'il fut question de convertir le montant des créances en Tiers consolidé, équivalent à une valeur numéraire, 972 réclamations parvinrent à l'Administration centrale (5). On se souvint alors qu'un arrêté du 2 mes-

(1) Loi citée art. 113 et 114, Titre V, complétée en ce qui concerne les créances sur les successions par la loi du 28 fructidor an III et cf. ci-dessus L. II, chap. IV, p. 205.

(2) Loi citée art. 18, 28, 29, 30. Titre III.

(3) Loi citée, art 45 et AD. S. I. Q. Em. Créances L à Z. Modèle de certificats.

(4) Bureau d'Agence, Banque et Finances, tenu par les frères Christophe à Paris, 103, rue Quincampoix, et Bureau Central d'Instruction des Biens d'Emigrés, tenu par Boudin à Paris 11, rue d'Amboise.

(5) AD. S. I. Q. Indemnités. Affaires gles, actif et passif.

sidor An III, enjoignait de constituer un bureau pour la Liquidation de la Dette des émigrés dans chaque chef-lieu de département. Il ne commença à fonctionner qu'à partir du 8 floréal An V (1) et régla jusqu'au 22 fructidor An V, une centaine d'opérations portant sur 115.400 fr. de capitaux de rentes viagères au denier dix et 331.475 fr. de capitaux de rentes perpétuelles au denier 20 (2). Toutefois, ce mode de liquidation accablait le Trésor d'une somme énorme d'intérêts annuels.

Pour l'en débarrasser, la loi du 9 vendémiaire An VI, affecta au remboursement des dettes des émigrés une certaine quantité de biens nationaux. Le décret du 24 frimaire précisa les modalités d'exécution de cette mesure dont on attendait beaucoup. Elle n'apportait aucun changement, quant au fond, à la loi du 1^{er} floréal An III, et s'efforçait surtout d'engager les créanciers à en demander le bénéfice. Tous les délais prévus jusqu'ici pour les dépôts de titres étaient prorogés (3). Seuls ceux qui laissaient s'épuiser le stock des biens servant à gager les paiements seraient irrémédiablement déchus des 2/3 de leur créance (4). Le département eut beau renouveler les avis (5), il ne reçut que deux demandes de bons des 2/3 dont le cours dégringola vertigineusement aussitôt après l'émission. On préférerait, à juste raison, le Tiers consolidé (6), et du 22 fructidor An V au 1^{er} vendémiaire An VIII l'Administration centrale de la Seine-Inférieure liquida pour 1.546.456 fr. de créances sur les émigrés.

(1) AD. S.I. L.129 à 135. Reg. des opérations effectuées par ce bureau.

(2) AD. S.I. L.135, p. 393.

(3) Loi citée art. 34 et 35. La loi du 17 frimaire an VI autorisait les créanciers qui avaient perdu leurs titres à y suppléer par une déclaration en forme.

(4) Loi citée, art. 35.

(5) AD. S.I. L.135, 18 nivôse an VII.

(6) Ibid.

Au début du régime consulaire, 1.102 créances, à cause des retards des ayants-droit, n'avaient encore pu être examinées. Elles représentaient une somme d'environ 3.700.000 fr. (1). Les radiations provisoires des émigrés arrêtaient bientôt un grand nombre d'opérations. Jusqu'au 1^{er} floréal An X, 593.635 fr. seulement furent liquidés (2). Lors de l'amnistie, les dettes déclarées s'élevaient encore à 2.835.292 fr. En principe, « elles devaient être supportées par les individus rentrés en France ». Effectivement, les créanciers se rejetèrent sur les émigrés qui récupérèrent une certaine étendue de biens. Mais quel recours restait à ceux dont les débiteurs ne possédaient plus rien ? Ils continuèrent à se pourvoir auprès du Préfet : Beugnot. Le Conseil Général prit leur défense. « On leur reproche de ne pas s'être présentés à temps, mais ils sont fondés à répondre qu'ils ont été repoussés par l'espèce de valeur dont on menaçait de les rembourser, et parce qu'ils ont craint de sacrifier alors les 2/3 de leurs créances. Faut-il donc qu'ils la perdent en entier aujourd'hui ? » (3). Le Premier Consul fit droit à leurs réclamations, et on ouvrit, le 29 prairial An VIII, dans tous les chefs-lieux de département, un registre d'affirmations de créances. Il fut clos le 1^{er} février 1808 (4) et la liquidation des dettes des émigrés se prolongea jusqu'en 1815.

Droits des femmes et des enfants d'émigrés. — En l'An VII, les seuls droits qu'on n'eût pas définitivement reconnus étaient ceux des femmes et des

(1) AD. S.I. Q. Em. Créances. Etat dressé en vertu d'une lettre du Ministre des Finances du 15 nivôse an VIII.

(2) AD. S.I. P.V. des délibérations du C. Gl. de la S.I. l.I an X.

(3) AD. S.I. P.V. des délibérations du C. Gl de la S.I., T.I, an X.

(4) AD. S.I. Q. Créances.

enfants d'émigrés, sur les biens de leurs maris et de leurs pères. On avait consacré une section de la loi du 1^{er} floréal An III, à leur liquidation ; mais elle n'envisageait que le régime de la communauté, autrement dit, elle en excluait la Normandie. Dès le 26 thermidor An IV, le Directoire avait très nettement manifesté ses intentions à cet égard. « On ne peut refuser de regarder les enfants des émigrés comme propriétaires du 1/3 de l'immeuble destiné au douaire de la femme ; mais on doit observer qu'aux termes de l'article 399 de la Coutume, les enfants n'ayant que la nue-propriété, et l'usufruit restant au père sa vie durant, il convient de maintenir le séquestre sur les biens formant le 1/3 coutumier jusqu'à ce qu'une loi ait déterminé la durée des usufruits dont jouissaient les émigrés, à l'égard desquels les effets de la mort civile ne peuvent être opposés à la Nation » (1). On reconnaissait donc la nécessité de surseoir aux ventes, mais jusqu'à nouvel ordre, le séquestre devait subsister.

Les départements normands s'efforcèrent alors de maintenir les jouissances provisoires et soutinrent, de tout leur pouvoir, les droits des femmes et des enfants d'émigrés. L'Eure et le Calvados accordèrent même définitivement des mains levées de séquestre. Une semblable décision fut approuvée le 4 floréal An VII par le Tribunal Civil du Calvados et confirmée par le Tribunal d'appel d'Alençon (2). La Seine-Inférieure se borna à protester auprès du Ministre des Finances et refusa de comprendre ces biens dans la liste des indivis en insistant sur le fait « qu'il n'y avait pas lieu d'en disposer », ni même « d'exiger des comptes de leur jouissance ». Cependant, le Directoire continuait à maintenir sa décision première et souhaitait mettre un terme aux

(1) AD. S.I. Q. Em. Créances. Douaire.

(2) Idem.

jouissances provisoires, mais il choisissait son moment. L'absence de législation laissait subsister le doute. « La présomption en faveur de ces droits restait contraire, car le douaire n'était pas ouvert et le 1/3 coutumier pouvait s'assimiler en douaire propre... » Par suite, « la République qui avait la possession, du chef de l'émigré présumé vivant, pouvait disposer des jouissances qui lui étaient dévolues » (1). Une reconnaissance formelle des usufruits eût abouti, en effet, à l'anéantissement des dernières réserves de biens d'émigrés. Ils représentaient alors, en Seine-Inférieure, un revenu de 420.867 fr., soit un capital de 8.417.340 fr. (2).

Les ayants-droit se sentant soutenus par l'opinion, réclamèrent, dès l'installation du Consulat, la liquidation définitive de leurs parts. Le 3 frimaire An VIII, ils présentaient au département une première pétition accompagnée d'un « Précis sur le légitime appelé Tiers Coutumier », composé par des juristes rouennais (3). Varnier, au nom des mineurs de Bermonville, saisit de l'affaire le Conseil d'Etat. La question fit l'objet de plusieurs consultations, entre autres, de Tronchet, Ferey et Colin (4). Toutes s'efforçaient d'opposer à la netteté des dispositions de la Coutume, relatives au droit des enfants, l'incohérence des lois révolutionnaires. Ces avocats à la solde des intéressés démontraient d'une part que l'époque de l'entrée en jouissance des enfants n'était pas forcément le décès du père, mais qu'elle pouvait découler « du bannissement à vie, des galères perpétuelles, de la mort civile... » Ils comptaient détruire, à l'aide de ces arguments, les dispositions de la loi du 28 mars 1793. D'autre part, ils essayèrent

(1) AD. S.I. Q. Em. Créances, Douaire.

(2) AD. S.I. L. 135.

(3) AD. S.I. Q. Em. Créances. Douaire.

(4) AD. S.I. Q. Em. Créances. Douaire, délibéré à Paris, le 19 vendémiaire an VIII.

d'accréditer l'opinion que le Tiers Coutumier constituait une véritable donation entre vifs d'un caractère irrévocable et dont la législation de l'An III avait reconnu la valeur.

De telles spéculations juridiques ne touchèrent pas le Conseil d'Etat qui semblait avoir reçu l'ordre de ne rien céder. Le Ministre des Finances, sollicité par les administrations présenta, de son côté, dans les premiers jours de nivôse An VIII, un rapport purement administratif dans lequel il insistait sur la variété des attitudes prises par les départements et réclamait un texte qui uniformisât les décisions (2). Enfin, Régnier, conseiller d'Etat, reprenant cette étude le 19 brumaire An IX, développa la thèse gouvernementale (3). « Le tiers coutumier, écrivait-il, n'est pas un droit reconnu dans la législation relative aux émigrés... Le seul résultat qu'on ait obtenu c'est, qu'à la séance du Conseil des Cinq Cents du 4 vendémiaire An VIII, un membre de la députation de l'Orne a proposé dans son rapport de rejeter le Tiers coutumier, d'où l'on doit conclure qu'il est encore bien incertain que l'on puisse, pour ce droit, réclamer des biens fonds... Tout ce qu'il est possible de faire en faveur des personnes qui réclament... c'est de surseoir à la vente des fonds qu'on y avait affectés. »

Entre le Gouvernement et les intéressés l'opposition paraissait donc complète. Toutefois, Beugnot avait cru devoir adopter les principes qui déterminèrent les Administrations centrales supprimées à autoriser les jouissances provisoires. Il accordait, en l'An IX, la délivrance des biens invendus au fils de Bailleul à titre de Tiers coutumier. Mais le préfet de l'Eure refusa de donner suite à cet arrêté pour la partie des propriétés situées dans son département.

(1) AD. S.I. Q. Créances. Douaire.

(2) Idem.

C'est alors qu'il demanda à l'un de ses chefs de bureau, sur cette question délicate (un rapport très net. Le rédacteur, après avoir exposé les thèses contradictoires concluait ainsi : « Les enfants d'émigrés ne peuvent ôter à la République la jouissance qu'elle a, ils doivent attendre que le législateur ait déterminé la durée des usufruits et, jusque là, ils ne peuvent prétendre à une délivrance de fonds, mais seulement à des secours ou des pensions alimentaires » (1). Beugnot ajouta, en note, l'opinion qui, désormais, allait guider ses décisions : « le Tiers coutumier doit être accordé en principe, mais l'exécution des arrêtés doit être toujours subordonnée à l'approbation du Ministre. Je prie les bureaux de s'y conformer » (2). Il employa cette méthode jusqu'à ce que les radiations définitives des émigrés, après l'amnistie, eussent consacré les droits des anciens propriétaires.

III

Depuis le début de l'An III, les parents d'émigrés avaient recouvré leur liberté. Pour leur permettre de subsister, on continua à leur distribuer des secours. La loi du 23 nivôse An III en porta le montant aux $\frac{2}{3}$ des revenus encaissés par la Régie jusqu'à un maximum de 2.000 fr. par père et mère et de 1.200 fr. par enfant (3). Mais la baisse de l'assignat réduisait ces avances à des aumônes. D'ail-

(1) AD. S.I. Q. Em. Créances. Domaines. Rapport au préfet.

(2) AD. S.I. Q. Em. Créances. Domaines. Rapport au préfet.

(3) Coll. Rondonneau, à la date. Les secours furent augmentés en thermidor.

leurs, le séquestre établi sur leurs biens par la loi du 17 frimaire An II, ne pouvait durer indéfiniment. Toutefois, pour les raisons que nous avons étudiées précédemment (1), la Convention devait tenir compte des droits des émigrés sur les propriétés de leurs parents. On imagina de liquider la succession de ces derniers comme s'ils étaient décédés et de réserver la part de la Nation avant de leur accorder la jouissance définitive du reste. Ce fut l'objet de la loi du 9 floréal An III. On levait provisoirement le séquestre à la condition que chacun des ascendants produisît une déclaration de sa fortune sous la foi du serment (2).

Le district fit connaître, le 16 prairial, par voie d'affiche, ces dispositions aux intéressés. Il insistait sur la brièveté des délais (3). Les parents d'émigrés qui les laisseraient expirer « seraient punis de la déchéance de tous ces avantages... et des experts nommés d'office (dresseraient la déclaration) à leurs frais » (4). Presque tous produisirent cet état avant le 15 messidor. Au contraire de ce qu'on pourrait supposer, ils acceptèrent ces conditions comme un bienfait. Mais les retardataires apprirent alors par le Bulletin des Lois que l'Assemblée, dans sa séance du 11 messidor, avait provisoirement suspendu l'exécution de cette mesure. On tergiversa près d'une année sans que le séquestre fût maintenu. Enfin, la loi du 20 floréal An IV mit fin aux incertitudes en rétablissant les dispositions de celle du 9 floréal. Mais l'inertie des administrations en retarda l'application jusqu'à la fin de l'An V.

Déclarations de fortune. — 157 déclarations de fortune étaient parvenues au département avant l'An IV. La loi du 9 floréal punissait d'une amende

(1) Cf. ci-dessus, Livre I. Chap. III, p. 63 à 67.

(2) Coll. Rondonneau, à la date.

(3) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. du district, à la date.

(4) Loi citée, art. 3.

égale « au quadruple des objets soustraits ou estimés frauduleusement » les individus coupables de fausses déclarations ; d'autre part, elle encourageait les dénonciations (1). Malgré tout, les évaluations faites par les intéressés eux-mêmes, furent dans l'ensemble inférieures de moitié à la réalité. Le château de Trémauville dont la prairie avait été estimée, en l'An II, à 1.000 fr. de revenus était déclaré pour un capital de 14.000 fr. Une ferme de 100 ha. figurait sur le même état pour 34.000 fr. (2). Le mobilier de Robert de Saint-Victor fut estimé 6.130 fr. par l'ex-président de la Chambre des Comptes qui n'ignorait cependant pas la valeur de ses collections de tableaux. Le département souligna ces insuffisances chaque fois qu'il put les prouver. A propos du partage Lapallu, il remarqua « que les biens donnés au fils en 1776 à titre d'avancement d'hoeries s'élevaient, sur l'acte de donation, à 240.000 fr. de capital, somme supérieure de près de 50.000 fr. à celle portée sur la déclaration » (3). On ne saurait donc trop insister sur la faiblesse de l'actif déclaré par les ascendants et qui atteignait dans le district environ 9 millions de livres. Le mobilier participait à ce chiffre pour 1/20 seulement. Les donations faites aux enfants lors de leur mariage furent reportées dans la déclaration de l'ascendant. Mme veuve Caillot indiqua 11.666 livres de mobilier se décomposant ainsi : 6.666 livres lui revenant dans la succession de son mari, 4.000 livres données à son gendre Houdemare, et 1.000 livres à sa fille, épouse de Bermonville. Parfois les

(1) Loi citée, art. 4, 5 et 6.

(2) AD. S.I. Q. Em. Etats de consistance, et Ascendants, partages. Estièvre.

(3) AD. S.I. Q. Em. Ascendants. Partages. Lapallu.

(4) Cf. ci-dessous, p.

veuves d'émigrés comme Mme Polchet, ne purent faire état que de cette portion de leur avoir. Parfois aussi, lorsque le mobilier avait été vendu, elle se réduisit presque à néant (1). Mais, d'une façon générale, il fut extrêmement difficile de contrôler ces estimations. L'immobilier constituait les $\frac{3}{4}$ du total des déclarations. La situation des biens précisait l'origine des familles. Les réfugiés venaient généralement de Basse Normandie. Louis de Mathan possédait, dans le Calvados, une fortune foncière évaluée à 3.216.934 livres. Les propriétés des Berthelot, des Lapallu s'étendaient dans l'Orne et dans le Calvados ; celles d'Alba étaient groupées en Bretagne (dans le Morbihan), et dans la Mayenne (canton de Landivy). On retrouvait ainsi les traces de ce glissement vers la Haute Normandie que les historiens locaux ont signalé dans la seconde moitié du XVIII^e siècle (2). Quant aux rentes, elles formaient le $\frac{1}{5}$ des capitaux déclarés. Il est présumable que les ascendants en dissimulèrent un certain nombre. On peut, ainsi, juger de l'importance de la perte subie par le séquestre en 1792.

Mais la grande préoccupation des parents d'émigrés fut de grossir le chiffre de leur passif. Ils avaient omis une partie de leurs revenus, sous-estimé la valeur de leurs biens, par contre, ils n'oublièrent aucune charge, aucune rente passive. Le total, pour 37 déclarations s'élevait à 3 millions de francs, soit déjà le $\frac{1}{3}$ de l'actif (3). Il se composait en partie des obligations créées par la Coutume. L'aîné, héritier de ses parents, déclarait en capital toutes les

(1) Mme Vve Bosquet de Saumont ne déclara que 300 fr.

(2) Cf. Clérembray, o.c. p. 278 note.

(3) Etat dressé d'après AD. S.I. Q. Ascendants. Partages : Alba, 96.000 fr. — Vve Auzanet, 19.000 fr. — Baillard de Guichanville, 278.822 fr. — Biencourt, 368.695 fr. — Vve Boniface, 39.700 fr. — Vve Bosquet 2.000 fr. — Cavelier d'Es-

parts de la succession qui revenaient à ses frères et sœurs, et dont il servait la rente. La légitime de la sœur de Robert de Saint-Victor, femme de Porel de Bois André, atteignait 8.000 fr., soit un capital de 200.000 fr. Estièvre de Trémauville remplaçait à sa sœur son droit au douaire de sa mère, par un usufruit de 1.333 fr., et pour la désintéresser dans la succession paternelle il lui consentait une somme annuelle de 9.000 fr. D'autre part, comme il avait hérité des biens de son oncle et de sa tante : Henri-Charles et Louise-Catherine Brévedent de Trémauville, il continuait à tenir leurs engagements. Il servait ainsi à Marguerite Romé femme Vaignon de Mortemer, une rente de 6.855 fr. (1).

À côté de ces obligations légitimaires, les parents d'émigrés ne pouvaient se dispenser de satisfaire à des rentes perpétuelles contractées par leurs aïeux. Estièvre payait 174 fr. de rentes constituées par son père et 661 fr. par sa grand-mère au profit de l'Hospice de Rouen et de divers particuliers, 3.075 fr. constitués par son oncle et son grand-père à divers habitants de Brévedent, aux pauvres de Berville, à son fils Auguste Claude. Enfin, eux-mêmes s'étaient engagés à la suite d'emprunts. Cette

clavellès, 10.20 fr. — Vve Chaumont, 121.115 fr. — Vve Berthelot, 3.000 fr. — Dubosc Pierre, 26.032 fr. — Dufay, 89.000 fr. — Dupont Wast, 37.166 fr. — Dupont d'Anglesqueville, 8.614 fr. — Duval de Beaumets, 223.703 fr. — Sa femme, 3.014 fr. — Estièvre, 460.196 fr. — Vve Fiquet, 11.700 fr. — Godart de Belbeuf, 183.956 fr. — Grenier d'Ernemont, 116.892 fr. — Vve Guérout 2.320 fr. Vve Gueutteville, 3.500 fr. — Harel, 9.166 fr. Le Bègue de Germiny, 233.853 fr. — Vve Le Courtois, 20.000. — Le Poulletier, 79.713 fr. Vve Levigoureux 3.272 fr. — Marye de Merval, 104.800 fr. — Femme Ménard, 42.271. — Morin, 36.833 fr., sa femme 333 fr. — Vve Milleville, 5.00 fr. — De Paul, 4.650. — Vve Postel, 3.044. Vve Quesnel, 35.792. — Robert de St Victor, 271.730 fr. — Lahemant, 98.551. — Vve Giverville, 10.426 fr.

(1) AD. S.L. Q. Ascendants. Partage. Estièvre.

longue énumération réduisit considérablement le chiffre réel des capitaux susceptibles d'être partagés.

Les partages. — Malgré la rapidité avec laquelle les ascendants produisirent leur déclaration de fortune, les partages de présuccession traînèrent jusqu'en l'An IX. Le district de Rouen effectua le premier le 14 messidor An III. Les Administrations municipales des 9 cantons en terminèrent 3 avant l'An VI. Enfin, le 25 messidor An V, on chargea l'Administration centrale du département de vérifier d'abord ceux opérés jusqu'à ce jour, puis de procéder, désormais, à tous les autres. Elle commença le 22 pluviôse An VI (1) et en réalisa 127 jusqu'au 1^{er} vendémiaire An VIII, dont 46 pour l'étendue de l'ancien district de Rouen.

Ces partages revêtaient tous la même forme. Ils étaient arrêtés en séance du Conseil Général. On les faisait imprimer, puis afficher dans les communes de la situation des biens et du domicile de l'ascendant (2). On énumérait successivement les éléments qui composaient l'actif et le passif, et la soustraction de ces deux chiffres indiquait le montant net de la succession, duquel on retranchait le préciput de 20.000 fr. accordé à chaque ascendant. Il fallait ensuite déterminer le nombre des cohéritiers. En principe, on connaissait ceux qui avaient émigré. Les parents avaient dû les signaler dans leur déclaration. Mais, en réalité, ils s'efforcèrent de les dissimuler. Cavelier d'Esclavelles et Godart de Bebeuf, en particulier, parvinrent à cacher l'émigration d'un de leurs fils. Quant aux présents, ils devaient fournir un certificat de non émigration. Tous

(1) AD. S.I. Q. Em. Partages. Correspond. Lettre du Ministre des Finances du 29 frimaire an VI qui hâte les partages.

(2) Loi du 9 floréal an III, art. 21. Le partage de Violet fut simplement transcrit au registre des délibérations.

participaient également au partage, l'ascendant y compris ; il héritait ainsi de sa propre fortune. Comme il ne s'agissait pas d'une succession ouverte, on n'établissait pas de lots. D'un côté la Nation avait droit à une proportion d'autant plus forte que l'on comptait de successibles émigrés. De l'autre, l'ascendant était seul et conservait le reste. Mais tous les partages ne se présentèrent pas dans les mêmes conditions et, par suite, ne produisirent pas les mêmes résultats. Nous étudierons d'abord le cas des veuves et des femmes, puis celui des chefs de famille.

Les partages des veuves, mères d'émigrés, étaient subordonnés à la liquidation de leurs droits dans la succession de leurs maris. Par une contradiction baroque, celles dont le douaire avait été réglé avant le séquestre, indiquèrent le montant de l'usufruit, sans, bien entendu, le convertir en capital, puisqu'il s'agissait d'un usufruit. Par suite, à cause du préciput, le résultat fut négatif (1). Au contraire, celles dont la part se trouvait déterminée par les Administrations la mentionnèrent en capital au chapitre des rentes actives et l'Etat récupéra ainsi d'une main ce qu'il venait d'inscrire de l'autre sur le Grand Livre de la Dette Publique (2).

Si le chef de famille survivait, le bénéfice de la Nation devait, en principe, être plus appréciable. Mais à cause de l'importance des dettes passives, le reste à partager se réduisait tiers, au quart, quelquefois même (pour Baillard de Guichainville) au 1/7 de l'actif. D'autre part, le département, d'accord avec l'ascendant, choisit pour la Nation tout ce qui ne nuisait pas à la cohésion des domaines : des parcelles éloignées, des maisons et surtout des parts de rentes. Ainsi le marquis de Biencourt abandonna

(1) Cf. liste ci-dessous^e : Vve Auzanet, Vve Mordant, Vve Ango, Vve Le Cordier.

(2) Cf. M. Bouloiseau. Liste des émigrés... II, Vve Fiquet de Normanville.

une ferme dans le Pas-de-Calais, une dans la Somme, deux maisons à Rouen, et le $\frac{1}{3}$ d'une somme de 200.000 fr. provenant de la liquidation de ses droits dans la succession de sa femme. Mme veuve Boniface du Bolhard se dessaisit d'une partie des immeubles qu'elle possédait à Saint-Germain-en-Laye. Delaroque préféra donner ses immeubles et garder ses terres. Le fait est encore significatif dans le partage de Dupont d'Anglesqueville : on laissa intact son domaine d'Ouville-la-Rivière, et l'Administration se contenta d'une maison à Sotteville-sur-Mer, de pâtis à Veules, d'une maison à Dieppe et de 4 à Rouen. D'autre part, on reprenait en compte une partie des biens donnés en avancement d'hoiries par le père au fils émigré ; biens qui avaient été vendus dès l'An II (1). Enfin, lorsqu'il paraissait impossible d'obtenir le total des sommes dues à la Nation sans aliéner des propriétés dont l'ascendant ne voulait pas se dessaisir, on lui permettait de parfaire le montant avec du numéraire (2).

Ainsi, le département s'appliqua à éviter le morcellement des biens des parents d'émigrés, comme son prédécesseur avait voulu, en 1793, s'opposer à la division des propriétés de leurs enfants. Sans tenir compte des intérêts de la Nation, il se laissa entièrement guider par les intéressés et accepta leurs propositions. Lorsqu'en floréal An VII, les partages parvinrent au Ministre des Finances, on découvrit les méfaits de cette collaboration qui n'était pas particulière à la Seine-Inférieure. Une circulaire du 30 messidor invita les Administrations Centrales à égaliser les portions. « Si l'émigré partageait la succession de son père, il ne souffrirait certainement pas que ses frères et sœurs ne lui donnassent que des créances nationales. La République au droit des

(1) Cf. AD.S.I.Q. Ascendants. Partages. Dossier Caumont.

(2) Idem. Dossier Gueutteville.

émigrés ne doit pas avoir une part plus défavorable. Il faut fournir à la Nation des ressources réelles... » (3). Mais il était trop tard ; le plus grand nombre des partages se trouvaient terminés. Le total des gains de la Nation paraissait important, puisqu'il atteignait 2.907.777 fr. pour 70 ascendants ; mais il était bien faible en comparaison de leur fortune réelle. Enfin, comme nous le montre le tableau ci-dessous une très petite part des propriétés ainsi récupérées se trouvait comprise dans l'étendue de l'ancien district de Rouen.

NOM DES ASCENDANTS	DATE DES PARTAGES	NB. D'HÉRITIERS		PART DE LA NATION	SITUATION DES BIENS ALIÉNÉS
		NON ÉMI-GRÉS	ÉMI-GRÉS		
Alba Pierre Jean	27 pluv. a.VII	4	1	55.803	Mayenne.
Vve Anglo	6 germ. a.VII	3	1	Néant	
Vve Auzanet	4 frim. an VII	1	2	8.519	Néant.
Arnois de Reutteville	17 germ. an VI	5	1		S.I. Cailleville.
Baillard de Guichainville ..	25 vend. a.VII	1	1	25.554	S.I. Veules et Rouen.
— Sa femme	25 vend. a.VII	1	1	28.528	S.I. Veules et Rouen.
Vve Berthelot	29 mess. a.VI	2	1	10.679	Calvados.
Biencourt de Poutrancourt.	3 pluv. an VII	1	2	356.959	P.-d.-C. Somme. S.I. (Freneuse).
Vve Boniface	22 niv. an VII	4	1	32.759	Seine-et-Oise.
Vve Bosquet	4 frim. an VII	1	1	55.560	S.I. à Esclayelles.
Vve Caillot	26 frim. an VII	3	1	61.798	Néant.
Cavelier d'Esclayelles et sa femme ..	21 niv. an VII	4	3	15.582	Eure.
Vve Chrétien de Fumechon ..	27 fruct. an VI	2	1	Néant	
Vve Clercy de Mathonville ..	16 prair. an VI	2	4	19.000	S.I. (Cant. de Bolbec).
Vve Corneille				Néant	
Vve Concedieu	25 pluv. an V	1	1	Néant	
Vve Caumont	11 flor. an VII	1	1	77.957	S.I. (distr. de Dieppe)
Vve Cottart de Sacquenville ..	29 frim. a.VII	2	1	20.059	Eure.
Delaroque ..	7 therm. a.VI	2	1	41.280	S.I. Rouen.
Vve Delarue	15 prair. a.VII	1	1	Néant	
Vve Desmares de Trébons ..	11 niv. an VII	3	1	44.419	S.I. (dist. d. Neufchât.)
Dubosc Pierre	22 vent. a.VII	7	1	Néant	
Du Fay de Sémonville	25 niv. an VII	4	1	8.654	S.I. Ambourv. (Rouen)
Dumerle ..	?	3	2	65.643	Eure.
Vve Dupont d'Anglesqueville ..	27 frim. a.VII	3	1	21.420	S.I. (distr. d. Dieppe).
et succession du mari	27 frim. a.VII	5	2	99.299	S.I. (distr. d. Dieppe).
Vve Dupont Louis Français ..	11 brum. a.VIII	5	2	Néant	
Duval de Beaumets	22 vent. a.VII	1	1	26.925	S.I. Varangeville.
— Sa femme	22 vent. a.VII	1	1	143.557	S.I. Ectot l'Aubé et Etalleville-Belleville.
Estièvre de Trémauvillle	18 vent. a.VII	1	1	94.871	

(3) Cf. AD. S.I. Q. Ascendants. Correspondance.

NOM DES ASCENDANTS	DATE DES PARTAGES	NB. D'HÉRITIERS		PART DE LA NATION	SITUATION DES BIENS ALIÉNÉS
		NON ÉMI-GRÉS	ÉMI-GRÉS		
Vve Fiquet (née Leballeur) ..	18 frim. a.VII	2	2	83.587	S.I. (distr.d.Cany).
Vve Fiquet	8 flor. an VI	2	1	65.852	Néant.
Godart de Belbeuf	12 vent. a.VII	5	1	59.062	S.I. Brachthuit.
— Sa femme	12 vent. a.VII	2	2	49.872	S.I. Brachthuit.
Grenier François Guillaume.	4 flor. an VI	2	2	74.917	Eure et Rouen.
Vve Guérout-Duquesnoy ...	19 flor. an VI	1	1	41.108	Néant.
Vve Guetteville	17 flor. an VI	2	1	7.666	Néant.
Vve Giverville	22 fruct. a.VI	1	1	53.928	Néant.
Harel de Bretteville	25 frim. a.VII	2	2	29.012	Néant.
Vve Hugleville	7 pluv. an VII	5	1	19.410	S.I. Rouen.
Lallemant	25 vent. a.VII	2	5	53.880	S.I. Rouen.
— Sa femme	25 vent. a.VII	5	1	17.909	S.I. Rouen.
Le Bègue de Germiny	7 vent. an VII	3	1	451.657	S.I. Claville, Motteville,
— Sa femme	7 vent. an VII	4	2		Flamanville.
Vve Le Cachet de Bonneville	17 therm. a.VI	—	—	Néant	
Vve Le Cordier	6 pluv. an V	1	1	Néant	
Vve Le Courtois	19 frim. a.VII	2	2	17.763	S.I. C ^a d'Anglesquev.
Vve Lefebvre	7 therm. an VI	5	1	Néant	
Le Hayer	27 flor. an VI	1	1	51.767	Orne.
Vve Le Mercher Pierre Et ^{ne}	1 ^{er} fruct. a.VI	1	1	400	S.I. C ^a de St Saëns.
Vve Lemarchand	25 niv. an VII	4	1	56.900	S.I. Rouen et L.Havre
Le Poulletier de Montenant	9 brum. a.VII	1	1	50.549	S.I. Rouen et Rocquef.
Leroux François	9 brum. a.VII	4	5	52.967	Calvados.
Vve Levigoureux	26 frim. a.VII	4	1	52.171	Néant.
Vve Lombellon des Essarts.	7 pluv. an VII	1	2	554.285	Néant.
Marye de Merval	2 mess. an VI	2	2	27.685	Eure (C ^{ned} .Brémont ^r).
F ^e Mesnard	21 therm. a.VI	1	2	53.085	Néant.
Vve Milleville	6 frim. an VII	1	1	Néant	
Vve Mordant d'Héricourt ...	12 pluv. an V	2	1	Néant	
Morin Pierre Bernard	7 flor. an VI	9	1	3.978	S.I. (C ^{ned} .Criquebeuf).
— Sa femme	7 flor. an VI	—	—	500	S.I. (C ^{ned} .Criquebeuf).
Vve Polchet	14 mess. a.III	1	1	Néant	
Paul (de)	19 therm. a.VI	1	2	30.507	
Vve Postel	19 prair. an VI	4	1	21.327	Eure et S.I. (Cailly).
Vve Quesnel	25 vent. an VII	2	1	5.565	Néant.
Robert de St Victor	17 vend. a.VII	4	1	9.204	S.I. Rouen et Darnétal.
F ^e Valory	?	4	1	10.808	?
Violet	1 ^{er} mess. a.IV	2	1	Néant	
Yvelin de Béville	26 frim. a.VII	2	2	Néant	
Totaux		70	93	2.907.777	

IV

Toutes ces liquidations, tous ces partages avaient pour but de régler définitivement la question du séquestre des biens des émigrés. A la fin de l'An IV, la Nation ne possédait plus, dans l'ancien district de Rouen, que des forêts.

Les forêts (An IV, An X). — Après la suppres-

sion des districts, le Comité des Finances, chargea la Régie, conjointement avec le département, de la gestion des bois nationaux (1). Ce dernier réglait les difficultés concernant leur entretien : le balivage, l'ésouchage, les délits de chasse, de pâture, les abat-tages clandestins (2). La Maîtrise conservait la surveillance de l'exploitation des coupes. Pour séparer nettement les forêts d'émigrés une loi du 19 pluviôse An IV, enjoignit de les entourer d'un large fossé. Mais ces précautions ne firent pas cesser les abus. Le Directoire était à ce point discrédité, qu'on ne tenait aucun compte de ses défenses, qu'on ne craignait plus ses tribunaux. La forêt de Préaux devenait le refuge des déserteurs et des brigands. Partout les plantations étaient dévastées, les ronces envahissaient le sous-bois, les routes forestières devenaient impraticables. Un entrepreneur de travaux publics allait tirer sa pierre dans les bois du duché d'Elbeuf, et passait avec ses charrettes à travers les coupes, cassant les basses branches (3). On coupa une grande quantité de baliveaux dans la vente de la côte Pigache. Cet état de choses subsista même sous le Consulat et ne disparut que très lentement sous l'Empire.

A partir de l'An IV, le mode de vente des coupes subit quelques modifications. Un arrêté du 28 frimaire confia aux municipalités des anciens chefs-lieu^x de districts, la rédaction du cahier des charges, et la réception des enchères. Jusqu'alors, on avait calqué les ventes de coupes sur les adjudications d'immeubles. Lorsqu'un acquéreur renonçait à son achat dans la journée, ou qu'il ne fournissait pas une caution dans les 8 jours, on revendait aussitôt

(1) Décret du 4 brumaire an IV

(2) Cf. AD. S.I. L. 136 à 138.

(3) AD. S.I. L. 877-878.

la coupe à la folle enchère (1). Mais la loi du 5 thermidor An V conjuga ces dispositions avec celles de l'Ordonnance de 1669. On conservait la pratique des feux à l'infini, mais on remplaçait la folle enchère par « le recours d'enchérisseurs en enchérisseurs jusqu'à acception de l'un d'eux » si le premier acquéreur « faisait défaut » (2). Le nombre d'enchérisseurs était tel que plusieurs coupes restèrent inexploitées et impayées pendant deux ou trois mois (3). Malgré tout, les bois d'émigrés fournirent aux coupes ordinaires, dont la succession s'était régularisée (4), un appoint important. En l'An V, leur participation s'élevait à 277 hectares, provenant des forêts d'Elbeuf, de Préaux, de la Londe, et d'Orival. Ils produisirent 108.833 fr., soit le 1/4 du montant de la vente. En l'An VI, leur contribution fut moindre (36.217 fr. sur 316.448 fr.) ; mais, l'année suivante, ils revinrent à l'honneur, atteignant la moitié du total (5). Par la suite leur produit diminua considérablement avec les restitutions (6).

Le séquestre et le Consulat. — Malgré le faible profit que la Nation devait désormais en tirer, les biens des émigrés continuèrent à accaparer les Administrations. Chaque jour, la Régie de l'Enregistrement, les bureaux de la Préfecture, étaient saisis de nouvelles réclamations. Le séquestre devenait un véritable cauchemar.

Les successions qui restaient en souffrance lors de l'avènement du régime consulaire furent rapidement partagées ; mais elles donnèrent lieu, dans les

(1) Cf. ci-dessus, L. II, Chap. III, p. 200.

(2) L'Ordonnance limitait le nombre de feux à 3 par enchère.

(3) AD. S.I. L.877.

(4) On effectua en 4 ans une seule coupe extraordinaire : le 6 pluviôse an VI.

(5) AD. S.I. L.877-78-79.

(6) Mme de Rohan obtint en l'an VIII la jouissance provisoire de la moitié.

familles, à des conflits d'intérêt qui alimentèrent les séances de Conseil de Préfecture. On liquidait les créances, on indemnisait les fermiers frustrés par la suppression des droits féodaux (1) ; on arbitrait des différends de toutes sortes (2). « Je n'entrerais pas... dans le détail des actes nombreux que l'administration d'une foule de propriétés éparses a provoqués dans le cours d'une année » écrivait, en l'an X, le préfet Beugnot (3). Avec l'unanimité du Conseil Général, il souhaitait le règlement définitif de tout ce passé légué par la Révolution. « Il est à désirer que la République ne conserve dans ses mains que ces propriétés privilégiées (4) qu'elle ne pourrait abandonner sans danger, *et qu'elle place promptement toutes les autres sous la tutelle de l'intérêt privé*, » Le Conseil Général émettait de son côté le vœu que « la politique indulgente du Gouvernement interrompe le cours de cette sorte d'affaires comme sa sagesse en préviendra le retour » (5).

Pour justifier leur désir, ils soulignèrent les méfaits d'un séquestre prolongé. Les immeubles avaient subi de telles dégradations qu'ils étaient inhabitables. Le beau château du comte de Vintimille à Saint-Pierre-de-Franqueville, ruiné par les locations successives, nécessitait plus de 6.000 fr. de réparations. « L'intérieur était complètement délabré, les vitres brisées, les portes enfoncées, » Pierre Picard, un laboureur qui l'avait loué, fit résilier son bail, car il craignait de voir crouler le toit (6). De même, le locataire par adjudication de deux chaumières, à Darnétal, fit constater par le Commissaire

(1) AD. S.I. Q. Fermages. Réclamation de Servant Huault.

(2) AD. S.I. Q. Fermages. Réclamation de Planage qui demande une réduction du prix d'un bien national à cause d'une différence entre sa valeur locative réelle et celle indiquée.

(3, 4 et 5) AD. S.I. P.V. du Conseil Gl de la S.I. (1800-1805), T.I.

(6) AD. S.I. Q. Em. Réparation. Locations, an IX.

de police que l'escalier et la cheminée étaient démolis. « Les fermiers de biens nationaux n'avaient rien qui leur conseille des idées d'amélioration ou seulement de conservation. Leur jouissance est fugitive et ils se hâtent d'épuiser toutes les sources de la production... *Une ferme placée pendant 10 ans sous le séquestre a perdu moitié de sa valeur, comme une propriété confisquée deux fois de suite, cesse d'être une propriété* » (1). Quant aux forêts, « un cri général s'élève contre leur dévastation, contre la destruction des bois particuliers, anéantis soit par des coupes anticipées, soit par des aménagements vicieux, soit, enfin, par des aliénations impolitiques qui n'ont servi qu'à la cupidité des mauvais citoyens ». Après avoir insisté sur tous ces maux, le Conseil Général chercha les remèdes. Il applaudissait à la nouvelle administration forestière que le Premier Consul avait créée ; « mais ce n'était pas assez ; il fallait un code forestier qui, empruntant aux lois précédentes ce qu'elles ont de bon... réunisse les lumières qu'ont jeté sur cette partie les connaissances acquises durant les derniers siècles » (2). Enfin, dernier grief, les revenus du séquestre alimentaient de moins en moins le budget du département.

Pour toutes ces raisons, Beugnot voulut hâter les restitutions. Il suivit la méthode de l'ancienne administration centrale et, s'appuyant sur la loi du 5 brumaire An III, qui considérait la main levée comme une conséquence de la radiation provisoire, il accorda à tous les prévenus d'émigration, à tous les ascendants, la jouissance de leurs biens. Mais le Ministre des Finances lui rappela l'exécution rigoureuse de l'arrêté des Consuls du 29 messidor An VIII (3) et lui ordonna de rapporter ces décisions, car

(1) AD. S.I. P.V. du Conseil Gl, an X, T.I.

(2) AD. S.I. P.V. du Conseil Gl, an IX, T.I.

(3) Il ne put empêcher qu'un de ses arrêtés fût cassé le 29 brumaire an X.

elles entraînaient une perte pour le Trésor. L'entrée en jouissance partait, en effet, de la date des radiations définitives, ou, pour les amnistiés, de celle de l'arrêté d'amnistie. Le Consulat ne poussait pas la générosité jusqu'à rembourser, comme l'avaient fait les Thermidoriens, les revenus perçus par le séquestre. Au contraire, il rejetait à priori toutes les demandes en indemnité, relatives aux confiscations et aux ventes. Le 5 ventôse An XII, la Direction Générale de l'Enregistrement spécifiait à ses employés de se pénétrer du principe que « la République ne restituait pas ce qu'elle avait touché » (1).

Ainsi, les Administrations locales, l'opinion publique, le gouvernement même, à condition qu'il ne déboursât rien, souhaitaient la disparition totale du séquestre. A la fin de l'An X, il s'étendait encore en Seine-Inférieure sur 18.178.258 fr. de biens nationaux de première et de seconde origine. Les propriétés des émigrés en formaient environ les 3/4 (2). Mais la presque totalité était inaliénables. On allait bientôt restituer les immeubles et les terres grevés du douaire et du tiers coutumier, réunir les forêts au domaine national pour compenser les dettes (3), et enfin, vendre rapidement le reliquat du partage des présuccessions.

(1) AD. S.I. Q. Em. Amnistie.

(2) 13.224.236 fr. Cf. AD. S.I. Q. Ventes. Tableaux gén.

(3) D'une façon générale, on ne restitua les forêts formant avec les bois nationaux une masse de plus de 150 hectares que sous la Restauration; mais celles de Lambesc de Lorraine restèrent acquises à l'Etat car les créances liquidées dépassaient l'actif de 475.000 fr.

CHAPITRE III

LA FIN DES VENTES (*Prairial An III-An X*)

A partir du milieu de l'An III, les conditions dans lesquelles les ventes de biens d'émigrés allaient se dérouler se transformèrent. Désormais, les lois confondirent tous les domaines nationaux sans distinction d'origine (1). Après la suppression des districts les opérations furent centralisées au chef-lieu de département contribuant à éloigner davantage encore les paysans des enchères. Enfin, les émissions d'assignats ne suffirent bientôt plus à combler le déficit que creusaient dans le budget et la guerre et le faible rendement de l'impôt (2). Aussi, à une époque où les acquéreurs poursuivis par les menaces des alliées et des amis des anciens propriétaires avaient besoin d'un appui solide, ils ne trouvèrent que des gouvernements acculés à la banqueroute et dont la politique hésitante constituait une publicité bien peu recommandable. Désarroi financier, crise de confiance, furent les éléments qui présidèrent à l'élaboration des nouveaux régimes de vente. Mais les expériences successives des Thermidoriens, du Directoire et du Consulat ne portèrent, dans l'étendue de l'ancien district de Rouen, que sur une portion très réduite de biens d'émigrés.

(1) Loi du 6 ventôse an III.

(2) M. Marion, o.c. p. 247.

I

Dès le 6 ventôse An III, pour rassurer les acquéreurs on réglementa les adjudications. Les séances d'enchères furent fixées « aux septidi, nonidi, et octidi de chaque décade ». On obligea les Administrations à apposer les affiches au plus tard le décadi précédant les premières enchères. Cependant, les ventes faiblissaient partout. Pour enrayer la dépréciation de la monnaie, il fallait provoquer une rentrée massive d'assignats et, par suite, procéder à une liquidation massive de biens nationaux (1).

Ce fut l'objet de la loi du 12-15 prairial An III. Elle substituait les soumissions à la vente aux enchères. Désormais, il suffisait de déclarer devant le Directoire du district qu'on se rendait acquéreur d'une propriété, pour l'obtenir au prix de l'estimation. Mais la Convention rapporta ces dispositions 4 jours plus tard et, le 27, après avoir annulé les adjudications déjà faites depuis le 16, rétablit le système des enchères (2). Toutefois, elle ne revenait pas entièrement au mode de 1793. Elle élaborait une sorte de compromis dans lequel subsistaient un certain nombre d'articles de la loi du 12 prairial. Non seulement les districts conservaient la direction des adjudications, mais ils supportaient seuls toutes les responsabilités. Aussi, s'efforcèrent-ils, en Seine-Inférieure, d'entraver l'exécution de ces nouvelles mesures. Le 7 messidor, celui de Dieppe suspendit toutes les ventes, et les autres attendirent sans les provoquer les instructions du département (3).

(1) M. Marion, o.c. p.247.

(2) M. Marion, Chap.IX en entier. Genèse et application de ces lois.

(3) AD. S.I. Q. Em. Ventès. Correspondance Gle, 12 brumaire an IV.

La question importante, celle sur laquelle portait la réforme, était le mode d'estimation des biens à vendre. On avait supprimé les Commissaires-experts et confié cette tâche aux Directoires des districts. La mauvaise volonté évidente, l'espèce d'inertie dont firent preuve les Administrateurs vient de là. Ils soulevèrent constamment de nouvelles difficultés. Lorsque les propriétés des émigrés avaient été louées en 1790, les baux devaient servir de base au calcul de la valeur d'estimation, qui s'obtenait en multipliant le loyer par 75. Comme nous l'avons vu (1), les experts n'employaient, en l'An II, pas d'autres procédés. Mais le district de Dieppe se montra d'une méfiance inaccoutumée vis-à-vis « de ces copies prétendues conformes à un prétendu original ». En s'appuyant sur la loi du 28 mars 1793, il déclarait que les baux établis sous seing privé n'avaient aucune valeur (2). Le département passa outre.

Un argument plus sérieux en faveur du rétablissement des Commissaires fut la difficulté d'estimer les objets qui ne figuraient pas sur les baux. Jusque là, on avait toujours évalué séparément les arbres de haute futaie, qui donnaient plus de prix aux biens à vendre. D'autre part, l'estimation des terres louées postérieurement aux baux, à la suite de conventions verbales nécessitait « des connaissances spéciales ». Enfin, un certain nombre de propriétés n'étaient pas affermées en 1790, parce que le plus souvent le propriétaire les habitait, ou les faisait valoir. Des maisons, des bois, quelques terres entraient dans cette catégorie. La loi prescrivait d'en calculer le revenu à l'aide de la contribution foncière de 1792 qu'on multiplierait par 5 (3). Mais les

(1) Cf. ci-dessus. L. II, Chap. IV, p. 218 à 223.

(2) AD. S.I. Q. Em. Ventes. Correspond. Gles, 17 fructidor an III.

(3) Loi citée, art. 3.

cotes étaient globales et, par suite, ne pouvaient fournir une base pour l'évaluation des petites parcelles. Le département dut alors nommer quelques experts et les districts ne conservèrent que l'estimation des biens affermés en 1790 (1).

Ces méthodes présentaient un double inconvénient : tout d'abord, elles constituaient un obstacle aux divisions. La loi du 27 prairial y engageait « chaque fois que ce serait plus avantageux pour la République » (2). Mais les administrations ne voulurent pas entreprendre les estimations parcellaires. Lorsqu'elles mirent en vente de petits lots ce furent toujours des reliquats de l'An II. Elles adjugèrent les biens « dans l'état où ils se trouvaient ». En second lieu, toutes les estimations paraissaient insuffisantes. D'une part, le coefficient qui devait suppléer à la baisse de l'assignat n'était pas assez élevé ; d'autre part, l'augmentation du loyer de la terre, depuis 1780, ne s'était pas traduite dans les cotes d'impôts. Elles restaient peu élevées, surtout pour les biens non affermés. Enfin, comme les fermiers avaient généralement la charge des impositions, ils préféraient réduire le montant de leurs baux en consentant à leurs propriétaires des pots de vin, des suppléments qui ne figuraient pas sur les contrats. On s'était efforcé d'en tenir compte en l'An II, mais, cette fois, le district n'y prit pas garde. A Notre-Dame-d'Epinay, une exploitation de 55 acres payait 500 fr. de contribution foncière, alors que son loyer réel était estimé 3.400 fr. en 1789 (3). Par suite, à leur origine, les ventes se trouvaient fortement handicapées par cette moins-value.

La loi du 12-15 prairial An III, avait reçu, dans

(1) AD. S.I. Q. Em. Ventes. Correspond. Gle, 12 brumaire an IV.

(2) Loi citée, art. 5.

(3) AD. S.I. L.795.

le district, un commencement d'application qui laissait prévoir ce que la suite eût pu donner. On soumissionna une filature et divers bâtiments à Elbeuf. Le propriétaire : Waast Dupont, avait été déclaré en faillite en 1789, et l'union des créanciers avait procédé, le 22 mars 1793, à la liquidation de ses biens qui produisit 1.100.000 fr. Mais l'inscription de Dupont sur la liste d'émigrés entraîna le séquestre et l'annulation des opérations déjà consommées. On évinça, puis on remboursa les acquéreurs, et les créanciers durent se pourvoir devant le district. Pendant ce temps, l'ancien propriétaire obtint un certificat de civisme, et la nouvelle adjudication fut également différée (1). Pour faire cesser ces inconvénients, le district demanda, le 28, aux municipalités l'état des biens restant à vendre avec leur estimation (2). Quatre autres soumissions furent portées aux enchères sur les prix soumissionnés, le 24 messidor. Jusqu'à brumaire An IV, le district procéda à 13 adjudications dont voici la liste :

(1) AD. S.I. Q. Em. reg. Correspond. district, 17 messidor an III.

(2) AD. S.I. Q. Em. reg. Correspond. district, à la date.

ANCIENS PROPRIÉTAIRES	SITUATION DES BIENS	CONTENANCE DES BIENS	PRIX EN ASSIGNATS	DATE DES VENTE	RÉDUCTION EN NUMÉRAIRE	ACQUÉREURS
Rohan-Soubise	Bois d'Ennebourg	Masure et 31 acres de labour.	504 000	24 mess. a. III	30 064	Jacques Franç. Honor.
		Labour : 4 vergée.	4 000	—		Louis Assire.
	Bois l'Evêque	Labour : 7 acres.	30 200	—		Duthuit.
		Labour : 40 acres	12 500	—		Duthuit.
Dupont, trésorier de France	Petit Couronne	Pré en 14 pièces : 22 acres, 2 v., 7 p. Cour édifié et jardin : 5 vergées.	190 000	24 fruct. a. III	19 800	Jean Pierre Alexand.
			65 000	—		Isaac Angran .
Maignard de La Vau- palrière	Ilénouville	Pré : 5 acres. Pré : 2 acres. Pré : 40 acres 1 v. Pré en 11 pièces : 36 acres 4 v.	55 100 40 000 95 200	11 vend. a. IV		Nicolas Pigache. Pierre Lemarchand. Bland.
			630 100	24 vend. a. IV		Pierre Martin. Jean Pierre Alexand.
Mordant de Massiac..	Pissy Idem	Labour 1 acre. Ferme : masure + 10 acres 2 v. de labr.	7 000	—	52 250	Isaac Angran .
Varin de Bretteville .	Anneville	Pré : 3 acres 2 v.	111 000 51 100	—		Thomas Simon Nicolle

A cause de la faiblesse des estimations, les enchères furent suivies. On y recherchait le moyen d'échanger le papier-monnaie contre une valeur plus solide : la terre. En général, on doubla les mises à prix. Pour ne prendre qu'un exemple, en fructidor, les biens de Dupont Bernard, trésorier de France, estimés à 112.130 fr., montèrent à 264.000 fr. qui, réduits au cours, donnaient 19.800 fr. pour un rapport de 1.495 fr. en 1790. L'intérêt de l'argent ainsi placé, ne s'élevait donc qu'à 7,5 %, alors que dans les entreprises commerciales ou industrielles, il atteignait de 12 à 17 % (1). M. Marion, signale même qu'en l'An VI il s'élevait de 15 à 20 % (2). Mais ces résultats sont trompeurs. En réalité, l'acre de labour tombait à 340 fr. ; celui de prés à 630 fr. dans une commune où les vingtièmes les évaluaient, en 1778, à 675 et 1.350 livres (3). L'insuffisance des revenus de base était telle que les prix eussent supporté d'être doublés (4). En brumaire, An IV, on effectua 17 adjudications nouvelles. Au total, les ventes faites selon ce régime produisirent 2.596.000 fr. en assignats, soit au cours, 154.114 fr. La suppression des districts décrétée officiellement le 22 fructidor An III, les arrêta à cette date. Par la suite, les régimes nouveaux allaient accentuer les tendances que nous venons de signaler.

II

L'assignat et la planche à billets étaient solennellement abolis. Le mandat territorial faisait son

(1) Levainville, o.c. p.219.

(2) M. Marion, o.c. p.306.

(3) AD. S.I. L.689. Appréciations.

(4) Le calcul de M. Marion (o.c. p.249, note 1) est basé sur le cours minimum de l'assignat, tandis que la moyenne de 6,8 % est plus proche de la vérité et relève sensiblement son résultat.

apparition au milieu d'un concert d'éloges officiels. On édictait des sanctions rigoureuses contre ses éventuels détracteurs (1). La confiance allait-elle renaître et le gaspillage cesser ? Mais on se contenta de reprendre les mêmes procédés en les affublant d'une nouvelle étiquette.

Le décret du 30 brumaire An IV, avait suspendu l'application de la loi du 27 prairial An III jusqu'au vote des dispositions en instance. On ne pouvait supposer que le Directoire allait transposer dans le nouveau décret la plupart des articles de celui du 12-15 prairial An III, qu'une brève expérience avait déjà condamné. Cependant, on remplaça pour la seconde fois les enchères par les soumissions. Dès que le public en eût connaissance, « un nombre considérable de citoyens se présentèrent aux bureaux du département et des administrations municipales, déclarèrent qu'ils étaient dans l'intention d'acheter des biens nationaux ». Comme il fallait ménager ces acquéreurs éventuels, on ne les repoussa pas. Mais, le 24 germinal, le département demanda conseil au Ministre des Finances (2). Bien lui en prit, car les soumissions ne pouvaient être reçues avant que le mode d'exécution fût déterminé.

L'instruction-loi du 6 floréal An IV confiait à l'Administration Centrale du département la direction des ventes (3). La première séance de réception eut lieu le 28 floréal. Prévoyant une grande affluence, le Commissaire du Pouvoir Exécutif prit d'imposantes mesures d'ordre. Il demanda un piquet de 40 hommes et l'installation d'un factionnaire à la porte de chacun des trois bureaux des Receveurs des Domaines (4). En quatre mois, jusqu'au 29 fructidor An IV le département enregistra 3.895 soumis-

(1) Loi du 15 germinal an IV.

(2) AD. S.I. Q. Ventes. Correspond. Gle.

(3) Loi citée.

(4) AD. S.I., L. 226-227.

sions. Mais il s'accorda le temps de les examiner (1). 725 furent rejetées parce qu'elles portaient ou sur des biens réservés ou sur des biens déjà aliénés ou, enfin, parce qu'elles étaient trop tardives (2). D'autre part, on en déposa un certain nombre les mêmes jours sur les mêmes objets. Le sort départagea les concurrents, et permit d'annuler 277 soumissions. Enfin, chaque acquéreur éventuel était tenu de verser le 1/4 du montant de l'estimation entre les mains du Receveur des Domaines et la quittance servait à cautionner la soumission. Par suite de cette obligation, 395 abandonnèrent une position qu'ils avaient peut-être prise à la légère. Au total, dans le département, 1.484 soumissions ne furent suivies d'aucun effet.

Ainsi, l'initiative des ventes n'appartenait plus aux administrations ; elles se bornaient à valider le choix des acquéreurs. Comme la valeur d'estimation constituait le prix de l'adjudication, les soumissionnaires surveillaient avec soin sa fixation. On avait conservé le mode préconisé par la loi du 12 prairial An-III en le complétant par l'expertise en cas de besoin. Pour les biens ruraux, le revenu indiqué dans le bail, ou obtenu en quadruplant la cote de la contribution foncière pour 1793, était multipliée par 22. Pour les maisons et les moulins, la base, calculée de la même manière, était seulement multipliée par 18. Malgré la faiblesse de ces chiffres, les soumissionnaires avaient tout avantage à obtenir l'intervention des experts. Il suffisait pour cela de s'entendre avec son futur fermier afin qu'il ne présentât pas son bail. Il arriva même que le fermier ayant soumissionné les biens pour son propre compte « refusât de déclarer le montant de son fermage, prétendit que les impositions étaient confuses, et devint

(1) Cf. également M. Marion, *op. cit.* p. 270.

(2) AD. S.I. L.135, p.362.

son propre expert » (1). Dans ces conditions, les estimations furent ridiculement faibles. A Sotteville-les-Rouen, Abrobosc, fermier de Vintimille, évalua deux prairies : l'une d'un acre, et l'autre d'une vergée, à un revenu total de 70 fr. inférieur du 1/3 au chiffre du rôle des vingtièmes pour 1775 (2).

Mais, d'une façon générale, la loi exigeait la présence de deux experts, dont l'un désigné par l'administration, et l'autre par le soumissionnaire. Dans le canton de Rouen, on nomma, en prairial An IV, 11 commissaires choisis surtout parmi les architectes : Le Brument, Lalande, Courtois, Bouet, Vauquelin, Delafosse, Fortier le Jeune, Sénart, Lesueur et Lebret (3). Le département, de son côté, nomma Deleau et Lefebvre pour les contre-expertises. Les soumissionnaires désignaient, le plus souvent, un voisin ou un ami. Quelquefois c'était entre l'acquéreur et l'estimateur, un prêté pour un rendu. Marin Féret, herbager de la Neufville-Ferrière, choisit Louis Maubert comme expert, et ce dernier lui demanda, quelques semaines plus tard, le même service. Ils se firent ainsi adjuger le « manoir vicarial de la commune, consistant en une cuisine, trois chambres, un cellier, un bûcher, plus la maison ayant servi pour tenir les écoles, consistant en une cuisine, deux petits cabinets, un four, un petit herbage, et deux jardins contenant 48 perches » pour 2.400 fr., soit 110 fr. 40 en numéraire (4). Mais cette évaluation dérisoire n'était pas seulement leur fait. Il ne faut pas oublier qu'on avait prescrit aux commissaires de ne pas tenir compte de la dépréciation du mandat. Par suite, quelle que soit sa valeur au

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente, T.VI, 14 thermidor an IV.

(2) AD. S.I. C.289, Sotteville.

(3) Am. Rouen YII Registre des délibérations.

(4) AD. S.I. Q. P.V. de vente, T.VI, 14 thermidor an IV.

cours, l'estimation restait toujours basée sur la proportion de 30 fr. assignats pour 1 fr. mandat (1).

L'entrée en jouissance des acquéreurs partait du visa de la quittance de paiement du second quart par l'Administration centrale. La loi prescrivait, en effet, de verser un premier quart au moment de la soumission et un second dans la décade de l'adjudication, le reste s'échelonnant sur trois mois. Cette adjudication était sanctionnée par l'établissement et la signature du contrat de vente. Les fermages restaient dûs à l'acquéreur, depuis le dépôt de sa quittance jusqu'à l'enregistrement du procès-verbal de vente ; mais « il arrivait parfois que le soumissionnaire négligeait la formalité du dépôt, et ne jouissait de son achat qu'à partir du jour du contrat » (2). Donc la rédaction de cet acte avait une importance considérable ; il constituait, en quelque sorte, la conclusion de cet accord de gré à gré que l'on continuait à désigner sous le nom de ventes.

Pour exciter le zèle des membres et des employés du département, on leur accordait une prime de 0,50 % dont le 1/3 était réservé aux commis (3). Cette sorte de ristourne atteignit près de 70.000 fr. On en profita pour augmenter le personnel. La confection des procès-verbaux fut rapidement menée. En messidor, on établit 399 contrats, puis 876 en thermidor, et 495 en fructidor. Dans ces 3 mois, un total de 1.771 soumissions furent converties en adjudications. Suivant la forme des estimations, il existait deux sortes de procès-verbaux : *des bleus*, lorsque les baux avaient servi de base au calcul du revenu de 1790 (4), et *des blancs* lorsqu'on avait dû

(1) M. Marion, o.c. p.267.

(2) AD. S.I. L.135.

(3) Cf M. Marion, o.c. p.267.

(4) Cf. Modèle de P.V. AD. S.I. Q. Recueils factices.

recourir à l'expertise. La rédaction de ces derniers qui avaient été réservés, commença à partir de l'An V (1). Au début de l'An VI, 127 affaires litigieuses restaient encore à liquider. Elles nécessitaient des comparaisons, un examen sérieux (2), et ne furent définitivement réglées qu'au milieu de l'An VIII.

Au total, le département prononça, sous le régime de la loi du 28 ventôse An IV, 2.411 adjudications représentant une somme de 18.675.218 fr. Elles comprenaient des biens ayant appartenu aux fabriques, à la Ville et à la Chambre de Commerce de Rouen, des presbytères et, surtout, des propriétés d'émigrés qui provenaient du reliquat des ventes de l'An II et de la liquidation des premières successions (3). Les apports de deuxième origine atteignaient 13.859.560 fr. répartis en 941 contrats, soit une moyenne de 14.700 fr. par contrat; mais l'ancien district de Rouen n'y participait que pour une faible part, ainsi que le montre le tableau ci-dessous (4).

(1) Idem.

(2) Vendémiaire an V : 167. Brumaire-Frimaire-Nivôse : 146, Reste de l'année : 234.

(3) Lorsque le montant du bail fut supérieur à l'expertise, on ne tint aucun compte de cette dernière.

(4) Quelques portions de bois furent vendues sous ce régime, à la suite de la loi du 2 nivôse an IV, mais aucune dans le district.

(5) AD. S.I. L.135, p. 362.

ANCIENS PROPRIÉTAIRES	SITUATION DES BIENS	CONSISTANCE DES BIENS	DATE DES PROC.-VERB.	PAIX	ACQUÉREURS
Le Prévost	Rouen	2 maisons	21 prair. a. IV	5.850	Vve Pilon née Leroux, à Rouen.
Le Cordier d. l. Londe	Orival	Labour : 2 v. 28 p.	1 ^{er} mess. a. IV	569	Etienne Lebreu, à Rouen.
Succ. Duhamel	Rouen	2 maisons	14 mess. a. IV	7.050	Vve Corday, née Duhamel, fille du défunt.
Bien. Poutrincourt .	Elbeuf	Terrain édifié, 14 p.	28 mess. a. IV	1.620	Victor Quesney, 488, r. Eau de Rouen.
Lebourg	—	Bâtiment	8 therm. a. IV	9.000	Nicolas Lefebvre.
Vintimille	Tourville la Rivière	Labour 1 v. 10 p.	13 therm. a. IV	275	Th. Simon Nicolle, à Rouen.
Rohan Soubise	St Etienne du Rouvr.	2 prés : 1 a. 1 v.	14 therm. a. IV	4.540	Aubrosoc. fermier à Amfrev.-la-M.
Vintimille	Rochers-s.-le-Vivier	Moulin à blé	14 therm. a. IV	52.330	Jean Pierre Bizet, comm. à Rouen.
Le Cord. de la Londe	N.D. de Franqueville	Labour, 4 a. 4 v.	19 therm. a. IV	2.310	Pierre Lebreu, à Rouen.
Lambesc de Lorraine	La Londe	Labour, 1 a. 3 v.	21 therm. a. IV	1.586	Louis Auguste Mauger à La Londe.
—	Elbeuf	Terrain, 1 perche	12 fruct. a. IV	180	Nicolas Saillant à Elbeuf.
—	—	Portion de jardin	17 fruct. a. IV	2.640	Pierre François, à Rouen.
Duval de Bonneval .	Grand Couronne	3 portions de jardin	17 fruct. a. IV	7.480	Louis Lemarcier, à Rouen.
(part de l'émigré dans la succ. de son père).	—	35 a. de mas. et prés	—	—	—
—	—	34 a. de mas. et prés	—	—	—
—	—	23 a. de mas. et prés	—	—	—
—	—	9 acres en 5 parts	19 brum. an V	89.707	Guy Duval, frère de l'émigré.
—	—	2 moulins	—	—	—
Cordier de la Londe.	La Londe	Labour : 2 a. 2 v.	14 brum. an V	1.419	David Prestrel, à La Londe.
—	Orival	Maison + 2 fours à	—	—	—
Eudelin, prêtre émi-	Rouen	chaux et à plâtre	21 brum. an V	8.907	Etien. Chantelou, ile Lacroix, à Ra.
gré de Bayeux	—	Moitié de maison	4 pluv. an V	9.000	Jacques Pierre fils et sa sœur, locataires.
Mustel des Essarts (frères)	—	2 corps de bâtiment	4 vent. an VIII	2.808	Pierre Mustel, le père (1).

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente.

Ce relevé contient, en bref, toutes les remarques que suggère l'étude de ces ventes, cependant, nous n'y bornerons pas nos exemples. Le mandat permettait à l'acquéreur de jeter son dévolu sur n'importe quel bien, dans n'importe quelle région. C'est ainsi qu'un négociant de Hambourg, par l'intermédiaire de Clavel Mollens et Cie, établis à Rouen, fit l'acquisition du Champ de Foire de la commune des Ventes d'Eawy, appartenant à Le Cordier de la Londe, pour se rembourser d'une petite créance (1). Ce fut, il est vrai, le seul qui vint disputer, aux Rouennais, les biens d'émigrés du département.

La centralisation des ventes au chef-lieu leur procurait un avantage incontestable sur les habitants de la campagne. Ils s'approprièrent les 2/3 du total. Les négociants et les fabricants, grâce à l'absence complète de division purent acquérir des lots très importants, dont le nombre était limité lors des ventes de l'An II. Comme l'avaient fait un demi-siècle auparavant les Fiquet, les Cavelier, ils s'adjudèrent dans le Pays de Caux, dans le pays de Bray, de grandes fermes. Pouchet-Maugendre, acquit à Saint-Paër un domaine composé de 4 acres de mesure, 110 acres de labours et 10 acres de prés pour 55.286 fr. et, aux Vieux, une autre ferme de 94 acres pour 43.336 fr. Ezéchiel Desmarest, fabricant, 41, rampe Cauchoise, à Rouen, acheta de même à Bouville deux exploitations qui groupaient 140 acres (2).

D'autre part, tandis que jusqu'alors les familles des émigrés n'avaient pas participé aux enchères, elles soumissionnèrent, cette fois, de nombreux biens patrimoniaux provenant des liquidations de successions ou d'indivis. Mme veuve Corday, née Duhamel, reconstitua tout le domaine paternel moyennant 250.000 fr. en messidor et thermidor An IV. Elle

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 12 brumaire an V.

(2) Idem, 12 messidor an IV.

racheta le château et les fermes de Criquetot-sur-Ouville en son nom personnel, et pour sa sœur veuve Malet de Graville, émigrée avec ses enfants, tous les biens qui avaient été confisqués lors du décès de son mari (1). Mme de Sesmaisons recouvra de même les 2/3 indivis de toutes les propriétés acquises à la République après le décès de la Comtesse, sa belle-mère. Pour 204.567 fr. elle racheta, le 3 thermidor An IV, 7 fermes situées à Beaubec et à Nesle-en-Bray, couvrant 368 hectares (2). Les sœurs Fiquet de Normandie soumissionnèrent pour 195.961 fr. un domaine de 173 hectares 48 a., provenant de la succession de leurs parents (3). Dans aucun de ces rachats, les familles d'émigrés n'eurent de concurrents. Elles bénéficièrent d'estimations très faibles ; et il semble qu'on ait voulu leur faire oublier ce que le paiement d'un bien qu'elles considéraient comme n'ayant jamais cessé de leur appartenir pouvait avoir de cruel.

Les fonctionnaires commencèrent également à acquérir des propriétés d'émigrés. Ceux de Rouen n'apparaissent pas encore, car les biens de seconde origine étaient trop éloignés de la ville, mais les Receveurs de l'Enregistrement de Saint-Valéry-en-Caux, de Bacqueville allaient largement en profiter. J.-B. Delabarre acheta, dans sa circonscription, le château de Néville, 18 hectares de terres à Angiens et 3 hectares 20 à Gueutteville pour le prix total de 52.987 fr. (4). Les soumissions avaient été faites par un ami : Dupuis, qui habitait Rouen. Ce fut, d'ailleurs, presque toujours ce qui se produisit.

(1) Cf. AD. S.I. Q. P.V. de vente, 7 thermidor an IV. Château de Cramésnil.

(2) Il s'agissait de Paule Mélanie de la Verderie, épouse séparée de biens de Louis Henri Ch. Rogation de Sesmaisons (émigré).

(3) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 2 messidor an IV.

(4) Idem, messidor an IV.

Si les habitants des campagnes furent moins favorisés, ils acquirent, cependant le 1/3 des biens d'émigrés vendus pendant cette période. Ils ne s'adressaient plus à des amis ou à des intermédiaires, mais à des hommes de loi ou à des agences dont nous n'avions pas rencontré les noms jusqu'ici. Guillaume Batel, cultivateur à Tôtes, soumissionnaire d'un domaine de 104 hectares ayant appartenu aux Fiquet se fit représenter par Jacques Delatour, agent d'affaires, rue Beauvoisine. D'autres donnèrent procuration à des commerçants rouennais (1). A cause de l'importance des lots seuls les riches fermiers, les gros propriétaires pouvaient se rendre acquéreurs. Une fois, cependant, trois petits propriétaires s'unirent pour acheter 22 acres de prés à Saint-Aignan-sur-Ry. Le prix de vente dérisoire des terres les tentait. On ne saurait trop insister, en effet, sur l'extrême avilissement des prix. La moitié du château de Crique-tot-sur-Ouville, avec une étendue de 9 acres de cours, bosquets, avenues, jardins et futaies, fut adjugée pour 538 fr. 50 en mandats réduits au cours. A Sier-ville, la ferme du Mont-aux-Prêtres, qui comprenait 104 acres produisit 3.740 fr. en numéraire, soit environ 36 fr. l'acre. A Sainte-Geneviève-en-Bray, la ferme du Mouranger qui totalisait 75 acres, atteignit 70.060 fr. en mandats, soit 2.802 fr., ce qui mettait l'acre à 37 fr. (2). Les petites parcelles furent un peu moins dépréciées. De 1 à 10 acres, le prix moyen pour les labours fut de 42 fr. l'acre ; pour les prés, il oscilla entre 52 et 100 fr., selon leur situation. Par suite, les paysans normands considérèrent ces ventes comme de véritables scandales, dont ils se refusèrent longtemps à admettre la réalité.

Ainsi, le régime des soumissions donna lieu à un gaspillage énorme (3). Il fut supprimé le 20 fruc-

(1) AD. S.I. Q. P.V. de vente, 18 thermidor an IV.

(2) Idem.

(3) Marion, o.c. p. 277 à 285.

tidor An VIII. Toutefois, malgré sa courte durée, il discrédita les ventes, diminua considérablement les réserves de biens nationaux à l'avantage des familles d'émigrés, sans que le Trésor en tirât un profit appréciable.

III

Au début de l'An V, il ne restait, dans l'étendue de l'ancien district de Rouen, plus aucune parcelle de biens d'émigrés à vendre. Toutefois, les déchéances, les liquidations de successions, les partages de présuccessions allaient renouveler ce stock. Après le succès ruineux remporté par les soumissions, on rétablit le système des enchères. Jusqu'en l'An X, on transforma quatre fois les régimes de vente, mais tous présentèrent de nombreux points communs.

Loi du 16 brumaire An V. — Désormais, les administrations départementales recouvraient le pouvoir de déclencher et de diriger les adjudications. Elles désignaient deux experts pour fixer le revenu des biens en 1790 et déterminaient la mise à prix à 15 fois ce chiffre. Une série de 4 affiches annonçait la date des ventes. Les offres, qu'on recevait dès la première publication, furent peu nombreuses, mais les adjudications définitives attirèrent les amateurs. Du 17 pluviôse An VI au 22 thermidor, on adjugea dans l'étendue de l'ancien district de Rouen, 7 lots importants libérés par la déchéance des premiers acquéreurs.

DATE DES VENTES	SITUATION ET CONSISTANCE DES BIENS	REVENU EN 1790	MONTANT DE LA VENTE	ADJUDICATAIRES	ACQUÉREURS
17 pluviôse an VI	Moulin à blé, à Darnétal, ayant appartenu à Colbert de Seignelay.		396.000	Blard	Casimir Thorel, culi- val. à Forest (Eure).
17 pluviôse an VI	Idem.		400.000	Blard	Pierre Martin, culi- vateur au Bosgoutet.
23 pluviôse an VI	Une grande maison, cour et jardin, ci-devant hôtel du marquis de Bailleul, à Rouen, 2, rue du Mou- linet et une autre contiguë au 3.	5.500	1.068.000	—	Louis Deglos, employé à la Recette Génér- ale des contribu- tions de la S.-I., lo- cataire.
2 thermidor an VI	Une maison, 3, rue de la Croix- Verte, ayant appartenu à Bigot.	800	160.000	—	Louis Delapierre, ren- tier à Rouen.
12 thermidor an VI	Un tènement de maison, 14 et 15, rue du Coquet et, emplacement presque nu, provenant de la Suc- cession Beaumay.	1.900	610.000	Thorel, marchand à Gisors (Eure)	Louis de Beaunay, son frère.
17 thermidor an VI	Maison, jardin et bâtiments formant pointe à l'embranchement des deux routes de Paris (Val d'Eau- piet, Rouen) provenant de Bigot.	1.200	515.000	Idem	Françoise Mauduit, à Paris.
22 thermidor an VI	Maison à Rouen, 18, rue de l'Ecu- reuil, provenant de Bigot.	1.100	499.000	Blard	Thorel, marchand à Gisors.

Total : 8.594.000 = 100.728 frs. en numéraire.

A cause de la faculté de payer la moitié de la mise à prix et l'excédent, avec les bons, reconnaissances, rescriptions, dont la valeur était nulle (1), il existait entre les mises à prix et les premières enchères des différences considérables. Le 12 floréal An VI, l'Administration jugea insuffisante une offre de 375.000 fr. qui portait, cependant, sur un revenu de 1.247 fr. Une enchère passa de 300.000 fr. à 1.300.000 fr. (2). Et voici d'autres exemples du même ordre :

Revenu	Mise à prix	1 ^{re} enchère	Adjudication
1.367 50	20.512	516.000	525.000
2.114	36.217	600.000	755.000
332 50	4.987	100.000	172.000

Mais ce gonflement des prix était trompeur, et en valeur nominale, ils restèrent très faibles. Les moulins de Colbert de Seignelay, estimés au début de brumaire An II 18.000 et 21.000 fr. avaient été adjugés le 5 brumaire An II, en numéraire : 18.525 et 23.063 fr. 50 (3). Remis aux enchères le 17 pluviôse An VI, ils n'atteignirent que 14.615 fr. et 14.637 fr. 50. De même, l'hôtel du marquis de Bailleul fut vendu le 23 pluviôse An VI 40.945 fr. en numéraire, soit la moitié de son estimation en 1792. Les dégradations qu'il avait subies ne suffisaient pas à justifier cette différence.

Avec les enchères, la clientèle de l'An II, les prête-noms réapparurent. Blard participa aux 145 ventes qui eurent lieu dans le département. Il n'acheta pas une fois pour lui, et désigna « un ami ou command » dans les trois jours, afin d'éviter les frais d'un nouvel enregistrement. Jamais il n'attendit davantage, bien que la loi lui accordât un délai de six mois. Galli, secrétaire en chef du département, se servit d'un de ses employés, pour enchérir

(1) Cf. ci-dessous, L.III, Chap. IV, p. 353.

(2) AD. S.I. P.V. de vente, 27 prairial an VI. Ferme à Cailleville.

(3) AD. S.I. P.V. de vente, brumaire an II.

une ferme de 43 acres à Saint-Arnoult (1). Quant aux familles des émigrés, elles continuèrent à utiliser les hommes de loi. Tous ces intermédiaires spéculaient sur les papiers dévalués qu'on exigeait pour le paiement. Ils les procuraient aux acquéreurs à un taux plus élevé, en même temps qu'ils leur transmettaient les propriétés.

A la suite des cessions, les 27 ventes concernant les émigrés rouennais se répartirent ainsi : 11 allèrent à des cultivateurs, 8 à des négociants ou à des rentiers, 5 à des parents d'émigrés et 3 à des fonctionnaires.

Lois des 26 vendémiaire et 27 brumaire An VII.
— Le 29 fructidor An VI, on suspendit la vente des propriétés bâties en attendant un nouveau mode d'estimation, qui fut établi le 26 vendémiaire An VII. Désormais, on évaluait les biens fonds à 8 fois le revenu de 1790 et les maisons à 6 fois seulement. Toutefois, à la suite d'une modification dans la forme de paiements (2), ce dernier coefficient fut porté à 40. Du 27 nivôse An VII au 27 germinal An VIII, le département opéra 331 aliénations, dont 28 pour l'ancien district de Rouen. Toutes ces propriétés provenaient des successions et présuccessions ainsi que le montrent les tableaux ci-après (3) :

(1) De même Cabissol fit acheter par Dumaine, un employé, une ferme de 15 ha 60 à Elbeuf en Bray.

(2) Cf. ci-dessous, L.III, chap. IV, p. 353.

(3) Dressés à l'aide de AD. S.I. P.V. de vente.

LOI DU 26 VENDEMIARE AN VII

ANCIENS PROPRIÉTAIRES	SITUATION DES BIENS	CONSISTANCE DES BIENS	DATE DES VENTES	MONTANT DES VENTES	RÉDUCTION EN NUMÉRAIRE	ACQUÉREURS
Guillebon (Succ.) ...	St André s. Cy	2 fermes : 62 ha 67 Labour : 2 ha 07	2 prair. a. VII	250.000	250.000	Philippe Lemarchand, Rouen.
Odoard (partage) ...	St Jean s. Cy	Labour : 6 ha	—	1.400	1.400	Idem.
Le Bègue (partage) ...	Anceaumeville	Part de ferme : 51 ha 75	27 fruct. a. VII	5.500	5.500	Hartout Louis, cult., St Jean s. Caillly.
Dufay (partage) ...	Clav. Motteville	Mas, édifée : 0 ha 14 Mas, édifée : 0 ha 06	27 frim. a. VIII	5.500	5.500	Odoard.
	Ambourville	Taillis : 8 ha 6 ha 40	27 niv. an VIII	14.000	14.000	Baudebourg, de Pont de l'Arche.
			—	925	925	Idem.
			—	596	596	Dufay.

LOI DU 27 BRUMAIRE AN VII

Dupont (partage)	Rouen	Maison.	12 prair. a. VII	70.000	Deschamps, propriétaire à Raffetot.
Delaroque (partage) ..	—	Maison, 55, rue. Bouvreuil	17 prair. a. VII	450.000	Idem.
Biencourt (partage) —	—	Maison, 5, r. d. Maillots	—	150.000	Demise, défenseur officieux, Rouen.
	—	M ^{re} 61-62 rue. St Patrice	7 mess. a. VII	240.000	Launay, à Rouen.
	—	2 magasins.	12 mess. a. VII	570.000	Delaroque.
	—	1 boutique.	12 therm. a. VII	850.000	Buchemin, commerçant à Rouen.
	—	Idem.	—	240.000	Bumont, fleuriste à Rouen.
	—	Maison.	27 fruct. a. VII	550.000	Pigerre, cultiv., fbg St-Sever, Rouen.
	—	2 maisons r. Beauvoisine	12 brum. a. VIII	640.000	Porret Robert, boucher à Rouen.
De Paul (Succession)	—	1 maison r. Beauvoisine	17 niv. a. VII	420.000	Blard.
Rob. d. St-Vicr (part.)	—	tènement de maison.	17 pluv. a. VIII	420.000	De Paul.
Leroux (partage)	—	Maison.	27 vent. a. VIII	190.000	Leroy, recev. des domaines, Rouen.
	—	Idem.	Id.	150.000	Le Roux.
Le Poullétier (partage)	—	Idem.	17 vent. a. VII	304.000	Idem.
Grenier (partage) ...	—	Idem.	3 pluv. a. VII	400.000	Le Poullétier.
Guillebon (success.) ...	—	Propriété Fbg Bouvreuil.	13 pluv. a. VII	4.161.000	Femane Grenier.
Robert Bigot (success.)	—	Mais. 69-70, r. St Patrice	Id.	1.532.000	Dutailis fils, marchand, Rouen.
Dupont	—	Maison 45, rue Etoupée.	27 flor. a. VII	500.000	Louis Vallee, commis d. march. Rouen.
	—	Maison 46, rue Etoupée..	—	200.000	Dupont.
	—				Idem.

Total : frs. 3.648.000 = 163.507 frs. en numéraire.

Dans ces ventes, les intermédiaires habituels continuèrent à se ménager une place importante, mais leur nombre s'augmenta des fondés de pouvoir de tous les fournisseurs que le Directoire avait autorisés à se payer en biens nationaux. Pigerre, cultivateur dans le faubourg Saint-Sever, enchérit à la fois au nom de Beaudecourt, fournisseur de lest et de charbon pour la Marine, et des Ateliers de constructions navales Cruci frères, à Nantes. Oriot Saint-Marc représentait Charles Félice, entrepreneur général des habillements, équipements et harnachements des Armées françaises en Italie. Presque toujours, ils portèrent la première enchère, mais ils parurent n'y mettre aucun entrain, et laissèrent le hasard décider, aussi furent-ils rarement acquéreurs (1).

Les lots restaient tels qu'ils figuraient sur les déclarations de partage. A Rouen, on adjugea 17 maisons dont 4 boutiques. La loi du 9 floréal An III permettait aux anciens propriétaires « d'acquérir au prix d'estimation les portions de leurs biens fonds... attribuées à l'Etat » (2). Un grand nombre rachetèrent la part de la Nation dans des conditions très avantageuses, car ils ne trouvèrent pas de concurrence. Une maison de Grenier, père d'émigré, fut adjugée à Blard, au nom de Mme Grenier d'Ernemont, sur une première et seule enchère (3). Quelques-uns comme Baillard de Guichainville qui se trouvait complètement ruiné, ou comme le marquis de Biencourt, qui désirait consacrer ses ressources à ses terres, laissèrent les commerçants rouennais profiter de leurs immeubles. Mais c'était une exception.

Dans ces conditions, les prix réels restèrent très bas. Pour les propriétés bâties 9.431 fr. de revenus

(1) Pigerre achète une seule fois. Cf. tableau.

(2) Loi citée, art. 20.

(3) AD. S.I. P.V. de vente, 3 pluviôse an VII.

ne produisirent que 64.412 fr., alors qu'au denier 18 elles étaient estimées sur les déclarations de fortune des ascendants : 169.758 fr., soit une moins value de près des $\frac{2}{3}$. Lorsque les parents d'émigrés furent acquéreurs, les enchères diminuèrent encore. Deux maisons estimées au même revenu furent adjudgées respectivement 190.000 fr. à Leroux, l'ancien propriétaire, et 420.000 fr., soit deux fois plus, à Leroy, le Receveur des Domaines. Cette différence se marqua davantage dans les ventes de biens fonds. Un cultivateur de Saint-Jean-sur-Cailly acquit 6 ha. de terres labourables pour 33.000 fr., tandis qu'Odoard du Hazé rachetait la portion de sa ferme d'Anceaumeville, contenant 31 ha., 75 pour 55.000 francs seulement, soit le prix de l'estimation. A cause du nombre de concurrents, les fermes réunies de Guillebon, à Saint-André-sur-Cailly, atteignirent un chiffre très élevé. Mais, en général, la moyenne des labours fut de 550 fr. l'hectare, soit 440 fr. l'acre, ce qui représente une diminution de moitié par rapport aux prix de 1789.

Les plus importantes adjudications auxquelles les familles d'émigrés ne prirent pas part donnèrent lieu à des folles enchères. L'hôtel qu'occupait Mme Deshommets de Martainville, 69 et 70, rue St-Patrice (1), avait été acheté par un commis de négociant le 13 pluviôse An VII pour 1.532.000 fr. Il n'en paya pas un centime, et, déçu sans doute dans ses espoirs de cession, il dut l'abandonner. Remis en vente le 22 pluviôse An VIII, Blard l'acquit pour 1.460.000 fr. pour le compte du Directeur départemental de l'Enregistrement : Lebon. La loi du 11 frimaire An VIII (2) provoqua dans le département une vingtaine de déchéances analogues. En l'An IX,

(1) Cet hôtel, provenant de la Succ. Bigot, donna lieu en 1825 à une indemnité de 45.000 fr.

(2) Coll. Rondonneau, à la date.

le Conseil Général demandait « qu'on écartât des enchères et qu'on punit cette espèce d'hommes notoirement connus comme insolubles, mais qui, armés de justifications trop faciles exigées par la loi, menacent ou trompent les enchérisseurs, se font adjudger des biens à vil prix, les dégradent, ne paient rien, et ne laissent à la République que des propriétés deshonorées, sans lui offrir la plus légère garantie. Une peine afflictive, infâmante même, pourrait être opposée à ce brigandage, la contrainte par corps n'étant pas jugée suffisante » (1).

Au début de l'An IX, il restait à vendre, dans l'arrondissement de Rouen, pour 1.504.462 fr. de biens fonds, et 1.718.544 fr. d'immeubles. « Les bâtiments, maisons et usines » provenaient de l'Abbaye de Saint-Ouen, des Minimes, des autres communautés religieuses, des fabriques et du Chapitre. Ils demeuraient affectés au remboursement des bons des 2/3 (2). Quant aux propriétés des émigrés, la plus grande partie était inaliénable (3). A la suite du décret du 15 brumaire An IX (4), l'Administration rétrocéda aux Hospices de Rouen et d'Elbeuf, les halles ayant appartenu à Lambesc de Lorraine et 62.216 fr. de biens d'émigrés libérés par des déchéances (5).

Lois des 15-16 floréal An X et 5 ventôse An XII.

— Les ventes arrêtées le 15 floréal An IX reprirent, une année plus tard, sur des bases nouvelles. Le revenu de 1790 servait toujours à calculer l'estimation, mais on s'efforçait de relever le multiplicateur afin d'atteindre progressivement le rapport du de-

(1) AD. S.I. P.V. du Conseil Gl, an IX, T.I.

(2) Idem, rapport du Préfet.

(3) Cf. ci-dessus, L. III, chap. II, p. 317.

(4) Leurs biens avaient été aliénés par la loi du 23 messidor an II. Celle du 16 vendémiaire an V les leur restitua et ordonna le remplacement de ceux qui avaient été vendus.

(5) AD. S.I. Q. Biens concédés. Ce chiffre s'entend pour les seuls émigrés marqués sur notre liste.

nier 20 qu'on utilisait dans les transactions à la fin de l'Ancien Régime. La loi du 15 floréal An X mettait la mise à prix à 10 fois le loyer, et celle du 5 ventôse An XII rétablissait enfin le coefficient 20 pour les biens ruraux, et 12, pour les maisons et les usines. Les quelques propriétés d'émigrés qui restaient encore sous le séquestre furent cédées à la Caisse d'Amortissement. De 1806 à 1809, elle vendit 4 immeubles provenant des partages de présuccession. Une maison, rue des Maillots, ayant appartenu à Delaroque, atteignit, à la vente, le chiffre fixé par la déclaration de partage. Mais une autre, 22 et 24, rue du Petit-Salut, estimée 9.500 fr. ne produisit que 5.525 fr. D'une façon générale, cependant, les prix furent supérieurs à ceux pratiqués jusque là dans les ventes nationales. Cette augmentation se marquait surtout pour les biens fonds. Une parcelle de terres labourables de 15 ares, 60 à Saint-Thomas-la-Chaussée, fut adjugée 283 fr. 50 le 20 avril 1809, soit 1.817 fr. l'hectare, ou 1.453 fr. l'acre. Mais, en moyenne, la terre se vendit 1,150 fr. l'hectare (1). Les quelques acquéreurs étaient des commerçants rouennais, qui continuaient, d'ailleurs, à faire leurs achats en sous main, et des propriétaires qui profitaient de ces dernières aliénations pour rajouter, çà et là, une parcelle à leur domaine.

x

Pendant la période qui s'étend du milieu de l'An III jusqu'à l'An X, les ventes de biens nationaux, quels que soient les régimes, se différencient nettement des aliénations de l'An II, tant pour l'avisement des prix, que par l'absence totale de division et par les nouvelles catégories d'acquéreurs. Dans l'étendue de l'ancien district de Rouen, on

(1) AD. S.I. Q. Indemnité du Milliard. Dossier Bigot.

adjudgea 394 ha. 34 de terres en 46 lots, 39 maisons et 5 moulins ayant appartenu aux familles d'émigrés. Ils produisirent un total de 757.679 fr. en numéraire. Mais les adjudications furent autrement importantes dans les districts de Cany, Neufchâtel et Caudebec.

Le prix moyen de l'hectare de labour atteignit un prix dérisoire en prairial An IV, puis se releva progressivement jusqu'en l'An IX, sans atteindre, toutefois, les chiffres que nous avons signalés en floréal An II. D'autre part, on vendit les biens fonds, non plus par parcelles, mais par domaines entiers, comprenant 3, 4 et même 5 exploitations, qui totalisèrent jusqu'à 180 ha. Enfin, les rachats des familles des émigrés s'élevèrent dans le département à 1.254 hectares, soit environ 60 % des propriétés vendues. En somme, peu importait la classe sociale des acquéreurs, peu importait même le montant des ventes ; les gouvernants, accablés par des difficultés de tous ordres, semblaient n'avoir plus qu'un désir, celui de hâter la liquidation d'un lourd héritage légué par une période dont ils conservaient le plus mauvais souvenir : 1793 et l'An II.

CHAPITRE IV

RÉSULTATS FINANCIERS DU SÉQUESTRE ET DES VENTES. (1792 — An X.)

Le séquestre et la vente des biens des émigrés sont, de toutes les mesures révolutionnaires, celles qui ont donné lieu à la paperasserie la plus volumineuse. Aussi, est-il intéressant, après en avoir parcouru le cycle complet, d'établir un parallèle entre ces efforts et les résultats obtenus. La question financière qui se posa dès le début du séquestre prit de plus en plus d'importance au fur et à mesure que la situation s'aggrava. Son étude forme un tout, et c'est pourquoi nous avons cru indispensable de la traiter à part, au risque d'être amené à des répétitions.

District et département avaient assumé la direction et la surveillance du séquestre et des ventes. Mais les opérations financières qui les concernaient étaient confiées, comme pour les biens de première origine à la Régie de l'Enregistrement. Tout d'abord, elle partagea ses attributions avec les trésoriers des districts (1). Ces derniers, qui dépendaient de la Trésorerie nationale, s'occupaient surtout des ventes de mobilier, tandis que la Régie effectuait ses versements à la Caisse de l'Extraordinaire, et recevait le montant des fermages et des ventes immobilières.

(1) A Rouen, le receveur : Aviat, est l'ancien Receveur particulier des Finances de l'Élection de Rouen.

Cette dualité créait des confusions, retardait l'ordonnement des dépenses. L'unification, commencée au début de 1793 se poursuivit jusqu'à la fin de l'An II, mais elle ne devint vraiment complète qu'à la suppression des districts. Un décret des 4 et 7 janvier 1793 rattacha la Caisse de l'Extraordinaire à la Trésorerie ; un autre, des 11, 12 et 16 mars, réunit toutes les recettes et les dépenses provenant des biens nationaux entre les mains de la Régie ; enfin, celui du 14 août réorganisa les administrations de l'Enregistrement et des Domaines.

La Direction départementale de la Régie (1) comprenait, en Seine-Inférieure, une dizaine de bureaux, tant pour les biens de première que de deuxième origine. A Rouen, les questions concernant le séquestre étaient confiées à un bureau spécial : celui de Leroy (2). L'étendue du district était partagée en trois recettes : 1° celle de Rouen qui comprenait, en outre, les cantons de Saint-Jean-du-Cardonnay, de Notre-Dame-de-Franqueville, de Canteleu ; de Saint-Jacques-sur-Darnétal ; et la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray ;

2° celle d'Elbeuf qui s'étendait sur le canton tout entier et sur les communes de Mauny, Yville, Bardouville, Anneville, Berville, Ambourville, Saint-Aubin-la-Campagne, Gouy, Quévreville-la-Poterie, Ymare et les Authieux ;

3° celle de Cailly qui groupait les cantons de Quincampoix, Monville et Cailly (3). Dans la mesure du possible, nous allons nous efforcer de reconstituer le détail des recettes et des dépenses occasionnées tant par le séquestre que par la vente des biens des émigrés.

(1) Jusqu'en l'an V, le directeur fut Maillard. A partir de cette date on le remplaça par Lebon.

(2) Burel s'occupait des biens de 1^{re} origine, et Lécuyer, des successions.

(3) AD. S.I. Q. Em. Comptes des receveurs.

I

Malgré sa courte durée, malgré les oppositions multiples qu'il suscita, le séquestre fournit des ressources immédiates qui permirent à la République d'attendre le début des ventes. Leur montant exact est difficile à établir, car elles se composent, non seulement des fermages, des locations, mais des coupes de bois, du remboursement des rentes, c'est-à-dire de multiples comptes qu'il faut glaner à travers de multiples registres.

Du 9 février 1792 au 31 mars 1793, les fermiers d'émigrés versèrent au receveur du séquestre une somme de 139.845 livres, inférieure d'environ 69.000 livres à celle que l'on devait s'attendre à récupérer d'après les états de consistance. Les locations faites par le district augmentèrent ce chiffre qui se stabilisa à la fin de 1793 à une moyenne mensuelle de 30.000 livres. En l'An III, grâce à la loi du 16 frimaire, la valeur réelle des paiements atteignit pendant les mois de terme : en pluviôse et en prairial 125.000 livres à 150.000 livres, pour tomber à néant par la suite (1). Au total, les fermages produisirent, jusqu'en l'An III, 915.313 livres, soit 381.492 livres en numéraire. Les biens séquestrés sur les parents d'émigrés élevèrent à peine ce chiffre, tant il était, à la fin, touché par la dépréciation de l'assignat (2). Il fallut attendre la loi du 9 fructidor An V, c'est-à-dire bien tard, pour voir régler sur des bases plus

(1) AD. S.I. Q. Em. Matières diverses. Etat de recouvrements (enregist. district de Rouen), avril 1793 : 9.082 ; mai 6.112 ; juin : 25.057 ; juillet : 54.918 ; octobre : 20.121 ; novembre : 29.508 ; décembre : 36.252 ; nivôse II : 35.646 ; ventôse : 64.083 ; pluviôse : 125.000 ; germinal : 80.935 ; floral : 60.121 ; prairial : 150.000 ; reste : 80.633.

(2) 32.640 en numéraire, pour 102.620 en assignats.

stables le paiement des fermages. On devait les calculer en valeur métallique, « pour une moitié du prix du bail sans réduction, et... pour l'autre moitié, réduite suivant le tableau de dépréciation de l'assignat aux époques fixées pour les échéances de paiement » (1). Les portions stipulées en nature étaient estimées « d'après leur valeur, aux époques fixées pour les livraisons » (2). On s'acheminait vers la normalisation de l'économie rurale, avec la disparition de l'élément qui la troublait : le papier monnaie.

Le produit des coupes de bois dépassa largement celui des fermages. Jusqu'en l'an V, il atteignit 3.099.880 livres en assignats. Alors que le loyer des terres restait fixe (en ce qui concerne les biens d'émigrés), les prix du bois se gonflaient à mesure que l'assignat se dépréciait. Une seule vente à Préaux s'éleva, au début de l'An IV, à plus d'un million, soit environ à 70.000 livres en numéraire. Ainsi, le total des adjudications, réduit au cours, donnait encore 467.113 fr. (3). D'autre part, les forêts, préservées de la vente, restèrent bien plus longtemps que les fermes sous le séquestre. A partir du 5 thermidor An V, le paiement des coupes fut exigé en numéraire. Par mesure de compensation, la loi augmenta le délai des versements qui s'échelonnèrent en quatre termes égaux. Mais le décret du 1^{er} fructidor An VII les réduisit à deux. Aussi, malgré les jouissances provisoires, les forêts produisirent encore jusqu'à la fin du séquestre, pour l'étendue de

(1) Loi citée, art. 7 et additif du 6 messidor an VI.

(2) Loi citée, art. 10 et 11.

(3) AD. S.I. L.877-78, Produit des ventes (sommes réduites au cours) : 13 février 1793 : 77.008 ; 3 nivôse an II : 41.052 ; 15 pluviôse an II : 27.690 ; 22 ventôse an II : 3.513 ; 22 germinal an II : 45.983 ; 8 vendémiaire an III : 28.462 ; 2 nivôse an III : 46.750 ; 5 nivôse an III : 25.630 ; 13 nivôse an III : 32.450 ; 19 pluviôse an III : 5.525 ; 5 vendémiaire an IV : 79.698 ; 25 vendémiaire an IV : 53.352 ; Le total en assignats atteint 3.099.880.

l'ancien district de Rouen, la somme de 465.385 livres. Au total donc, cette part des revenus nationaux s'élevait à 932.498 livres.

Les débiteurs de rentes dont la République héritait à la suite des confiscations de 1^{re} et de 2^e origine, choisirent le temps où l'assignat se volatilisait pour se libérer(1). Une rente à fieffe constituée en 1787 au capital de 4.000 livres se trouvait remboursée avec 640 livres, en floréal An III. Au droit des communautés supprimées ces paiements en assignats furent très nombreux et constituèrent « un révoltant scandale » (2). Mais en ce qui concerne les émigrés, on préféra oublier sa dette. Une vingtaine seulement d'ayants-droit usèrent de ces dispositions avantageuses. D'ailleurs, les décrets du 25 messidor An III et 12 frimaire An IV, suspendirent, provisoirement, les remboursements en assignats. Pour donner confiance dans le mandat, on les autorisa à nouveau le 15 germinal An IV. Cinq débiteurs en profitèrent, mais le Corps législatif rapporta cette mesure le 29 messidor. Par la suite, on se garda bien d'indiquer un nouveau mode pour amortir les dettes. La question fut reprise bien plus tard dans la loi du 21 nivôse An VIII. Désormais, « toutes les rentes dues à la République pouvaient être rachetées par le débiteur dans les trois mois qui suivaient sa promulgation... à raison de 15 fr. la rente... le prix en était acquitté, savoir 1/10 dans le mois et, le surplus, en trois obligations payables sans intérêt de 6 mois en 6 mois, à compter du jour du rachat » (3). Personne ne se présenta, car les émigrés rentraient définitivement. Ainsi, dans le district, 26 remboursements de cet ordre furent opérés ; ils portaient sur 54.812 livres en assignats, soit au cours, 8.745 livres, auxquelles il faut ajouter les 83.434 fr. payés au sé-

(1) Loi du 29 décembre 1790.

(2) M. Marion, *oc.*, p.256.

(3) AD. S.I. L.135.

questre en octobre 1792 (1), ce qui donne un total de 69.270 fr. en numéraire.

Toutefois, si l'ensemble des revenus du séquestre n'est pas négligeable, on a coutume d'accorder une toute autre importance au produit des ventes mobilières et immobilières des biens d'émigrés. Nous allons voir, maintenant, quel chiffre réel le Trésor encaissa à ce titre.

x

D'octobre 1792 à fructidor An III, le district de Rouen adjugea 299 mobiliers d'émigrés, déportés et condamnés qui totalisèrent 936.573 fr. en assignats (2). La part des émigrés pour 86 ventes atteignit 586.000 fr. Les paiements avaient lieu au comptant entre les mains de l'huissier-priseur qui devait, sous peine d'amende, les verser dans un délai de 8 jours entre les mains du trésorier du district. Aussi, cette somme, réduite au cours à la date des ventes, s'élevait encore à 278.300 livres. Quant aux réserves dont nous avons étudié l'importance (3), il est très difficile d'évaluer quel profit réel la République en retira, aussi, nous allons nous borner à totaliser les chiffres d'estimation de l'argenterie, des effets de campement, et des cuivres, soit environ

(1) Cf. Ci-dessus. Livre II, chap. III, p. 186.

(2) 1792 (10 ventes) : 119.500 ; début 1793 (6) : 16.600 ; avril 1793 (3) : 13.000 ; juin 1793 (2) : 8.353 ; août 1793 (5) : 5.857 ; septembre 1793 (1) : 4.649 ; vendémiaire II (6) : 39.000 ; brumaire an II (6) : 17.945 ; frimaire an II (5) : 30.430 ; nivôse an II (5) : 12.450 ; pluviôse an II (17) : 36.300 ; ventôse an II (33) : 24.500 ; germinal an II (44) : 29.150 ; floréal an II (33) : 33.884 ; prairial an II (22) : 22.600 ; messidor an II (58) : 59.600 ; thermidor an II (15) : 16.920 ; fructidor an II (15) : 60.000 ; vendémiaire an III (12) : 28.000 ; brumaire an III (17) : 74.000 ; frimaire (36) : 24.600 ; nivôse (5) : 26.600 ; pluviôse (6) : 3.000 ; ventôse (5) : 800 ; germinal (19) : 175.155 ; floréal (2) : 3.000 ; prairial (1) : 700 ; messidor (3) : 7.400 ; thermidor (2) : 16.100 ; fructidor (2) : 19.480. (AD. S.I. Q. Em. Affaires diverses.)

(3) Cf. ci-dessus. Livre II, chap II, p. 154 à 172.

151.500 fr. Dans l'ensemble, donc, le mobilier des émigrés produisit 429.500 fr. Si ce chiffre ne fondit pas davantage, ce fut donc parce que la dépréciation de l'assignat l'atteignit moins. Mais nous allons voir combien, au contraire, ce facteur va influencer sur les recettes provenant des ventes immobilières.

L'exemple du district de Rouen prouve que les adjudications de biens fonds n'ont pas, partout, connu l'insuccès. Mais il ne suffit pas de vendre, encore faut-il se faire payer. Dans ce but, dès les premières enchères, l'administration s'efforça d'écarter les insolvables et n'admit « que ceux qui pouvaient justifier de leur inscription au rôle des contributions » ou, à défaut, ceux qui déposaient entre les mains du secrétaire du district le 1/10 du prix de l'estimation » (1). Par la suite, on éloigna les adjudicataires qui n'avaient pas payé leurs termes échus, ou qui, ayant déjà subi l'événement d'une folle enchère, n'avaient pas acquitté les sommes dues (2). Enfin, on refusa l'entrée de la salle aux individus qui se présentaient en état d'ivresse. Mais ces précautions dont l'intérêt était évident ne pouvaient préserver les ventes de l'élément extérieur qui les ruinait : la baisse constante de l'assignat.

La loi du 25 juillet 1793 avait réparti le paiement des biens nationaux en dix termes égaux : le premier dans le mois de l'adjudication, les 9 autres portant intérêt à 5 % et s'échelonnant sur 9 années (3). La longueur de ces délais supposait indiscutablement, pour être efficace, une grande stabilité gouvernementale et monétaire. Comme rien ne permettait de prévoir l'avilissement de l'assignat, de nombreux acquéreurs voulurent s'acquitter entièrement aussitôt après l'adjudication. Le Normand ne se considérait pas définitivement propriétaire tant

(1) AD. S.I. Q. P.V. d'estimation.

(2) AD. S.I. Q. Em. reg. correspond. distr. 11 niv. an II.

(3) Loi citée, § IV, art. 31.

qu'il n'avait pas payé intégralement son achat. D'autre part, la possession était reconnue par des actes, des titres, dont la délivrance avait été subordonnée au règlement complet du montant de la vente (1). Enfin, le paiement immédiat constituait une bonne opération puisqu'il évitait le versement des intérêts (2) et qu'il donnait droit aux primes (3). Bon nombre se plaignirent de ne pouvoir user de cette faculté, car les receveurs exigeaient la présentation du procès-verbal de vente que l'administration tardait à établir. La Commission des Revenus nationaux, alertée par le département, leur recommanda, au contraire, de ne jamais refuser l'argent et d'entretenir ces bonnes dispositions (3). Une partie des acquisitions importantes faites en sous-main fut payée très rapidement et en une seule fois, comme aussi de petites enchères. A la fin de l'An II, le total des recouvrements atteignait 1.428.149 fr. en assignats et se poursuivait, pendant la première moitié de l'An III, à une cadence assez régulière d'environ 200.000 fr. par mois (4).

La loi du 6 ventôse réduisit le délai des versements. On réglait le premier quart avant la prise de possession et le reste en 6 termes égaux échelonnés sur 6 années, mais on conservait le principe du paiement en assignats malgré la dépréciation considérable qu'il subissait alors. Il fallut, sous peine de perdre la totalité des termes restant à verser « constater officiellement la chute de la monnaie » (5). Un décret du 3 messidor établit une échelle de proportion... calculée sur l'étendue de la masse (des assi-

(1) Loi du 16 juillet 1793, art. 1.

(2) AD. S.I. L.48, 27 prairial an II.

(3) Loi du 3 juin 1793.

(4) AD. S.I. Q. Em. Correspond. Gle., 27 prairial an II.

(5) AD. S.I. Q. Em. Matières diverses. Etat des recouvrements.

(6) M. Marion, o.c. p.257.

gnats) au moment de l'engagement pris » (1). Ce fut alors une véritable ruée des acquéreurs. Dans le trimestre de messidor, à une époque où le papier représentait 8 % de sa valeur nominale, les rentrées de fonds provenant uniquement de biens d'émigrés atteignirent, dans le district de Rouen, 5.254.830 francs (2). *Au cours, cette somme se réduisait à 420.386 francs.* Dans le département tout entier, sur 43.000.000 fr. recouvrés à la fin de l'An III, 20 millions 58.629 fr. le furent dans le même désastreux trimestre. Autrement dit, le 1/3 du total des biens d'émigrés vendus en Seine-Inférieure ne rapporta au Trésor que 1.604.690 fr. en numéraire. Ce résultat pitoyable sur lequel on ne saurait trop insister dénote à quel point les hésitations, l'impuissance des Thermidoriens portent la responsabilité de la détresse financière.

Ces rentrées massives de papier se produisirent au moment même où paraissaient les lois de prairial An III, qui réduisaient pour les ventes à venir les délais de versement à trois mois. Le premier tiers de la mise à prix était soldé en deux fois, dans le mois de l'adjudication, et les deux autres tiers dans les deux mois suivants, sous peine de déchéance. Au lieu de renflouer l'assignat, cette hâte précipitait sa ruine (3). Le Directoire, composé des mêmes hommes, continua la même politique incohérente. Qu'il ait eu pour but principal, en accélérant les paiements, en diminuant les délais, de provoquer la rentrée rapide d'une quantité de papiers dévalués, cela paraît indéniable ; et il y réussit. Mais il voulait également fournir au Trésor des ressources importantes et, là, il subit l'échec le plus complet, car les deux buts étaient contradictoires. Jusqu'en l'An VIII il

(1) Marion o.c. p. 257.

(2) Cf. ci-dessous, tableau, p. 354.

(3) Marion, o.c. p. 259.

changea sept fois les systèmes de paiement des biens nationaux, mais le résultat de ces expériences successives fut toujours médiocre.

Jusqu'en ventôse An IV, on conserva les dispositions des lois de prairial, mais le 19 messidor An IV, on obligea les acquéreurs à payer le troisième quart dans les 15 jours et, le 13 thermidor, le quatrième quart fut acquitté en mandats au cours avec effet rétroactif pour ceux qui s'étaient déjà libérés (1). A partir de cette date, on s'efforça de conserver le paiement du tout ou partie des biens nationaux en numéraire (2). Le régime du 16 brumaire An V servit de transition : la moitié de la mise à prix seulement était soldée en métallique dans un délai de quatre ans et portait intérêt à 5 %. Toutefois, l'autre moitié, ainsi que l'augmentation résultant des enchères permettait à l'acquéreur de se débarrasser d'un lot de papier sans valeur : bons de loterie, bordereaux de liquidation de la dette des émigrés... (3). Enfin la loi du 26 vendémiaire An VII établit l'obligation du paiement intégral en numéraire dans un délai de 3 ans. Elle conservait encore la distinction entre mise à prix et enchères qui, cette fois, ne signifiait plus rien (4). Mais, chose extrêmement rare, elle appliquait aux versements en numéraire un effet rétroactif pour tous les acquéreurs qui se trouveraient en retard (5). Pour récupérer les papiers dépréciés qui restaient en circulation, le Directoire corrigea, cependant, cette mesure de rigueur par la loi du 27 brumaire An VII qui acceptait les bons des 2/3 ou les effets équivalents dont le cours variait de 0,5 % à 2 % sous le Consulat (6). Par la suite, le

(1) Marion o.c. p. 287.

(2) Cf. loi du 1^{er} frimaire an V.

(3) Marion, o.c. p. 295 et note 3.

(4) Marion, o.c. p. 305 et AD.S.I.Q. P.V. de vente, T.20.

(5) Marion, o.c. p. 313.

numéraire servit exclusivement aux paiements. Mais, comme nous l'avons vu, le district de Rouen participa bien peu à cet enchevêtrement de mesures contradictoires. Voici, d'ailleurs, un tableau synoptique récapitulant les résultats des ventes sous les différents régimes.

Répartition des ventes selon les différents régimes

DATE DES DIFFÉRENTES LOIS	IMMEUBLES VENDUS	Biens fonds vendus	Nombre total de lots	Produit brut des ventes	Réduction en numéraire	Produit réel (1)
Lois du 3 juin et 25 juillet 1793, frimaire an II, niv. a.III	59	5.798 50	686	9.604.722	3.891.828	2.119.618
Lois de prair. an III	Néant	185 60	50	2.596.200	154.114	11.654
Loi du 28 vent. an IV	9 mais. et 3 moulins	90 00	18	204.091	10.618	159.479
Loi du 16 brum. a. V	5 mais. et 2 moulins	Néant	7	5.648.000	163.507	163.507
Loi du 26 vend. a.VI	Néant	117 00	7	271.721	271.721	271.721
Loi du 27 brum. a.VII	20 maisons	Néant	20	8.594.000	100.728	100.728
Lois des 15-16 floréal an X	2 maisons	1 50	4	24.650	24.650	24.650
Loi du 5 vent. an XII	3 maisons	0 15	4	32.541	32.541	32.561
	103 immeubles	4.192 84	776	24.775.725	4.649.507	2.865.718

(1) Ces calculs ont été opérés à l'aide des Décomptes (Coll. complète aux AD. S.I. Q.).

En dehors de l'échelonnement des paiements, l'étude des décomptes nous apporta peu d'éléments nouveaux. Ceux qui furent commencés en vertu de l'arrêté du 4 thermidor An XI ne produisirent pas les effets escomptés. Ils permirent de récupérer sur les ventes des biens d'émigrés une somme dérisoire, 37.234 fr. (1) qui était tout à fait disproportionnée avec les efforts des administrations. Le 15 juin 1808, le ministre des Finances informait les préfets « que les recouvrements étaient très inférieurs aux prévisions » (2). Un décret impérial du 22 octobre 1808 uniformisa la méthode à suivre dans ces opérations compliquées, mais les résultats restèrent les mêmes. Le calcul des primes donnait lieu, le plus souvent,

(1) AD. S.I. Q. Décomptes. Récapitulation.

(2) AD. S.I. Q. Ventes. Correspond. Gle.

à une faible plus value qu'on aurait logiquement dû rembourser ; cependant, le 13 décembre 1809, on interdit d'en tenir compte. L'Enregistrement se dépensa, fit faire enquêtes et poursuites dès qu'il découvrit le plus petit reliquat. Les émigrés, d'ailleurs, l'y encourageaient. Obtenir la déchéance de l'acquéreur équivalait à obtenir la restitution de leurs biens. Le Cordier de la Londe s'efforça de recouvrer une mesure sur laquelle Feutry, décédé, devait encore 238 livres. Les héritiers qui supposaient l'achat réglé depuis longtemps payèrent sans difficulté (1). Souvent même, il fallut de longues recherches avant de retrouver les acquéreurs, car ils avaient de nombreux motifs de ne pas se faire connaître (2).

Par contre, avec bien moins d'efforts, la Régie s'était constitué un profit réel dans la vente des biens d'émigrés en percevant un certain nombre de droits et de frais sur tous les contrats d'adjudication. Automatiquement, les acquéreurs devaient rembourser dans les 8 jours à la caisse du séquestre les dépenses occasionnées par la division, l'estimation, les affiches, la rédaction des procès-verbaux de vente (3). L'huissier-priseur avertissait les enchérisseurs que ces frais pouvaient atteindre entre 60 et 80 fr. (4). Jusqu'à la loi du 6 ventôse An III qui les mit à la charge de la Nation, ils produisirent environ 22.208 fr. en numéraire. D'autre part, les acquéreurs versaient dans le mois de leur achat 2 % du montant. Passé ce

(1) AD. S.I. Q. Décomptes, liasse 1793, n° 14.671.

(2) Les cessions tardives de Bonjour furent en particulier difficiles à suivre.

(3) AD. S.I. Q. reg. corresp. district, 17 frimaire an II.

(4) 300 affiches de 1^{res} enchères 60 fr., Division et estimation, 60 fr., 300 affiches d'adjudications définitives 60 fr., procès-verbal de vente, 4 fr. de division 3 fr., circulaire aux créanciers 1 fr., paiement de l'employé 14 fr. par jour d'adjudication, chandelle, papier, plume, 3 fr. Divers 3 fr.

délai, le droit était doublé (1). Ainsi, jusqu'en prairial An III, les Receveurs des Domaines recouvraient 77.837 fr. en numéraire. Pour les intéresser au succès des ventes, la loi du 16 brumaire An V (2) obligea les adjudicataires à payer en argent 2 % de la moitié de la mise à prix, plus 1 % sur le total de la mise à prix, et enfin 1/4 % sur les enchères. Les lois suivantes conservèrent des dispositions analogues, si bien qu'au total, la perception de ce droit atteignit une centaine de mille francs.

Après avoir passé en revue tous les éléments qui composent les recettes effectuées au droit des émigrés, nous allons, en regard, enlever les dépenses que la Nation dut prendre à sa charge à cause d'eux.

II

Comme les recettes, les dépenses constituaient de multiples comptes que nous grouperons sous deux titres différents : d'une part les frais du séquestre et des ventes et, d'autre part, le paiement des créances et de leurs intérêts.

Le séquestre et la vente des biens des émigrés furent, pour quantité de gens, une véritable providence. En 1792, Commissaires de Police et Huissiers, chargés des inventaires et des enchères se partagèrent 23.000 livres (3). Ils se faisaient payer à la vacation, ce qui explique leur lenteur. Mais le district, avant d'adopter ce mode avait été prévenu par l'Administration parisienne des inconvénients d'une rémunération au prorata du montant des ventes (4). Toutefois, ces avantages diminuèrent rapidement avec le nombre des opérations. Les ventes immobilières

(1) AD. S.I. Q. P.V. d'estimation.

(2) Cité par M. Marion, o.c. p.295.

(3) AD. S.I. Q. Sommier de l'Enregistrement.

(4) AD. S.I. Q. Em. Rouen, mobilier.

étaient d'un bien moindre rapport. On paya les criées, très irrégulièrement, 5 et 20 sols, jusqu'au 11 frimaire An IV, date à laquelle l'huissier Philippe, obtint une augmentation, proportionnelle à la hausse des denrées (1). Alors seulement, le district annula les premières enchères et porta les adjudications définitives à 5 fr. l'article. De même, il éleva les vacations à 150 fr. pour les huissiers et à 60 fr. pour les greffiers (2). Mais ces derniers refusèrent les assignats et imaginèrent d'attendre, pour toucher leurs mandats, le retour du numéraire. La loi du 11 frimaire An VI qui fixait le mode de remboursement « des obligations contractées pendant le règne du papier monnaie », envisagea d'abord favorablement leur cas (3). Mais on s'aperçut de la roublardise et « toutes les demandes qui avaient plus de deux ans de date furent rejetées » (4). D'ailleurs, l'arrêté du 28 nivôse An VI qui chargeait les Receveurs des Domaines de la direction des ventes nationales réduisit le personnel aux crieurs et aux hommes de peine (5).

D'autre part, le séquestre occasionna un certain nombre de frais d'entretien dont les plus importants furent : le paiement des gardiens de scellés, des gardes forestiers, des employés de bureau, des secours aux familles d'émigrés, et surtout des impôts, des réparations. Le traitement des commis et chefs des bureaux d'émigration du district et du département avait subi la même progression que les vacations. Jusqu'au 1^{er} vendémiaire An IV, on dépensa pour eux 335.784 fr. dont 92.457 fr. pour Rouen (6). A partir du 7 frimaire An IV, leur salaire fut fixé en valeur 1790 et payé en assignats à raison de trente

(1) Il n'avait pas été payé depuis germinal an III.

(2) AD. S.I. Q. Avis et arrêtés. Rouen et Am. Rouen I⁴, Dossier Dc.

(3, 4 et 5) AD. S.I. L.135, p.375.

(6) AD. S.I. Q. Em. Rouen. Personnel, 2 liasses.

fois cette base. Les Receveurs des Domaines acquittèrent, quelquefois avec beaucoup de retard, les mandats dressés par l'Administration, et, en l'An III, les employés restèrent 6 mois sans toucher un centimes.

On prélevait également sur le produit des ventes les contributions foncières, la part des émigrés dans les divers emprunts forcés qui frappèrent les riches (1). Pour chaque émigré, le total de ces dépenses atteignit entre 2.000 et 6.000 fr., et pour chaque père et mère d'émigré une centaine de francs. Voici, à titre d'exemple, le détail du compte de Mme veuve Romé du Bec jusqu'au début de l'An II (2) :

Inventaire par Cottais, commissaire de police, à Rouen et à Dieppedalle	98 »
Récollement des meubles	4 10
Complément de l'inventaire	5 10
Vente du mobilier par Martigny, huissier	871 10
Vente du mobilier par Houel, à Dieppedalle	141 10
Estimation des objets réservés	29 05
Impression des affiches	2 »
Affichage	6 »
Frais de garde à Rouen	427 »
Frais de garde à Dieppedalle	100 »
Réparations à Dieppedalle	340 »
Enlèvement des marques de féodalité	23 »
<i>Total</i>	<u>2.395 25</u>

De 1792 à l'An III, les dépenses de gestion de la succession Soubise s'élevaient à 34.019 fr. dont 28.116 fr. d'impôts (3), 5.266 fr. de gages de gardes forestiers; 276 fr. de répartitions, et 361 fr. de divers (4).

(1) En août 1793, Bailleul fut imposé pour 17.200 fr. et Guérout de Boutemont pour 2.600 fr.

(2) AD. S.I. Q. Registré de Leroy, receveur.

(3) Les impositions pour l'an VII y compris la subvention de guerre s'élevaient pour la forêt de Préaux à 14.213 fr.

(4) AD. S.I. Q. Succ. Soubise (liasse).

Frais de séquestre et de vente totalisaient, dans le département, au 1^{er} vendémiaire An IV, 2.718.206 francs. Le district de Rouen y participait pour 934.260 fr. représentant au cours, à la date des versements, la somme de 397.108 fr. (1). Mais elles ne constituaient qu'une petite portion des dépenses occasionnées par les émigrés.

×

Le total des dettes des émigrés était si important que la Nation ne pouvait songer à les rembourser intégralement. Elle se contenta de régler les plus petites et de payer les intérêts des autres.

Les lois de 1793 chargeaient les Trésoriers des districts d'acquitter les créances de moins de 800 livres (2). Mais ces opérations donnèrent lieu à une comptabilité extrêmement compliquée. Tout d'abord, le département devait faire passer un bordereau de liquidation, en double exemplaire, à la Trésorerie Nationale qui envoyait alors les fonds nécessaires, tandis que la Commission des Revenus Nationaux donnait avis de passage au département. A ce moment, il délivrait une ordonnance de paiement (3). Par suite, avec beaucoup de retard, seuls les domestiques d'émigrés parvinrent à se faire payer l'arriéré de leurs gages. On leur consentit deux sols par jour depuis le départ de leurs maîtres (4). Des fournisseurs présentèrent également également leurs factures, et toutes celles qui n'étaient pas antérieures à une année furent acquittées (5). A la fin de l'An II on revint à l'acquit direct. La loi du 3 prairial An II, puis une lettre de

(1) AD. S.I. Q. Ventés. Correspond. Gle.

(2) Cf. ci-dessus L.II, chap. IV, p. 208.

(3 et 4) AD. S.I. L.81 et 83.

(5) Loi du 28 mars 1793. Sect. 7, art.44, et Coutume de Normandie, art. 534.

la Commission des Revenus Nationaux du 30 prairial, et enfin un nouveau décret du 28 messidor confièrent ces paiements aux Receveurs des domaines. Mais on les obligeait à fournir un état des fonds disponibles dans leur caisse. Comme les biens des émigrés s'étendaient dans le ressort de plusieurs bureaux, cette exigence créa de multiples difficultés. Malgré son désir de simplifier le travail, Maillard avoua son impuissance. Ces dispositions subsistèrent en l'An III. La loi du 1^{er} floréal porta le montant des créances remboursables à 1.000 et 2.000 fr. Mais la dépréciation de la monnaie éloigna les créanciers. Jusqu'au 23 août 1793, 129.315 fr. de dettes avaient été remboursées dans le département, mais, depuis cette date jusqu'à la fin de l'An V, le chiffre des règlements n'atteignit pas 37.000 fr. (1).

En attendant les liquidations, le département avait la faculté de mandater les arrérages de rentes (2). Il s'en acquitta assez irrégulièrement. Suivant l'époque, le mode de paiement différa. Il eut d'abord lieu en assignats valeur nominale ; puis, à partir du début de l'An IV en mandats, et pendant le premier semestre de l'An V 1/4 en numéraire et les 3/4 en bons de remboursement des 2/3 (3). Par la suite, les intérêts furent réglés en numéraire, pour les liquidations en retard comme pour les créances converties en 1/3 consolidé. En l'An X, ces dernières représentaient un capital de près de 2 millions de francs pour l'ancien district de Rouen (4). A 3 %, le Trésor versait donc chaque année au droit des émigrés portés sur notre liste, la

(1) AD. S.I. L.135.

(2) AD. S.I. L.135 et AD. S.I. Q. Indemnités. Affaires Gles, Actif et passif.

(3) AD. S.I. L.135 et AD. S.I. Q. Indemnités. Affaires Gles, Actif et passif.

(4) Cf. ci-dessus, L.III, chap.II, p. 298.

somme de 59.235 fr. Il en assumait encore la charge en 1825.

x

Etablissons, maintenant, pour le district de Rouen, le bilan du séquestre et de la vente des biens des émigrés. Le total des recettes s'élève à 4 millions 835.920 fr. se décomposant ainsi :

Revenus du séquestre 1.383.260 fr.

Vente du mobilier 429.500 fr.

Vente de l'immobilier 2.863.718 fr.

Elles accusent un excédent de 2.885.937 fr. sur les dépenses qui atteignent, y compris les intérêts des créances, 1.949.983 fr.

Ces chiffres appellent un certain nombre de remarques. Tout d'abord, l'importance des revenus du séquestre, des ventes de mobilier, prouve à quel point on a tort de négliger ces éléments. Ils fournirent à la Trésorerie des ressources immédiates, et le paiement comptant les préserva d'une trop grande dépréciation. Par contre, les ventes immobilières, autrement plus importantes, produisirent, en définitive, une somme qui doublait à peine les deux premières. La baisse de l'assignat, puis du mandat, provoqua, d'une part, une moins value à l'adjudication, et réduisit, d'autre part, les paiements, dans des proportions considérables. Bien que les propriétés des émigrés eussent été, dans le district, convenablement vendues en l'An II, la Nation ne recouvra que le 1/6 d'un total déjà inférieur à leur valeur réelle. Aussi, ne faut-il pas accuser les conditions des ventes, mais la politique monétaire des Thermido-riens et du Directoire, l'absence d'autorité, qui conduisait l'Etat à la banqueroute et les biens nationaux au gaspillage.

Enfin, le produit de ces aliénations fut largement entamé par le règlement du passif. La République s'était cependant attribué une place prépon-

dérante parmi les créanciers des émigrés. Il eut été logique qu'elle appliquât à tous, le traitement dont elle se contentait. Mais, alors qu'on l'avait payée en papier déprécié, elle versa en numéraire les intérêts des dettes particulières. Nous pouvons donc faire nôtre cette conclusion de M. Marion : « Mal affermés, mal entretenus (mal P) vendus, *encore plus mal payés*... les biens d'émigrés furent, en somme, d'un maigre profit pour la République » (1).

(1) M. Marion o.c. p.236.

CONCLUSION

CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA VENTE DES BIENS D'ÉMIGRÉS

La région rouennaise et, par extension, toute la Normandie, occupe, en face des questions concernant les émigrés et leurs biens, une position originale. A cause de la Coutume, le séquestre sur les successions, les indivis, les biens des ascendants, se justifiait au même titre que se justifiaient en l'An III les jouissances provisoires accordées aux femmes, aux enfants, aux mères, aux sœurs d'émigrés. Les ventes reflétaient, bien entendu, ces particularités locales. Nous allons en résumer les conséquences, en considérant, tour à tour, les émigrés et les nouveaux propriétaires.

Une première question se pose, celle de savoir jusqu'à quel point les émigrés ont souffert des aliénations. Le séquestre, en l'An II, atteignait dans le district de Rouen un immobilier évalué à 18 millions de livres, dont environ 5 millions de forêts. On adjugea seulement une quantité de biens estimés 7 millions de livres, soit un peu plus de la moitié des propriétés aliénables. L'autre moitié fut restituée aux alliés des émigrés à partir de l'An III. Mais la proportion des invendus varie considérablement avec les familles. Pour s'en faire une idée, il suffit de comparer la liste dressée ci-après (1) avec le tableau de leur fortune (2).

(1) D'après AD. S.I. Q. Dossiers de l'Indemnité du Milliard.

(2) Cf. ci-dessus, L.II, Chap. II, p. 134.

Noms des familles d'émigrés	Totalité des biens vendus	Passif liquide	Montant de la part dans l'indemnité du milliard
Baïllard de Guichainville..	18.616		18.616
Bailleul (marquis de)	2.294.741	70.978	2.223.763
Bessière de la Jonquière..			
Bigot Robert	555.725	6.919	548.806
Caumont (Vve)	11.880		11.880
Caillot de Coquereaumont	256.423	5.000	251.423
Cabeuil	3.792		3.792
Concedieu	11.700		11.700
Clercy de Mathonville	1.942		1.942
Colbert de Seignelay	674.628		674.628
Corneille de Beauregard ..	141.787	10.613	131.174
Costé de Triquerville	49.368	9.000	40.368
Danger	31.039	225.762	
Desmares de Trébons	234.290	4.920	229.369
Despommars	245.400	9.840	235.560
Delamarre	23.407		23.407
Dupont	26.923		26.923
Dupont d'Anglesqueville ..	28.386		28.386
— Sa femme	8.474		8.474
Success. Dupont	28.814		28.814
Duval de l'Escaude	12.698		12.698
Duval de Bonneval	85.927	102.503	
Delaroque père	31.046		31.046
Emangard	5.006		5.006
Eudes d'Eudeville	7.243		7.243
Foville (de)	74.124	24.341	49.783
Godart de Belbeuf	143.465	8.675	134.790
Guyot d'Etalleville Pierre			
Laurent	66.475	3.005	63.470
Gueutteville	186.969	2.000	184.969
Guérault de Boutemont ..	272.960	14.300	259.660
Grossin de Bouville	827.178	100.014	727.154
Grenier d'Ernemont	5.128	29.000	
Guérault-Duquesnoy	28.407		28.407
Hécamp de Coltot	101.865		101.865
— Sa femme	146.707		146.707
Lambesc de Lorraine	206.472	681.826	
Langlois de Louvre	54.786	470	54.316
Langlois de Breteuil	408.068	4.000	404.068
Lallemant	24.312		24.312
Larchier de Courcelles ...	47.810		47.810
Le Cordier de la Londe ..	349.640	149.788	199.852
Le Carpent. d.Chailloué (f ^e)	54.835		54.835
Le Courtois (Vve)	12.600		12.600
Lefebvre J.B. Salomon ...	52.637	50.000	2.637

Noms des familles d'émigrés	Totalité des biens vendus	Passif liquidé	Montant de la part dans l'indemnité du milliard
Lemarchand (Vve)	18.000		18.000
Lemarchand père	65.235	100	65.135
Lemercher	16.200		16.200
Lemercher (Vve)	300		300
Le Hayer	8.100		8.100
Le Poullétier	9.879		9.879
Le Roux de Cretot	301.144	42.917	258.226
Le Sueur de Colleville	354.851	1.000	353.851
Le Vigoureux (Succ.)	61.994	19.422	42.572
Maignard de la Vaupalière	707.064	9.828	697.236
Malet de Gravelle (Vve) ..	110.289		110.289
Malet de Gravelle père	623.608	8.757	614.551
Malherbe de St Laurent ..	36.156	23.625	12.531
Marye de Merval	29.182		29.182
Mordant de Massiac	3.658		3.658
Odoard du Hazé (père)....	5.500		5.500
Mustel des Essarts	3.255		3.255
Paul (de)	42.661		42.661
Rémy de Courcelles	279.954	27.170	252.784
— Sa femme	540	594	
Romé de Fresquienne	42.258	2.000	40.258
Titaire de Glatigny	91.801	21.587	70.214
Vintimille (comte de)	625.726	4.500	621.226
Yvelin de Béville	11.146	13.591	
Fiquet d'Ausseville	289.150	201.334	87.716
	11.601.344	1.889.379	10.414.887

En principe, l'importance des propriétés vendues dans une même famille est d'autant plus faible qu'un plus grand nombre de membres de cette famille n'a pas quitté la France. Les émigrés qui ne laissèrent personne, ou presque personne derrière eux, ne retrouvèrent que quelques bribes de leurs domaines. Le prince de Lambesc, Colbert de Seignelay, le comte de Vintimille, Maignard de la Vaupalière furent entièrement dépossédés de leurs apanages normands. La noblesse de robe fut également très éprouvée. Le marquis de Bailleul, Grossin de Bouville, Guérout de Boutemont, perdirent la presque totalité de leur fortune. Robert Bigot, Le Cor-

dier de la Londe, Hécamp de Coltot, Gueutteville de Colmare, Caillot de Coqueréaumont, Corneille de Beauregard, Le Sueur de Colleville Le Roux de Cretot ne recouvrèrent que la moitié de leurs biens fonds. Par contre, le plus grand nombre, en particulier tous les jeunes gens qui avaient servi dans l'armée de Condé, reçurent à leur retour, la propriété familiale à peine entamée. D'une part, les jouissances provisoires accordées aux sœurs, aux mères, aux femmes d'émigrés, préservèrent des ventes près de 4.000 hectares de terres dans le seul district de Rouen. D'autre part, les soumissions permirent en l'an IV, aux mêmes alliés des émigrés de récupérer dans le département environ 1.200 hectares de biens fonds. Enfin les ascendants rachetèrent à très bas prix une grande partie de l'immobilier provenant des partages de présuccession. Pour toutes ces raisons beaucoup d'anciens émigrés normands possédaient sous l'Empire de grosses fortunes. Le marquis de Biencourt, Etièvre de Trémauville, le Comte de Vieux, Godart de Belbeuf, Guyot d'Etalleville, jouissaient d'un revenu *foncier* supérieur à 50.000 francs. M. Gain cite plusieurs exemples du même ordre dans l'Eure, dans l'Orne et le Calvados sans toutefois connaître le motif de cette étonnante localisation (1). Ainsi, il est indéniable que la Coutume protégea en Normandie la propriété des émigrés contre les lois révolutionnaires. Faut-il cependant en déduire que la Révolution n'amena aucune transformation dans la condition des nobles, des paysans, dans la répartition des terres ? Sans doute ses conséquences furent-elles moins nettes que dans d'autres provinces, néanmoins elles se révélèrent par la suite aussi profondes.

(1) A. Gain. La Restauration et les émigrés, o.c. T.I, p.44.

X

D'une façon générale, la noblesse sortait de cette aventure, « dissociée, appauvrie, amoindrie ». Les titulaires des grands fiefs qui, depuis le début du xviii^e siècle, avaient dû abandonner morceau par morceau, une part importante de leurs domaines, furent définitivement chassés de la région. De même les plus riches parmi les membres du Parlement durent se résoudre à vivre à la campagne, sur les terres qui leur restaient. On avait vendu à Rouen, leurs hôtels particuliers. En 1820, le nom de Le Cordier ne figurait plus sur les matrices cadastrales de La Londe et d'Orival, de même que celui de Caillot à Coquereaumont, de Bigot à St-Thomas-la-Chaussée. D'autre part, frères, cadets sœurs, beaux-frères, disputaient aux aînés la possession des biens que le droit intermédiaire leur avait reconnus. Mme de Beaunay refusait de rendre aux Romé sa part dans l'héritage de sa mère (1). Le Sens de Folleville entendait conserver les terres qu'il avait obtenues en remplacement de la dot de sa femme, au détriment de son beau-frère : Robert Bigot (2). Enfin, le droit féodal avait disparu. Le Code Civil, fortement inspiré par les dispositions coutumières, considérait le régime dotal « comme un régime d'exception » (3). La disparition des inégalités successorales portait une dernière atteinte à la classe nobiliaire.

Quelles catégories d'individus avaient donc profité de la Révolution ; qui donc se trouvait en mesure, tant par la fortune que par la connaissance des affaires publiques, de suppléer aux défaillances de la noblesse. En l'an X, la puissance de la bour-

(1) AD. S.I. Q. Successions, liasse Romé.

(2) AN. F⁷ 5752-53, dossier Bigot.

(3) Ph. Sagnac, o.c. p.392.

geoisie s'affirmait sans conteste dans toute la région. Elle s'était installée dès 1790 à la tête de tous les corps administratifs, elle avait réussi à s'y maintenir même sous la Terreur, et c'est dans ses rangs que Bonaparte continuait à recruter ses hauts fonctionnaires. D'autre part la vente des biens nationaux lui avait permis de se constituer plus rapidement et à meilleur compte qu'au XVIII^e siècle d'importants domaines. En 1807, 49 négociants rouennais possédaient une fortune évaluée à 14.750.00 fr. dont les 2/3 étaient en terres. 23 fabricants avaient, de même, plus d'un million de biens fonds (1). A la campagne, les riches fermiers avaient de même, pu devenir de riches propriétaires. Ainsi, pour une large part la terre libérée passa entre les mains de la bourgeoisie dont elle stabilisera et consacra la richesse.

Toutefois ces grosses fortunes foncières s'échafaudèrent surtout aux dépens du clergé. La vente des biens des émigrés permit à beaucoup de paysans, et davantage encore de citadins, d'ajouter à leurs petites fermes quelques parcelles, de placer leurs économies. Si l'on se borne à considérer ses résultats immédiats on constate qu'elle accrut à peine le nombre des possédants, car la plupart des acquéreurs avaient déjà du bien. Mais il apparaît nettement qu'elle constitue la première étape de ce mouvement profond qui aboutit sous l'Empire, à un morcellement effectif de la terre et à une augmentation sensible du nombre des petits propriétaires ruraux. A cet égard, la comparaison que nous avons dressée entre les cotes d'impôt foncier pour 1792 et pour 1820 (2) est très significative.

(1) Levainville, o.c. p.252.

(2) D'après AD.S.I. L.577 et D^{on} des C.D. S.I., matrices cadastrales.

Nom des Communes	Nombre de pro- priétaires en 1792	Montant des évaluations	Nombre de pro- priétaires en 1820	Montant des évaluations	Nombre d'adjudicat ^{ns} de biens d'émigrés
<i>Canton de Rouen.</i>					
Le Mesnil Esnard..	320	27.651	»	»	Néant
St Martin du Vivier	79	26.593	90	30.000	Néant
Blosseville	153	30.841	205	39.778	Néant
Boisguillaume	234	58.425	274	62.524	Néant
Mont aux Malades..	145	30.825	»	»	Néant
Déville	184	39.749	»	»	1
St Aignan	96	20.854	248	52.981	Néant
Maromme	98	35.504	128	45.795	Néant
Sotteville l. Rouen	493	56.257	678	»	36
Le Grand Quevilly	255	40.859	336	45.576	Néant
Le Petit Quevilly .	134	27.400	»	»	Néant
<i>Canton de Canteleu.</i>					
Ambourville	73	9.379	92	15.535	Néant
Anneville-s.-Seine .	115	20.989	128	24.254	17
Berville-s.-Seine ..	76	10.989	203	43.593	Néant
Hautot	73	8.403	»	»	Néant
Hénouville	»	»	»	»	4
Mauny	51	13.638	61	29.947	4
Montigny	60	19.861	90	26.344	Néant
Quevillon	51	35.526	»	»	4
Sahurs	173	34.275	»	»	2
St M. de Boscherv.	141	54.177	145	67.402	7
St P. d. Manneville	164	49.047	167	59.218	2
Le Val de la Haye	121	30.676	»	»	Néant
Yville sur Seine ..	107	15.829	107	33.131	8
Bardouville	66	12.687	88	22.050	24
<i>Con de Quincampoix.</i>					
Bosc Guér. St Adr.	47	9.566	54	15.226	Néant
Fontaine ss Préaux	62	9.953	68	15.692	Néant
Isneauville	114	10.670	137	48.017	3
Morgny	40	6.564	43	17.752	Néant
La Pommeraye ..	29	5.900	32	6.784	1
St Nicol. du Vertb.	20	5.170	»	»	Néant
<i>Canton de St-Jacques-sur-Darnétal.</i>					
St J. sur Darnétal	165	32.396	»	»	Néant
Auzouville sur Ry.	179	26.818	»	»	2
Bois d'Ennebourg .	52	22.151	79	30.617	16
Bois l'Evêque	81	17.422	98	32.548	2
Epreville sur Ry..	72	5.949	»	»	2
Martainville s. Ry.	104	16.904	»	»	Néant
Préaux (N.D. de)..	154	56.937	»	»	12
Quevreville la Mill.	53	12.384	»	»	3
Roncher. s. le Viv ^r	70	15.721	74	23.650	2
St Lég. d. B ^e Denis	113	23.716	»	»	Néant
Servaville	145	17.137	151	47.249	Néant

Nom des Communes	Nombre de pro- priétaires en 1792	Montant des évaluations	Nombre de pro- priétaires en 1820	Montant des évaluations	Nombre d'adjudicat ^{ns} de biens d'émigrés
La Vieux Rue	65	15.600	»	»	7
<i>Canton de St Jean du</i> <i>Cardonnay.</i>					
St J. du Cardonnay	136	17.828	»	»	1
Bondeville (N.D.d.)	82	21.458	176	45.621	Néant
St D. de Bondeville	30	8.084	»	»	Néant
Eslettes	49	18.178	65	24.603	Néant
Le Houlme	94	24.276	152	»	Néant
Houpeville	96	14.112	118	15.320	5
Malaunay	33	12.984	127	55.669	Néant
N.D. des Champs..	34	9.614	»	»	1
Pissy	104	19.281	106	36.145	10
Posville	44	12.494	70	27.407	42
Roumare	102	19.936	144	62.667	Néant
St Maurice	45	19.923	»	»	Néant
St Thom. la Chaus.	58	13.303	»	»	18
La Vaupalière	51	11.480	65	14.500	17

La division de la terre, tant souhaitée par les paysans à la fin de l'Ancien Régime avait donc réussi à s'imposer (1). Au Mont Saint-Aignan, le nombre des exploitants avait doublé ; dans d'autres communes du canton de Rouen et de Darnétal, il s'éleva de 75 %. D'autre part, au lieu de réunir les fermes, on les partagea. « L'usage s'est établi, constatait-on en l'An XIII, de diviser les grandes fermes et d'en former plusieurs petites séparées, pour les louer avec plus d'avantage » (2). Leur étendue moyenne ne dépassa pas 8 acres aux alentours de Rouen. « La multitude des concurrents qui se présentaient pour chaque bail avait fait enchérir les loyers du 1/5 ou du 1/4 dans le pays de Caux, parfois du 1/3 ou de la moitié dans le Pays de Bray » (3). On comptait que les biens ruraux rapportaient de 10 à 12 % net (4). Par contre, le stock de propriétés

(1) Même constatation dans M. Marion, o.c. p.418-419.

(2) AD. S.I. Statistique de l'an XIII, cité par Sion, o.c. p.406.

(3) AN F¹³III, S.I. 8, Statistique de l'an XIII, cité par Sion, o.c. p. 406 et Levainville, o.c. p.252.

(4) Levainville, o.c. p.252.

vendues pendant la Révolution avait conduit à une baisse sensible du prix de la terre. « Elle se traitait 1/5 moins cher qu'en 1789. D'ailleurs les mutations se ralentirent de 1800 à 1810 comme si l'on ressentait la nécessité d'une stabilisation générale.

×

Tandis que dans d'autres régions de nombreux conflits éclatèrent entre les émigrés et les acquéreurs, à Rouen ils vécurent en bonne intelligence. Ils siégèrent ensemble dans les collèges électoraux de l'Empire, et se partagèrent les honneurs. Les rachats furent très rares. Grossin de Bouville certifia au Conseil de Préfecture qu'il n'en avait opéré aucun. Caillet ne fit qu'un seul échange, le 16 mai 1806, avec Nicolas Lecerf pour récupérer une ferme de trois acres. On répandit la croyance que « les descendants des acquéreurs de biens nationaux n'en profitèrent pas au delà de la troisième génération » (1). Ce fut parfois vrai pour des raisons tout à fait naturelles. Mais aussi, nombre de propriétés achetées en l'An II se transmirent jusqu'à nos jours, et nous pourrions citer certaines familles qui en détiennent encore. En définitive, l'expropriation des émigrés et la vente de leurs biens constitua, au point de vue financier, une opération désastreuse, car elle resta liée, en l'An III, au sort de l'assignat. Mais il apparaît nettement qu'on l'entreprit « moins pour remplir le Trésor que pour déplacer la propriété » ; et, sur ce point, on ne peut nier les résultats. Les aliénations diminuèrent la fortune et le prestige de la noblesse, hâtèrent l'évolution traditionnelle de la propriété, et préparèrent à la bourgeoisie commerçante et industrielle la place prépondérante qu'elle devait occuper pendant tout le XIX^e siècle.

(1) Clérembray, o.c. p. 72, note 1.



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	Pages I-III
BIBLIOGRAPHIE	V-XVI

LIVRE PREMIER

ÉTABLISSEMENT DU SÉQUESTRE (1791-an III)

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 8 AVRIL ET LE SÉQUESTRE DES BIENS DES ABSENTS	1
I. — La Constituante et les émigrés. — Loi du 1 ^{er} -6 août 1791. — Délit d'absence. — Amnistie générale	2
II. — La Législative et le vote du séquestre. — Position du problème. — Vote du principe (9 février 1792). — Discussion des modalités d'exécution (février-mars 1792)	8
III. — L'exécution du séquestre (avril-août 1792). — Etat d'esprit des administrateurs rouennais. — Confection des états de consistance. — Premiers inventaires de mobilier	14
IV. — Conséquences de la loi du 8 avril 1792. — Première liste d'émigrés. — Rentrée des émigrés. — Leurs efforts pour éviter le séquestre.	30
Conclusion	36

CHAPITRE II

L'ÉMIGRATION ET LE SÉQUESTRE APRÈS LE 10 AOÛT 1792	38
I. — Conséquences immédiates du 10 août 1792. — Réaction des administrations rouennaises. — Mesures contre les prêtres — contre les émigrés. — Réforme des certificats de résidence. — Extension du séquestre, des certificats de résidence. — Extension du séquestre (loi du 1 ^{er} -4 février 1793)	39
II. — Les Montagnards et les lois sur l'émigration. — Transformations administratives. — Loi du 28 mars-	

15 avril 1793. — Ses conséquences. — Liste générale des émigrés. — Extension du séquestre. — Radiation des absents	50
Conclusion. Répartition des émigrés — âge — profession	60

CHAPITRE III

LE SÉQUESTRE ET LES FAMILLES DES ÉMIGRÉS.....	63
I. — La Coutume de Normandie et le séquestre. — Transmission de la propriété nobiliaire. Douaire. Tiers coutumier. Droit d'ameuse	63
Situations créées par le séquestre : sœurs d'émigrés, veuves mères d'émigrés, femmes et enfants d'émigrés	67
II. — Les familles des émigrés et les lois révolutionnaires. — Résistances contre le séquestre-oppositions à l'arrêt des revenus, aux inventaires, aux ventes de mobilier, aux confiscations d'immeubles. — Loi du 28 mars-15 avril 1793. — Restitution des propres aux femmes des émigrés	73
III. — Les parents d'émigrés. — Lois des 15 août et 19 septembre 1792 — du 17 septembre 1793. — Séquestre sur leurs biens. — Loi du 17 frimaire an II et ses conséquences	84
IV. — Successions. — Biens indivis. — Liquidation antérieures à 1793. — Loi du 28 mars 1793, du 17 nivôse an II. — Premiers partages. — Biens indivis ..	95
Conclusion. — Importance de la propriété séquestrée. — Tableau de répartition par commune. — 1792-1793. — an II, an III	103

LIVRE II

ADMINISTRATION ET VENTE DES BIENS DES ÉMIGRÉS
(1792 — an III)

CHAPITRE PREMIER

LA FORTUNE DES ÉMIGRÉS ET DE LEURS FAMILLES	111
I. — Propriétés foncières. — Importance des forêts. — Les fermes : étendue, composition, montant et durée des baux	113
II. — Propriétés bâties. — Châteaux. — Hôtels particuliers. — Maisons de rapport. — Moulins	125
III. — Capitaux mobiliers et dettes. — Le mobilier. — Les rentes sur les particuliers, sur l'Etat. — Les	

parts dans les industries. — Les offices. — Les créan- ces légitimaires et chirographaires	130
Conclusion. — Tableau de la fortune des émigrés..	134

CHAPITRE II

VENTES ET RÉSERVES DE MOBILIER.....	137
I. — Premières adjudications. — Importance du rôle des huissiers priseurs. — Résultats. — Acquéreurs...	138
II. — Fin des ventes (Mai 1793 — an III), Unité de direction. — Résultats en 1793, en l'an II, en l'an III	149
III. — Objets réservés pour la défense nationale. — Chevaux et mulets. — Effets de campement. — Cuivre et métaux. — Marchandises diverses. — Vins et li- queurs. — Meubles précieux. — Argenterie et bijoux	154
IV. — Objets réservés pour l'Instruction Publique. — Livres. — Importance et composition des biblio- thèques des émigrés. — Distractions. — Restitutions. — Tableaux et objets d'art. — Arbres rares. — Col- lections diverses	161
Conclusion	172

CHAPITRE III

ADMINISTRATION DU SÉQUESTRE	173
I. — Locations. — Entretien. — Maisons, châteaux, terres. — Manque de concurrence. — Faiblesse des prix. — Réparations	174
II. — Recouvrement des fermages et des rentes. — Retard dans les déclarations —. Application de la loi du 11-13 janvier 1793. — Paiements en nature (loi du 16 frimaire an II). — Résistances des fermiers. — Ré- sultats	185
III. — Entretien et exploitation des forêts. — Rôle des administrations. — Importance des dégâts (1792- 1793). — Mesures de rigueur en l'an II. — Relâche- ment en l'an III. — Vente des coupes. — Résultats en l'an II et en l'an III	193
Conclusion	203

CHAPITRE IV

VENTE DE L'IMMOBILIER	204
I. — Opérations préliminaires. — Règlement provi- soire du passif des émigrés. — Lois du 8 avril et 2 septembre 1792. — Loi du 28 mars 1793. — Création du Grand Livre de la dette publique.....	205

Divisions. — Exécution de la loi du 3 juin 1793. —	
Divisions parcellaires. — Morcellement au milieu de	
l'an II	210
Estimations. — Propriétés bâties. — Biens fonds	
loués et non loués	218
II. — Adjudications. — Hôtels rouennais. — Mou-	
lins. — Lots de terre de plus de 50 acres, de 10 à 50	
acres, de moins de 10 acres. — Produit des ventes....	223
III. — Acquéreurs. — Rôle des intermédiaires. —	
Acquéreurs d'immeubles. — Principaux acquéreurs de	
biens fonds. — Accroissement de la moyenne pro-	
priété. — Acquéreurs de petits lots. — Mécontentement	
des paysans. — Les prolétaires et les biens d'émigrés	
(Exécution de la loi du 13 septembre 1793, de la cir-	
culaire du 14 floréal an II).....	234
Conclusion. Tableau des ventes par émigré et par	
commune	253

LIVRE III

LA FIN DU SÉQUESTRE ET DES VENTES (An III — An X)

CHAPITRE PREMIER

LA RADIATION DES ABSENTS ET LA RENTRÉE DES ÉMIGRÉS..	260
I. — La Réaction thermidorienne et les émigrés. —	
Personnel administratif. — Décrets des 5 et 25 bru-	
maire an III. — Radiations définitives. — Opposition	
des acquéreurs. — Loi du 22 nivôse. — Efforts tardifs	
de réaction	261
II. — Le Directoire et les émigrés. — Personnel ad-	
ministratif. — Audace des émigrés. — Loi du 19 fruc-	
tidor an V et ses conséquences	268
III. — Les émigrés et le Consulat. — Lois des 12	
ventôse an VIII et du 28 vendémiaire an IX. — Retour	
définitif des émigrés. — Amnistie	274

CHAPITRE II

JOUISSANCES PROVISOIRES ET LIQUIDATIONS DÉFINITIVES....	280
I. — Jouissances provisoires. — Loi du 13 ventôse	
an III et ses conséquences. — Sœurs d'émigrés. —	
Veuves mères d'émigrés. — Femmes et enfants	281
II. — Liquidations définitives. — Partage des suc-	
cessions en ligne directe et collatérale. — Lois du 1 ^{er}	

floréal an III et du 9 brumaire an VII. — Liquidation du passif des émigrés. — Lois du 1 ^{er} floréal an III et du 24 frimaire an VI. — Droits des femmes et des enfants d'émigrés	287
---	-----

III. — Partages de présuccession. — Déclarations de fortune (actif et passif). — Modalités et résultats des partages	303
--	-----

IV. — Fin du séquestre. — Forêts. — Le séquestre et le Consulat. — Dernières restitutions.	312
--	-----

CHAPITRE III

LA FIN DES VENTES	318
-----------------------------	-----

I. — Lois de prairial an III. — Estimations. — Divisions. — Résultats	319
---	-----

II. — Loi du 28 ventôse an IV. — Soumissions. — Estimations. — Avilissement des prix	324
--	-----

III. — Dernières enchères. — Lois des 16 brumaire an V, 26 vendémiaire, 27 brumaire an VII, 15-16 floréal an X	334
--	-----

Conclusion. — Importance des rachats des familles d'émigrés	342
---	-----

CHAPITRE IV

RÉSULTATS FINANCIERS DU SÉQUESTRE ET DES VENTES (1792 — an X)	344
---	-----

I. — Recettes. — Fermages. — Coupes de bois. — Ventes de mobilier, d'immobilier jusqu'en l'an III, jusqu'en l'an X. — Décomptes. — Frais de vente, d'enregistrement	346
---	-----

II. — Dépenses. — Frais de séquestre et de vente. — Remboursement des petites créances. — Paiement des intérêts de la dette	356
Conclusions. — Résultats	361

CONCLUSION GÉNÉRALE

CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA VENTE DES BIENS DES ÉMIGRÉS	
---	--

I. — Influence des ventes sur la fortune nobiliaire	363
---	-----

II. — Influence des ventes sur le morcellement de la propriété	367
--	-----

Vu : le 19 Janvier 1937.

*Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,*

H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris

S. CHARLÉTY.

ERRATA

- Page 10. — Ligne 5 : *lire* controverses.
- 15. — Notes 5, 3, 4 : *rétablir l'ordre* 3, 4, 5 ; et ligne 23 : *au lieu de* atteindre, *lire* attendre.
- 16. — Ligne 8 : *lire* et par suite le choix des édiles.
- 24. — Ligne 16 : *lire* maire et officiers.
- 29. — Dernière ligne à *supprimer*.
- 44. — Ligne 9 : *lire* Puis elle faisait...
- 53. — Ligne 25 : *lire* véritable.
- 60. — Ligne 30 : *au lieu de* caractères, *lire* caractéristiques.
- 83. — Ligne 2 : *au lieu de* enrichir, *lire* enchérir.
- 84. — Ligne 12 : *lire* du foyer.
- 95. — Ligne 16 : *lire* La Nation ne pouvait...
- 98. — Ligne 14 : *lire* Fiquet.
- 99. — Ligne 15 : *lire* (2) ; et note 2, ligne 3 : *au lieu de* thèse complémentaire, *lire* Liste des émigrés...
- III. — 2^e phrase : *lire* On peut l'évaluer dans le district à un total approximatif de 50 millions de livres, réparti entre 86 familles.
- 115. — Ligne 22 : *au lieu de* leurs forêts, *lire* ses forêts.
- 116. — Colonne 4, ligne 9 : *lire* du Thuithébert.
- 154. — Note 3 à *supprimer*.
- 155. — Ligne 16 : *au lieu de* linges, *lire* paillasses.
- 157. — Ligne 2 : *au lieu de* an II, *lire* an III.
- 170. — Ligne 29 : *lire* Sciences.
- 171. — Ligne 23 : *au lieu de* sse, *lire* ses.
- 178. — Ligne 27 : *au lieu de* Signalons, *lire* Remarquons.
- 191. — Ligne 5 : *au lieu de* déclarations, *lire* réclamations.
- 195. — Ligne 23 : *au lieu de* (5), *lire* (4).
- 206. — Ligne 23 : *au lieu de* mettra, *lire* mettre.
- 208. — Note (4) à *intervertir avec* la note (1), p. 209.
- 209. — Ligne 30 : *lire* propriété séquestrée.
- 211. — Ligne 11 : *au lieu de* Il lui, *lire* Il leur...
- 212. — Ligne 1 : *au lieu de* qui, *lire* car on n'avait...
- 213. — Ligne 12 : à *supprimer*.
- 236. — Ligne 30 : *au lieu de* femme, *lire* ferme.
- 263. — Ligne 16 : *lire* (2).
- 264. — Ligne 1 : *lire* (1).
- 270. — Ligne 1 : *lire* particulièrement favorables...
- 281. — Ligne 7 : *lire* élabora.
- 282. — Ligne 1 : *lire* en réclament.
- 283. — Ligne 23 : *lire* séquestre.
- 284. — Ligne 23 : *lire* les femmes (et les enfants) d'émigrés, paraissaient oubliées...
- 289. — Ligne 7 : *lire* commodité ; ligne 27 : *lire* (3).
- 301. — Ligne 18 : *lire* Précis sur la légitime appelée... composée...
- 302. — Ligne 13 : *lire* (1) ; ligne 15 : *lire* (2).
- 305. — Note (4) à *supprimer*.
- 309. — Ligne 28 : *lire* au tiers.
- 315. — Ligne 2 : *lire* du Conseil.
- 343. — Ligne 8 : *au lieu de* prix, *lire* chiffre.
- 353. — Ligne 24 : *supprimer* (4) ; ligne 27 : *lire* (4) ; ligne 32 : *lire* (5).





